SOUS LA DIRECTION DE
Robert Comeau et Lucille Beaudry

Respectivement historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM
et professeure, département de science politique, UQAM

(1990)

ANDRÉ LAURENDEAU

Un intellectuel d'ici

Un document produit en version numérique par Jacques Courville, bénévole,
Médecin et chercheur en neurosciences à la retraite

Courriel: courvilj@videotron.ca

Page web dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jacques Courville, bénévole, médecin et chercheur en neurosciences à la retraite, Montréal, Québec,
Courriel : courvilj@videotron.ca

Sous la direction de Robert Comeau et Lucille Beaudry

ANDRÉ LAURENDEAU. Un intellectuel d'ici.

Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1990, 310 pp. Collection : Les leaders politiques du Québec contemporain.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 4 novembre 2010 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels : comeau.robert@sympatico.ca
beaudry.lucille@ugam.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 16 juin 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Sous la direction de

Robert Comeau et Lucille Beaudry

Respectivement historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM
et professeure, département de science politique, UQAM

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici

Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1990, 310 pp. Collection : Les leaders politiques du Québec contemporain.

[307]

Table des matières

Quatrième de couverture

Claude Corbo, PRÉFACE [pp. 7-9.]

INTRODUCTION

Lucille Beaudry et Robert Comeau, "André Laurendeau: leader exceptionnel et penseur actuel." [pp. 1-6.]

Chapitre I.

ANDRÉ LAURENDEAU TEL QUE JE L'AI CONNU

Robert Comeau, "Présentation," [page 9.]

Gérard Fillion, «Ce qui lui a manqué, c'est une enfance d'enfant». [pp. 11-13.]

André Malavoy, "Une rencontre mémorable." [pp. 15-22.]

Simonne Monet-Chartrand, "Depuis 1938... un ami précieux." [pp. 23-30.]

Chantal Perrault, "Oncle André..." [pp. 31-36.]

Maurice Blain, "Lettre à Madame Chantal Perrault." [pp. 37-42.]

Chapitre II.

ANDRÉ LAURENDEAU ET LE BLOC POPULAIRE

Michel Lévesque, "Présentation." [pp. 45-46.]

Paul-André Comeau, "André Laurendeau et sa participation au Bloc populaire." [pp. 47-56.]

Robert Boily, "Les conditions d'émergence des tiers partis au Québec: le cas du Bloc populaire canadien." [pp 57-67.]

Réjean Pelletier, "Le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire: À quelle enseigne logent-ils?" [pp 69-79.]

Chapitre III.

ANDRÉ LAURENDEAU ET LE JOURNALISME

- Lucille Beaudry, "Présentation." [pp. 83-84.]
Gérard Pelletier, "Profession: éditorialiste." [pp. 85-88.]
Michel Roy, "André Laurendeau, journaliste au Devoir." [pp. 89-92.]
Elzéar Lavoie, "Le plus grand journaliste de sa génération." [pp. 93-96.]
François-Albert Angers, "André Laurendeau, journaliste à L'Action nationale." [pp. 97-107.]
Laurent Laplante, "Impressions d'un lecteur." [pp. 109-112.]

Chapitre IV.

ANDRÉ LAURENDEAU: LA CULTURE ET LES ARTS

- Lucille Beaudry et Robert Comeau, "Présentation." [pp. 15-116.]
Francine Laurendeau, "André Laurendeau et la musique." [pp. 117-122.]
Alain Pontaut, "Le théâtre d'André Laurendeau." [pp. 123-125.]
Gilles Hénault, "Les avatars d'une vie littéraire." [pp. 127-131.]
Jean-Cléo Godin, "André Laurendeau, dramaturge." [pp. 133-137.]
Anne Legaré, "Laurendeau, le dialogue impossible." [pp. 139-145.]
Jean-Éthier Blais, "André Laurendeau, écrivain." [pp. 147-151.]

Chapitre V.

ANDRÉ LAURENDEAU ET LE NATIONALISME

- Lucille Beaudry, "Présentation." [pp. 155-156.]
Pierre de Bellefeuille, "André Laurendeau face au séparatisme des années 60." [pp. 157-162.]
Charles Vallerand, "De Groulx à Laurendeau: l'héritage nationaliste." [pp. 163-168.]
Louis Balthazar, "André Laurendeau, un artiste du nationalisme." [pp. 169-178.]
Pierre Dansereau, "André Laurendeau: les options réversibles." [pp. 179-184.]
J.Z Léon Patenaude, "André Laurendeau, «La Patente» et la justice sociale." [pp. 185-189.]
Denis Monière, "André Laurendeau et la vision québécoise du Canada." [pp. 191-200.]

Chapitre VI.

ANDRÉ LAURENDEAU ET LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

Robert Comeau "Présentation". [pp. 203-206.]

Paul Lacoste, "André Laurendeau et la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme." [pp. 207-213.]

Neil Morrison, "Bilinguisme et biculturalisme." [pp. 215-218.]

Stanley Bréhaut-Ryerson, "Laurendeau, la Commission royale, l'histoire." [pp. 219-222.]

Chapitre VII.

BILAN: ANDRÉ LAURENDEAU, L'INTELLECTUEL ENGAGÉ

Lucille Beaudry, "Présentation." [pp. 225-226.]

Pierre Anctil, "Laurendeau et le grand virage identitaire de la Révolution tranquille." [pp. 227-240.]

Jean-Marc Léger, "L'engagement et la distance." [pp. 241-245.]

Marcel Fournier, "André Laurendeau, la culture et la politique." [pp. 247-257.]

Fernand Dumont, "De Laurendeau à l'intellectuel d'aujourd'hui." [pp. 259-263.]

Léon Dion, "André Laurendeau: un intellectuel engagé?" [pp. 265-276.]

Claude Ryan, "Il a soulevé les vraies questions et réfuté les réponses toutes faites." [pp. 277-281.]

Gérard Bergeron, «Celui pour qui nous avons tous rêvé d'un autre destin». [pp. 283-287.]

ANNEXES

Michel Lévesque, "Notice biographique d'André Laurendeau, 1912-1968." [p. 289.]

Michel Lévesque, "Bibliographie." [pp. 291-298.]

Juliette Rémillard, "Le Fonds d'archives de la famille André-Laurendeau." [pp. 299-310.]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Liste des photographies

[Retour à la table des matières](#)

- [Photo 1.](#) *André Laurendeau, jeune marié, juin 1935.*
- [Photo 2.](#) *André Laurendeau avec son père, Arthur Laurendeau, et sa mère, Blanche Hardy.*
- [Photo 3.](#) *Assemblée du Bloc populaire pendant la guerre.*
- [Photo 4.](#) *André Laurendeau entre Maxime Raymond (à gauche) et Henri Bourassa (à droite).*
- [Photo 5.](#) *André Laurendeau lors de la campagne anti-conscriptionniste.*
- [Photo 6.](#) *André Laurendeau, chef de l'aile provinciale du Bloc populaire canadien.*
- [Photo 7.](#) *André Laurendeau, député du Bloc populaire canadien (1944-1947).*
- [Photo 8.](#) *André Laurendeau à l'assemblée du Bloc populaire en juillet 1944.*
- [Photo 9.](#) *Allocution au Congrès juif au cours des années 1950.*
- [Photo 10.](#) *La famille Laurendeau en 1959. De gauche à droite: Jean, André, Francine, Olivier, madame Ghislaine Laurendeau tenant Geneviève et Yves (assis). Sylvie n'était pas encore née.*
- [Photo 11.](#) *La Commission Laurendeau Dunton à Québec en juin 1964. De gauche à droite: Madame Gertrude Laing, MM. Clément Cormier, Neil Morrison, Paul Lacoste, Paul Wyczynski, Jean-Louis Gagnon, André Laurendeau, Wilfrid Hamel, Davidson Dunton, Jaroslav Rudnyckyj, Royce Frith et Frank Scott.*
- [Photo 12.](#) *Frank Scott et André Laurendeau.*

[Photo 13.](#) *André Laurendeau, coprésident à la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, de 1963 à 1968.*

[Photo 14.](#) *La Commission à Québec en 1964: Jean-Louis Gagnon, Wilfrid Hamel, André Laurendeau (assis), Davidson Dunton et Jaroslav Rudnyckyj*

[Photo 15.](#) *André Laurendeau, journaliste au Devoir, 1947-1962.*

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage renferme les actes du troisième colloque annuel tenu en mars 1989 à l'Université du Québec à Montréal sur les leaders politiques du Québec contemporain. Il réunit une quarantaine de contributions d'universitaires et de témoins privilégiés de l'époque, amis et proches collaborateurs et collaboratrices.

Voilà une réflexion exhaustive sur l'apport de cet intellectuel à la culture québécoise, sur son oeuvre, sa pensée, ses choix et son leadership. À travers ses multiples activités de journaliste, de chef de parti et de député du Bloc populaire (1944-1947), d'écrivain, de dramaturge, de directeur de revue, d'animateur de télévision (*Pays et merveilles*) ou de leader nationaliste, il mena une action incessante pour faire du Québec une société plus libre, plus juste et plus accueillante.

«La question centrale pour Laurendeau aura été celle du destin du Québec. La caractéristique majeure de sa pensée fut la conviction que le Québec constitue une nation et pas seulement une province ou une communauté culturelle» (Claude Ryan).

Le lecteur trouvera ici un bilan de la contribution d'André Laurendeau à la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme qu'il coprésida de 1963 à 1968. Il avait rêvé d'un Canada où seraient reconnues les deux principales communautés culturelles. Le concept de société distincte revient à André Laurendeau qui l'avait consigné dans le rapport préliminaire de la Commission B.B. de 1965.

[vii]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

PRÉFACE

Claude Corbo *

[Retour à la table des matières](#)

Il m'est agréable de saluer la publication des actes du colloque sur André Laurendeau, tenu à l'Université du Québec à Montréal les 17, 18 et 19 mars 1989. Ce colloque est le troisième d'une série de colloques annuels offerts par l'UQAM, qui traitent des leaders politiques du Québec contemporain. La trentaine de communications auxquelles donne lieu ce colloque permet à des universitaires, des chercheurs et chercheuses, amis et amies, parents de même que les collaborateurs et collaboratrices d'André Laurendeau de faire mieux connaître et de comprendre cet homme, dont la personnalité a joué un rôle décisif dans l'histoire contemporaine du Québec.

Cet ouvrage est particulièrement intéressant à deux points de vue. D'une part, les actes du colloque nous révèlent la richesse de ce personnage politique et la complexité de son action. Des années 30 à son décès prématuré, en 1968, Laurendeau agit comme un témoin et un acteur profondément engagé dans notre devenir collectif. Au cours de ces trois décennies, il sait déployer son talent parmi les nombreuses sphères de la vie, souvent mutuellement exclusives aux yeux d'autres personnalités importantes. Son engagement politique est des plus actifs. Longtemps, il exerce l'exigeante discipline quotidienne du journalisme, tandis que sa plume le mène également à l'écriture dramatique. C'est avec brio qu'il exploite ce moyen de communication relativement nouveau qu'est la télévision au cours des années 50. Il cultive l'art musical avec une passion durable et vivifiante. À travers cette activité multiforme, Laurendeau s'affirme avant tout sous la belle figure de l'intellectuel engagé.

*

Claude CORBO est recteur à l'Université du Québec à Montréal.

Intellectuel engagé, Laurendeau l'est tout au long de sa vie, faisant preuve à la fois d'une détermination courageuse dans l'action et d'une volonté de lucidité sans complaisance. Pour lui, le combat politique s'exerce sous l'impulsion d'une analyse serrée et critique des conjonctures et des forces en présence. Jamais il ne trivialise l'action politique, et toujours il mobilise ses énergies en faveur du progrès collectif. La sérénité qui se dégage de sa critique politique s'accompagne d'un attachement profond au sort de la société québécoise. Son dernier engagement, comme coprésident de la Commission royale d'enquête sur le [viii] bilinguisme et le biculturalisme, est pour lui l'occasion d'un questionnement déchirant. Mais, malgré les difficiles questions soulevées, il sait sauvegarder sa volonté d'agir avec une lucidité sans failles. Eût-il vécu plus longtemps, que sa réflexion aurait été soumise à des tensions plus importantes; mais rien ne nous autorise à croire qu'il aurait failli à la tâche. Pendant les années 50 et 60, Laurendeau suit non seulement le développement de la société québécoise, mais il s'emploie à le rendre intelligible à ses contemporains. En toute générosité, André Laurendeau se met au service du Québec, et la publication de ces actes le confirme de façon claire et durable.

Ce troisième colloque illustre, d'autre part, la fécondité de la formule qu'inspire cet événement annuel, tenu sous la responsabilité scientifique des départements d'histoire, de science politique, de sociologie et de communication de l'UQAM. Comme l'ont démontré les précédents colloques, consacrés à Georges-Émile Lapalme (1987) et Jean Lesage (1988), le colloque Laurendeau suscite d'abord des témoignages qui, autrement, auraient sombrés dans l'oubli. L'élément central de ces colloques appelle la réunion non seulement d'universitaires et de chercheurs et chercheuses, mais aussi de témoins, de collaborateurs et collaboratrices et d'adversaires d'André Laurendeau. Celui-ci tend à susciter des échanges très riches et permet d'approfondir la complexité du devenir social. Pour bâtir l'histoire jamais achevée du Québec contemporain, tous les témoignages sont nécessaires. Et ces témoignages, s'ils nous interpellent aujourd'hui, seront disponibles pour ceux et celles qui, dans l'avenir, auront le désir de questionner à nouveau les moments majeurs de l'évolution de la société québécoise. Par ailleurs, loin de viser la constitution d'un quelconque panthéon, ces colloques enrichissent l'analyse historique et sociologique en faisant appel au facteur humain. Dans le cheminement des sociétés, les forces sociales jouent un rôle déterminant. Mais il n'y a pas que les forces sociales, il y a aussi des personnes qui interviennent et qui influent sur les données objectives ou qui les rendent davantage intelligibles par les groupes en présence, et ce, au point de les modifier. L'évolution d'une société ne s'explique que par l'interaction des données objectives et de l'intervention de l'action des groupes mais aussi des personnes qui la composent. Par l'examen de l'action de certaines personnalités marquantes, les colloques annuels de l'UQAM amènent une fine compréhension du Québec contemporain. Et, souvent, les débats qui agitent une génération vont rejoindre ceux de la génération suivante, précisément lorsque se fait entendre la voix de certains leaders. Les colloques an-

nueils de l'UQAM sur les leaders politiques du Québec contemporain se veulent également renouvelés et ouverts sur le devenir du Québec d'aujourd'hui.

[ix]

S'il vivait aujourd'hui, André Laurendeau aurait assurément poursuivi sa généreuse contribution d'intellectuel engagé au sein de nos actuels débats.

[1]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

INTRODUCTION

André Laurendeau: leader exceptionnel et penseur actuel

*Lucille Beaudry et Robert Comeau**

[Retour à la table des matières](#)

Il peut sembler étonnant, à première vue, que pour ce colloque on ait choisi André Laurendeau parmi les leaders politiques du Québec contemporain. En fait, il s'avère le seul jusqu'à ce jour à ne pas avoir assumé le leadership d'une grande formation politique traditionnelle et à ne pas avoir été chef de gouvernement, ne pouvant ainsi imprégner un régime politique à une période donnée.

D'autres, avant et après lui, ont également été journalistes et hommes politiques, pour ne nommer que Claude Ryan et René Lévesque, les plus célèbres. Alors pourquoi André Laurendeau ? En quoi constitue-t-il un cas unique dans l'histoire du Québec ?

Le cas particulier de Laurendeau tient, selon nous, à deux caractéristiques majeures du leadership qu'il exerce : d'abord, il traverse quatre décennies à l'avant-scène de l'histoire sociopolitique du Québec, des années 30 jusqu'aux années 60, et ensuite son leadership connaît une certaine diversité. André Laurendeau agit sur la scène politique de multiples façons, autant que le permettent successivement la posi-

* Lucille BEAUDRY est professeure au département de science politique de MQAM et Robert COMEAU est professeur au département d'histoire de l'UQAM; tous deux ont été membres du comité d'organisation du colloque André Laurendeau.

tion de direction au sein d'un mouvement social, la fondation d'un parti de type nouveau et la présence dirigeante incontestée au sein des principaux médias de son temps.

Si les nombreuses facettes du personnage et de son parcours idéologique et politique, qui imprègnent près de 40 ans d'histoire du Québec, suffisent à justifier notre choix, l'actualité de sa pensée politique ajoute au cas unique d'un tel leadership et conforte l'intérêt que nous lui portons.

UN LEADER EXCEPTIONNEL

Le coup d'envoi de l'engagement politique d'André Laurendeau paraît dès le début des années 30, à l'occasion de la lecture publique qu'il fait [2] du *Manifeste de la jeune génération* (1932), qu'il rédige lui-même pour la première réunion de ce qui devint ensuite le mouvement des Jeune-Canada ¹.

En hérauts du nationalisme érigé par l'enseignement de l'abbé Groulx, convaincu de la grandeur de la nation canadienne-française et de sa mission sur l'étendue du continent nord-américain, les Jeune-Canada appellent à l'action pour lutter contre la situation d'injustice faite au peuple canadien-français. Pour ce faire, le mouvement utilise toutes les tribunes possibles, de l'assemblée publique à la publication de tracts, à l'interpellation d'hommes politiques, d'articles dans les journaux et d'interventions à la radio.

Les Jeune-Canada entendent porter sur la place publique les problèmes nationaux de l'heure. Enflammés par la question nationale, ils prônent leur indépendance à l'égard de tout parti politique et poursuivent sans relâche l'objectif d'inculquer à la jeunesse canadienne-française le sens de la fierté nationale.

Au sein de ce mouvement, André Laurendeau incarne «l'âme du groupe» et «le penseur» ². Il est d'ores et déjà un jeune intellectuel brillant et engagé. On le sait doté d'une sensibilité d'artiste, d'un tempérament qui relève de l'esthétique et qui nourrit une large et profonde préoccupation envers l'œuvre littéraire à accomplir. Cette impulsion d'artiste s'accompagne d'une vive conscience des problèmes politiques, sociaux et culturels de sa communauté. Dans cette difficile alliance de l'art et du politique, les événements lui font accorder, malgré lui, la préférence au politique.

¹ «Manifeste des Jeunes». *L'Action nationale*, vol. 1, n° 2, février 1933, p. 117-120. Reproduit avec des commentaires dans D. LATOUCHE et D. POLIQUIN-BOURASSA, *Le manuel de la parole. Manifestes québécois, 1900-1959*, tome 2, Montréal, Boréal, 1978, p. 131.

² Lucienne FORTIN, «Les Jeune-Canada» dans F. Dumont, *Les idéologies au Canada français 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 215-235.

D'aucuns reconnaissent qu'il ne possède pas l'étoffe d'un leader charismatique, et rien de son itinéraire intellectuel et de sa formation académique ne le convie à l'action partisane. Pourtant, fort du succès des nationalistes de la Ligue pour la défense du Canada, qu'il fonde à l'occasion de la campagne du plébiscite sur la conscription, André Laurendeau souscrit d'emblée au projet de fondation du Bloc populaire, en 1942. Il en est le principal secrétaire, avant même d'être propulsé leader de la section québécoise.

[3]

À la tête du parti, d'un premier tiers-parti à la fois nationaliste et réformiste, et député (1944-1947), André Laurendeau n'est pas non plus homme de stratégies et de tactiques électorales calculées, mais sait mieux que quiconque manier des idées, animer la réflexion et proposer un programme innovateur. Il tente aussi d'impulser au parti un mode de fonctionnement nouveau, inspiré par ce qu'il a pu observer des formations politiques de gauche lors de son passage en France (1935-1937) et par l'expérience québécoise de l'Action libérale nationale (ALN): le financement populaire, le bénévolat, l'importance de l'éducation politique, etc. Mais son inspiration française concerne davantage la compréhension qu'il a de l'ouverture nécessaire aux problèmes sociaux de l'heure que doit porter ce nationalisme canadien-français; ouverture qui l'oblige à entrer pieds et mains liés dans la lutte contre le duplessisme.

Par cette envergure d'idéaux, il innove, certes, mais il confronte aussi la réalité d'un système bipartiste qui semble alors invincible, grâce à toutes les complicités et à l'appui qu'il obtient des institutions de cette société bloquée.

Ses idées au sujet de la nation et de la société, qu'il élabore pour la juste cause des Canadiens français, deviendront ses meilleures armes contre le duplessisme pendant les années 50. Il s'oppose à ce régime et à ses politiques économiques et sociales tout en poursuivant la promotion de la thèse autonomiste; refusant le laisser-faire, il élabore une stratégie où l'État québécois joue un rôle déterminant comme outil de développement pour le peuple québécois. Son néo-nationalisme l'amène à revendiquer de nombreuses réformes sociales et une réforme appropriée du régime constitutionnel.

Jusqu'aux années 60, le leadership de Laurendeau est d'abord d'ordre intellectuel. Il est de toutes les tribunes importantes au cours de cette période: *L'Action nationale*, *Le Devoir*, sans oublier la radio et la télévision.

À titre d'intellectuel critique, il figure parmi les précurseurs de la Révolution tranquille, alors que, pendant ces années de tumulte politique, il se voit confier le mandat d'enquêter sur l'épineux problème du bilinguisme et du biculturalisme au

Canada, comme coprésident de la Commission royale créée à cet effet ³. Il est donc à la fois précurseur et acteur de la Révolution tranquille et, à cet égard, il laisse derrière lui une œuvre [4] dont la lecture permet de saisir en quoi sa pensée est étonnamment actuelle.

L'ACTUALITÉ DE SA PENSÉE

L'œuvre de réflexion politique de Laurendeau est entièrement guidée par la quête incessante de la place du Québec et de la nation québécoise au sein de la fédération canadienne. Cette œuvre atteint son ultime effort pour y suppléer que représente l'immense travail d'enquête qu'il mène sur le bilinguisme et le biculturalisme au Canada. Les événements constitutionnels de son temps ainsi que ceux qui lui succèdent, accusent d'emblée la pertinence de ses interrogations et la récurrence du problème national.

Dès 1962, André Laurendeau réclame incessamment une réforme en profondeur de la structure politique canadienne. Pour lui, il appert que le temps des revendications de timbres et de chèques bilingues est désormais révolu. De plus, dès l'avènement du régime de la Révolution tranquille - dont la politique se dit celle du gouvernement d'une nation distincte au Canada - le gouvernement du Québec demande une refonte de la fédération canadienne basée sur le caractère binational. Ce point de vue relatif à l'avenir du Québec prévaut au moment où le gouvernement Lesage doit battre en retraite et abandonner, en 1965, la formule Fulton-Favreau, proposée comme moyen d'amender la constitution canadienne.

De même, quand Daniel Johnson s'adresse, en novembre 1967, aux membres de la «Conférence de demain», réunis à Toronto, il se fixe comme mandat «de faire reconnaître juridiquement et politiquement la nation canadienne-française». Il conçoit alors l'élaboration d'une constitution nouvelle, attribuant à chaque nation des droits égaux et accordant au Québec toutes les compétences en matière de sauvegarde de l'identité québécoise ⁴.

Déjà, l'année précédente, il dénonce la situation de crise en ces termes:

³ Durant ces années à la tête de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, il rédige son journal (1964-1967). Ce dernier sera publié chez VLB Éditeur en mars 1990. Il est d'un grand intérêt pour comprendre le cheminement de sa pensée politique.

⁴ Jean-Louis Roy, *Le choix d'un pays: le débat constitutionnel Québec-Canada, 1960-1976*, Montréal, Leméac, 1978, p. 141.

Il s'est passé que le Québec, point d'appui du Canada français, 1) remet en question la structure politique du pays, 2) demande un nouveau partage des pouvoirs entre les deux ordres de gouvernements et exige pour le Canada français la reconnaissance de droits égaux à ceux dont jouit depuis toujours le Canada anglais ⁵.

[5]

Si, pour Johnson, le «Canada à deux» reste à définir, le Québec demeure la seule province en cette période, à exiger avec insistance une révision constitutionnelle. Cette revendication signifie toujours un accroissement de pouvoirs pour le Québec, et elle présage de l'issue de la Conférence de Victoria en 1971. En effet, à cette occasion, le Québec rejette le processus de rapatriement de la Constitution, car la formule d'amendement proposée par P. E. Trudeau, premier ministre depuis 1968, ne permet pas au Québec d'acquérir de nouveaux pouvoirs. Le Québec persiste donc à réclamer une révision des compétences, en faveur de son rôle de foyer national des Canadiens français.

Il se retrouve seul dans son opposition au projet fédéral de rapatriement. Pour P.E. Trudeau, le Canada constitue la seule entité nationale au sens politique, au sein de laquelle les différences ethniques et culturelles des Québécois et Québécoises et autres ne doivent pas se traduire en termes constitutionnels. Sous sa gouverne, c'est la thèse du multiculturalisme qui s'affirme, à l'encontre du mouvement national des Québécois et Québécoises qui contrecarre le projet d'un Canada binational et biculturel. L'opposition entre le Canada centralisé et les aspirations nationales du Québec atteint son point culminant avec l'entente historique du 5 novembre 1981 entre le gouvernement fédéral et les provinces anglophones, concernant le rapatriement de la Constitution incluant une formule d'amendement et une charte canadienne des droits. Il en résulte la *Loi constitutionnelle de 1982*, proclamée le 17 avril à Ottawa, par la Reine Elizabeth II. Dans le but de remédier à cette exclusion du Québec, le gouvernement fédéral conservateur et les provinces proposent, en avril 1987, d'inscrire dans la constitution canadienne une règle d'interprétation selon laquelle, d'une part, il existe un «Canada francophone, concentré mais non limité au Québec et un Canada anglophone, concentré dans le reste du pays mais présent au Québec» et, d'autre part, que le Québec forme au sein du Canada une «société distincte».

Nous ne pouvons établir ici le récit des trois dernières décennies de crise constitutionnelle au Canada. Cependant, rappelons brièvement à quel point le Québec, en 1968, entend négocier un statut particulier. À ce moment précis, Laurendeau quitte la scène politique et P. E. Trudeau accède au pouvoir afin de faire entrave à un véri-

⁵ Ibid., p. 144.

table renouvellement du fédéralisme, qui attribuerait plus de pouvoirs au Québec et le reconnaîtrait comme nation. Non seulement la Loi *constitutionnelle de 1982* n'établit pas un nouveau partage des juridictions en faveur des provinces, mais elle restreint les pouvoirs existants du Québec, par la prédominance de la *Charte canadienne des droits*.

[6]

Le problème reste assurément la notion de «société distincte» à définir, mais surtout le désaccord sur sa reconnaissance. Ainsi, la question de la nation québécoise et de son insertion dans l'ensemble canadien exige de toute urgence une solution longuement analysée, et pour laquelle André Laurendeau conserve aujourd'hui sa plus vive acuité, nous invitant à relire ses écrits.

[7]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre I

ANDRÉ LAURENDEAU TEL QUE JE L'AI CONNU

Participants

Gérard FILION
André MALAVOY
Simonne MONET-CHARTRAND
Chantal PERRAULT
Maurice BLAIN

Présentation

Robert COMEAU

[Retour à la table des matières](#)

[9]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre I. André Laurendeau tel que je l'ai connu

PRÉSENTATION

Robert Comeau

[Retour à la table des matières](#)

Le premier témoignage est celui de Gérard Filion, qui a travaillé à ses côtés durant de nombreuses années au *Devoir*. Malgré cette longue fréquentation, M. Filion reconnaît qu'il l'a peu ou mal connu et que Laurendeau est resté pour lui un mystère. Il croit déceler chez lui «la nostalgie d'un homme mûr qui regrettait d'avoir raté son enfance» ⁶.

André Malavoy nous livre un témoignage émouvant sur son amitié pour «cet homme à l'écoute du monde qui savait s'enrichir au contact des autres». Simonne Monet-Chartrand nous fait part d'une première rencontre avec André Laurendeau déjà racontée dans son journal personnel en 1938. Elle nous livre quelques extraits de son journal commentant les activités politiques du Bloc populaire où Michel Chartrand était également engagé. Elle souligne aussi chez cet ami précieux cette attention aux autres et cette ouverture au monde. M^{me} Chantal Perrault dont le père, Jacques Perrault, est le frère de Ghislaine (épouse d'André Laurendeau), nous trace un portrait tout en nuances de son «Oncle André» et de cette époque de contestation anti-duplessiste. Elle nous parle de cet «outsider à l'identité secrète d'un exilé de l'ima-

⁶ «Ce qui lui a manqué, c'est une enfance d'enfant», *Le Devoir*, 25 mars 1989.

ginaire»⁷ ; elle nous décrit de façon très attachante ce Laurendeau intérieur. M. Maurice Blain, qui a bien connu M. Laurendeau et son beau-frère Jacques Perrault au *Devoir*, a réagi avec beaucoup d'émotion à cet hommage dans une lettre personnelle adressée à Chantal Perrault. Nous avons cru pertinent de la rendre publique.

Cette séance, tenue le 17 mars 1989, fut animée par Armande Saint-Jean, journaliste et professeure à l'UQAM.

⁷ «André Laurendeau: il était de la race des *outsiders*», *Le Devoir*, 25 mars 1989, p. A-11.

[11]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre I. André Laurendeau tel que je l'ai connu

TÉMOIGNAGE

«Ce qui lui a manqué,
c'est une enfance d'enfant»

Gérard Fillion *

[Retour à la table des matières](#)

À l'occasion d'un colloque précédent, j'ai esquissé le profil du André Laurendeau que j'ai connu. Je ne vois pas pourquoi je devrais répéter ici le même exercice. Je me propose plutôt de vous parler du Laurendeau que j'ai peu ou mal connu.

L'ENFANT SOLITAIRE

Dans *Voyages au pays de l'enfance*, Laurendeau évoque les émerveillements et les nostalgies du petit garçon dont la vie solitaire va du grand-père gâteau dans son magasin de musique au rez-de-chaussée, à l'appartement des parents situé à l'étage. On chercherait en vain dans cette résurrection d'une enfance dorée, le récit de

* Gérard Fillion a été directeur du Devoir de 1947 à 1963. Il a été vice-président de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec (1961-1966), président de SIDBEC, (1965-1966), directeur général de la société générale de financement du Québec (1963-1966). Il a été par la suite président de Marine Industrie Ltée de 1966 à 1974. Il a été président du Conseil de Presse du Québec de 1983 à 1987.

bagarres avec des compagnons de jeu, de chicanes aussi violentes qu'éphémères avec des frères et des sœurs, de fugues idiotes et de retours piteux. Tout se passe en douceur comme chez la comtesse de Ségur.

Pourtant j'ai cru percevoir, à quelques occasions, qu'il aurait pu y avoir un autre petit Laurendeau, quand il lui arrivait de m'interroger avec insistance pour savoir comment ça se passait dans une famille nombreuse d'habitants moyens: la vie de tous les jours, les saisons, les champs, les bêtes, le voisinage. Un jour, je lui fis rencontrer un de mes frères, cultivateur prospère, bricoleur, chasseur et pêcheur, friand de lectures et amateur de belles choses.

Quelques jours plus tard, il glissa dans un article: «J'ai la *conviction* que nous fabriquons mieux nos habitants que nos intellectuels.»

Sur le moment, la réflexion me laissa indifférent. *En* y repensant, je me suis demandé si cette petite phrase n'était pas l'expression de la nostalgie d'un homme mûr qui regrettait d'avoir raté son enfance. Quelqu'un qui l'a bien connu a affirmé qu'André Laurendeau se prenait pour un [12] raté. Expression excessive, autoflagellation d'un homme sensible. Comme nous tous, Laurendeau a raté certaines choses, il ne s'est pas tout à fait réalisé, ni en politique, ni en création littéraire, ni même en journalisme. Mais j'ai toujours soupçonné que ce qui lui a manqué au départ c'est une enfance d'enfant et non une enfance d'adulte.

LE MUSICIEN

Comme ses parents faisaient, comme on dit, dans la musique, il dut apprendre le piano. Il paraît qu'il en jouait fort convenablement. Il alla jusqu'à se permettre, au temps des Jeune-Canada, de composer la musique d'une opérette sur un texte de Claude Robillard: *L'argent fait le bonheur*. Je n'ai assisté à aucune des quelques représentations de l'œuvre, je n'ai jamais échangé avec lui deux phrases portant sur la musique. D'ailleurs, de mon côté, la réplique aurait été plutôt sommaire et peu illuminante.

L'HOMME POLITIQUE

La révélation vous surprendra, mais je n'ai jamais assisté à un discours politique de Laurendeau, je veux dire durant la période du Bloc populaire, d'abord comme secrétaire, puis comme chef de l'aile provinciale et finalement comme député de Laurier à l'Assemblée législative. Cependant, j'écoutai avec ravissement, vers 1943-1944, une série de causeries qu'il donna à la radio. Il me rappela les causeries pro-

noncées 10 ans plus tôt par le nouveau président des Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt: une diction impeccable, une phrase bien rythmée, un timbre un peu sombre, un débit bien appuyé. Il était plus fait pour la causerie que pour le discours. Ceux qui l'on entendu à l'Assemblée législative en ont gardé un souvenir durable. Même Duplessis, qui pratiquait avec virtuosité l'art d'interrompre et d'embrouiller ses adversaires, l'écoutait en silence. C'était déjà tout un hommage à son éloquence.

L'ÉCRIVAIN

Je ne parle pas du journaliste, qui écrivait à la main des textes à la fois durs et élégants, mais de l'écrivain, de l'homme qui invente des situations et met au monde des personnages. Comment s'y prenait-il ? D'où sortaient ses créations ? Avait-il des modèles ? Qui et que lisait-il ? Mystère pour moi. À quelques reprises, nous avons échangé des propos sur le sujet. J'en étais encore à Saint-Exupéry, à Péguy, assaisonnés d'un peu de Mauriac. Autant [13] Que je me rappelle, il avait depuis longtemps dépassé ces auteurs d'un autre âge. Il me jetait comme ça quelques noms d'Ostrogoths qui ne me disaient pas grand-chose: Supervielle, Pierre Emmanuel, parce que c'étaient des poètes et que, j'aime autant le confesser publiquement, les poètes et moi ont fait mauvais ménage. Ils n'arrivent pas à m'émouvoir. Pour moi, la beauté a des formes, pas des mots.

LE JOURNALISTE

Ai-je bien connu le journaliste ? Je n'en suis pas sûr, même s'il logeait dans le bureau voisin du mien et que nous nous croisions plusieurs fois par jour. Il semblait qu'il y eût entre nous une connivence, un il-va-de-soi. Nous nous soumettions nos articles pour la forme, pour le cas où. Je n'ai jamais changé une virgule aux siens; il m'a censuré quelques fois, et avec raison.

Pourquoi étions-nous à la fois si près et si éloignés l'un de l'autre ? Par nos origines, certes. Comme tous les fils de bourgeois, petits ou grands, il s'imaginait que tous les pauvres sont malheureux, comme les pauvres s'imaginent que les riches sont heureux. A l'époque où il prenait des cours de ballet, moi j'allais pieds nus à l'école numéro 3 du village des Frisés. Qui était le plus heureux des deux ? Je n'en sais rien. En tout cas, moi je l'étais.

Éloignés, nous l'étions aussi par notre culture. La mienne avait ses racines dans les talus de la rivière des Vases. Lui, dans le macadam de la rue Notre-Dame et un peu au flanc des Laurentides, à Saint-Gabriel-de-Brandon. Il avait été un élève des Jésuites et ça paraissait. Je venais d'un modeste collège de campagne et ça paraiss-

sait aussi. Il se plaisait dans les abstractions, les spéculations philosophiques. Moi, je raisonnais sur des matières concrètes, des situations réelles.

Comment arrivions-nous à nous entendre ? C'est simple: nous poursuivions une fin commune par des voies et des moyens différents. Et puis, si vous voulez en savoir davantage sur André Laurendeau, vous achèterez mes espèces de mémoires que je viens de publier chez Boréal sous le titre: *Fais ce que peux*.

[15]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre I. André Laurendeau tel que je l'ai connu

TÉMOIGNAGE

Une rencontre mémorable

*André Malavoy **

[Retour à la table des matières](#)

J'arrivais tout juste de France; débarqué le 6 juin 1951 (le jour le plus long... voilà en effet pour moi bientôt 38 ans qu'il dure ...); parachuté presque, la décision ministérielle et mon envoi ayant été bâclés en quelques jours. Je venais fonder les Services officiels du tourisme français au Canada. Très vite, je me suis senti investi d'une mission qui débordait largement le cadre initial que l'on pouvait prévoir à mes activités. Les intellectuels québécois avaient alors soit de la France et soit de liberté; les deux peuvent se confondre si l'on estime que la France est matrice de liberté. On connaissait alors, à Montréal comme à Ottawa, une incroyable carence des représentants consulaires et diplomatiques. Je pris ainsi tout naturellement la place laissée vacante.

Une bonne fée mit sur mon chemin, dès les tout premiers jours, Jean-Marc Léger, bien jeune encore mais déjà affirmé. Il me déclara: «Il vous faut connaître André Laurendeau», ce qu'il me dit me fit peser l'importance de celui-là auprès de l'élite québécoise. Jean-Marc organisa aussitôt un déjeuner-rencontre entre nous, mais s'éclipsa, voulant nous laisser seuls. Trente-huit ans ont passé, mais cette rencontre, mémorable au sens strict, demeure jusque dans ses détails gravée en moi. Nous

*

André MALAVOY a été un ami personnel d'André Laurendeau. Il a collaboré à l'émission «Pays et merveilles», animée par André Laurendeau.

avons parlé pendant des heures; la salle du «400» petit à petit s'était vidée; nous étions toujours là; conversation, d'apparence seulement, à bâtons rompus; dans le pur «style Laurendeau», au-delà des nuances, de la diversité des thèmes et des propos, quelques fils directeurs menant le bal.

Nous parlâmes de toutes sortes de sujets: la leçon des Grecs et son relais français; la musique, la poésie, l'art roman, etc. J'admirais d'emblée l'ampleur de sa culture et son désir d'intégrer tout ce qui fait la grandeur de l'homme. Il me parla de Debussy, sa grande passion musicale; les nuances et la sensibilité de Claude de France s'accordaient si bien à son tempérament. Je lui préfèrai Fauré, musicien de la sagesse, qui berça la mort en son *Requiem*. Nous récitâmes du Racine et du Baudelaire. Nous évoquâmes la richesse des tympanes romans et le dépouillement de l'art cistercien. Mais, pour cet esprit si actuel, si engagé dans son époque et dans son peuple, la culture, source de richesses et de plaisirs raffinés, ne [16] devait pas conduire son homme vers une délectation égoïste; elle pouvait servir de substrat à ses convictions, à son action, à son combat.

Tout naturellement nous parlâmes des problèmes contemporains, ceux de la France, ceux du Québec. Il me questionnait sans cesse et je voyais pour la première fois à l'œuvre cet esprit si curieux, si avide d'apprendre, de comprendre, d'assimiler. Six ans seulement nous séparaient de la fin de la guerre et l'indicible épreuve qu'elle avait représentée pour la France: la misère et la mort au bout de tant de chemins; l'Occupation, la collaboration, la trahison d'un côté; de l'autre la Résistance, la captivité, la déportation. Cruelle, affreuse guerre, qui avait épargné bien peu de Français; mais aussi grande épreuve révélatrice par laquelle les reins et les cœurs se trouvèrent sondés. Laurendeau m'écoutait avec cette attention grave et passionnée dont tous ceux qui l'approchèrent ont conservé l'image. Il me laissait parler, puis régulièrement telle question, telle remarque m'orientait et me permettait de préciser mes vues. Ainsi fut toujours cet homme à l'écoute du monde, qui savait s'enrichir au contact des autres et grâce auquel ils pouvaient mieux cadrer leurs propres pensées.

Nous vîmes à parler de l'Action française et la doctrine maurrassienne. À l'instar de beaucoup de Français de ma génération, maints Québécois dont Laurendeau avaient été marqués par cette doctrine nationaliste. Il aurait aimé en conserver quelque chose, mais il me donna raison quand je lui exprimai comment, en 1940, j'avais rejeté d'un bloc tout ce que j'aurais pu conserver de l'Action française. Le ralliement de Maurras à Pétain, c'est-à-dire à nos yeux sa trahison, m'avait subitement éclairé; derrière les subtilités du sophisme apparaissait la voie irrémédiablement descendante qui conduisait à l'oppression fasciste. La France de Vichy avait joui d'un grand prestige chez les Québécois. Laurendeau lui-même hésitait à la rejeter sans appel, mais il convint qu'il ne pouvait en avoir qu'une idée abstraite, donc insuffisante, alors que ma condamnation passionnée se trouvait étayée par tout ce

que j'avais pu souffrir dans ma chair et dans mon sang. Il alla jusqu'à me remercier d'avoir su, sur ce sujet, lui ouvrir les yeux. Oui, il s'enrichissait des autres en même temps qu'il les enrichissait.

Les heures passaient; seuls dans le restaurant vide nous sentions le regard réprobateur du dernier garçon. Il fallut partir, chacun de son côté, mais de ce jour-là data une amitié que seule pouvait clore la mort d'André Laurendeau.

Il fit beaucoup de choses, il fut polyvalent. Son incursion dans la politique a laissé une marque. Je ne puis parler de l'homme politique : sa [17] brève carrière en ce domaine se trouvait déjà close quand je le connus. On a dit, à tort, qu'il s'imposait difficilement à une foule. Je l'ai entendu deux fois prendre la parole devant un vaste public et je trouve au contraire qu'il savait s'affirmer. Le physique du «beau ténébreux» y était-il pour quelque chose? Il y avait surtout l'indéniable présence d'un homme vrai, sans fard, s'exprimant d'une voix claire en une langue parfaite. On sentait sa culture aussi bien que sa conviction, en un véritable rayonnement.

Le journalisme peut dégrader un homme, il peut aussi l'exalter. André Laurendeau fut l'un des plus grands journalistes de ce pays. Pendant quinze ans, nous attendions avec impatience ses éditoriaux du *Devoir*, qui jamais ne décevaient. Quelle langue, quelle élégance, quel raffinement de la pensée! On a dit qu'il coupait les cheveux en quatre, mais il savait aussi les rassembler et présenter une belle chevelure. Il possédait tout ensemble l'esprit d'analyse et celui de synthèse, l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse. Nous conservons la nostalgie de la grande équipe du *Devoir* des années 1950. À la base, Gérard Filion et André Laurendeau; tout naturellement, ils devaient s'adjoindre assez vite Jean-Marc Léger. Jamais on n'avait connu au Canada une telle équipe; sans doute n'en reverra-t-on plus.

Filion-Laurendeau, le directeur et le rédacteur en chef, tous deux éditorialistes. Quel duo étonnant, complémentaire et contrasté! Filion tout abrupt, tout d'un bloc, fonceur qui emportait le morceau. Laurendeau tout en nuances, tours et détours qui ne perdaient jamais de vue le retour. Le buffle et la gazelle. Filion-le-buffle fonçait et encornait l'ennemi. Nous ne lui reprocherons pas sa nature pamphlétaire; un pamphlet peut cerner son sujet mieux qu'un froid discours, de même que Daumier peut saisir son modèle plus sûrement qu'un portrait achevé. Il ne faisait pas bon de rencontrer la colère de Filion. Ainsi le pauvre et cher ⁸ Camillien Houde qui, en fin de carrière, crut hélas devoir apporter son appui au sinistre Duplessis, se vit-il épinglé par un éditorial dont j'ai retenu ces mots: « [...] cette vieille fripouille de Camillien Houde sortie toute gluante des égouts de Montréal »! Filion ne faisait pas dans la dentelle. À côté de lui, souple et frémissant, Laurendeau-la-gazelle. Ne poussons pas

⁸ Cher, oui, j'ai gardé à son souvenir beaucoup d'amitié. Il fut éminemment pittoresque, homme consciencieux, ami de la France. Il connut la captivité pour avoir défendu ses idées. Enfin il fut, si l'on excepte Bourgault, le dernier tribun que le Québec ait connu.

trop loin cette comparaison: la gazelle ne doit son salut qu'à la vitesse de sa fuite; or Laurendeau jamais ne fuit le danger, c'était un lutteur-né. J'évoquerai plutôt la chèvre de Monsieur Séguin, cette frêle et courageuse petite chèvre qui, toute la nuit affronta le grand méchant loup, lui tint tête [18] jusqu'à la levée du jour, puis à l'aube, se coucha, épuisée - et le loup la mangea.

On croit rêver, en 1989, si l'on parle de ce que représenta Radio-Canada dans les années cinquante. C'était le grand pôle culturel du Québec. Pouvoir des mots, bientôt liés à l'image, présence lointaine, ratissés dans l'air mais s'imposant avec force dans chaque foyer. Je songe évidemment au rôle décisif que joua au cours des années noires de la France la radio de la France libre à Londres («Ils nous ont donné la foi, nous n'avons plus qu'à la garder» me disait Yvonne Leroux, l'une des grandes héroïnes de la Résistance). On doit souligner aussi le rôle majeur tenu par Radio-Canada dans l'éveil du Québec. Il faut se souvenir de l'obscurantisme officiel qui régnait à l'époque duplessiste, ce conformisme, cette médiocrité, cette référence constante à de fausses valeurs bien établies, cette chape de plomb qui recouvrait le pays. Le réseau français de Radio-Canada joua alors un rôle décisif, directement et indirectement: indirectement, en donnant les moyens de vivre à toute une élite intellectuelle et artistique qui n'aurait pu les trouver autrement; directement, en diffusant des nouvelles objectives et intelligentes (là encore, en y songeant de nos jours, on croit rêver...) et toute une série d'émissions de haut niveau, susceptibles de sortir la masse de sa torpeur.

Il était normal qu'André Laurendeau trouvât sa place dans ce circuit. Par ses articles du *Devoir*, il touchait une élite; avec ses émissions de télévision, il atteignait la masse. Son indéniable présence, sa langue châtiée, sa diction parfaite, sa vaste culture, son intelligence aux aguets, toutes ces qualités lui assurèrent d'emblée un rôle majeur à la télévision alors à ses débuts. Je ne sais plus qui eut l'idée de lui confier la série «Pays et merveilles» (Fernand Guérard, Marc Thibault?); en tout cas ce fut une riche idée. Pendant de longues années, cette heure hebdomadaire ouvrit les yeux québécois sur le monde; émission touristique pour une part, elle nous faisait voyager d'un pays à l'autre, mais elle visait bien au-delà. Les histoires et l'Histoire, la géographie, les cultures, l'art apportaient leur enrichissement. Je peux témoigner spécialement de cet aspect d'André Laurendeau, homme de télévision, car je m'enorgueillis d'avoir été souvent son collaborateur. Il interrogeait chaque semaine un invité, mais certaines personnes pouvaient revenir et il fit plus qu'à d'autres appel à moi au cours des années. Cela me fournit l'occasion de mieux connaître Laurendeau, en travaillant régulièrement avec lui. L'impact de cette série se révéla tel que trente-cinq ans plus tard, couramment d'anciens auditeurs tiennent à m'en parler.

[19]

Je fus témoin de son professionnalisme, de sa capacité de travail, de son perfectionnisme. Vivantes, ces émissions pouvaient paraître une conversation libre, im-

promptue; détrompez-vous, elles étaient longuement et minutieusement préparées. Il ne comptait ni son temps ni sa peine. Avant chaque émission nous nous rencontrions plusieurs fois et longuement. On choisissait les diapositives, les séquences filmées, on triait parmi tout ce qui pouvait être dit, pour en venir à l'essentiel. Tout cela était monté par lui de main de maître, avec une intelligence exemplaire et une modestie rare. La modestie faisait partie de ses qualités. On a dit qu'un vrai grand homme doit être modeste: c'est faux. Nous avons tous connus de grands hommes orgueilleux et le plus grand de notre époque, Charles de Gaulle, n'était pas étouffé par la modestie (on lui prête cette prière quotidienne: «Cœur Sacré de Jésus, ayez confiance en moi»). Je dirais même que les grands hommes modestes sont rares et Laurendeau fut l'un d'eux. Cette modestie apparaissait bien dans les entrevues qu'il menait. Son but premier restait de faire parler l'invité, de le mettre en valeur et, sachant bien l'aiguiller et si nécessaire le remettre sur ses rails, de s'effacer devant lui. Qualité peu courante; combien en avons-nous connu de ces intervieweurs ou intervieweuses qui veulent trop parler et encombrement l'émission! Rien de plus difficile que ce rôle d'interrogateur: pour assurer le niveau du dialogue, il faut un homme de grande intelligence et de grande culture; le danger vient alors que celui-ci veuille s'affirmer aux dépens de celui qui doit parler. Dans mes souvenirs, ceux qui ont le mieux réussi ce rôle sont Bernard Pivot en France et, au Québec, Fernand Seguin et André Laurendeau. Celui-ci me laissait parler les trois quarts du temps, mais l'émission demeurait avant tout la sienne; il l'avait conçue et il la dirigeait avec une souveraine présence.

Je veux aussi apporter un témoignage sur sa francophilie. Cela évidemment me touchait, Français que je suis resté par toutes mes fibres. Ses deux années d'études à Paris lui avaient révélé à quel point il demeurait, aux rives lointaines du Saint-Laurent, profondément français. Qu'il fût soucieux de l'identité québécoise, cela ne contrevenait en rien à ses racines, à sa culture française. Loin de lui ce complexe, si fréquent hélas! du Québécois en face du Français. Un homme de cette richesse et de cette envergure ne pouvait d'ailleurs entretenir aucun complexe.

Il est suicidaire, me confiait-il, ce désir de certains Canadiens français, de rejeter l'héritage français. Je l'ai aussi entendu un soir, au Plateau, développer ce thème avec succès devant un large public. «On ne me fera pas dire du mal de la France, car ce serait dire du mal de moi. Je ne suis pas masochiste.»

[20]

L'attachement à la famille, cela risque-t-il de paraître «rétro»? Dans certains milieux contemporains du Québec, il n'est pas de bon ton de célébrer les valeurs traditionnelles. Homme d'avant-garde, Laurendeau se voulait aussi «homme de garde». Je l'entendis plus d'une fois célébrer les vrais héros du Canada, qui furent en fait des héroïnes, toutes les mères qui menèrent et gagnèrent la fameuse Revanche des berceaux. La crise de la dénatalité, qui risque de s'avérer mortelle dans un ave-

nir assez rapproché, se manifestait déjà cruellement lors de ses dernières années. Je l'entends dire: «À quoi bon lutter pour un Québec différent, si on ne fait pas de Québécois? C'est le problème crucial» J'ajoute que tous les braillards égoïstes qui veulent présentement élever la voix feraient bien au préalable de prendre conscience de ce problème. Laurendeau avait six enfants et attachait une importance primordiale à sa vie familiale; il ne faut oublier cet aspect de sa personnalité et là aussi je veux apporter mon témoignage. Pour sa revue *L'Action nationale*, il me demanda, en 1952 ou 1953, un article sur les problèmes de la famille. Il me revient en mémoire la fin de phrase qui terminait mon texte: «[...] si j'ai découvert le monde, penché un soir sur un berceau.» Dès réception, il me téléphona: «Voici un article que j'aurais aimé écrire.» On ne pouvait me faire plus grand compliment.

Le foisonnement intellectuel était étonnant dans le Québec des années 50, celles où André Laurendeau fit le plus sentir son influence. Tout bon observateur pouvait prévoir des changements imminents, un bouleversement même, dans la structure politique, le mode de vie, la mentalité. Les intellectuels engagés en majeure partie se trouvaient liés à la politique, ainsi qu'il en est dans toute période prérévolutionnaire. À vrai dire, ceux qui comptaient n'étaient pas très nombreux; guère plus de deux cents peut-être et presque tous se connaissaient, se fréquentaient.

Quelle atmosphère enrichissante représentaient ces rencontres, ces longues soirées de discussions, de projets et de rêves!⁹ Le nombre de ceux qui brassent des idées depuis lors s'est considérablement accru. Avec quelque nostalgie et un brin d'orgueil, nous évoquerons la «logique entropique», selon laquelle ce que l'on gagne à la base, on le perd en hauteur.

Parmi ces nombreuses soirées, j'en choisis une pour mon propos. Elle se déroulait rue Stuart chez les Laurendeau. Dans un coin, Jean-Marc Léger discutait ferme avec Gérard Pelletier (pas encore ministre). Dans un autre, Jean-Louis Gagnon (pas encore ambassadeur) affrontait un Jean Marchand (pas encore ministre). Laurendeau conversait avec Jeanne [21] Sauvé (pas encore gouverneure). Jacques Hébert (pas encore sénateur) partait à l'assaut de quelques moulins à vent. Pierre Elliot Trudeau (pas encore premier ministre) fit une apparition rapide, flanqué de sa dernière et éphémère conquête. Je ne sais plus qui lança la conversation sur le thème de la folie, évoquant un ami qui, conscient encore, s'était senti devenir fou irrémédiablement. J'intervins; je voulais livrer ma propre expérience d'un soir où je me suis senti happé parla folie. Il faut dire que je me trouvais en prison, seul depuis dix mois, rigoureusement seul dans une cellule étroite, pas chauffée et peu éclairée, sans visite, sans promenade, sans lecture, recevant en nourriture tout juste de quoi ne pas mourir de faim - et au surplus condamné à mort. Donc un soir, je me sens devenir fou.

⁹ ... et certains de ces rêves sont depuis devenus réalité. Le plus beau, hélas! ne l'est pas devenu.

Processus effrayant d'un esprit et d'une volonté qui sombrent, en spectacle de soi-même. André Laurendeau m'écoutait avec son habituelle attention passionnée. «André, me dit-il, il faut que nous fassions un "Pays et merveilles" sur ce thème.» Je m'objectai: d'abord quel drôle de sujet pour une émission de voyages! Les téléspectateurs ne suivraient pas. Surtout, je répugnais, comme je l'ai toujours fait, à livrer ma souffrance à l'appétit du public. André me rappela alors ce sublime quatrain de Baudelaire que je lui avais cité lors de notre première rencontre:

Soyez béni, mon Dieu qui donnez la souffrance
Comme un divin remède à nos impuretés,
Et comme la meilleure et la plus pure essence
Qui prépare les forts aux saintes voluptés.

Sa force de conviction était telle que je me laissai fléchir; l'émission eut lieu. Débordant le cadre de ma folie passagère (dès le lendemain en effet j'avais repris mes esprits en prison), le thème fut: mon année d'encellulement solitaire et comment un homme peut, dans les pires conditions, échapper au désespoir. L'émission n'était certes pas facile, mais avec Laurendeau tout était possible. Le succès s'avéra tel, que nous fûmes tous deux submergés de lettres et d'appels téléphoniques. Comme je me refusai à répondre aux questions, André Laurendeau tira la conclusion: il faut écrire un livre. Là-dessus intervint Jacques Hébert, qui dirigeait les Éditions de l'Homme; il lui manquait un titre à publier, par suite de la défection d'un auteur. On m'expédia à Saint-Benoît-du-Lac, d'où je revins huit jours plus tard avec mon manuscrit. Un comité de lecture réunit chez moi Jean-Marc Léger, Jacques Hébert, Laurendeau et ma femme; ils donnèrent *l'imprimatur*. Jean-Marc rédigea la préface; Anne-Marie trouva le titre *La Mort attendra*. Sans Laurendeau, ce livre n'eût pas vu le jour. Sortant aujourd'hui tout juste de trente-trois années dévorées (sans doute aussi corrodées) par une activité commerciale, je me remets à écrire. Et ce faisant, je me dois de penser encore à André Laurendeau.

[22]

Avant d'en finir avec ce témoignage, je tiens à poser la grande, l'angoissante question: André Laurendeau a-t-il, à la fin de sa vie, trahi le Québec? D'emblée je donne ma réponse: non, non, trois fois non! Certains nationalistes jugèrent néfaste son acceptation de présider la fameuse commission qui porte son nom, dont le but était de faire un bilan des divergences canadiennes: comme si le simple fait d'étudier le biculturalisme et le bilinguisme pouvait constituer une trahison! Il ne dépendait pas de sa volonté d'être né dans un pays protéiforme, où les aspirations divergentes risquaient d'être pudiquement voilées, et surtout laminées par la volonté centraliste à dominante anglaise. Il convenait précisément, quelles que fussent les

conclusions à venir, de définir les antagonismes, de proclamer le danger, d'affirmer la spécificité française; ce qu'il fit au cours de six années de sa mission itinérante, les dernières de sa vie, hélas! Il était tout indiqué pour mener un tel travail, par son sens de l'ouverture, sa connaissance du monde et des hommes, son respect du prochain, son aptitude à comprendre et à assimiler. Les conclusions qu'il rédigea en tête du premier rapport sonnaient l'alarme et, sans pouvoir trop s'engager, suggéraient des mesures; ceci sans que jamais il répudiât son nationalisme québécois.

Paul Dansereau l'a fort bien rappelé: ce fut à la fin de la vie de Laurendeau une épreuve terrible de s'entendre, par une certaine jeunesse, traiter de traître, lui qui sans cesse œuvra comme défenseur et théoricien du nationalisme québécois. Je crois que cette injustice hâta sa fin. Je ne l'ai pas très souvent rencontré au cours de ses dernières années et, de ce fait, mon témoignage se trouve moins probant; son travail à la Commission Laurendeau-Dunton et ses enquêtes à travers le pays l'absorbaient entièrement, mais je peux affirmer que rien, absolument rien, dans nos dernières conversations ne laissa entendre la moindre démission québécoise, la moindre soumission envers Ottawa. N'oublions pas non plus qu'il mourut huit ans avant la prise de pouvoir par le Parti québécois, plus de dix ans avant le référendum. Nul n'a le droit de dire à coup sûr ce qu'il eût décidé *mutatis mutandis*, mais mon intime conviction, étayée partout ce que j'entendis de lui au cours d'une amitié de dix-sept ans, c'est qu'il eût finalement réagi dans la bonne direction. Qu'appellez-vous «bonne direction?», me demandera-t-on. Je répondrai: évidemment celle que j'ai suivie. À la question: «Êtes-vous pour une indépendance association?», je crois de tout cœur qu'André Laurendeau eut répondu oui!

[23]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre I. André Laurendeau tel que je l'ai connu

TÉMOIGNAGE

Depuis 1938... un ami précieux

*Simonne Monet-Chartrand **

[Retour à la table des matières](#)

Je vous félicite d'avoir mis sur pied ces colloques. Il y a assez peu d'occasions de parler du passé dans ce pays et aussi de parler d'avenir; en ce sens, les colloques institués par l'UQAM sont positifs et de grande valeur historique.

Je trouve important que l'on tienne ces colloques annuellement. Je vous en donne une raison. J'ai un grand petit-fils - 6 pieds, 2 pouces - que j'ai encouragé à poursuivre de longues études universitaires; il est maintenant diplômé de l'UQAM en communications. Un jour, je lui demande :

- Veux-tu me dire qui est pour toi André Laurendeau, Edouard Montpetit ?
- Deux cégeps.
- Et Henri Bourassa, Lionel Groulx ?
- Deux stations de métro.
- Que sais-tu de ces personnes qui ont porté ces noms ?

*

Simonne MONET-CHARTRAND a été recherchiste à la Société Radio-Canada de 1954 à 1972, puis responsable de l'information pour le syndicat des enseignants de Champlain. Elle a milité à la ligue des droits et libertés, et a publié *Le défi de la Paix* ainsi que trois tomes de ses mémoires, *Ma Vie comme rivière*.

Alors tout bonnement, j'ai raconté qu'Henri Bourassa a fondé le journal *Le Devoir* en 1910, et qu'en 1940, André Laurendeau y était rédacteur.

Ah ! ne commence pas à me donner un cours d'histoire. Mamie, tu es vraiment maîtresse d'école; on ne peut pas passer dix minutes avec toi sans que tu nous ramènes au passé...

C'est vrai. En fait, j'ai étudié en histoire durant trois ans, dans ce même quartier, dans l'édifice en pierre de la vieille Université de Montréal, sous la direction du chanoine Lionel Groulx. Celui-ci, par la suite, m'a mariée - j'étais d'accord - avec Michel Chartrand, et a baptisé nos sept enfants.

Les organisateurs du colloque m'ont demandé de parler d'André Laurendeau, non comme journaliste ou homme politique, mais en tant qu'ami. Parler d'André Laurendeau, c'est un plaisir.

[24]

Je puis en parler comme d'un ami, compagnon de Ghislaine Perrault, femme de grande culture et de fort bon jugement, également notre amie. Nos enfants se sont toujours connus et bien estimés.

Je n'ai pas de gêne à vous lire un texte déjà publié dans *Ma vie comme rivière*, tome 1:

C'est à Montréal, à la fin de novembre 1938, à la bibliothèque du Gesù (collège des Jésuites, dont le recteur était le père Cambron, sj.) que je rencontrai pour la première fois, depuis son retour d'études en Europe, André Laurendeau alors secrétaire de la revue *L'Action nationale*.

Cette revue ainsi que *Le Devoir* parrainaient une activité pédagogique appelée Concours de vacances. Divers travaux libres d'étudiant(e)s étaient suggérés: photographie, peinture, dessin, récit de voyage, recherche en sciences naturelles et petite histoire locale ou régionale. Ce projet très souple de travail libre d'été avait été conçu par un jeune étudiant en philo II du Scolasticat des Jésuites à Montréal (paroisse Immaculée-Conception) du nom de Blondin Dubé. Il avait fait parvenir copie de son projet à la Centrale de la Jeunesse étudiante catholique (JEC) où j'étais dirigeante nationale de la Jeunesse étudiante catholique féminine (JECF), ainsi qu'à divers périodiques et revues dont *l'Enseignement secondaire* et la revue *L'Action nationale*.

Les collégiennes de l'Institut pédagogique (CND) avaient été encouragées à participer à ce concours d'avant-garde, qui ne comportait aucun prix, aucune subvention et par leur supérieure Mère Sainte-Anne d'Auray, ainsi que par Alexandrine Leduc (Alex), propagandiste générale de la Centrale de la JECF. De son côté, Benoît Baril, président de la JEC, qui fonda plus tard l'Agence d'abonnements Périodica, conseillait aux dirigeants étudiants des collèges classiques de prendre une part active à ce concours hors programme scolaire.

Pour ma part, bien librement, sans ambition, je travaillai tout l'été de ma cure de repos à des recherches sur la petite histoire économique et touristique du bas et du haut Richelieu.

Cet intéressant projet d'été avait aussi fait l'objet d'un article de l'éditorialiste Omer Héroux du *Devoir*, qui applaudissait à cette idée innovatrice. L'un des buts de ces travaux libres d'été était d'encourager les écoliers et collégiens à reprendre contact avec leur milieu naturel: voisinage, anciens camarades d'école et grands-parents. Les étudiant(e)s qui avaient le privilège de faire des études classiques dans les grandes villes de la province se déracinaient trop souvent de leur milieu familial, ouvrier ou rural.

[25]

Le 18 avril 1938, Omer Héroux faisait remarquer dans son éditorial que «trop peu parmi les jeunes professionnels nés à la campagne sont restés en assez intimes relations avec leur milieu d'origine».

À la mi-novembre, papa reçut une invitation du collège Gésu à visiter l'exposition des travaux du Concours de Vacances, présidée par M^{gr} Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal, et par Jean Bruchési, sous-secrétaire de la province. Étaient également présents Victor Barbeau, président de la Société des écrivains canadiens, l'abbé Albert Tessier, directeur des Écoles ménagères de la province, l'abbé Lionel Groulx, professeur d'histoire à l'Université de Montréal, Hermas Bastien, président de la Ligue d'Action nationale, et Jean-Marie Gauvreau, directeur de l'École du meuble, enfin plusieurs personnalités de culture qui se rejoignaient autour de *L'Action nationale*.

- Simonne, as-tu remis ton texte aux organisateurs du concours ?
- Non, je l'ai fait pour mon plaisir et satisfaire ma curiosité. Je n'aime pas l'idée de compétition. Afficher mon travail ne m'intéresse pas.

Papa, que j'accompagnai à cette exposition - fête de l'expression libre - me présenta à tout ce beau monde distingué dit de «l'élite» montréalaise. Ici et là, on entendait des commentaires élogieux :

- Original, excellent, intéressant !
- Nos jeunes ont bien du talent!
- Formons ainsi des artistes nationalistes, des patriotes!

C'est alors que Benoît Baril me présenta à André Laurendeau qui, au nom de la revue *L'Action nationale* était en partie responsable du succès de l'exposition. Il s'approcha de moi et me demanda:

- Mademoiselle Monet, avez-vous exposé ? Dans quel domaine ?
- Non, mais j'ai entrepris cet été, en manière de passe-temps, une brève étude sur la rivière Richelieu, les territoires qu'elle traverse, ses aspects poétiques, économiques et touristiques. Un travail agréable, libre, sans prétention de concourir.
- Je comprends...
- Et vous, M. Laurendeau, en plus de rédiger une revue, écrivez-vous des essais, des romans, des pièces de théâtre ?
- Non, pas encore. Peut-être plus tard. Je l'espère.

[26]

Je persistai à le questionner.

- Au moment où vous étiez collégien, qu'auriez-vous aimé faire en dehors des programmes scolaires ?
- Je vais vous faire sourire si je vous réponds franchement.
- Alors dites.
- J'aurais aimé poursuivre des cours de danse classique, de chorégraphie, travailler des improvisations au piano.
- Et pourquoi pas ? C'est de l'art, tout comme le chant. Arthur Laurendeau est bien votre père ?
- Oui, il est chantre et maître de chapelle à la cathédrale.
- Votre mère est une excellente pianiste, n'est-ce pas ?
- Oui, en effet. Mais voyez-vous le ballet classique est conçu et surtout perçu particulièrement pour être exécuté par des ballerines. L'opinion publique, ici au Québec, voit mal de jeunes garçons inscrits à un studio de danse classique.
- Ce sont des préjugés ridicules.
- En effet. Mademoiselle, vous devez m'excuser, je dois circuler et, par courtoisie, saluer plusieurs invités d'honneur.

- Excusez-moi de vous retenir. Allez. Ça m'a fait plaisir de vous connaître. Peut-être nous reverrons-nous lors d'une autre exposition ? Ou d'une soirée de ballet classique ?
- Qui sait ?

Ce texte écrit le soir même dans mon journal finissait comme ceci :

Mince, pâle, quelque peu nerveux et tendu, modeste et timide, quoique d'esprit raffiné, tel m'apparut André Laurendeau, 26 ans, secrétaire de la revue *L'Action nationale*.

Une autre facette d'André Laurendeau, c'est le militant politique, journaliste au *Devoir* mais aussi ex-secrétaire de la Ligue pour la défense du Canada.

En 1942, nous venions, Michel et moi, de nous épouser «pour le meilleur et le pire»... - Evelyne Sullerot écrit «et sans le pire». A l'automne, survinrent deux élections partielles : l'une dans le comté de Charlevoix-Saguenay où se présentait Thérèse Casgrain, candidate libérale indépendante opposée à la conscription, l'autre dans le comté d'Outremont-Saint-Jean-de-la-Croix où le général Léo L. Laflèche, ministre des Services nationaux de guerre, se présentait candidat libéral. Le gouvernement fédéral ne prévoyait pas de mise en candidature mais des élections par acclamation. Nous, les jeunes nationalistes, tenions à une campagne électorale. Jean Drapeau, alors étudiant en troisième année de droit à l'Université de Montréal et secrétaire adjoint de la Ligue pour [27] la défense du Canada, se présenta «candidat des conscrits» contre le général Laflèche - au nom prédestiné à la guerre. C'est alors qu'André Laurendeau s'engagea dans cette galère et se fit valoir comme orateur politique. Excellent d'ailleurs.

Le chanoine Lionel Groulx avait réussi à faire sortir de sa retraite Henri Bourassa, afin qu'il brandisse à nouveau le Canada indépendant de l'Empire britannique et de ses guerres.

J'ai assisté à cette première assemblée publique au sous-sol de l'église Saint-Jean-de-la-Croix sur l'estrade entre André Laurendeau et Michel Chartrand, l'un des organisateurs de cette campagne électorale, enceinte de 6 mois, sous l'œil désapprobateur d'Henri Bourassa. Par la suite, André Laurendeau s'est présenté comme candidat du Bloc populaire dans le comté de Laurier. J'ai alors écrit un texte publié dans le journal *Le Bloc*, le 15 juillet 1944 :

[...] Regardons plutôt André Laurendeau. Ses adversaires lui reprochent comme un péché mortel d'être un nationaliste - partisan du nationalisme.

Voyons le dictionnaire *Larousse*. Nationalisme: préférence déterminée pour ce qui est propre à la nation à laquelle on appartient.

André Laurendeau comme vous et moi est Canadien-français, appartient à la nation canadienne-française, il préfère le bien, le bonheur et les intérêts de sa nationalité avant tout.

Vraiment, jamais homme politique n'a reçu de ses adversaires semblable louange, pareil témoignage de confiance en son patriotisme.

Eux-mêmes le désignent donc comme le chef de la nation canadienne française.

Un homme qui, grâce à son éducation de famille, a grandi avec le désir de connaître, d'étudier et d'aider à la solution de nos problèmes nationaux, économiques, sociaux et politiques est, à 32 ans, mûr pour la lutte.

Évidemment, bien d'autres gens, fonctionnaires, voisins ou amis du parlement, s'ils connaissent la routine parlementaire, l'art de passer les télégraphes et de distribuer le patronage, passent pour des gens d'expérience... plus aptes au pouvoir.

De ces expériences, André Laurendeau peut s'en passer. Sa valeur morale, son caractère tenace, son intelligence éclairée et surtout son désir de servir les siens, coûte que coûte, lui feront tenter d'autres expériences de salut national, celles-là.

[28]

Journal intime, 9 août 1944

Hier, c'était fête chez notre ami André Laurendeau. Il a été élu député dans la circonscription de Montréal-Laurier, avec 9 540 votes (majorité de 647 votes sur son plus proche adversaire). Bravo! À leur domicile, rue Stuart à Outremont, Ghislaine, son épouse, leurs deux enfants, Francine et Jean, leurs parents et beaux-parents, les organisateurs Philippe Girard, Me Jacques Perrault son beau-frère, Michel Chartrand, Victor Trépanier directeur du journal *Le Bloc*, et autres vaillants défenseurs du programme du Bloc provincial. Accompagnés de leurs épouses et amies, tous se sont réunis, heureux et réjouis de cette remarquable victoire politique et morale à la fois.

En février 1945, André Laurendeau prononce son premier discours à l'Assemblée nationale. Ghislaine, Michel et moi y assistons.

Quand ce fut au tour de Laurendeau de prendre la parole, les députés ministériels, Duplessis en tête, se mirent à causer entre acolytes. Certains sortirent et lirent leur journal du matin. Ils ne semblaient accorder aucun intérêt à cet étrange artiste, personnage égaré en politique, selon leurs dires. D'une voix assez faible, hésitante, son texte concis, bien structuré firent dire au Premier ministre, sur un ton moqueur: «ce petit monsieur distingué n'a pas l'étoffe d'un politicien. C'est un intellectuel! Il ne connaît rien aux stratégies parlementaires» Ses disciples éclatèrent de rire. Laurendeau, d'allure frêle, au maintien digne, poursuivit sans broncher, sur un ton un peu plus ferme:

«Comme chef et représentant du BPC en ce Parlement, je ne veux pas comme député conserver du passé ni les coutumes ni les débats désuets. Je me sens de l'époque moderne et je veux ici légiférer pour des besoins sociaux, nouveaux, spécifiques...

Nous sommes un jeune parti (BPC) mais un parti indépendant des forces financières et des groupes d'intérêt du grand capital...

Je sais que des motions d'ordre social, celles les allocations familiales, présentées par notre jeune formation politique provoqueront l'hostilité concertée et combinée des vieux partis de cette Chambre...

Nos objectifs sont précis: défendre et restaurer la souveraineté du Québec dans les matières qui sont de sa compétence à l'intérieur de la Confédération. Selon moi comme chef du Bloc provincial, le Québec est un véritable État, un peuple, une nation, Nous pouvons et devons prendre les moyens de nous doter, comme majorité, de lois conformes à nos intérêts et nos idéaux provinciaux, mais non pas en fonction de l'Empire britannique, des trusts ou des intérêts mesquins des vieux partis... » (Résumé de l'exposé d'A.L. paru dans le journal *Le Bloc* du 22 février 1945).

[29]

Pour l'avoir bien observé depuis l'époque de la Ligue et lors de ses discours publics aux assemblées du Bloc, je crois qu'André Laurendeau, à cause de sa formation et de son intégrité intellectuelles, de ses manières distinguées, de sa culture générale, n'avait pas le ton bagarreur ni l'habileté politique nécessaires pour faire face à l'omniprésent et puissant Duplessis, politicien «ratoureur» et rusé. Cet esthète a dû apprendre à utiliser les procédures parlementaires afin de déjouer les stratégies du «Cheuf», sa «politicaillerie» et ses manœuvres électorales.

Lors des débats de la Chambre, André Laurendeau adressait des chroniques au *Devoir* sur les travaux de la session en cours. Ainsi, étions nous, Michel et moi, son épouse Ghislaine, ses enfants, ses parents et ses intimes, au courant des débats parlementaires et de ses interventions à l'Assemblée nationale comme chef du Bloc populaire. C'était avant l'existence des débats télévisés.

Le 22 juillet, à la veille de l'élection provinciale de 1948, André Laurendeau ne fut plus candidat. Le BPC, parti politique né pendant la guerre, s'est par après effrité. Il disparut de la scène politique tant provinciale que fédérale. André Laurendeau poursuivit sa carrière de rédacteur et d'éditorialiste au journal *Le Devoir*.

Sur le plan de la vie de couple et des amis, ce serait très émouvant de vous raconter comment j'ai perçu André Laurendeau. Avec l'ambiance qu'il créait, à le regarder, à parler devant lui, on réfléchissait. À son écoute attentive, on se sentait devenir plus intelligent.

«La culture qui comporte le pôle plaisir et le pôle travail a été pour André Laurendeau, de dire son fils Yves, un mode de vie, présent dans chacune de ses activités.»

Selon André, il ne devait être interdit à personne de créer des liens avec une sonate ou un poème. Le lien amical créé entre André et moi, comme individu, et entre André et nous, comme couple, s'est enrichi dans nos rencontres respectives à l'intérieur de nos foyers, dans de simples conversations sur l'activité sociale, artistique et politique.

L'humaniste, l'homme de grande culture intégrait sa sensibilité dans ses considérations de la vie quotidienne. Musicien, écrivain, artiste, quoi!

Hospitalisée en 1968, à l'Hôtel-Dieu, fiévreuse, souffrant de migraine et de polyarthrite virale, j'eus le plaisir de recevoir la visite d'André Laurendeau et de sa fille Geneviève, ma filleule. Nous avons longuement causé de son travail et du mien, et de notre avenir. Simplement, il m'avoua souffrir d'atroces douleurs à la tête. Il se hâtait de [30] terminer son travail de rédacteur du rapport de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

J'entrerais aussitôt après à l'hôpital sous observation.

À la suite de cette confidence, j'ai beaucoup insisté pour qu'il ne tarde pas à le faire.

- André, vous n'allez tout de même pas vous faire mourir pour ce travail à la Commission. Vous nous êtes trop précieux pour ainsi sacrifier votre santé. Faites-vous remplacer au plus tôt. C'est le souhait des membres de votre famille et de vos amis d'ici et d'ailleurs.

Sur un ton las, triste, il me répondit sans équivoque:

- Vous avez peut-être raison. Il faut me hâter. Je ne sais si j'aurai le temps de terminer le dernier rapport. Je m'en sens responsable.

Il y eut un long silence entre nous, puis il me dit:

- Et vous Simonne, allez-vous prendre bien soin de votre santé?

Ce fut notre dernière rencontre. Nous avons perdu, Michel et moi, un ami précieux. Subtil et nuancé, attentif aux autres «avec la flamme discrète qui le caractérisait qui brûlait d'un feu ardent», de dire Yves Laurendeau.

Ainsi fut, selon moi, André Laurendeau.

[31]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre I. André Laurendeau tel que je l'ai connu

TÉMOIGNAGE

Oncle André...

*Chantal Perrault**

[Retour à la table des matières](#)

Pour moi qui suis sa nièce, parler d'André Laurendeau, c'est refaire un «voyage au pays de l'enfance», d'où l'oncle André émerge, enveloppé de la musique de Debussy comme le Grand Meaulnes de son manteau, le sourire un peu triste, à la fois immensément présent et habité par un ailleurs dont la clef s'est perdue.

Au cinéma de la mémoire, tout est affaire d'éclairage et d'émotions. Sur le film de mes souvenirs s'est fixée l'image d'un héros romantique. Il faut dire, à la décharge de l'adolescente que j'étais, qu'il avait le physique de l'emploi. Souple et longiligne, l'œil et le cheveu noir, le teint pâle - blême disait ma mère - avec juste assez d'hésitation dans la démarche et de lointain dans le regard, pour qu'on devine sous les traits de l'oncle journaliste, l'identité secrète d'un exilé de l'imaginaire. Ajoutez à cela qu'il savait se taire comme d'autres savent parler, ne s'animait qu'à

*

Chantal PERRAULT est conseillère en santé mentale au département de santé communautaire de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. Elle poursuit des études doctorales en santé communautaire à l'Université de Montréal. Elle est intervenue souvent dans le domaine de la santé communautaire, tant par ses communications et ses publications que par ses conseils auprès de différents établissements et commissions du réseau de la santé et des services sociaux.

la nuit tombante et vivait d'écriture, de cigarettes et de café noir. Que faut-il de plus à treize ans pour tomber sous le charme?

Mais commençons par le commencement.

Au commencement étaient un homme et une femme qui s'appelaient oncle André et tante Ghislaine (prononcer Guylaine). Ils avaient six enfants, qu'on appelait les cousins Laurendeau et ils habitaient tous ensemble, rue Stuart, une grande maison de brique aux multiples recoins. Oncle André n'avait ni frère ni sœur, une rareté à l'époque. En revanche, tante Ghislaine avait une sœur, tante Odile, dont le mari s'appelait oncle Jean et leurs cinq enfants: les cousins Panet-Raymond. Tante Ghislaine avait aussi un frère et une belle-sœur, que les cousins-cousines appelaient oncle Jacques et tante Claire, et qui étaient mon père et ma mère. Je suis de la génération des aîné(e)s, celle qui a terminé ou atteint l'adolescence au début des années cinquante.

La culture s'était installée à demeure chez les Laurendeau. Elle occupait sans gêne tout l'espace dont elle avait besoin, et même un peu [32] plus. Les livres traînaient partout: sur les chaises, dans les toilettes, par trois ou quatre sur une marche d'escalier, en piles chambranlantes sur les calorifères. Un mastodonte de bois clair en pièces détachées (console, tourne-disque, haut-parleurs) monopolisait le tiers du salon et obligeait les invités à refluer vers la salle à dîner, afin de laisser à la musique la place qui lui revenait, c'est-à-dire la meilleure.

Aussi étrange que cela puisse vous sembler, dans cette maison où grandissaient six enfants, on respirait le calme des sanctuaires. Les Laurendeau avaient l'oreille délicate. Le bruit le savait et fréquentait d'autres lieux que les leurs. Aux repas du dimanche soir, auxquels il m'arrivait parfois d'assister, nous étions souvent dix ou douze à table; aux fêtes de Noël et du jour de l'An nous étions plus de trente. Je me rappelle l'animation et la ferveur des conversations qui se prolongeaient fort tard. Mais, de porte claquée, de brouhaha, d'éclats de voix, de ton qui monte et qui s'échauffe, je n'ai aucun souvenir. Ce n'était pas le genre de la maison. Seuls surnagent de loin en loin, comme autant d'exceptions exceptionnelles à la règle, les sautes d'humeur du cousin Olivier et les «Calvaire... André!» de Michel Chaitrand, les soirs où la lutte syndicale faisait relâche et lui laissait le loisir d'arpenter les salons d'Outremont.

La qualité du silence feutré des Laurendeau n'avait rien à voir avec les amis de la maison qu'on revoyait chez tante Odile et oncle Jean, où la même intelligence de propos et le même esprit fusaient de partout, dans une animation ruisselante de gaieté et d'éclat. Tante Odile et oncle Jean jouaient avec brio la symphonie de la lumière et de la sonorité, tante Ghislaine et oncle André donnaient davantage dans le style musique de chambre. Dans les deux familles, on avait affaire à des virtuoses de l'atmosphère, et les invités s'ajustaient d'instinct au ton et au rythme qu'il convenait d'adopter. Les invités? Tous plus intéressants les uns que les autres; on les re-

trouvait pendant la semaine dans le journal, à la radio, au petit écran ou sur les planches du théâtre des Compagnons de Saint-Laurent.

Pour éclairer à nouveau ces années, il me suffit de deux noms, les noms de deux hommes qui, j'en suis sûre, seraient forts étonnés de se retrouver côte à côte, comme le jour et la nuit, sur les feuilles de mon texte: Duplessis et Debussy. Duplessis pour le jour, Debussy pour la nuit.

Côté jour: Duplessis. Un grand stade aux dimensions de la province où les adultes de notre enfance s'adonnaient avec passion à leur sport favori: «la lutte à Duplessis», une version *made in Québec*, du jeu de David et de Goliath. Excitation garantie. Nous, les cousins et les cousines, ne comprenions pas toujours ce qui se passait, mais nous avons vite découvert [33] que nos parents et leurs amis étaient des joueurs professionnels engagés dans les ligues majeures, que les bons logeaient à gauche et les imbéciles à droite. Nous étions, faut-il le préciser, des inconditionnels de l'équipe de gauche.

À droite: fort de l'appui des trois quarts de la population, Duplessis. Solide comme le Bouclier canadien, buté comme un âne, fin comme un renard, il résistait à toutes les tempêtes électorales et maniait avec dextérité trois armes redoutables: le mot d'esprit, le cadenas et l'obscurantisme. Il était secondé par un scribe à la plume féconde et louangeuse, Robert Rumilly, dont les livres étaient parsemés de méchancetés contre des gens qu'on avait rencontrés la veille ou l'avant-veille, chez les Laurendeau.

À gauche: une poignée d'intellectuels et d'artistes, trois ou quatre hommes en soutane violette, blanche ou noire, quelques avocats soucieux de libertés civiles et politiques, des syndicalistes aux idées généreuses et au langage truculent. Pas de scribe attitré, mais un journal, *Le Devoir*, où oncle André et ses collègues menaient le combat des justes.

Le Devoir: mot magique. Un journal, bien sûr, mais d'abord un champ de bataille où «continuer la lutte», un symbole, un fanal dans la nuit, la voix de la différence, le lieu de rassemblement, le trait d'union de ceux et celles qui se réclamaient de la terre de chez nous, sans pour cela partager toutes les valeurs de la majorité. Une affaire de famille, de cœur et de tripes, bref un devoir sacré. Mon père en a été le président et oncle André y gagnait son pain (pour le beurre, il valait mieux compter sur Radio-Canada). *Le Devoir*, c'était encore un grand malcommode, l'indépendance à la bouche, jamais rien dans les poches, se bouchant le nez avec dégoût devant des dollars qui puaient le vendu. Si mes treize ans m'ont bien permis de comprendre les choses, seuls «les fidèles lecteurs du *Devoir*», qu'en temps de vaches maigres on rebaptisait «les Amis du *Devoir*», possédaient de l'argent sans odeur; il était donc normal de les saigner à intervalles réguliers et... rapprochés.

Duplessis a, à lui seul, tenu la famille et les amis de la famille aux postes de combat pendant plus de quinze ans. Toute la famille était enrôlée dans la lutte: oncle André au *Devoir*, tante Odile à l'École des Parents et dans son salon, où elle entourait d'un bras maternel les incompris et les incomprises aux idées trop avancées; quant à mon père, il passait le plus clair de son temps, me semblait-il, à chercher avec Frank Scott, la combinaison gagnante qui ouvrirait une fois pour toutes les cadenas de Duplessis. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'avec un adversaire de cette stature, on ne s'ennuyait jamais. Quand il est mort et que Paul Sauvé s'est [34] mis à répéter à toute heure, avec la pesanteur monotone d'une horloge grand-père au fond du parlement: «Désormais.... Désormais... », j'ai compris que désormais ça allait être pas mal ennuyeux.

Duplessis n'a jamais mis les pieds rue Stuart, mais il était de toutes les conversations. Pendant longtemps j'ai eu l'impression que le salon des Laurendeau était le quartier général des combattants de la gauche, où chacun venait se vider le cœur et refaire ses forces, tout en sirotant le cocktail (un tiers de gin, d'ananas et de pamplemousse) qu'oncle André avait longuement secoué dans une bouteille de métal argenté.

Parfois on assistait à des moments privilégiés. Les conversations roulaient, un thème se dégageait, les arguments s'accumulaient en matériaux épars, repoussés par les uns, vantés par les autres, si bien qu'une heure plus tard, la discussion était toujours en chantier. C'est alors que tante Ghislaine, jusque-là silencieuse, ramassait le tout en une courte phrase, autour de laquelle oncle André cimentait les arguments éparpillés, à l'aide de quelques «vu sous cet angle... », «quand on regarde... » bien placés. Il polissait ensuite le tout à légers coups de «n'est-ce pas ?», et redonnait aux invités une œuvre d'art dans laquelle chacune de leurs idées était inscrite, taillée et ciselée de façon à en révéler toute la valeur. C'était fascinant. L'intelligence collective à son meilleur !

Et de quoi parlait-on chez les Laurendeau? De tout et de rien comme partout ailleurs, de Duplessis, bien sûr, et de tout ce que Duplessis n'aimait pas: éducation, liberté de pensée, conquête des droits ouvriers, lettres, théâtre, philosophie. Pour nous les enfants, qui avons grandi dans ce milieu, c'était du pain quotidien. En 1954, à quatorze ans, j'ai lu *Le Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, parce qu'on en avait dit beaucoup de bien le dimanche d'avant, rue Stuart. J'ai pris le livre, le plus simplement du monde, dans la bibliothèque de mes parents. Nous les filles allions au collège classique tout comme nos cousins, et j'ai souvent vu l'oncle André le linge de vaisselle à la main. Parlant de vaisselle, j'entends encore mon père répondre à mon frère qui s'indignait d'être le seul garçon de sa classe à la faire: «Pas de discussion. Ici les filles font les mêmes études que les garçons, et les garçons participent aux mêmes tâches que les filles.» Pour nous, le problème n'a pas été de nous libérer de traditions étreintes et étouffantes, mais d'entrer dans une société dont nous ne

partagions ni le langage ni l'expérience, où des jeunes de notre âge, la rage au cœur, préparaient la relève de l'oncle André et de ses amis, très loin de la rue Stuart, quelque part dans l'est, sur le Plateau Mont-Royal, à Ville Jacques-Cartier ou à Limoilou. Les plus belles soirées ont une fin. Duplessis allait se coucher en même temps que les invités. Parfois il s'attardait un peu trop, ne se décidait pas à partir. Oncle André avait alors [35] recours au *Pelléas et Mélisande* de Debussy. Infaillible. Il fallait être un Laurendeau pour communier à l'extase de Pelléas pour la longue chevelure de Mélisande s'effilochant en bâillement à la ronde, sur le visage des ignares que nous étions, encore accrochés à Mozart, Beethoven ou Bizet.

Debussy, c'était tout à la fois l'écran qui barrait l'accès au jardin intérieur et la passerelle qui menait aux bords du mystère. À l'appel de Debussy, le corps s'allongeait dans le fauteuil, les mains se joignaient à la façon des voûtes gothiques sur les reproductions de nos manuels d'histoire... oncle André s'en allait à la musique comme les personnages de Victor-Lévy Beaulieu vont au Fleuve.

Il était de la race de ceux qui sont seuls, de la race des *outsiders*. On me pardonnera cet anglicisme, aucun mot de la langue française ne renvoyant aussi bien à l'errance douloureuse des gens qui sont à la fois d'ici et d'ailleurs, prisonniers de l'un comme de l'autre. Son intelligence et sa sensibilité lui avaient donné une place de choix dans le monde d'ici, sans jamais effacer la nostalgie d'un ailleurs qui restait son refuge. Quel était cet ailleurs qui l'accablait de nuits blanches et lui cernait les yeux de mauve, où se promenait l'ami de Saint-Denys-Garneau, l'homme qui avait perdu la foi, le passionné, l'écrivain et le musicien ? Je n'en sais presque rien... Je sais que c'est à un jeune homme venu d'ailleurs que notre juriste de grand-père, le droit, le bon droit et la cravate au cou, avait dit à peu près ceci : «Oubliez ma fille, Monsieur Laurendeau, jamais je ne la laisserai épouser le rêveur sans avenir que vous êtes.» C'était compter sans Ghislaine et sans l'avenir ! Pour ce rêveur venu d'ailleurs, s'inspirant peut-être de Mélisande, tante Ghislaine a tressé l'échelle de résistance et d'amour qui leur a permis de se rejoindre... Je sais qu'ailleurs étaient Paris et la lumière d'Assise qu'oncle André a tant aimées dans les années trente et qu'il n'a jamais revues. Pourquoi ? On ne me fera pas croire que la famille, *Le Devoir* ou la nation y étaient pour quelque chose... Je n'oublierai pas notre rencontre aux frontières de l'ailleurs, un midi de mai 1957, alors qu'en rentrant à la maison je l'ai trouvé derrière la porte, assommé de tristesse et que sans dire un mot, il m'a annoncé la mort de mon père, cet autre *outsider*. Mort d'une balle dans la tête. Parce qu'il n'est pas donné à tout le monde d'être en avance sur son temps et de supporter les conflits qui en sont le prix... Mais, je sais aussi que d'ailleurs coulait l'eau vive des notes de Debussy, rafraîchissantes, ondoyantes et souples, portées par la brise musicale, s'abattant plus loin avec la pluie de l'orage contre la vitre, dessinant et redessinant les allées sonores du jardin intérieur, s'achevant dans la douceur des soirs d'été à Saint-Gabriel.

Les années soixante sont arrivées et je suis partie pour l'Angleterre avec mon tout nouveau mari, qui ne jurait que par Jacques Parizeau et [36] s'était inscrit au London School of Economics. *Le Devoir* nous a suivis par paquets de dix ou vingt copies, nous apportant de deux mois en deux mois des nouvelles de l'oncle André. Au ton de ses éditoriaux, nous le sentions inquiet, préoccupé. La révolution avait beau être tranquille, il entendait gronder la mutinerie et appréhendait l'affrontement des «deux solitudes». Les célèbres nuances de son célèbre style prenaient de la couleur sous la pression d'un vif sentiment d'urgence.

Quand nous sommes rentrés à Montréal, il était coprésident de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Un soir de 1965, au Cercle universitaire d'Ottawa où tante Ghislaine et lui nous avaient invités, il nous a parlé des longues journées d'audience, de l'espoir suscité par les travaux de la Commission, des Canadiens français de l'Ouest, de... Je n'écoutais pas, je n'entendais rien... Je ne pouvais m'empêcher de penser qu'en quittant *Le Devoir*, il avait lâché la proie pour l'ombre. «Mais enfin, oncle André, tu dois mourir d'ennui!» Le coup a porté. Le corps a plié légèrement, le visage s'est figé aux arrêts et il a laissé au silence le temps de s'installer avant de répondre (à peu près...): «Non ce n'est pas ça. J'apprends beaucoup à ces audiences; je découvre un pays dont je soupçonnais à peine l'existence et qu'il ne m'aurait pas été donné de connaître autrement. Seulement, il se passe en ce moment au Québec des choses comme il ne s'en est jamais passé. Tout comme d'autres, n'est ce pas, j'aurais des commentaires à faire, à écrire et je ne le peux pas. Et ça, vois-tu, parfois, je trouve ça dur.»

... Quand il est mort trois ans plus tard, il était toujours à Ottawa, en service commandé à la tête de cette interminable Commission.

Somme toute, je l'ai beaucoup aimé et je l'ai peu connu. Pour vous, pour les enfants que nous étions, j'ai joué et rejoué mes mots sur le clavier de l'ordinateur, jusqu'à ce que s'efface de l'écran le bric-à-brac des souvenirs qui l'auraient noyé sous l'anecdote, jusqu'à ce que s'y inscrivent sans trop de fausses notes, les clairs-obscurs d'une sonate à l'oncle André.

[37]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre I. André Laurendeau tel que je l'ai connu

TÉMOIGNAGE

Lettre à Madame Chantal Perrault

*Maurice Blain**

[Retour à la table des matières](#)

Madame,

Avec ravissement, je relis votre superbe témoignage, «André Laurendeau: il était de la race des *outsiders*», paru dans *Le Devoir* du 25 mars 1989.

Admiration et clairvoyance, humour et tendresse alternés dans cet hommage ardent. Un fil d'Ariane («Ariane, ma sœur, de quel amour blessée...») est toujours vivace. Une telle qualité de mémoire, habitée par l'identité réelle d'un homme, épargnera peut-être à Laurendeau cette sorte de «mythification» toujours prématurée, souvent sommaire et parfois injuste par laquelle une certaine intelligentzia nostalgique récupère le «héros».

Après Saint-Denys-Garneau, Borduas, Hubert Aquin, à chacun son mythe, de grâce, pas Laurendeau! Pour ceux qui ont connu, admiré, aimé Laurendeau, merci d'avoir

* Maurice BLAIN est notaire et conseiller juridique. Essayiste, il a collaboré à la revue *Cité libre* et comme journaliste au journal *Le Devoir*. Cette lettre, en date du 5 avril 1989, avait initialement un caractère personnel et n'était pas destinée à être publiée. Nous remercions l'auteur et M^{me} Perrault de nous avoir autorisé à la rendre publique (R.C.).

osé écrire : «[...] de la race des *outsiders*.» La vérité et le mystère de ses contradictions l'emportent sur l'effigie et les simplifications de son académisme.

Sans n'avoir jamais été un ami intime - qui pouvait être l'intime d'un homme aussi secret ? -, j'ai eu le privilège de le côtoyer au *Devoir*, où j'ai fait mes classes d'écriture, de le fréquenter, avec Ghislaine, assidus de nos familles sociales et intellectuelles, d'être associé à quelques-uns de ses travaux d'écrivain.

Pendant près de quinze ans. Je vous confie d'André quelques-uns des instantanés encore intacts.

Les éditoriaux les plus lucides, les interventions publiques les plus courageuses, les échanges intellectuels les plus féconds, les brillantes improvisations, amères ou chimériques, toujours passionnées, *mezza voce*, les insomnies légendaires, le lieu de son autre univers - elles l'épuisaient avant le jour et son visage en portait les stigmates jusqu'à la régénération de la nuit suivante - avec accompagnement de Debussy (il faut ajouter [38] Vivaldi, Schubert et Frank) et de son alambic à café, les longs silences de sa prodigieuse faculté d'écoute; son absence souriante, passée cette heure civilisée des plaisirs de la nuit...

Tout ce temps, et sa richesse d'expériences, je les retrouve en filigrane de votre texte et de ce portrait si authentiquement vivant de l'homme qu'était André, enrichi de l'enfance à la maturité.

Tant de croisées, de rencontres, d'échanges et d'agapes, partagés avec André dans le simple continuum de la vie, nous paraissaient spontanément accordés dans la foi en une communauté de réflexion et de combat. (Communauté qui m'a valu, et honoré, comme notaire et conseiller juridique, la confiance d'André Laurendeau, et ponctuellement celle de votre grand-père Arthur et de votre père.)

Votre texte éclaire l'autre profil du grand civilisé, de l'humaniste, de l'artiste, encore méconnu, qu'était Laurendeau, et fait comprendre à ceux qui savent lire pourquoi il était littéralement déchiré par des affinités si contraires, des pentes si opposées, des missions si contradictoires, et dont l'éternel effort d'une impossible réconciliation se traduisait dans cet art suprême de *la nuance*, - *c'est-à-dire* du doute raisonnable pour penser et des certitudes fragiles pour vivre, et qui dans toute société réductrice ne sont jamais perçus que comme une forme subtile de subversion. *Outsider* ? Non seulement celui qui vit d'un «ailleurs» étranger aux dominances sociales, mais affirme comme valeur le droit à cette différence et revendique avec elle la liberté de remise en question.

Exploiter le personnage aujourd'hui pour construire le mythe demain, c'est annexer et pervertir le sens de son action «nationaliste», et oublier qu'il fut d'abord un intellectuel et un créateur. Ce que Ryan et Dumont, dans des registres différents, ont remarquablement mis en lumière (*Le Devoir* du 1^{er} avril 1989).

Grâce à sa famille biologique et sociale, et précisément à l'aura de sa mission nationaliste, le seul combat d'avant-garde dans les années 40 et 50, - autant nous fraternisons par la culture, l'art et les aspirations démocratiques, autant je suis demeuré étranger à ses conceptions nationalistes, ce qui ne nous a nullement empêchés de partager d'autres préoccupations -, Laurendeau ne fut jamais suspecté d'être un *outsider*, un marginal irréductible. Il suffisait, pour comprendre qu'on n'avait pas compris, de voir la tête du peuple assemblé sur le parvis de l'église Saint-Viateur, en juin 1968. Bien plus que symbolique, votre titre rappellera cette *autre vérité* de Laurendeau, avant que la mythologie ne l'installe au musée nationaliste, quelque part entre Lionel Groulx et Michel Brunet.

[39]

Est-ce ce caractère si singulier de sa personnalité, que j'appellerai celui des alternances existentielles, qui nous aura rapprochés? Il ne fut pas l'effet, mais bien la cause de la subversion: le conflit entre les aspirations de l'homme et les exigences de liberté du citoyen. Et la prise de conscience, et les contradictions, et les choix difficiles qui suivront la mort du Tyran. Cet éternel balancement entre le rêve et l'action, la politique et la beauté que Laurendeau aura vécu avec une conscience aiguë, plus haut et plus à bout de souffle que la plupart des hommes de sa génération.

Figure exemplaire de l'antinomie de nature entre l'aspiration de l'Homme civilisé et le destin de sa liberté face aux puissances de la Société. Il n'est pas nécessaire d'être un héros, un révolutionnaire ou même un anarchiste pour porter cette contradiction. Chaque parcours de liberté, assumé à une certaine hauteur, peut être tragique ou dérisoire.

Par sa sensibilité, Laurendeau possédait un don de présence magique à l'autre, il était animé d'une curiosité inlassable, interrogeait sans cesse les hommes et les événements. En ce sens, son métier de journaliste exprima à son meilleur l'art de décrypter le réel, comme le messager grec portait la nouvelle et interprétait le sens du destin.

Nous nous sommes rencontrés au *Devoir*, en 1949. Là se sont forgées nos premières affinités. Pendant près de cinq ans, j'ai pu mesurer son infini respect de la liberté intellectuelle, malgré l'incompréhension de Filion, par ailleurs un homme et un leader exceptionnels, pour les «rêveurs» préoccupés d'art, de lettres et de culture.

De nos expériences communes des années 50, celle de l'Institut canadien des affaires publiques, vaste forum tenant des assises annuelles consacrées aux grands thèmes d'une réforme de la société québécoise: l'État, l'éducation, la liberté de pensée et d'expression, la démocratie, etc. André y venait discrètement, en observateur vigilant; mais la nuit étant son royaume, il en éclairait les débats comme un des témoins les plus passionnés, les plus écoutés, l'avant-scène occupée puis désertée par les Léon Lortie, Marcel Faribault, Jean-Marie Nadeau, Jean Marchand, Pier-

re Elliott Trudeau, Gérard Pelletier, Frank Scott, Paul Lacoste, Gérard et Léon Dion, Gérard Bergeron, Louis O'Neil, Fernand Dumont, Jacques Parizeau (quelle constellation!) et tant d'autres que j'oublie. Au cours de ces années, l'ICAP fut véritablement un des principaux laboratoires idéologiques de la Révolution tranquille, que personne ne croyait si proche...

Aussi, l'entreprise de *Cité libre*, avant l'aventure du Mouvement laïque de langue française des années 60, que l'éditorialiste suivait avec un esprit de critique féconde et analysait avec un sens pénétrant de l'anticipation.

[40]

Et puis, surtout, les heures les plus heureuses, dédiées au plaisir de l'agora intime, qui m'ont révélé les traits les plus fraternels, les plus attachants de cet homme que je considérais un peu comme un aîné, malgré nos rapports de stricte égalité. Ah! les agapes de tant de week-ends où se retrouvaient intellectuels, écrivains, universitaires, artistes et autres quidams. Le bon vin, la musique folle, la danse non conformiste et le cinéma des amours clandestines punctuaient de trêves nécessaires et illusoire l'engagement de cette génération trop responsable et dévorée par les défis de la Tribu. (Pour rendre compte de l'inconscient collectif, il faudra bien, un jour, décrypter notre mythe du Minotaure...)

Ils rayonnaient d'une jeunesse différée, Ghislaine, avec son humour subtil et cette pointe de dure passion, André, avec son indicible charme de causeur et de danseur, très raffinement de grand dandy, toujours attentif et insaisissable, avec la gravité discrète de ceux qui courent désespérément après une autre vie.

L'autre grand dandy de sa génération: Alain Grandbois. Au bar du vieux *Chez son Père* de la rue Drummond (de l'ancêtre Delage), alors La Mecque de Radio-Canada, se pressait l'élite culturelle du Montréal en effervescence, il fallait écouter Alain, impérialement absent dans la seule vapeur de l'alcool, réciter les versions successives de sa nouvelle *Julius*, qu'il récrivait sur le zinc. Sublime! (Lui aussi avait sa *Mélanie*...)

Enfin, les heures privilégiées, trop rares, de réflexions à deux voix ou de monologues - sous les apparences de l'hésitation, André improvisait avec une clarté remarquable, disposant une à une les pierres blanches d'une longue interrogation, de cette clarté qui met l'angoisse en échec - dans le capharnaüm «gitanes bleues» de l'avenue Stuart, réservées à ses travaux d'écrivain, c'est-à-dire, après tant de travaux et de soucis, à l'autre lui-même, l'«outsider de la nuit».

La mort de Laurendeau, comme celle de chacun, a emporté ses énigmes, dont certaines pourraient être éclairées - mais ni expliquées, ni justifiées - par une autre lecture de son œuvre de romancier et de dramaturge.

Et en premier lieu, la dernière, celle de la coprésidence de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme. Qu'allait-il faire dans cette galère de duplicité ? Il serait trop facile, en tout confort intellectuel, de récrire après coup le sens des événements en invoquant la thèse de la naïveté politique. Laurendeau était trop lucide pour être naïf.

[41]

À l'époque de sa décision, sinon de son choix, et d'un grand tremblement, avec une fidélité à lui-même que les premiers travaux de la Commission démontreront avec force, conscient de la montée d'un autre nationalisme qu'il redoutait - il avait en horreur toute forme de fanatisme -, Laurendeau accomplissait-il une rupture de mission et prenait-il un pari avec l'histoire ? Après la période faste du théâtre, le désenchantement de l'Assemblée nationale, les incertitudes de changement de direction au *Devoir*, les longs remous de *Marie-Emma*, cet esthète acceptait-il un défi ou pressentait-il devoir jouer quitte ou double une mise majeure de son action, sinon de sa propre vie ? Cet intellectuel si fin, si pondéré cachait-il une âme de condottiere, fasciné par le risque des crêtes ? Un soir de fête, je l'avais appelé : « Hamlet ? non, Pouchkine. » Avec un énigmatique sourire, il avait répliqué (je cite presque mot pour mot) : « Vous lisez trop, mon cher, pour ignorer combien est incertaine la frontière entre l'imaginaire et le réel... »

Immenses espoirs, admirables et épuisants combats, amères désillusions, dont le prix humain est toujours insensé. C'est le lot et l'honneur des quelques meilleurs, à chaque génération.

En mai 1957, j'écrivais à peu près cela - quelques lignes si insuffisantes - après la mort de votre père. Déjà, notre sage révolution prélevait ses tributs sur une génération qui commençait à peine à mesurer le prix exorbitant de la liberté, et dont ceux qui ont pu la conquérir pour les autres ne reçoivent jamais quittance, même au nom de leurs enfants.

Pour excuser cette trop longue lettre, simple salutation qui a mal tourné, je m'acquitterai à sa fille d'une dette de reconnaissance envers votre père.

Jacques Perrault fut mon professeur à la Faculté. J'admirais l'intelligence, la droiture intellectuelle, le charisme, l'audace de cet homme en qui je reconnâtrai, dans les combats à venir, le Saint-Just de son époque. Sans qu'il l'ait jamais su, je lui dois d'avoir découvert, avec le droit, toute une dimension de l'engagement social qui me mobilisera plus tard jusqu'à l'Université.

Mais au cours de nos trop brèves rencontres, professionnelles ou sociales, l'occasion m'a manqué de lui rappeler le jeune collégien, hésitant alors sur les bonnes raisons de choisir la voie royale du droit, qu'il avait eu l'extrême gentillesse de recevoir dans sa bibliothèque du boulevard Pie IX, un soir de mai 1946, et pour qui la

leçon de l'homme, approfondie plus tard dans l'enseignement du juriste et l'action de l'avocat, devait compter comme un moment décisif de ma vie. Voilà qui est fait.

[42]

Je termine avec ce rappel en associant, après tant de temps passé, les deux hommes dans un proche destin. Ma lettre, si elle peut porter témoignage, appartient aux archives de leurs familles.

Agréez, Madame, mes cordiales salutations.

Maurice Blain

Le 5 avril 1989

[43]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre II

ANDRÉ LAURENDEAU ET LE BLOC POPULAIRE

Participants

Paul-André Comeau
Robert Boily
Réjean Pelletier

Présentation

Michel Lévesque

[Retour à la table des matières](#)

[45]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre II. André Laurendeau et le Bloc populaire

PRÉSENTATION

*Michel Lévesque **

[Retour à la table des matières](#)

L'élection du 8 août 1944 se déroule dans une atmosphère d'incertitudes. La question de l'heure : la conscription. Les libéraux fédéraux ont mis leur tête sur le billot lors de l'élection précédente, celle de 1939, en promettant que jamais il n'y aurait de conscription. Mais voilà que Camillien Houde est emprisonné, qu'Ernest Lapointe, lieutenant québécois de Mackenzie King n'est plus, qu'une consultation populaire visant à libérer le gouvernement d'engagements antérieurs pris envers la population du Québec dit «non» au Québec, mais récolte un «oui» facilement au Canada anglais. À l'occasion de ce plébiscite naît la Ligue pour la défense du Canada, qui allait se transformer en parti politique sous le nom de Bloc populaire canadien. Voilà brossée sommairement la toile de fond des élections au Québec.

Dans le présent chapitre, trois politicologues spécialistes des partis politiques au Québec, Paul-André Comeau, rédacteur en chef au journal *Le Devoir*, Robert Boily, professeur à l'Université de Montréal, et Réjean Pelletier, professeur à l'Université Laval, jettent un regard sur les partis politiques en place lors de cette élection qui allait permettre à l'Union nationale de prendre le pouvoir avec moins de voix que le Parti libéral, soit 38,2% contre 40%. Cependant, un tiers parti, en l'occurrence le

*

Michel Lévesque est étudiant au doctorat au département d'histoire de l'UQAM.

Bloc populaire, recueille 15,2% des voix et, tout comme le Parti Égalité en 1989, fait élire quatre députés avant de disparaître complètement du paysage politique à l'élection suivante.

Selon Paul-André Comeau, l'expérience d'André Laurendeau au sein du Bloc populaire ne constitue pas un simple intermède. Ce court épisode dans le monde de la politique partisane aura marqué son itinéraire idéologique et intellectuel tout le reste de sa vie. C'est cette expérience qui l'aurait amené à s'interroger sur la cohabitation du nationalisme et des préoccupations sociales et convaincu que les partis politiques ne sont point les principaux moteurs des changements sociaux.

Robert Boily, pour sa part, tente de démontrer que deux types de facteurs expliquent l'émergence et la disparition du Bloc populaire canadien: des facteurs conjoncturels et structurels. Ce tiers parti apparaît [46] dans une période de transition entre les deux grands partis et fait face aux problèmes inhérents au système électoral uninominal à un tour. Cependant, Boily explique sa disparition par son incapacité à établir une légitimité auprès des autres groupes de la société. L'avant-gardisme du programme de financement, des structures de même que la conception du rôle de l'État de ce parti ne seraient pas étrangers à son échec.

Réjean Pelletier s'intéresse aux thèmes électoraux ainsi qu'aux grandes orientations idéologiques de l'Union nationale et du Parti libéral. Les thèmes abordés lors de cette campagne, note-t-il, ont été repris depuis à chacune des élections, et ce, jusqu'à nos jours: assainissement des finances publiques, autonomie provinciale, développement économique, etc. Il apparaît que le Parti libéral se voulait tourné vers l'avenir et l'Union nationale vers le passé, le premier préconisant des politiques sociales et l'intervention de l'État, alors que le second préférait le statu quo sur le plan social.

Dorval Brunelle, professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, agissait à titre d'animateur de cette séance.

[47]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre II. André Laurendeau et le Bloc populaire

COMMUNICATION

André Laurendeau et sa participation
au Bloc populaire

*Paul-André Comeau **

[Retour à la table des matières](#)

Laurendeau et le Bloc populaire: le rappel était obligé et presque rituel, il y a quelques années, lorsqu'on évoquait la carrière de l'ancien rédacteur en chef du *Devoir*. Mais on se contentait d'annotations rapides, sans conséquences: une étape dans la carrière du futur coprésident de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, une étape qui doit inévitablement être signalée dans un curriculum vitae. Les historiens et les analystes politiques ne se sont penchés que très récemment sur cet épisode important dans la carrière de celui qui a d'abord été secrétaire du parti, puis leader de son aile québécoise ¹⁰. Six ans d'engagement à temps complet dans un climat fiévreux, au début de la trentaine; la mesure est importante dans la vie d'un homme.

* Paul-André COMEAU est rédacteur en chef au journal *Le Devoir*. Il a débuté comme journaliste à *La Voix de l'Est* de Granby au milieu des années cinquante et collabore à Radio-Canada à divers titres depuis 1962. En 1975, il devient correspondant de Radio-Canada à Bruxelles, puis à Londres. Il a publié, en 1982, un important ouvrage d'histoire politique : *Le Bloc populaire, 1942-1948*.

¹⁰ Seul Denis Monière aborde cette étape de la carrière d'André Laurendeau. Voir Denis MONIÈRE, *André Laurendeau*, Québec/Amérique, 1983, 347 pages. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

André Laurendeau lui-même demeurait peu loquace sur ces années où il a tâté de l'action partisane et s'est directement mesuré aux leaders politiques du moment. S'il a commis un petit livre, utile et pénétrant, sur la crise de la conscription, il est à peu près impossible de trouver, dans ses écrits, des textes importants sur le Bloc Populaire. Parfois quelques références, des allusions discrètes, rien de plus ¹¹. Faut-il alors assimiler ce silence pudique à l'aveu d'un échec, à tout le moins d'une erreur, comme le suggère Gérard Filion dans ses mémoires ¹² ?

En regard de la carrière et de l'œuvre de Laurendeau, l'histoire du Bloc populaire canadien ne constitue pas un simple intermède. Pour tenter de cerner et d'accréditer cette hypothèse, une double démarche s'impose. Elle charpentera cette contribution à la recherche sur l'itinéraire [48] idéologique et intellectuel de l'un des leaders politiques du Québec contemporain. C'est à travers cet engagement partisan qu'André Laurendeau découvre le visage caché de la réalité politique. C'est à la faveur de cette aventure qu'il amorce sa tentative de concilier, dans l'action quotidienne, l'héritage du nationalisme canadien-français et certaines conceptions des réalités sociales de l'heure.

LA DÉCOUVERTE DE LA POLITIQUE PARTISANE

Dès les premières démarches, qui devaient mener à la fondation du Bloc populaire canadien, André Laurendeau joue un rôle de premier plan aux côtés et souvent à la place de Maxime Raymond, député fédéral qui, malgré une santé chancelante, prend la tête du nouveau parti. Il assume la direction effective du mouvement, qui hésite entre un programme novateur et la redite des manifestes de l'Action libérale nationale. Cette démarche programmatique est vite hypothéquée par des querelles internes qui accapareront trop d'énergies et éloigneront du parti un certain nombre de sympathisants.

Propulsé au rang de «chef provincial» en février 1944, André Laurendeau se fait élire à l'Assemblée législative de Québec avec trois de ses candidats. Il participe du bout des lèvres à la campagne fédérale de juin 1945 où le Québec n'élit que deux députés du Bloc. À l'Assemblée législative, il mène une activité de parlementaire exemplaire pendant que le parti achève de s'effiloche. Après la démission d'André Laurendeau, en juillet 1947, le Bloc populaire canadien rejoint le cortège des souve-

¹¹ André Laurendeau s'en explique dans une lettre du 25 juin 1967, qu'il me faisait parvenir au moment où j'entreprenais ma recherche sur le Bloc populaire canadien. On se référera à Paul-André COMEAU, *Le Bloc populaire canadien*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, 478 pages.

¹² Gérard FILION, *Fais ce que peux*, Montréal, Boréal, 1989, p. 209.

nirs historiques. Laurendeau engage alors sa remarquable carrière d'éditorialiste au *Devoir*. Il n'abordera jamais plus la politique partisane qu'à titre de commentateur.

Rien n'était moins évident que l'engagement d'André Laurendeau au sein d'un parti politique. Erreur d'aiguillage ou non, la démarche surprend de la part de ce jeune intellectuel que rien ne semble destiner à la politique active, du moins telle que pratiquée durant les années 40. Laurendeau n'irradie pas de charisme qui puisse rallier les foules: il est jeune, frêle et froid d'apparence. Sa voix ne convient guère aux grandes assemblées. On l'imagine mal concocter les stratégies électorales où la goujaterie et la ruse occupent une place prépondérante. Laurendeau manipule des idées, les organisateurs électoraux misent sur le patronage et le clientélisme. Et pourtant, André Laurendeau hésitera peu de temps avant d'accepter la direction du secrétariat, puis le leadership provincial. On oublie un fait fondamental, unique dans la carrière de ce jeune [49] homme : il vient de participer directement à l'incroyable succès de la Ligue pour la défense du Canada ¹³.

Cet épisode de l'histoire du Québec et du Canada n'a pas encore bénéficié d'examen systématique. Il a, lui aussi, été remisé dans les arrières-bancs de la mémoire collective. Avec des moyens de fortune, dans une improvisation totale, brouillonne et généreuse, la Ligue a pourtant mobilisé tout un peuple. Interdits d'antenne à Radio-Canada et dans les stations privées, les orateurs de la Ligue sillonnent le Québec, une partie de l'ancienne Acadie et l'Ontario francophone. Ils se moquent des services officiels, ils éclipsent les gros canons du parti gouvernemental. En un mot, ils confortent leurs compatriotes dans une opposition à la conscription, érigée au rang de dogme par les libéraux fédéraux. Le résultat de cette campagne «plébiscitaire» marque le triomphe de la Ligue. Il dramatise la coupure du Canada en deux solitudes. Le résultat du plébiscite inquiète les Puissances alliées. Le succès est énorme, grisant pour ses partisans. La Ligue a sans doute tiré les marrons du feu: l'opinion canadienne-française avait été chauffée à blanc pendant près de vingt ans. Mais cette association ponctuelle d'hommes et de femmes venus d'horizons partisans différents, de divers milieux, a bousculé habitudes et pratiques. Un peu à la façon de monsieur Jourdain, les dirigeants de la Ligue ont expérimenté sur le tas un certain nombre de techniques ignorées du folklore partisan de l'époque. Ils font appel au financement populaire, ils misent sur le bénévolat, ils quadrillent le territoire. Le tout dans l'improvisation la plus incroyable.

¹³ À l'exception du petit ouvrage de Laurendeau lui-même, on ne dispose encore d'aucune monographie sur la campagne du plébiscite. Et pourtant, les archives de la Ligue pour la défense du Canada dorment depuis un bon moment à la Fondation Lionel-Groulx. On consultera avec profit André LAURENDEAU, *La crise de la conscription*, Montréal, Éditions du Jour, 1962, 157 pages.

Laurendeau n'a pas été étranger au succès de l'entreprise. Le voilà loin des débats austères de la Ligue d'Action nationale. Il impressionne Maxime Raymond. Le passage d'un secrétariat à l'autre se fait insensiblement. Laurendeau a tout juste le temps de se ressaisir. En acceptant l'invitation du leader de la formation en gestation, il fonce naïvement dans la mauvaise direction. Il pense retrouver le lieu d'une réflexion importante et sereine. Il s'engage en fait dans une aventure qui sera tout, sauf intellectuelle.

Son choix comme «chef provincial» s'inscrit dans un contexte encore plus ambigu. À la convocation du congrès de février 1944, le Bloc est, encore une fois, menacé d'éclatement. Le groupe Hamel-Gouin-Chaloult tente, depuis la fondation du Bloc, d'imposer sa conception de [50] l'organisation du parti. Au moment même où les délégués, venus de tous les coins du Québec, commencent à étudier résolutions et programme, les dirigeants du Bloc et les dissidents multiplient chacun de leur côté conciliabules et réunions. Le climat est fiévreux, tendu.

Déjà, Maxime Raymond s'était résigné à faire du Bloc un parti bicéphale, qui ferait la lutte à Ottawa comme à Québec. André Laurendeau s'était facilement rallié à cette décision: son évolution l'amenait à privilégier la scène provinciale. Pour sauver son parti et empêcher la mainmise du «trio de Québec», pour tenir compte des conseils pressants de son cercle d'intimes, Raymond fait appel à André Laurendeau. Ce choix semble logique aux yeux des militants du parti. Laurendeau devient donc leader d'une aile provinciale, dont le fondateur n'a voulu qu'à son corps défendant. André Laurendeau prend la tête d'un parti miné par la discorde, affaibli par le départ de ses éléments provincialistes les mieux identifiés, les plus engagés. La scène est dressée.

Ces jeux de coulisses, ces querelles intestines correspondent mal à la conception que se faisait Laurendeau de la vie politique et de l'organisation partisane. D'autant plus que le leader provincial s'était laissé séduire par une vision très différente de l'activité des partis. À la faveur de son séjour en Europe, il a découvert le modèle des formations socialistes. Il comprend l'économie générale de leur structure, il est séduit par leur volet pédagogique, par l'engagement des militants¹⁴. D'où son désir de doter le Bloc d'une organisation qui s'inspirerait des modèles expérimentés sur le Vieux continent. Il ne renonce pas à innover dans ce domaine. Dans un premier temps, il élabore un projet de structure ambitieux démocratique, qui repose sur l'activité des militants, à la base de la pyramide. Devenu député, il imagine à l'intention des militants de la circonscription de Laurier une organisation tout aussi complexe. Comités de travail, groupes de réflexion: le propos se distingue nettement du modèle traditionnel.

¹⁴ Cette idée est réellement dans l'air au moment où le Bloc est lancé, et même après le demi-succès électoral de l'été 1944. Voir à ce sujet «Les militants du Bloc populaire s'emploient à assurer la permanence du mouvement», *Le Devoir*, 6 novembre 1944, p. 2.

Les partis politiques au Québec et au Canada ne connaissent guère que l'organisation électorale et la distribution des retombées du «patronage». D'autant plus que les autres partis politiques disposent de machines bien huilées. Les libéraux n'ont rien oublié des jours glorieux du régime Taschereau, même si l'enquête du comité des comptes publics les a quelque peu esquivés. L'Union nationale de Maurice Duplessis n'a rien perdu des leçons dégagées des années de suprématie rouge.

[51]

André Laurendeau fera l'apprentissage des dures réalités de cette forme de politique durant la campagne électorale de l'été 1944. Plus tard, en 1946, à l'occasion d'une élection complémentaire dans la circonscription de Compton, il constate de visu l'ampleur du système que l'Union nationale déploie sur le Québec rural. Les salles d'écoles ne sont plus disponibles, les curés se font plus distants, les promesses de Maurice Duplessis ont plus de poids qu'un discours réformiste ¹⁵.

Est-il besoin d'ajouter que le débauchage, habile et fructueux, des militants et dirigeants du Bloc par certains émissaires de l'Union nationale illustre l'une des constantes de la société québécoise de l'après-crise économique. La prospérité un peu factice de la guerre n'a pas signifié l'accession à l'aisance d'une majeure partie de Québécois. Lorsque le pouvoir en place propose qui un poste de juge, qui un emploi au sein de la fonction publique, il y a des déchirements.... ¹⁶

En regard d'une société qui n'a pas encore bénéficié d'une scolarisation massive, la démarche et le style d'André Laurendeau soulevaient certains problèmes. Devant un auditoire de cultivateurs ou d'ouvriers de Montréal-Est, il n'est pas spontanément sur la même longueur d'ondes. De même, à la radio, sa voix passe mal. Il y livre régulièrement des «causeries» bien structurées sur des problèmes majeurs, qui ne sont pas nécessairement les questions privilégiées par les auditeurs de ces stations.

Mais ces grandes questions, c'est durant ses années de parlementaire que Laurendeau pourra les approfondir avec méthode, patience et talent. À Québec, le chef du Bloc fait figure de bénédictin. Il peaufine ses interventions. Il sollicite conseils et suggestions de la part de ses amis et collaborateurs. Il se paie le luxe de faire

¹⁵ C'est à l'élection complémentaire de Compton, en juillet 1946, que Laurendeau achève le constat d'échec du Bloc. Voir notamment la lettre d'Ernest Grégoire à André Laurendeau, en date du 17 juillet 1946 (Archives André Laurendeau).

¹⁶ À la faveur d'interviews recueillies auprès des deux députés du Bloc à Québec (Édouard Lacroix n'y ayant jamais siégé), de nombreux témoignages ont été recueillis au sujet des manœuvres des émissaires de l'Union nationale, à commencer par un certain Daniel Johnson.

réviser par l'avocat du trio, Me Albert Lemieux (député de Valleyfield), les projets de résolutions qu'il soumet à l'Assemblée législative ¹⁷.

Ce style cadre mal avec la pratique parlementaire du moment. Dans un premier temps, Laurendeau étonne ses collègues. Il agace profondément [52] Maurice Duplessis. Déjà isolé au sein d'une Chambre qui n'a jamais accepté le phénomène des tiers partis, le chef du Bloc populaire mesure l'impossibilité de mener à bien la tâche qu'il s'était fixée.

Cette découverte de la vie politique «provinciale» va rapidement enlever à Laurendeau ses dernières illusions en la matière. Il prend rapidement conscience de l'emprise de Duplessis sur une bonne partie de ses compatriotes. La politique partisane et la vie parlementaire déçoivent profondément celui qui était venu au Bloc pour y défendre des idées...

VISION SOCIALE ET NATIONALISME

L'identification d'André Laurendeau à l'aventure du Bloc populaire canadien ne se ramène pas à cette seule dimension de la politique partisane et parlementaire. Elle permet - une première fois probablement mieux que jamais dans toute la carrière de ce dernier - de saisir la tension fondamentale entre un attachement profond à une conception ouverte et généreuse de la réalité socio-économique et une communion raisonnée à un nationalisme bien tempéré.

C'est un truisme que de souligner l'importance fondamentale et déterminante du séjour en Europe dans la réorganisation et la reformulation de la pensée de celui qui aura été l'un des maîtres à penser de toute la génération de la Révolution tranquille ¹⁸.

¹⁷ Les archives d'André Laurendeau contiennent tous les dossiers élaborés par ce dernier durant son mandat de parlementaire. Notes de travail, correspondance avec ses conseillers, ébauche de résolutions, annotation des projets de loi: l'ensemble est impressionnant et témoigne du travail abattu par le chef de l'aile provinciale du Bloc.

¹⁸ On lira, sur cette période européenne, Louis CHANTIGNY, «André Laurendeau journaliste ou l'incandescence sous le givre», *l'Incunable*, n° 1, mars 1984, p. 7-11; «André Laurendeau arrive à Paris en pleine crise historique», *l'Incunable*, n° 2, juin 1984, p. 11-16. «André Laurendeau arrive à Paris en pleine crise historique», *l'Incunable*, n° 3, septembre 1984, p. 6-14 ; «André Laurendeau à Paris ou le statut de l'intellectuel», *l'Incunable*, n° 1, mars 1985, p. 10-19; «André Laurendeau à Paris ou l'histoire de l'intellectuel», *l'Incunable*, n° 3, septembre 1985, p. 14-23; «André Laurendeau à Paris ou l'intellectuel non conformiste». *l'Incunable*, n° 2, juin-septembre 1986, p. 36-47; «André Laurendeau à Paris ou l'intellectuel à la recherche de sa définition ... », *l'Incunable*, n° 2, mars 1986, p. 26-38.

Après avoir navigué avec les Jeune-Canada, après avoir baigné intellectuellement dans le climat de la Ligue d'Action nationale du versant des années 30, après avoir côtoyé les coteries du nationalisme traditionnel et presque ultramontain de Montréal, Laurendeau a vécu en France une expérience unique et décapante qui aurait pu être traumatisante. Elle a, au contraire, permis au jeune homme qu'il était de côtoyer les réalités d'un monde en pleine crise, à la veille d'un embrasement meurtrier, de fréquenter les milieux intellectuels les plus stimulants de la capitale française.

[53]

Mais au-delà de cette chronique parisienne, qui aura été le lot d'une certaine jeunesse québécoise habituée à se retrouver à la Vagenande, boulevard Saint-Germain, ou à la Maison des étudiants canadiens, Laurendeau s'initiera à une forme de réflexion sociologique, il se pénétrera d'une vision sociale qui remettra en question une partie de son héritage intellectuel. Il faut réentendre la confession de Laurendeau à ce propos pour imaginer, un instant, le choc culturel de cette année parisienne ¹⁹.

À la faveur de ses humanités au Collège Sainte-Marie et de sa fréquentation des milieux nationalistes, Laurendeau avait épousé plus ou moins consciemment les thèses traditionnelles au sujet de l'avenir du peuple canadien-français. À cette époque, on parle davantage d'avenir qu'on porte attention à la misère d'un peuple entassé dans les taudis de la métropole. Ainsi, il faudra attendre la fin de la guerre pour qu'apparaissent les premiers romans urbains de la littérature québécoise.

À son retour d'Europe, André Laurendeau s'inscrit spontanément dans un courant, à peine esquissé ici, d'analyse sociologique. À la suite d'Esdras Minville, il remet en question les clichés qui interprètent la réalité sociale d'alors à travers un prisme rural. Il prend conscience de l'urbanisation de cette société et aussi de sa paupérisation. Cette démarche est singulière dans la métropole. À Québec, elle trouve appui et prend élan grâce à la fondation de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval. À cet égard aussi, le cheminement des deux villes rivales imprime des tendances différentes aux modes et aux courants de pensée. Le Bloc s'en ressent lorsque le D^r Hamel proposera ses thèses à une équipe montréalaise abasourdie de tant d'audaces ²⁰.

Quant à Laurendeau, son cheminement intellectuel le place à une première croisée de chemins. Son nationalisme, repensé et remis en question en Europe, l'oriente

¹⁹ Interview accordée à Jean-Pierre Fournier à l'émission «Entretiens d'été» à Radio-Canada, le 21 juillet 1967.

²⁰ Mémoire de René Hamel, présenté lors d'une assemblée constitutive du Bloc, à Montréal: «Programme sommaire pour le nouveau parti politique que dirigera M. Maxime Raymond», à Québec, le 2 septembre 1942, cinq pages dactylographiées. Fonds Maxime-Raymond (Institut d'histoire de l'Amérique française).

peut-être vers le Bloc populaire. Paradoxalement, c'est pourtant durant ces années de politique active que les questions sociales et économiques s'imposent avec le plus d'acuité. Ou, plus exactement, il engage alors cette longue quête d'adéquation entre une pensée nationaliste et une conception à la fois sociale, réaliste et progressiste.

[54]

Le déclenchement de la guerre marque chez Laurendeau la fin des hésitations, des interrogations qu'il aura ressassées depuis son retour d'Europe. Il est entraîné dans le tourbillon. Personne n'échappe à la profonde déchirure que provoque, de ce côté-ci de l'Atlantique, l'entrée en guerre des «vieux pays», plus particulièrement de la France. Laurendeau s'identifie pleinement aux craintes et aux espoirs de la collectivité canadienne-française. À cet égard, on doit relire sa correspondance avec un jésuite français qui reproche aux Canadiens français de s'opposer à la conscription pour service outre-mer. Laurendeau tente de justifier cette décision qui est peut-être sans grandeur, écrit-il, mais qui «n'était pas la plus facile... ²¹» C'est clairement laisser deviner le déchirement profond d'un intellectuel, qui prend fait et cause pour sa collectivité, malgré sa lecture de la catastrophe mondiale et sa signification dramatique dans la société française.

La guerre, que la guerre ! C'est évidemment la préoccupation constante durant les premières années du Bloc. Peu à peu, devant cette toile de fond, la politique interne reprend ses droits et Laurendeau s'associe directement aux revendications nationalistes contre le pouvoir fédéral. Il accepte mal les concessions du gouvernement d'Adélard Godbout. Il s'oppose aux entreprises centralisatrices que mijotent dans les officines d'Ottawa.

Laurendeau martèle le thème de l'autonomie provinciale. Il en fait l'objet privilégié de ses causeries radiophoniques, de ses interventions en Chambre. Mais Duplessis l'attend au virage, lui qui s'est bien gardé d'intervenir dans les premières années de la guerre. Duplessis n'entend pas céder le flambeau de l'autonomie. Laurendeau constate rapidement que le nationalisme de l'Union nationale se conciliera difficilement avec sa vision de l'évolution de la société canadienne-française.

Car le chef provincial du Bloc entend avant tout œuvrer en regard des besoins criants du peuple d'ici. Déjà, à son retour d'Europe, il réoriente *L'Action nationale*. Et même Pierre Elliott Trudeau lui en saura gré, au moment de rédiger sa contribution à *La grève de l'amiante* ²².

C'est évidemment à l'Assemblée législative que Laurendeau expose et développe avec le plus de cohérence les projets de société qui sont les siens. Il reconnaît à

²¹ André LAURENDEAU, «Chroniques», *L'Action nationale*, vol. XV, juin 1940, p. 434.

²² Pierre ELLIOTT TRUDEAU, *La grève de l'amiante*, Éditions du Jour, Montréal, 1970, p. 46.

l'État un rôle important. Il souhaite la mobilisation des forces vives de la société au sein du mouvement [55] coopératif. Il imagine des solutions aux problèmes les plus pressants des Canadiens français: la crise du logement qui perdure, la législation ouvrière qui piétine, la scolarisation qui tarde à démarrer...

Mais Laurendeau en arrive à désespérer de la politique partisane, du moins telle que vécue au début de ce qui allait être le long règne de l'Union nationale. Et il se désole aussi du ton et de la teneur des débats au sein de l'Assemblée législative. Déception ultime et décisive tout à la fois, il s'inquiète de l'impasse dans laquelle l'Union nationale va entraîner le nationalisme canadien-français.

Laurendeau renonce à la politique partisane. Au moment de vivre le désolant épisode de sa démission, il dégage une conclusion peut-être involontaire de ces constats désabusés. Il propose de transformer le Bloc en un mouvement d'études et de formation. Au-delà de la dimension peut-être tactique de cette hypothèse, on doit surtout y voir la voie privilégiée par Laurendeau. La société canadienne-française doit susciter en elle même projets et scénarios qui proposent des solutions de fond à ses problèmes et à ses besoins. D'où la démarche intellectuelle, la recherche et la formulation d'hypothèses et de desseins globaux pour cette société.

Est-ce la fin des illusions de jeunesse pour celui qui achève son mandat de député, tout en accédant au poste de rédacteur en chef du *Devoir*? Laurendeau va-t-il désormais désespérer de la politique? Ce serait donner dans la fiction que de vouloir répondre à ces questions à la seule lumière de cette étape de la vie de Laurendeau. Ces questions sous-tendent pourtant son évolution intellectuelle durant ces années, qui vont de la réélection de Duplessis en 1948 au décès du fondateur de l'Union nationale.

EN GUISE DE CONCLUSION

La carrière politique d'André Laurendeau aura donc été relativement brève, mais lourde de conséquences. En quelques années il s'initie, dans des conditions difficiles il est vrai, aux jeux de la politique partisane. Au cœur d'une formation dont la gestation aura été pénible, il est témoin des manoeuvres qui se greffent autour de toute quête du pouvoir. Il fait l'apprentissage et l'expérience de la vie parlementaire. Il découvre le visage caché des institutions qui, théoriquement, devraient - c'est l'expression du moment - prendre en charge le «bien commun».

L'aventure du Bloc aura vraisemblablement fait perdre à Laurendeau un certain nombre d'illusions héritées de sa formation, nourries à la faveur de son séjour en Europe. Sa foi sera désormais très mince envers [56] les partis politiques considérés comme moteur et lieu du changement social. La transposition ici du modèle et de

l'esprit des partis socialistes à l'européenne n'est pas pour demain. Jamais plus Laurendeau ne sera tenté par la politique active.

Mais ces années, dominées par la guerre, auront surtout entraîné Laurendeau sur le chemin de la confrontation permanente entre les conceptions nationalistes et une vision sociale du devenir collectif. Cette tension s'inscrit au cœur du cheminement intellectuel de cet homme. Laurendeau incarnera, durant deux décennies, cette question de base : Est-il possible de concilier nationalisme et préoccupations sociales ?

[57]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre II. André Laurendeau et le Bloc populaire

COMMUNICATION

Les conditions d'émergence des tiers partis au Québec: le cas du Bloc populaire canadien

*Robert Boily **

[Retour à la table des matières](#)

Apparu en 1942 dans le sillage de la lutte contre la conscription, le Bloc populaire canadien (B.P.C.) disparaît en 1947. Comme l'Action libérale nationale (A.L.N.), force politique nouvelle qui l'a précédé, a eu à peine cinq ans de vie. Disparition comme institution partisane mais non comme réseau d'influence, à travers des hommes qui en ont fait partie et leurs divers milieux d'action. C'est en effet la filiation du Québec nouveau qui de l'A.L.N. et de celui-ci à la Fédération libérale du Québec (F.L.Q.) et enfin au Parti québécois, se développe à travers un certain nombre de personnes et de groupes. Des ponts s'établissent ainsi entre ces forces politiques et d'autres forces sociales.

Du strict point de vue électoral, la prestation du B.P.C. s'avère somme toute relativement faible si on la compare à celle de l'A.L.N. Le B.P.C. obtient 14% des voix à l'élection provinciale de 1944 et quatre élus, dont André Laurendeau, et 13% à

* Robert BOILY est professeur au département de science politique à l'Université de Montréal. Spécialiste de l'analyse sociopolitique du Québec, il est coauteur de *Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours* et *Le Québec en transition: 1760-1867. Bibliographie thématique*.

l'élection fédérale de 1945 avec seulement deux élus. C'est relativement peu comparé au 29,8% du vote de l'A.L.N. en 1935 et à ses 26 élus.

Ce résultat peut également étonner si on s'arrête au fait que plusieurs des leaders et partisans de ce parti sont précisément ceux-là mêmes qui, quelques années auparavant, avaient su conduire la lutte victorieuse du NON lors de la crise du «plébiscite».

Autre élément de mesure, le classement des candidats du B.P.C. parmi l'ensemble des candidatures. À l'élection de 1944, quatre candidats en première place et seulement six autres en deuxième; 12 candidats sur un total de 80 arrivent en dernière position. Cette faiblesse relative est bien réelle.

Notons enfin que malgré la participation des femmes pour la première fois à une élection en 1944, ce qui double l'électorat (726 651 inscrits en 1935, 1 864 692 en 1944), la participation demeure semblable à celle de 1935 : un peu plus faible même en 1944 (74%) qu'en [58] 1935 (76%). L'arrivée sur la scène électorale de ce nouveau partenaire politique ne semble pas avoir provoqué un effet d'entraînement déterminant pourtant nécessaire au B.P.C.

Au total, un résultat électoral moyen, relativement faible. Il y a lieu toutefois de rappeler que de tous les tiers partis qui, depuis 1867 jusqu'à nos jours se sont présentés à des élections provinciales au Québec, seuls l'A.L.N. et le PQ ont obtenu un résultat supérieur à celui du B.P.C.

Comment expliquer ces résultats? Comment expliquer l'émergence et la mort de ce nouveau parti? Il faut faire appel à deux ordres de facteurs pour expliquer ce qu'il advint du B.P.C., des facteurs d'ordre conjoncturel à caractère technique, organisationnel ou culturel et à des facteurs structurels, relevant davantage des fondements mêmes de cette société. Bien que leurs effets aient été indéniables, les facteurs d'ordre conjoncturel demeurent secondaires comme instruments d'explication.

LES FACTEURS D'ORDRE CONJONCTUREL

Parmi les facteurs à caractère technique, le mode de scrutin et la carte électorale qui prévalent à ce moment expliquent une partie des résultats obtenus. L'écart entre le pourcentage des voix et celui des sièges correspond bien aux effets prévisibles d'un mode de scrutin uninominal à un tour, tout comme le fait qu'avec seulement 2,9% des voix, le C.C.F. a réussi à faire élire un candidat.

On ne peut nier non plus l'influence d'une carte électorale qui, en détérioration constante depuis 1867, défavorise nettement tout parti politique à électorat fortement urbain, ce qui a été le cas du B.P.C., beaucoup plus d'ailleurs que celui de l'A.L.N. Pourtant, ce même mode de scrutin n'a pas empêché le développement du PQ

à un moment où l'effet de la carte fut progressivement neutralisé par suite de sa démocratisation. Un mode de scrutin peut ralentir ou accélérer un effet, il ne le crée pas. Un mouvement de fond peut finir par briser le barrage d'un mode de scrutin uninominal à un tour.

Il est certain que les graves problèmes d'organisation qu'a connus le B.P.C. pendant sa brève existence n'ont pu que nuire à son action électorale: retards à se doter de structures officielles, dissensions sur la question de la participation aux deux paliers de gouvernement, fédéral et provincial, et sur la primauté que devait avoir l'une ou l'autre des deux instances, lutte ouverte et publique entre le groupe de Montréal et le groupe de Québec, ce que l'on appelait l'imbroglia, et enfin les problèmes aigus de financement.

[59]

Des facteurs à caractère culturel - et ici nous rejoignons des facteurs qui sont frontières entre le conjoncturel et le structurel - ont également joué un rôle important. La réticence des Québécois à donner leur appui à des candidats et à des partis qui avaient peu de chances d'être élus a été une attitude politique longtemps ancrée dans le comportement collectif : attitude renforcée par l'effet dissuasif du mode de scrutin, qui fait en quelque sorte des votes donnés à un candidat battu des votes perdus et aussi par les traits propres à un système de partis à base de clientélisme. Dans un tel système, on ne peut bénéficier des effets positifs du pouvoir que dans la mesure où l'on est identifié au pouvoir. Dans le cas contraire, c'est la marginalisation.

Compte tenu des valeurs qui prévalent dans la société québécoise à cette époque, il se peut également que le jeune âge et l'inexpérience politique du chef provincial André Laurendeau, aient joué en sa défaveur. Il est vrai cependant que ce jeune chef s'est hautement distingué au moment de la lutte contre la conscription, et cela aux côtés d'un Henri Bourassa, figure légendaire du nationalisme québécois et d'un Maxime Raymond, autre leader du B.P.C.

Ce parti avait donc un caractère mixte, au sein duquel les notables traditionnels voisinaient avec des représentants d'une nouvelle classe politique en émergence et que l'on retrouvera de manière plus importante à la Fédération libérale du Québec (F.L.Q.), au R.I.N. et au Parti québécois par la suite.

Autant de facteurs qui ont joué un rôle actif, important dans la vie du B.P.C., mais qui à eux seuls s'avèrent impuissants à expliquer les difficultés d'émergence et la mort relativement rapide de ce parti.

LES FACTEURS D'ORDRE STRUCTUREL

On ne peut véritablement comprendre ce qu'il advint du B.P.C. si on ne s'arrête pas à deux variables qui, à nos yeux, constituent le contexte essentiel dans lequel s'insère obligatoirement, pendant cette période, pour ne pas dire depuis l'apparition des partis politiques au Québec jusqu'à aujourd'hui, l'émergence d'un tiers parti. Ici, deux variables fortement liées et dont la seconde sert d'assise à la première: le système de partis qui prévaut, la légitimité sur laquelle il repose.

[60]

UN SYSTÈME DE PARTI DOMINANT

Dans la littérature consacrée aux systèmes de partis, le concept de parti dominant demeure la plupart du temps flou. Pour traduire le phénomène, on fait appel à de nombreux critères plus ou moins cumulatifs touchant, soit le déséquilibre des forces en présence exprimé en pourcentage des voix ou en pourcentage des sièges, la préférence étant donnée à la première mesure, soit la durée pendant laquelle un parti maintient une totale suprématie. Il s'agit là effectivement de deux variables importantes. Ce qui pose problème c'est le choix de la mesure dans le cas de la première et l'incapacité de la seconde à exprimer à elle seule la dominance.

La distance en nombre de sièges a d'autant plus d'importance que l'on se trouve en régime parlementaire, que le système de partis est bipartiste, que les partis politiques sont disciplinés, que le mode de scrutin est uninominal à un tour et que la culture politique privilégie le gagnant, quelque soit la marge qui sépare les partis en pourcentage des voix.

Par ailleurs, il m'apparaît artificiel de fixer dans l'absolu un nombre d'années comme l'a tenté Vincent Lemieux (1985), soit 20 ans, ou encore un nombre d'élections consécutives pendant lesquelles un même parti remporte la victoire, ce qui est le choix de Sartori (1976). Le choix de Lemieux aboutit à ne pas retenir la période duplessiste comme relevant d'un système de parti dominant, ce qui à première vue étonne.

Ce qui importe, compte tenu d'un écart marqué en sièges qui réduit l'opposition à peu de choses et d'une certaine durée, c'est la difficulté voire l'impossibilité d'alternance au pouvoir et surtout le pourquoi de cette absence d'alternance. À la limite, la raison importe plus que le fait. L'ampleur de la dominance compte davantage d'une certaine manière, que la durée exacte pendant laquelle elle s'exerce. C'est que par

définition le système de parti dominant, qu'il soit bipartiste ou multipartiste, est une situation frontière entre celle d'une société pluraliste et d'une société à compétition très réduite ou inexistante, situation que l'on prête aux États totalitaires ou autoritaires. Fondamentalement, ce qui caractérise la dominance, c'est le haut niveau d'intégration d'une société, pendant un certain temps sous l'autorité d'un même parti. Ce qui importe au plus haut point c'est la nature du contrôle exercé par un parti sur une société, l'ampleur de ce contrôle, les moyens utilisés pour l'exercer. C'est donc le niveau d'intégration d'une société. Celui de la dominance d'un parti se situe à la frontière du pluralisme qu'exige l'État démocratique, et cela parce qu'il réduit au minimum les lieux d'opposition.

[61]

Or qu'en est-il au Québec au moment où surgit le B.P.C. ? Suivant cette conception de la dominance que nous venons d'évoquer, le Bloc populaire, du moins au niveau provincial, surgit entre deux moments de dominance, celui de Taschereau et celui de Duplessis.

Le Bloc populaire canadien surgit dans le cadre d'un bipartisme fortement établi et depuis longtemps, à l'intérieur duquel la dominance d'un parti marginalise les autres, réduisant pour l'essentiel le jeu politique à deux acteurs, le parti au pouvoir tout puissant et une opposition réduite.

Ce bipartisme, nous l'avons soutenu ailleurs (Boily, 1982), s'est progressivement renforcé dans la mesure, d'une part, où chacun des deux partis qui le composent devint plus homogène idéologiquement et que, d'autre part, la distance idéologique entre les deux partis se réduit énormément, au point où les deux partis partagent le même credo, celui de l'État libéral. Dans ce contexte, l'opposition officielle ne pouvait avoir qu'un caractère conjoncturel. De fait, l'opposition renforçait et confortait le pouvoir en place quant à l'essentiel. Cette opposition ne contestait que les moyens et les hommes, non les fondements de ce système. Le Parti libéral de Godbout a commencé sur certains points à rétablir une distance idéologique, mais le temps a manqué et les relations avec Ottawa ont occulté cette réalité.

Dès lors, quelle place reste-t-il à une opposition qui se veut différente, notamment s'il s'agit d'un nouveau parti ? La réponse renvoie à l'élément essentiel de cette dominance, à ce caractère négligé par la plupart de ceux qui se sont penchés sur ce type de système de partis, soit sa capacité d'intégration, sa capacité d'imposer ses vues, c'est-à-dire à la fois ses normes et ses sanctions à l'ensemble d'une société, bref à sa capacité de contrôler et de marginaliser ce qui ne correspond pas au profil qu'il impose.

Dans le cadre d'une société pluraliste, une telle dominance s'effrite quand elle ne peut plus exercer ce contrôle sinon par la force, le système de valeurs qui servait de support perdant sa capacité d'intégration. C'est ce qui caractérise les dernières

années du régime duplessiste. Elle s'effrite aussi si le parti au pouvoir est mis en contradiction avec le système de valeurs qui le portait jusque-là. La chute du régime de Taschereau et celui de l'Union nationale trouve là une bonne part de son explication.

Entre 1935 et 1944, on assiste à diverses tentatives de renverser la domination d'un parti et d'un système: c'est un échec. Il faudra attendre 1960. C'est que dans cette situation de dominance il ne s'agit pas de renverser un gouvernement, un parti, mais bien un système ou plus précisément un type d'État. Il faut parvenir à substituer une [62] légitimité du pouvoir à une autre, une analyse de la société, de ses besoins, de ses problèmes à une autre, une légitimité capable de servir de base à un nouveau type d'État. Par contre, ce qui demeure possible c'est de substituer à un parti en situation de domination un autre parti, sans que pour autant la légitimité qui sert d'assise à la dominance ne soit modifiée. Ce qui change c'est le parti qui incarne cette légitimité, non le type d'État.

Malgré le changement qui s'amorce pendant cette période, le type d'État qui prévaut ne sera pas modifié. Pas plus que l'A.L.N., le B.P.C. ne parviendra ni à modifier la légitimité qui sert d'assise à cet État, ni à se faire reconnaître comme le véritable héritier de cette légitimité. C'est l'Union nationale qui réussira cette opération de substitution.

LA LÉGITIMITÉ NATIONALE

La thèse que nous soutenons ici veut qu'à la base de cette dominance, de cette hégémonie d'un même parti pendant une longue période nous trouvions la question nationale, et plus précisément l'interprétation qui en est faite à titre d'idéologie dominante. L'assise du pouvoir repose sur une exploitation du fait national pour justifier une conception libérale de la société. La réalité du fait national, de la fragilité de cette collectivité face au monde environnant et face au pouvoir intégrateur d'Ottawa se mêle étroitement à l'interprétation idéologique qui en est faite et qui s'implante dans l'imaginaire collectif. Cette symbiose entre le réel et l'imaginaire fournit toute la force nécessaire au système de valeurs qui sert d'assise à l'exercice d'un pouvoir qui doit protéger un peuple en péril. Dès lors, il ne peut y avoir qu'un seul parti investi de cette légitimité et un seul chef qui puisse l'incarner. C'est là pour nous un fait fondamental.

Une fois investi de cette légitimité, le parti au pouvoir possède des moyens importants pour diffuser, imposer le système de valeurs qui le porte et entretient sa légitimité. À cette fin, il jouit des ressources du réseau politique, celui du parti, du clientélisme que lui permet sa mainmise sur l'État. Il jouit également du vaste et

efficace réseau de l'Eglise et enfin de l'appui du troisième partenaire à ce bloc au pouvoir, les détenteurs de l'économie.

Nous retrouvons, au sein de cette société, les phénomènes d'intégration propres aux sociétés minoritaires, lorsque les réflexes de défense surgissent face à la menace d'une intégration. La définition stricte des critères d'appartenance à la communauté permettent de marginaliser ceux qui tentent d'en contester les valeurs. L'entretien d'un sentiment de précarité, de danger renforce en effet les valeurs d'intégration, aiguïssent [63] un sentiment d'identité nationale qui dépasse tout autre lien d'appartenance, au risque d'apparaître comme un traître aux yeux de la communauté et d'être ainsi marginalisé.

Théoriquement, cette légitimité essentielle à l'entrée dans le jeu politique et à l'exercice du pouvoir peut évoluer, s'adapter à des situations nouvelles, à condition que le parti ou le groupe qui procède à cette nouvelle lecture de la réalité ne se retrouve pas en décalage trop prononcé avec ce qui continue de prévaloir dans la société. Tant et aussi longtemps que, dans cette société, le contrôle idéologique s'exerce de manière efficace, l'émergence d'une force politique nouvelle n'a aucune chance de se réaliser ou de s'implanter si elle ne peut revendiquer cette légitimité historique face à un parti ou un système de partis qui l'aurait perdue.

CONSÉQUENCES SUR L'ÉMERGENCE DES TIERS PARTIS

Dans un tel contexte, les partis politiques qui naissent en périphérie du système politique dominant et comme tels qui lui demeurent extérieurs, n'ont aucune chance d'émerger de manière significative. L'idéologie dominante provoque le rejet, les moyens de contrôle réduisent les chances d'expansion si, malgré tout, l'émergence se produit.

C'est que, dans un tel système de parti dominant, l'ampleur des moyens de contrôle, la forte intégration de la collectivité réduit fortement les lieux compensatoires, les aires de liberté à partir desquels une opposition peut se bâtir, se développer, étendre son influence. C'est cet état de choses qui explique fondamentalement l'incapacité des partis de gauche à s'implanter pendant toute cette période, beaucoup plus que leurs divisions internes. Ils ne pouvaient prétendre à la légitimité et ne possédaient pas encore suffisamment d'appuis à partir desquels ils pouvaient développer la leur.

Les tiers partis de droite avaient également peu de chances de s'implanter, le terrain étant déjà bien occupé. Ils ne pouvaient prendre une certaine expansion, comme ce fut le cas du Crédit social au Québec, que dans une période transitoire qui connût une contestation sérieuse de la légitimité en place, ce que provoqua la Révolu-

tion tranquille. Ils apparaissent alors comme des forces de résistance au changement. À mesure qu'un nouveau dénominateur commun idéologique prend place, leurs chances de devenir un parti de gouvernement ou même de demeurer présent au jeu politique s'estompent avant de disparaître.

Ainsi, le seul nouveau parti qui puisse émerger et survivre dans un tel système de dominance, provoquer une modification du système de [64] partis et éventuellement devenir le parti de gouvernement, c'est celui qui peut prétendre à la légitimité qui prévaut ou, porteur d'une légitimité nouvelle, qu'il sache trouver dans les groupes qui partagent cette nouvelle conception de l'Etat et de la société l'appui nécessaire.

En effet, deux types de situations peuvent se présenter. Un tiers parti conteste au parti de gouvernement sa prétention à la légitimité et reçoit dans cette contestation l'allégeance des groupes porteurs de cette légitimité en place. Il y a alors transfert d'allégeance mais non pas modification de légitimité et de type d'État. C'est ce qui s'est produit avec l'Union nationale, permettant que se poursuive pendant encore 15 ans un système de parti dominant reposant sur la légitimité même qui avait servi d'assise à la domination du Parti libéral de Taschereau.

Un second type de situation peut se présenter, soit celui où un tiers parti se fait le porteur d'une nouvelle légitimité qui trouve déjà dans la population, au sein d'une série de groupes, un enracinement solide. Le Parti libéral transformé des années soixante a réussi ce défi. Le Parti québécois en fut un exemple encore plus évident.

À vrai dire, ce second type de situation n'a jamais eu au Québec une telle netteté. En effet, si on considère l'histoire des partis au Québec, il semblerait que les tiers partis n'ont connu un certain succès que lorsqu'ils ont pu, en même temps, prétendre à la légitimité traditionnelle qui a permis au parti en place d'y arriver et à une nouvelle légitimité, née de la justesse d'une relecture des conditions dans lesquelles le Québec se trouve. Tous les tiers partis qui ont connu un certain succès au Québec, et nous pensons ici à l'A.L.N., au B.P.C., au PQ, avaient ce caractère mixte. Ils sont le produit d'un fractionnement d'un ou de plusieurs partis existants et de l'intégration de forces nouvelles. Ils sont tout à la fois nés de l'intérieur du système et de l'extérieur, ce qui ne fut pas chaque fois sans effets sur leur cohésion interne et leur évolution idéologique.

Le cas de l'Union nationale en 1936 est particulier et ne correspond pas à ce modèle. Ce parti est né de l'alliance d'un parti traditionnel peu différent du Parti libéral, le Parti conservateur, et d'un nouveau parti à caractère mixte, l'A.L.N. Si au niveau du discours, de l'image, l'Union nationale de 1936 pouvait apparaître à son tour comme un nouveau parti mixte, dans les faits il n'avait intégré et n'avait retenu que les éléments les plus traditionnels de l'A.L.N.

[65]

RETOUR AU BLOC POPULAIRE CANADIEN

A nouveau, nous reposons la question: Comment expliquer l'émergence du B.P.C., son échec relatif et sa disparition rapide? Nous serions tenté de répondre que le B.P.C. s'est retrouvé dans une situation intermédiaire aux deux hypothèses que nous venons d'avancer. Pour simplifier, nous pouvons en effet dire que le B.P.C. est arrivé sur la scène politique à la fois trop tôt et trop tard. Les choix qui furent ceux du B.P.C., non sans vives discussions, déchirements parfois, étaient de fait peu adaptés à la situation prévalente, du moins tel que nous pouvons le percevoir maintenant.

Le B.P.C. arrive trop tôt si on pense à plusieurs éléments novateurs de son action partisane et de son programme. La F.L.Q. connaîtra les mêmes difficultés dix ans plus tard dans sa volonté de faire autrement la politique. Le B.P.C. est avant-gardiste lorsqu'il entend se financer par le membership et des campagnes de financement. Il affronte alors des attitudes politiques bien enracinées qui ont pour effet de concevoir un parti politique comme une source de bénéfices, non comme un lieu d'investissement.

En matière d'organisation, le B.P.C. devançait ce qui deviendra, à partir de la F.L.Q., une réalité plus grande au Québec, c'est-à-dire des partis politiques fortement structurés et prétendant à un fonctionnement démocratique. Le caractère mixte du parti, au sein duquel le poids des notables traditionnels continue de prévaloir et qui a pour effet de freiner le changement accuse également, à sa manière, le caractère novateur de ces structures projetées. À vrai dire, cette Europe qui avait servi de modèle à certains leaders du parti, tel un Laurendeau, semblait bien lointaine à d'autres leaders et à la plupart des membres.

C'est également trop tôt que surgît le B.P.C. en matière de programme politique. Sa perception du rôle de l'État comme agent principal de transformation des conditions socio-économiques et comme instrument privilégié de développement de la société canadienne-française devance de près de quinze ans ce discours que reprendra le P.L.Q. des années soixante.

Dans certains groupes syndicaux, nous pensons à ceux qui par la suite formeront la F.T.Q., cette analyse a commencé, du moins en ce qui concerne le rôle de l'État en matière économique et sociale. Les choix politiques sont cependant déjà faits et cela en faveur du C.C.F. C'est donc trop tard. Dans d'autres groupes syndicaux on commence à peine à échapper à l'emprise de l'idéologie dominante et il faudra attendre au [66] milieu des années cinquante pour que la C.T.C.C., future C.S.N., exprime plus

nettement une nouvelle conception de l'État. Par rapport à ces groupes, qui de plus refusaient de s'engager politiquement, c'était trop tôt.

Nous touchons là un des problèmes fondamentaux rencontrés par le B.P.C., celui d'exprimer une pensée différente, une nouvelle lecture du Québec, mais sans pouvoir s'appuyer suffisamment sur des groupes porteurs d'une telle pensée, de ce qui aurait pu devenir la base d'une nouvelle légitimité.

Un autre choix fait par le Bloc populaire canadien, qui l'a placé en porte-à-faux et fait en sorte qu'il arrive trop tard, c'est celui de lutter à la fois et en même temps aux deux niveaux fédéral et provincial. Il s'est fait le défenseur d'une conception nationaliste longtemps ancrée au Québec, dont Henri Bourassa fut un représentant brillant et que l'on retrouve également dans les résolutions des congrès des syndicats dans les années cinquante: un Canada indépendant au sein duquel les Canadiens français se retrouvent sur un pied d'égalité avec les autres, un Québec modifié dans ses objectifs politiques, économiques et sociaux, la priorité devant être donnée au gouvernement québécois.

Déjà, il y avait eu l'expérience de l'A.L.N. et celle de l'Union nationale comme forces politiques essentiellement provinciales. La situation inconfortable du Parti libéral par suite de l'intervention du fédéral en 1939 et de la conscription, la volonté expresse d'Ottawa de devenir l'agent principal du développement économique et social issue des recommandations de la Commission Rowell-Sirois, vont permettre à Duplessis de développer sa conception de l'autonomie, mais dans un type d'État inchangé. Duplessis se met donc en position d'en appeler à un transfert d'allégeance des groupes qui partagent le système de valeurs à la base de l'État québécois. Le B.P.C. apparaît trop en décalage par rapport à cette légitimité par suite de son programme, pour compter sur un tel transfert d'allégeance. Duplessis saura habilement, confondre la nécessité de lutter contre la volonté centralisatrice d'Ottawa, qui propose des transformations aux plans économique et social et sa propre résistance au changement de la nature de l'État libéral.

Le B.P.C. arrive trop tard parce que l'Union nationale assume déjà la légitimité traditionnelle par suite du transfert d'allégeance de nombreux représentants du nationalisme québécois inquiets des politiques d'Ottawa. Il arrive trop tôt, en ce qu'il propose une nouvelle façon de voir qui ne trouve pas encore suffisamment preneur dans la population. Le temps n'est pas encore venu, les conditions ne sont pas encore rassemblées pour qu'une substitution de légitimité à une autre puisse s'opérer.

[67]

Il faudra attendre une nouvelle approche du Québec, liant la dimension nationale aux changements économiques et sociaux et la pénétration dans la population de ces nouvelles valeurs, pour qu'une nouvelle force politique porteuse d'une nouvelle légi-

timité puisse apparaître et se développer. Ce sera le temps du Parti québécois: une nouvelle force née elle aussi du fractionnement du parti au pouvoir, de l'intégration de forces traditionnelles venues du Crédit social et de forces nouvelles venues du R.I.N., mais qui a pu compter également dès le départ sur d'autres forces sociales qui partageaient cette recherche d'une nouvelle légitimité, notamment chez les intellectuels et les syndicats. C'est cet appui qui a fait cruellement défaut au Bloc populaire canadien.

Bibliographie

BERNIER, G. et R. BOILY, *Le Québec en chiffres. De 1850 à nos jours*, ACFAS, 1986.

BLAIS, A., «Third Parties in Canadian Provincial Politics», *Revue canadienne de science politique*, vol. VI, no 3, septembre 1973, P. 422-436.

BOILY, R., «La genèse et le développement des partis politiques au Québec», dans E. ORBAN (Édit.), *La modernisation politique du Québec*, Boréal, 1976, p. 101-143.

BOILY, R., «Les partis politiques québécois. Perspectives historiques», dans V. LEMIEUX (Édit.), *Personnel et partis politiques au Québec*, Boréal, 1982, p. 27-68.

BOILY, R., «La transformation du Parti libéral du Québec sous Georges-Émile LAPALME (1950-1958)», dans J.-F. LÉONARD (Édit.), *Georges-Émile Lapalme*, Les Presses de l'Université du Québec, 1988, p. 221-237.

CHARLOT, J., «Du parti dominant», *Projet 48*, septembre-octobre 1970, p. 942-951.

COMEAU, P.-A., *Le Bloc populaire. 1942-1948*, Québec/Amérique, 1982.

LEMIEUX, V., *Systèmes partisans et Partis politiques*, Les Presses de l'Université du Québec, 1985.

MONIÈRE, D., *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Québec/Amérique, 1983. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

PELLETIER, M., et Y. VAILLANCOURT, *Les politiques sociales et les travailleurs*, cahier II, *Les années 30*, 1975.

PINARD, M., «One-Party Dominance and Third Parties», dans KRUHLAK, SHULTZ, POBIHUSHSHCKY, *The Canadian Political Process*, Holt Rinhart & Winston of Canada, Toronto, 1970.

ROY, J.-L., *La marche des Québécois. Le temps des ruptures (1945-1960)*, Leméac, 1976. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

SARTORI, G., *Parties and Party Systems*, N. Y., Cambridge University Press, 1976.

SARTORI, G., «European Political Parties: The Case of Polarized *Pluralism*», dans J. LAPALOM-BARA et M. WEINER, *Political Parties and Political Development*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 1972, p. 137-176.

[69]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre II. André Laurendeau et le Bloc populaire

COMMUNICATION

Le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire: À quelle enseigne logent-ils?

*Réjean Pelletier **

[Retour à la table des matières](#)

À quelle enseigne logent le Parti libéral et l'Union nationale à l'époque du Bloc populaire ? Telle est la question à laquelle nous voulons répondre. Mais il faut d'abord préciser que «l'époque du Bloc populaire» peut se résumer à une épopée plutôt courte, lancée avec la crise de la conscription en 1942 et pratiquement terminée au cours de l'année 1947. Il s'agit donc d'une page d'histoire certes importante et qui a pu laisser de profonds souvenirs, mais d'une page vite tournée par ce parti qui n'a pu s'imposer sur l'échiquier politique.

Seconde remarque préliminaire: comme l'indique la question posée au début, nous allons nous concentrer sur l'analyse des partis qui ont œuvré sur la scène politique provinciale sans référer à l'action du Bloc populaire et de ses concurrents sur la scène fédérale. Plus précisément, nous analyserons les principaux thèmes électoraux et les grandes orientations idéologiques du Parti libéral et de l'Union nationale au

* Réjean PELLETIER est professeur au département de science politique de l'Université Laval et vice-doyen aux études de la faculté de sciences sociales. Il vient de publier *Partis politiques et société québécoise. De Duplessis à Bourassa, 1944-1970*.

moment des élections provinciales du 8 août 1944, soit à la seule élection provinciale où le Bloc populaire fut véritablement présent.

LE PARTI LIBÉRAL: CONTRE UN NATIONALISME EXACÉRBE²³

Élu en 1939 à la faveur de la guerre et avec l'aide du parti frère au niveau fédéral, le Parti libéral se maintiendra au pouvoir jusqu'en 1944. Sous la direction de l'agronome Adélard Godbout, il mènera une dure lutte contre ses concurrents au cours de la campagne électorale de 1944.

Maurice Duplessis, le chef unioniste, a fait de l'autonomie provinciale et de la question fiscale les enjeux majeurs de cette campagne. De même, le Bloc populaire, dirigé par André Laurendeau, entend poursuivre la lutte menée en 1942 contre la conscription et faire le procès des vieux [70] partis qui ont trompé la population québécoise. Devant ces attaques, le Parti libéral organise sa riposte, essaie de parer les coups contre ceux qui seraient tentés «de mêler les cartes», c'est-à-dire de faire porter une élection *provinciale* sur le terrain *fédéral*. Ce faisant, Godbout tente de désamorcer, dès le départ, le cheval de bataille des deux autres partis.

Dans sa riposte, le chef libéral se montre encore plus virulent lorsqu'il essaie de faire passer l'opposition pour des «fauteurs de trouble» et qu'il s'insurge contre son étroitesse d'esprit. Qu'on en juge par ces extraits des journaux de l'époque:

[...] l'Union nationale et le Bloc représentent la montée redoutable de l'étroitesse d'esprit, de l'opportunisme et du fanatisme dans notre province. Je vous mets en garde [...] je crois qu'il est de mon devoir de vous mettre en garde contre ces esprits mesquins et provocateurs. [...] Dans la province de Québec, nos nationaux, dressés contre Ottawa comme si c'était un gouvernement ennemi, vous parlent de l'encerclement qui, disent-ils, menace l'autonomie du Canada français²⁴.

Contre ces fanatiques qui cherchent à diviser le pays, contre ces «bloqueux» et ces «nationaux» qui n'ont les yeux tournés que vers le passé, il faut regarder vers l'avenir. Les thèmes que le chef libéral développe à cet égard, sinon les termes qu'il

²³ Les sections qui suivent s'inspirent largement des chapitres 1 et 2 de mon volume *Partis politiques et société québécoise. De Duplessis à Bourassa (1944-1970)*. Montréal, Québec/Amérique, 1989.

²⁴ *Le Devoir*, 29 juin 1944, p. 7, et 11 juillet 1944, p. 2.

utilise, seront repris non seulement au cours de cette campagne électorale, mais également jusque dans les années soixante et soixante-dix, y compris au cours de la campagne référendaire de 1980. «Je ne puis, disait Godbout, limiter mes aspirations autour du clocher qui m'a vu naître Mes aspirations sont plus grandes. Quel que soit le respect que j'attache à ce clocher, il faut voir plus loin, il faut considérer la grandeur du Canada ²⁵.» Ou encore: «L'avenir des Canadiens français doit se développer dans tout le pays parce que nos ancêtres l'ont découvert et l'ont construit. Nous pouvons regarder tous les Canadiens en face et se sentir leurs égaux ²⁶.» Dans ce même esprit, il ajoutait: «Nous n'avons pas que des droits mais aussi des devoirs. Nous ne sommes pas simplement Québécois, mais aussi Canadiens ²⁷.» Dans ses attaques contre un nationalisme qu'il qualifie d'exacerbé, le Parti libéral, par la voix de ses chefs, demeure donc fidèle à sa ligne de pensée. Parti fédéraliste, il ne peut se définir comme uniquement québécois, il est aussi canadien; ses aspirations ne peuvent se limiter au seul clocher québécois, elles sont beaucoup plus vastes, à la mesure du [71] Canada. Si l'on n'évoque pas les Rocheuses canadiennes comme en 1980, c'est tout de même l'ensemble canadien qui est visé.

Bien plus, le gouvernement Godbout se présente comme celui qui a sauvé l'autonomie, qui en a été le vrai défenseur. «Depuis 1939, mon gouvernement, soutient le chef libéral, n'a pas cédé une parcelle des droits que lui reconnaît le pacte fédératif», alors que l'autonomie provinciale, dans la bouche de Duplessis, est «une formule vide de sens».

Bref, il n'y a pas de conscription, le gouvernement libéral a sauvé l'autonomie provinciale, les autres ne sont que des antipatriotes et des lâches, il faut considérer la grandeur du Canada et non pas son seul clocher, tels sont les thèmes utilisés par le gouvernement Godbout dans sa riposte contre les partis d'opposition qui exploitaient habilement le nationalisme des Canadiens français, la crise de la conscription et la question de l'autonomie provinciale. Cependant, aux yeux de bien des Québécois, Duplessis apparaissait comme un meilleur défenseur de cette autonomie dont il fera son principal cheval de bataille durant quatre élections consécutives (sans compter celle de 1939). Il en était de même du Bloc populaire, né avec la crise de la conscription, qui cherchait à rééditer la campagne du plébiscite de 1942.

Mais, pour le parti au pouvoir, une campagne électorale ne consiste pas seulement à se défendre contre les attaques des partis d'opposition. Il faut aussi rendre compte de son administration durant les années précédentes, faire état de ses réalisations, montrer qu'on est capable de bien gouverner. Toutes les campagnes de l'Union nationale, au cours des années 40 et 50, ont porté sur les «oeuvres» de cette forma-

²⁵ *Le Devoir*, 17 juillet 1944, p. 6.

²⁶ *Le Soleil*, 19 juillet 1944, p. 3.

²⁷ *Le Devoir*, 28 juillet 1944, p. 3.

tion et de son chef. Le Parti libéral, en 1944, s'inscrit également dans cette tradition en consacrant une bonne partie de la campagne à passer en revue ses réalisations depuis son retour au pouvoir en 1939 et souvent à les comparer à l'administration unioniste de 1936 à 1939.

C'est ainsi que le thème de l'assainissement des finances publiques - thème toujours à la mode, mais encore plus dans les années 80 avec la crise économique du début de cette décennie - constituera un élément majeur du discours libéral. Selon Godbout, l'Union nationale lui avait laissé une situation catastrophique en 1939, alors que la dette augmentait régulièrement, de telle sorte que le nouveau gouvernement libéral a dû imposer des taxes afin de ne pas reporter sur les générations futures le paiement de cette dette. «Notre règle, rappelait-il, est celle du chef de famille prévoyant: le gouvernement vit selon ses moyens ²⁸.»

[72]

Le Parti libéral s'est aussi présenté comme le champion du développement économique du Québec, en particulier par la création d'Hydro-Québec. M. Duplessis, souligne le chef libéral, «veut faire oublier à notre peuple les actes salutaires que nous venons de poser pour son affranchissement économique, et, plus particulièrement, pour le coup mortel que nous avons porté au trust hydro-électrique en étatisant la Montreal Light, Heat and Power ²⁹». Obligé de préciser sa pensée sur ce sujet devant les attaques de tous ceux qui s'opposent à cette nationalisation, Godbout fait remarquer qu'il n'est pas un partisan du socialisme d'État, «contrairement à ce que veut faire croire le monopole électrique». Cependant, ajoute-t-il, dans une société bien organisée, «le gouvernement respecte la liberté d'entreprise, mais il la réglemente avec le souci constant de l'intérêt général ³⁰». Une telle position contraste fortement, non pas avec ce que disait Duplessis en 1935-1936 sous la pression de l'Action libérale nationale, mais avec l'attitude qu'il adoptera au cours de ses années de pouvoir, alors qu'il s'agit de créer les conditions les plus favorables possibles au développement de l'entreprise privée et à la venue au Québec de capitaux américains ou canadiens-anglais. Face au Parti libéral qui était prêt à poser des gestes tels que la nationalisation et qui entendait «civiliser» davantage les relations entre les patrons et les ouvriers, l'Union nationale apparaissait, à la grande entreprise, comme une formation plus rassurante, méritant d'être appuyée activement.

Certains thèmes évoqués durant cette campagne rappellent ceux qui seront développés en 1962, au moment où le Parti libéral propose à nouveau de nationaliser 11 grandes compagnies d'électricité au Québec. Déjà, en 1944, Godbout affirme que «les ressources naturelles doivent être exploitées au bénéfice de la communau-

²⁸ *Le Devoir*, 29 juin 1944, p. 7.

²⁹ Ibid.

³⁰ Ibid.

té ³¹ », il parle de libérer le peuple de la dictature économique, invitait les Québécois à bannir leur réflexe d'infériorité économique, et présente la nationalisation comme une mesure nécessaire pour le bien de la province, qui marquerait la fin des «trusts vicieux» dans cette région du pays. En 1962, ce même Parti libéral parlera également de libération économique dans un manifeste qui proclame que «l'ère du colonialisme économique est finie dans le Québec».

Assainissement des finances politiques, affranchissement économique, le programme du Parti libéral ne se limite pas à ces seuls thèmes. Le secteur agricole, le monde du travail et de l'éducation constituent autant de chantiers qui ont été défrichés durant ses années de pouvoir. Les [73] réalisations sont souvent impressionnantes: multiplication des écoles d'agriculture et des bourses d'étude aux fils de cultivateurs, drainage et assainissement des sols, introduction de nouvelles cultures et de nouvelles industries agricoles, création d'un Conseil supérieur du travail où siègent patrons et ouvriers, reconnaissance du droit d'association, établissement d'un salaire minimum pour les travailleurs des deux sexes, institution des contrats collectifs de travail, abrogation des «bills» 19 et 20 considérés comme anti-ouvriers, augmentation de la part du budget en éducation, fréquentation scolaire obligatoire, gratuité des manuels scolaires, sans oublier l'octroi du droit de suffrage aux femmes. Il s'agit, en somme, d'une véritable «révolution tranquille» (selon les mots mêmes de Jean Hamelin) accomplie dans un contexte où l'Eglise est encore largement triomphante et où le pouvoir économique est pratiquement fermé aux francophones. Mais le Parti libéral, comme le signale Jean Hamelin, n'a pas su «prendre en charge le destin national jusque-là assumé par l'Église ³² ». L'Union nationale et le Bloc populaire se présenteront comme les défenseurs de la question nationale au cours de la campagne électorale de 1944, en s'opposant fermement au gouvernement central qui a voulu, à toutes fins utiles, créer un État unitaire afin de faire face à ses obligations du temps de guerre.

Au total, le Parti libéral, s'il aime faire état de ses réalisations comme toutparti au pouvoir qui vient rendre compte de son administration devant l'électorat, tente de se présenter comme une formation tournée vers l'avenir, préoccupée par les problèmes qu'il faudra résoudre après la guerre, plutôt que de devoir justifier continuellement ses positions devant les assauts du gouvernement central *durant* cette guerre. «Demain ne se passera pas sans heurts, rappelle Godbout. Notre législation sociale est préparée pour affronter les difficultés de demain ³³ .»

³¹ *Le Devoir*, 12 juillet 1944, p. 10.

³² Jean HAMELIN, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e siècle, tome 2: De 1940 à nos jours*, Montréal, Boréal, 1984, p. 32.

³³ *Le Devoir*, 12 juillet 1944, p. 10.

Le soir du 8 août 1944, le gouvernement Godbout doit reconnaître sa défaite devant l'opposition combinée de l'Union nationale et du Bloc populaire et, surtout, devant les effets combinés d'un mode de scrutin et d'une carte électorale inéquitables.

Vainqueur quant aux suffrages, le Parti libéral doit s'avouer vaincu en ce qui concerne les sièges, de sorte que l'Union nationale s'installera au pouvoir... par un accident de notre système électoral.

[74]

L'UNION NATIONALE À L'ASSAUT DU FÉDÉRAL

La campagne électorale de 1944 permet au chef de l'Union nationale, Maurice Duplessis, de mettre en place les principaux thèmes qui seront repris dans les trois élections suivantes à peu de variations près. La question des droits provinciaux et de l'autonomie ressort clairement comme le thème central de cette campagne, sur lequel viennent se greffer la question fiscale et la condamnation du gouvernement Godbout qui en constituent les deux autres composantes essentielles.

Selon Duplessis, l'enjeu le plus important de cette campagne (qui sera également l'enjeu le plus important des trois autres campagnes qui suivront!) c'est de savoir si nos droits seront respectés, si nous allons être «maîtres chez nous». Ce dernier slogan sera d'ailleurs repris par les libéraux en 1962, mais dans une perspective différente, soit lors de la campagne portant sur la nationalisation de l'hydro-électricité. Mais entretemps, il sera utilisé abondamment par le chef de l'Union nationale au cours de quatre campagnes électorales successives.

Au nom de l'autonomie, Duplessis concentrera donc ses attaques contre le gouvernement Godbout, qui a cédé au fédéral les droits essentiels de la province: droits de taxation cédés en 1942 au gouvernement central pour «la durée de la guerre», l'assurance-chômage désormais de juridiction fédérale en vertu d'un amendement à la constitution en 1940, pouvoirs en matière de conditions de travail largement assumés par le niveau central en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre*; bref, Godbout a vendu la province au fédéral. En retour, le chef unioniste propose que «le char provincial soit mené par un chauffeur provincial ³⁴ ». Evidemment, seule l'Union nationale est un parti exclusivement provincial, contrairement au Parti libéral et même au Bloc populaire qui, il ne faut pas l'oublier, œuvrait également sur la scène fédérale.

³⁴ *Le Devoir*, 24 juillet 1944, p. 6. Duplessis sait manier habilement le calembour et utiliser des formules simples à comprendre et susceptibles de frapper l'imagination populaire. Il fut souvent décrié par les intellectuels pour ses accents trop populistes qui contribuèrent cependant à son succès électoral.

«Il est vital, souligne Duplessis, que la Législature de Québec soit complètement libre de toutes attaches partisans fédérales ³⁵.»

Si les Québécois sont devenus des étrangers chez eux, c'est en raison des empiètements d'Ottawa sur les droits de la province, alors que ces droits étaient pour-tant garantis par «l'entente constitutionnelle qui existe entre les deux grandes races du Canada». Et ces empiètements ont [75] été rendus possibles par la collaboration du gouvernement Godbout, un gouvernement de trahison. C'est lui qui a laissé «déchirer et déchiqueter la Constitution canadienne et dépouiller notre chère province des droits, libertés et prérogatives indispensables à notre vie et à notre survie

Il a permis de miner et de saboter la forteresse de nos droits constitutionnels essentiels: l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867 ³⁶ ». C'est ainsi que, pour reprendre une formule qui sera répétée à peu près dans les mêmes termes lors des élections subséquentes, la «législature de Québec, qui devait être la forteresse de nos droits, [...] en est devenue le cimetière ³⁷ ». Par cette formule percutante, Duplessis apportait un message clair: il faut chasser le gouvernement Godbout, élire l'Union nationale afin de briser l'emprise du fédéral et rendre ainsi les Québécois maîtres chez eux. D'ailleurs, tout pouvoir cédé aux autorités fédérales ne peut être qu'un pouvoir cédé à un gouvernement qui sera toujours dominé par une majorité anglophone et protestante et, par conséquent, incapable de comprendre et de respecter le caractère spécifique du Québec ³⁸.

Mais l'autonomie provinciale, la maîtrise de son destin, la capacité de se gouverner soi-même sont illusoires, si le Québec n'a pas les revenus nécessaires pour se gouverner. La question fiscale va servir d'élément catalyseur à la lutte pour l'autonomie provinciale. Accusant le gouvernement Godbout d'avoir abandonné tous nos revenus à Ottawa de sorte que nous ne sommes plus maîtres chez nous, Duplessis présente la défaite de ce gouvernement comme une nécessité pour assurer «la survivance de la province et de la race». Aux dirigeants de Québec qui sont devenus les marionnettes d'Ottawa, il oppose sa première administration de 1936 à 1939, au cours de laquelle il n'a cédé aucun droit au pouvoir central. Au contraire, Duplessis - comme dans toutes les campagnes subséquentes - en profite pour faire l'éloge de son administration antérieure.

³⁵ *Le Devoir*, 29 juillet 1944, p. 2.

³⁶ Cité par Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec*, Montréal, Leméac, tome II (1931-1966), 1971, p. 313.

³⁷ *Le Devoir*, 17 juillet 1944, p. 2.

³⁸ Au sujet de l'autonomie, voir également Herbert F. QUINN, *The Union nationale. Quebec Nationalism from Duplessis to Lévesque*, Toronto, University of Toronto Press, 2^e édit., 1979, p. 103-130 et surtout p. 112-116.

La lutte de Duplessis contre le communisme au cours de la campagne de 1944, n'aura pas l'ampleur, ni les accents qu'elle atteindra durant les élections ultérieures marquées par un climat de guerre froide, par la guerre de Corée et par le «maccarthysme» aux États-Unis. Certes, il en profite pour vanter la loi dite du cadenas, adoptée en 1937; mais c'est plutôt la nationalisation de la Montreal Light, Heat and Power par le gouvernement Godbout qui lui fournit l'occasion ou le prétexte pour définir [76] ses positions. Tout d'abord, une position modérée sur la question de l'étatisation qu'il oppose à l'initiative privée, ce qui lui permet de mettre en évidence les thèmes de la liberté individuelle et de l'initiative personnelle, «deux fondements incontestables de progrès ³⁹ ».

Puis, une position plus tranchée où se révéleront les convictions profondes du chef unioniste. Duplessis identifie alors ce geste du gouvernement Godbout à du communisme. Le raisonnement est fort simple: le capital d'État, c'est du communisme. La loi sur la nationalisation est une «loi bolchéviste», surtout que l'étatisation ne correspond pas à la mentalité de la province de Québec. D'ailleurs, les communistes ont demandé de voter pour Godbout, ils sont avec Godbout ⁴⁰. Et comme argument suprême, le calembour qui tient lieu de raisonnement: «Nous autres, nous avons donné aux cultivateurs des maisons afin qu'ils puissent accrocher un fil électrique, et non un fil avant une maison ⁴¹ .»

Ces mêmes cultivateurs seront l'objet d'une attention particulière de la part de l'Union nationale au cours de ses 16 années de pouvoir. Pouvant bénéficier des «oeuvres» de ce parti, en particulier sous forme de prêt agricole et d'électrification rurale, sans oublier la voirie et les écoles rurales, ils formeront le noyau des partisans les plus fidèles de l'Union nationale. Dans la pensée de Duplessis, l'agriculture devait occuper une place importante dans l'économie. Bien plus, contrairement aux réalités économiques de l'époque, le chef unioniste soutenait régulièrement qu'elle occupe la place «prépondérante» ou «la première place» dans l'économie québécoise ⁴². Surtout, elle donnait l'occasion de relier ce thème à celui des droits et traditions du Québec et à la défense de l'autonomie provinciale. C'est ainsi que la protection du secteur agricole permettait de rejoindre la lutte pour les droits et les traditions du Québec et l'affirmation de l'autonomie provinciale à l'encontre du gouvernement central, incapable de comprendre la spécificité du Québec et qui voulait imposer ses politiques sociales.

³⁹ *Le Devoir*, 13 juillet 1944, p. 7

⁴⁰ Voir *Le Devoir*, des 10 juillet, 17 juillet, 4 août et 7 août 1944.

⁴¹ *Le Devoir*, 24 juillet 1944, p. 6.

⁴² Voir Gérard BOISMENU, *Le Duplessisme. Politique économique et rapports de force, 1944-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981, p. 240.

Tels sont donc les principaux thèmes évoqués par l'Union nationale au cours de cette campagne. C'est ce parti qui réussira d'ailleurs à imposer ses thèmes aux autres formations politiques. Mais il faut dire que la conjoncture politique favorisait les partis d'opposition et rendait plus facile la critique du parti au pouvoir.

[77]

LE PASSÉ ET L'AVENIR

Nous avons signalé à l'occasion, que le chef unioniste aimait répéter le même discours et souvent les mêmes expressions ou les mêmes mots d'esprit d'une élection à l'autre. Un tel discours répétitif pouvait laisser croire que le Québec ne changeait pas, ce qui venait ainsi conforter le conservatisme social de Duplessis.

Tout le discours duplessiste se structure autour d'une collectivité à défendre, la collectivité canadienne-française, au sein de l'espace québécois. Il faut protéger la langue et la foi, caractéristiques essentielles de cette communauté francophone vivant au Québec, contre les attaques répétées provenant du gouvernement central et de sa bureaucratie qui cherchent à instaurer un État-providence au Canada, et contre les assauts du communisme international dont les ramifications s'étendent à l'intérieur même du Québec et du Canada.

De ce fait, le discours duplessiste fonctionne à l'antagonisme ou à la rivalité: il nomme l'adversaire, le dénonce et le combat vigoureusement. Cet adversaire, c'est d'abord le gouvernement central ou, plus exactement, le Parti libéral solidement installé à Ottawa. Les libéraux provinciaux - autres adversaires - sont présentés tout simplement comme les valets ou la succursale provinciale du grand frère fédéral. Quant au communisme, il apparaît comme un ennemi beaucoup plus flou et multi-forme, ce qui permet à Duplessis d'associer les libéraux provinciaux et fédéraux au communisme. Les adversaires, ce sont aussi tous les détracteurs de l'ordre établi. Qu'ils soient associés au gouvernement central, aux libéraux provinciaux, au communisme, aux Témoins de Jéhovah, à Radio-Canada, etc., tous viennent contester l'ordre établi et la stabilité de la collectivité québécoise et, de ce fait, doivent être combattus.

C'est autour du thème de l'autonomie que s'organise le discours politique de l'Union nationale à cette époque. L'autonomie, c'est la préservation et la défense des droits et compétences du Québec face aux empiètements du gouvernement central. C'est également le moyen de s'opposer aux libéraux provinciaux qui préconisent des réformes sociales selon un modèle inspiré d'Ottawa. C'est enfin une façon de préserver la place de l'Église dans les systèmes d'éducation et de santé. L'autono-

mie de Duplessis, comme le signalait déjà Pierre Elliott Trudeau ⁴³, devient ainsi la base même du conservatisme social, la justification d'un immobilisme politique dans les secteurs où s'imposaient des réformes.

[78]

Mais cet immobilisme n'était qu'apparent. Si le secteur politique ne procédait pas à de vastes réformes, comme on le fera durant la Révolution tranquille, le Québec s'urbanisait et s'industrialisait de plus en plus. Par-delà le conservatisme social qui prévalait, s'installait progressivement la modernisation économique, souvent encouragée par l'Union nationale elle-même ⁴⁴. En ce sens, on pourrait parler d'une certaine ambivalence dans le discours et dans les pratiques de ce parti tiraillé ou écartelé entre son conservatisme social et la modernisation économique du Québec qu'il ne reniait pas et souvent même favorisait.

Quant au discours libéral à cette époque, il se situe bien souvent aux antipodes du discours unioniste. Ouvert sur le changement et la modernité, il sera ainsi davantage tourné vers l'avenir que vers le passé. En 1944, face aux attaques dont il est l'objet de la part des partis d'opposition, le Parti libéral préfère regarder vers l'avenir plutôt que vers le passé. À ce moment, développer le thème de l'avenir peut le servir sur le plan électoral puisque son passé est assez peu glorieux quant à la défense de l'autonomie provinciale durant cette période de guerre entièrement dominée par le gouvernement central. Au cours de cette même campagne, ce parti se préoccupe également des problèmes qu'il faudra résoudre après la guerre. Pouvant faire état d'un bilan fort positif relativement à la législation sociale et économique, le gouvernement Godbout cherchait à montrer qu'il était encore capable de procéder à d'autres réformes, aussi bien dans le monde de l'éducation que dans le domaine social et le secteur économique.

C'est surtout dans le champ social que le Parti libéral était porteur d'avenir. À l'enseignement de la sécurité sociale (avec Godbout) ou de la justice sociale (avec Lapalme), cette formation politique proposera la mise en place progressive d'un véritable État-providence axé sur la protection de la santé et le développement de la sécurité sociale et couplé à des politiques d'expansion industrielle et de modernisation économique. Ce parti accorde d'ailleurs une grande importance aux questions du travail et à la condition des ouvriers, non pas seulement des agriculteurs. S'opposant au

⁴³ Pierre ELLIOTT TRUDEAU, «La province de Québec au moment de la grève» dans P.E. Trudeau (dir.), *La grève de l'amiante*, Éditions du jour, 1970 (c. 1956), p. 1-91.

⁴⁴ Voir Gilles BOURQUE et Jules DUCHASNEL, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal, 1988.

conservatisme social de Duplessis, le Parti libéral se veut ouvert au changement en tablant sur l'avenir. Cependant, il ne peut faire totalement abstraction du passé et des valeurs dominantes dans la société québécoise, devant parfois s'en accommoder, surtout lorsqu'elles concernent l'Église catholique.

[79]

En conclusion, le Parti libéral apparaît plus ouvert au changement que l'Union nationale. Pour cette dernière, le passé était garant de l'avenir, alors que le Parti libéral préférait regarder vers l'avenir et proposer pour demain des solutions aux problèmes pressants de la société québécoise. Voilà, en somme, à quelle enseigne logeaient le Parti libéral et l'Union nationale au moment où le Bloc populaire cherchait à s'imposer sur l'échiquier politique québécois.

[81]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre III

ANDRÉ LAURENDEAU ET LE JOURNALISME

Participants

Gérard PELLETIER
Michel Roy
Elzéar LAVOIE
François-Albert ANGERS
Laurent LAPLANTE

Présentation

Lucille BEAUDRY

[Retour à la table des matières](#)

[83]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre III. André Laurendeau et le journalisme

PRÉSENTATION

Lucille Beaudry *

[Retour à la table des matières](#)

On sait à quel point le métier de journaliste éditorialiste au Québec a marqué la vie intellectuelle et l'évolution des mentalités. De ce point de vue, la contribution d'André Laurendeau apparaît non seulement décisive, mais elle fait de ce dernier un maître à penser de l'école de journalisme. Un premier témoignage à cet égard nous est offert par un collègue non moins fervent du métier de journaliste qu'est Gérard Pelletier. Celui-ci fut, comme on le sait, avant d'être ambassadeur du Canada à Paris et secrétaire d'État dans le cabinet de Pierre Elliott Trudeau, journaliste rédacteur à *La Presse* et collaborateur (fondateur) de *Cité libre*. Aussi, c'est de ce point de vue qu'il rend un vibrant hommage à la carrière journalistique d'André Laurendeau. Il nous fait part ici certes de la finesse d'esprit, de la qualité de la langue française écrite au quotidien, mais ce que Gérard Pelletier a voulu davantage nous transmettre dans son propos, c'est le goût de relire ces pages éditoriales comme seul André Laurendeau savait nous les offrir : un journalisme qui, nous dit-il, ne se fait plus.

* Lucille BEAUDRY est professeure au département de science politique de l'UQAM. Elle a été membre du Comité d'organisation du colloque André Laurendeau. Elle a entre autres publié en collaboration avec Lizette Jalbert un ouvrage sur *Les métamorphoses de la pensée libérale*.

Non moins connu par son expérience au *Devoir* et à *La Presse*, Michel Roy s'attache pour sa part à nous rendre compte d'une manière bien vivante de la méthode efficace d'André Laurendeau d'expliquer une situation. Il souligne en particulier les qualités de pédagogue de Laurendeau aussi bien dans la presse écrite qu'à la radio et à la télévision. Il fait de ce dernier le maître à penser de l'école de journalisme au Québec.

Cette grande maîtrise du métier est également reconnue par Elzéar Lavoie, professeur d'histoire à l'Université Laval, dans un extrait qu'il nous livre de son manuscrit sur l'histoire des journalistes québécois. Selon lui, l'intérêt de l'œuvre journalistique de Laurendeau aura été de rendre indissociable sa double préoccupation pour les questions sociales et les droits de l'homme. Pour Elzéar Lavoie, l'interviewer humaniste et le dramaturge qu'il fut tout aussi bien n'a jamais craint le défi de l'engagement, alors que sa passion de vérité aura permis à son œuvre de faire école.

C'est cette même leçon qui se dégage aussi des observations de François-Albert Angers au sujet de son expérience comme collaborateur [84] d'André Laurendeau à la revue *L'Action nationale*. Son passage à la revue lui aura permis d'exprimer l'influence intellectuelle de son séjour à Paris, et en particulier de la revue *Esprit*; cette influence qui s'est traduite à *L'Action nationale* par une orientation plus «à gauche» pour les questions sociales et syndicales. François-Albert Angers nous montre un Laurendeau pourfendeur de tous les préjugés, un journaliste de combat pour la justice sociale, pour l'autonomie la plus large du Québec dans la Confédération, au premier rang des protestations contre l'entrée en guerre du Canada et contre les visées centralistes du gouvernement fédéral de l'époque. C'est son mandat de direction de *L'Action nationale* qui l'aura précisément préparé à devenir le grand éditorialiste que nous avons connu, celui dont la spécificité aura été de conjuguer la question sociale et la question nationale. Cette spécificité il l'a d'abord fait valoir à la revue qu'il a voulue ouverte.

Enfin, Laurent Laplante confirme ce verdict unanime des contributions, faisant de Laurendeau le maître à penser de l'école de journalisme au Québec, en relatant à quel point Laurendeau incarnait un modèle de journaliste qu'il fut pour la génération d'adolescents lecteurs du *Devoir*. Il évoque l'élégance de l'écriture alliée à la diversité des champs d'intérêts et ce travail d'éditorialiste porteur d'un projet de société.

Cette séance a été animée par Louis Martin, journaliste à Radio-Canada, qui d'entrée de jeu a demandé comment on peut partager le journalisme d'action du journalisme d'information.

[85]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre III. André Laurendeau et le journalisme

TÉMOIGNAGE

Profession: éditorialiste

*Gérard Pelletier **

[Retour à la table des matières](#)

Se plonger, comme je l'ai fait ces dernières semaines, dans l'œuvre d'André Laurendeau journaliste, c'est à la fois stimulant et déprimant.

Stimulant, oui, pour tous ceux qui font eux-mêmes le métier auquel Laurendeau a consacré les meilleures années de sa vie - un métier dont on a toujours dit beaucoup de mal. Selon l'opinion publique, rien n'est plus fragile en effet que la production d'un éditorialiste. Ses articles peuvent être bons, nous dit-on, mais ils sont fatalement plus éphémères qu'un printemps québécois. À peine les a-t-on lus qu'ils cessent d'exister. Le lendemain de leur publication, il n'en reste rien. On nous disait jadis, et l'on répète encore aujourd'hui, que rien n'est plus nuisible à une vocation littéraire que la pratique du journalisme.

La lecture des papiers de Laurendeau, plus de vingt ans après sa mort, soulève un sérieux doute sur ce genre d'affirmation.

* Gérard PELLETIER a été successivement journaliste, secrétaire d'État du Canada dans le cabinet de Pierre ELLIOTT TRUDEAU de 1968 à 1972, puis ministre des Communications (1972-1975) et ambassadeur du Canada à Paris. Il a publié deux tomes de ses mémoires: *Les années d'impatience* et *Le temps des choix*.

Sans doute faut-il tenir compte du fait que le rédacteur en chef du *Devoir* de l'époque ne fut jamais reporter. Toute sa carrière dans la presse fut consacrée à l'éditorial, à la chronique, à la critique et au billet. De temps à autre, il se livrait à ce qu'il appelait un sondage, mais qui n'avait rien de commun avec l'invention de M. Gallup. Pour lui, ce mot désignait un exercice qui se résumait à quelques longues conversations téléphoniques et de vive voix, avec un échantillon de ses amis et connaissances dont il tirait renseignements, impressions et opinions pour nourrir son article du lendemain.

Comme il possédait, à cause de son action politique des années 40, un très vaste réseau de fidèles, de tels sondages n'étaient pas sans valeur. Mais jamais, je crois, André Laurendeau ne s'est approché davantage du métier de nouvelliste, exception faite de la supervision qu'il exerçait au *Devoir* sur l'information générale, à titre de rédacteur en chef.

Son métier, c'était le journalisme d'opinion. Le premier article de lui dont je me souviens, c'est *L'Action nationale* qui l'avait publié, à son [86] retour d'Europe en 1937. Il contestait le diplôme de défenseur de la foi que notre opinion cléricale et nationaliste avait d'ores et déjà décerné au général Franco. À l'époque, il fallait le faire! Dans mon collège de campagne où toutes les publications cléricales et nationalistes entraient en franchise, il fallait voir la tête de nos maîtres devant cet écart de pensée...

Toute sa vie, André Laurendeau rompra ainsi de temps à autre avec l'idéologie dominante de son milieu et de son temps, pour ouvrir des fenêtres sur d'autres horizons. Avec quelle maîtrise il le faisait !

Ce qui frappe encore aujourd'hui, c'est d'abord la qualité de sa langue qui souffre très peu de la précipitation inhérente au journalisme. Dans l'histoire de notre presse, il n'y a guère que Jules Fournier dont le style se compare à celui de Laurendeau. Et encore faut-il rappeler que les articles recueillis dans *Mon encrier*, seuls textes de Fournier qui soient encore connus aujourd'hui, furent presque tous écrits pour des hebdomadaires.

André, au contraire, quand je l'ai connu au *Devoir* entre 1947 et 1950, écrivait tous les jours ou presque. Seul de nous tous, il rédigeait ses articles au stylo, refusant obstinément l'usage de la machine à écrire. La lenteur du procédé favorisait-elle la qualité de l'écriture? C'est possible. Mais elle n'explique ni l'élévation de la pensée, ni la précision et la transparence de l'expression, ni surtout l'originalité et la finesse de la démarche intellectuelle.

La première qualité d'un éditorialiste, c'est de savoir choisir ses sujets, jour après jour, et d'exprimer clairement son opinion, sans ambiguïté. C'est cela d'abord qui frappe quand on consulte la collection du *Devoir* pour y relire Laurendeau.

La presque totalité de ses éditoriaux abordent des sujets majeurs et jamais par le petit côté. C'est pourquoi, sans doute, il a exercé une telle influence dont on n'a plus d'exemple aujourd'hui. Sans fréquenter les hommes politiques, sans jouer les confesseurs de premiers ministres, il faisait bouger les choses par la seule autorité de sa pensée. On savait qu'il avait un auditoire de décideurs qui comptaient sur lui pour débrouiller les problèmes et se faisaient volontiers ses porte-voix.

Son influence ne tenait ni à la virulence de ses attaques, ni à la sévérité de ses condamnations, mais davantage à la justesse et à la clarté de sa pensée, une pensée ferme et riche en nuances, portée par l'enthousiasme aussi, à l'occasion. Sur les grandes questions de l'heure, nous avons besoin que Laurendeau s'exprime pour nous aider à préciser nos [87] propres positions, celles-ci dussent-elles être fort différentes ou même opposées aux siennes.

Sans doute son sens profond de la tolérance explique-t-il qu'il pût convaincre souvent et toujours éclairer tant de personnes qui ne pensaient pas comme lui. Car chez Laurendeau journaliste, on aurait cherché en vain la moindre trace de fanatisme. En avril 1960, il écrivait:

Quand on invoque l'esprit de tolérance et le respect des autres, on a l'air de faire le lit du scepticisme. Il se trouve toujours une âme honnête et simple pour dire ou penser : «C'est donc que vous n'avez pas une conviction assez profonde, c'est donc que vous acceptez de voir les contraires pactiser, c'est donc au fond que vous ne croyez à rien?

Or c'est le contraire qui nous paraît vrai. La tolérance n'a de signification que si elle s'inscrit dans une conviction profonde. Pour avoir à tolérer, il faut avoir sa propre façon de voir et y croire. Un sceptique n'est pas tolérant mais neutre; ou bien si l'on veut, il est tolérant sans aucun mérite; tout, d'une certaine manière lui est égal.

[...] Tout ceci paraîtra vague et lointain. Nous avons pourtant en tête un cas précis: celui d'un spécialiste en sciences politiques qui fut écarté à diverses reprises de l'Université de Montréal, sans doute parce que ses attitudes politiques concrètes étaient anticonformistes. Faut-il qu'un milieu donné se prive de la valeur que représente un homme pareil, simplement parce qu'il ne partage pas les idées courantes et se nomme Pierre Elliott Trudeau? Nous croyons le contraire.

Mais je suis en train d'évoquer un Laurendeau si grave, à la pensée si pénétrante, que je risque de le faire passer du même coup pour un personnage solennel et ennuyeux.

Avant de mettre fin à mon propos, je m'efforcerai de dissiper cette impression fausse. Car, une des qualités maîtresses de Laurendeau, c'était justement d'être éminemment lisible. Aucune lourdeur dans ses articles, même les plus sérieux. Et quel sens de l'humour, quel art souverain de se moquer de lui-même et des autres dans tous ces billets signés Candide qui faisaient pendant à ceux de son directeur, Gérard Fillion, qui signait les siens La Rabastalière.

Tel commentaire de Candide intitulé «Lettre non-lecture ce vice puni», sur une allocution de M. Duplessis, est un chef-d'œuvre de satire à la fois mordante et souriante. Par ailleurs, il pouvait conclure un long éditorial consacré aux lectures des Montréalais par la pirouette suivante: «Le peuple des lecteurs tourbillonne, il a une grande curiosité, il cherche au hasard sa nourriture. [...] Tout cela, il me semble, est le fait de [88] l'adolescence. Un adolescent n'est pas encore un adulte. Mais il n'est plus un enfant. Cette réflexion profonde sera notre mot de la fin.»

J'ai dit de mon mieux, dans le peu de temps qui m'était imparti, ce que la relecture de Laurendeau journaliste avait de stimulant. Je dirai maintenant, le plus brièvement du monde, ce qu'elle a de déprimant. Ou mieux je vous laisserai une recette sûre d'autopersuasion.

Prenez d'abord une heure ou deux dans un recueil des articles de Laurendeau, par exemple : «Ces choses qui nous arrivent» ou encore : «André Laurendeau, artisan des passages». Et sortant de cette lecture, parcourez la page éditoriale d'un quotidien de cette semaine ou de la semaine dernière. Vous allez comprendre tout de suite ce qui me déprime.

[89]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre III. André Laurendeau et le journalisme

TÉMOIGNAGE

André Laurendeau,
journaliste au *Devoir*

Michel Roy *

[Retour à la table des matières](#)

Un jour d'avril 1958, je gravissais pour la première fois l'escalier de bois d'un vieil immeuble de la rue Notre-Dame, aujourd'hui disparu. Une odeur d'encre, de papier et de poussière indécollable flottait dans ces lieux archaïques dont l'aménagement et le mobilier renvoyaient au début du siècle. De toutes les institutions vivantes habitant cette maison - Gérard Filion, Pierre Vigeant, Paul Sauriol, Pierre Laporte et quelques autres, c'est de loin la personnalité d'André Laurendeau qui rejoignait et séduisait les moins de 30 ans, à cause de sa modernité, de son urbanité, d'une sensibilité accordée aux préoccupations morales et politiques de l'époque. Il était l'autre versant de la colline du *Devoir*, le plus escarpé étant Gérard Filion, tourné vers le nord avec sa hache, son grand cœur et ses coups de gueule. Je ne croyais pas qu'il fût facile et simple de le voir, de lui être présenté et de le connaître. Je me représentais un intellectuel, un écrivain, un ancien chef de parti occupant un bureau inaccessible, préparant ses articles du lendemain et consacrant le temps

* Michel Roy a été rédacteur en chef au *Devoir* jusqu'en 1982, puis rédacteur en chef à *La Presse* de 1982 à 1988. Il collabore maintenant au journal *Le Soleil*, au *Droit*, et à *L'Actualité*.

qui lui restait à la réflexion, à l'écriture littéraire et à ses prestations régulières au petit écran dont il était devenu une vedette. Pour tout dire, je croyais que ce titre de rédacteur en chef (dont il avait été investi en 1957 après avoir été rédacteur en chef adjoint durant 10 ans) avait un caractère plutôt honorifique.

Je devais bientôt découvrir un rédacteur en chef très présent, quotidiennement attentif au contenu d'information du journal - ce volet d'information que Gérard Filion avait tenu à développer au point d'y investir des ressources -, à l'écoute des journalistes qui concevaient et rédigeaient le journal, toujours prêt à entendre les cadres de la rédaction, à discuter des comptes rendus d'événements politiques, à susciter des projets et, avec cette indéfinissable discrétion qui le caractérisait, à signaler les faiblesses et les lacunes du journal paru le matin même. Il a donc été, à la fin des années 50 et au début des années 60, un rédacteur en chef accomplissant son mandat avec assiduité, en apparence peu directif mais, en réalité, exigeant pour ceux qui s'engageaient à réaliser des enquêtes et des reportages, cherchant à aider, à éclairer ceux qui s'attachaient à des sujets complexes, de nature culturelle, sociale ou [90] religieuse, s'efforçant de stimuler le reporter qui se heurtait aux portes fermées, aux bouches cousues, au silence du Québec officiel. Il fallait aller plus loin et insister. Telle était sa conception du rôle des journalistes affectés à l'information.

Il avait une exceptionnelle qualité d'attention aux autres, ceux qui rêvent tout haut, ceux qui édifient des cités radieuses, ceux qui jurent de changer le monde. Il pouvait, sans se lasser, écouter durant 30, 40 et 60 minutes une jeune journaliste lui exposer d'in vraisemblables et d'exaltants projets. Soudain, saisissant une idée intéressante au vol, Laurendeau prenait le journaliste au mot et lui recommandait vivement de se mettre à l'œuvre dès le lendemain. Le jour suivant, le rédacteur en chef venait aux nouvelles auprès de l'intéressé. Une semaine plus tard, il revenait à la charge.

Une fois l'article terminé, il s'accordait le temps et souvent la peine de le lire et de le corriger, de le modifier ou de le reprendre, mais aussi d'expliquer les raisons pour lesquelles s'imposaient de tels changements à ses yeux.

Les moyens étaient limités à la rédaction du *Devoir*. Quand venait le moment de faire des choix, l'équipe formée du directeur de l'information et de son adjoint sollicitait l'avis de Laurendeau quant au meilleur emploi du personnel.

À la rédaction, l'après-midi, il faisait sa ronde, s'entretenant d'abord avec le directeur de l'information et son adjoint, puis avec les reporters qui, chacun, avaient leur secteur. Au cours de cet exercice, il posait des questions sur tous les sujets d'actualité. Il voulait d'abord accumuler des données. Parfois, connaissant bien un sujet, il proposait un traitement en nouvelle, suggérait de recueillir des réactions auprès de certaines personnalités, apportait lui-même des éléments inédits d'information. Il n'était pas homme à lancer des ordres, à commander, à admonester. Il

proposait, il suggérait, il persuadait, il éclairait. Cette méthode, à cause de l'homme qu'il était, s'est toujours révélée efficace. Il était à ses yeux impératif d'expliquer en pleine lumière une situation avant de porter un jugement. Celui-ci viendrait plus tard quand nous aurions réuni toutes les données utiles. Bref, la nouvelle avant le commentaire; l'analyse avant l'éditorial. Mais toute la nouvelle est une analyse qui ne laisse rien dans l'ombre.

Telle était sa démarche comme rédacteur en chef. Cet homme inspirait confiance, nous faisait confiance et respectait ses interlocuteurs.

[91]

Sa démarche relevait de la pédagogie. Comme celle de l'enseignant, du journaliste, de l'homme engagé en politique, constamment animé par le souci de présenter, d'articuler, de définir la problématique, d'analyser, de reconstruire avec cohérence ce qui est diffus, désorganisé, incompréhensible. Or justement, Laurendeau a été homme politique puis journaliste, vulgarisateur à la télévision, animateur (à la radio et à la télé) désireux de faire comprendre, d'amener le lecteur à découvrir avec lui les faits et les réalités, et à dégager avec lui une solution.

Il a donc été pédagogue aussi bien comme rédacteur en chef, comme animateur de télévision et de radio, que comme éditorialiste (plutôt chroniqueur, car il détestait le style magistral des éditoriaux pontifiants) et vulgarisateur à la radio (je pense aux émissions de Fémina - à Radio-Canada le matin avec M^{me} Louise Simard - au cours desquelles il expliquait le système électoral en France, le système électoral américain, l'impasse au Moyen-Orient, en s'y reprenant plusieurs fois pour faire passer le message à un auditoire profane; et quand M^{me} Simard n'était pas sûre de la clarté de l'exposé, il lui arrivait d'interrompre Laurendeau («Comment ça, Monsieur Laurendeau»), ce qui obligeait celui-ci à reprendre l'explication, mais cette fois en simplifiant davantage.

Pédagogue, il était porté au dialogue; il aimait les entretiens à la radio et à la télévision qui - sans les contraintes draconiennes du minutage - permettent de révéler graduellement la pensée d'un invité. Comme le dit avec raison Suzanne Laurin dans un petit livre où elle a réuni des articles sur l'éducation que Laurendeau publia de 1949 à 1962 dans *Le Devoir*, le rédacteur en chef considérait ses lecteurs comme des interlocuteurs. Ce qui l'amenait à traiter des sujets dont il n'est pas souvent question dans les quotidiens, comme le monde de l'enfance, le «pays» de l'enfance comme il disait, ou les livres que demandent les abonnés de la bibliothèque municipale. (Voir *André Laurendeau, artisan des passages*, publié chez Hurtubise HMH, Montréal, 1988.)

Il a donc été un rédacteur en chef que rien ne laissait indifférent, bien que certains aspects plus techniques ou matériels de notre travail au secrétariat de la rédaction ne fussent pas de nature à le passionner. Les heures de tombée, le temps que

mettaient les vieilles rotatives de la rue Notre-Dame à imprimer le journal, les discussions techniques sur les exigences de la distribution en province l'ennuyaient prodigieusement.

Ainsi que le fait observer Gérard Pelletier, qui fut son ami, Laurendeau n'avait pas la notion du temps au téléphone. Ce qui était parfois éprouvant pour un chef de pupitre recevant de son rédacteur en chef un coup de fil à l'heure où il faut boucler le journal.

[92]

On a pu croire que Laurendeau, à cause de son passé politique et de sa connaissance des arts (musique, littérature, danse, peinture), ne s'intéressait qu'aux pages politiques et culturelles. Il est vrai que ces deux secteurs retenaient beaucoup son attention. Mais le rédacteur en chef ne limitait pas sa curiosité à ces provinces de prédilection. Il voulait aussi apprécier les récoltes de la journée dans les autres domaines: l'hôtel de ville, les relations de travail, l'éducation, la police, l'économie, l'information étrangère. Ainsi, à la faveur de ces échanges, se dessinaient les contours du journal du lendemain, les grands titres de la «une», le petit fait en apparence anodin qui justifiait, à son avis, une attention toute particulière.

Filion et Laurendeau, dès la fin des années cinquante, avaient acquis la conviction que *Le Devoir*, journal d'opinion, devait aussi s'imposer comme journal d'information. Mais, pas plus à leurs yeux qu'aux nôtres, il n'était question d'imiter la formule des grands quotidiens montréalais, comme *La Presse* ou *The Montreal Star*. *Le Devoir* devait s'efforcer de recueillir et de diffuser une information susceptible de valoriser les nouvelles mettant en question des valeurs fondamentales de la société, celles-là même que *Le Devoir* cherchait à promouvoir, qu'elles fussent économiques ou culturelles, politiques ou sociales. Ainsi s'explique, par exemple, le relief accordé par *Le Devoir* aux informations relatives à la révision constitutionnelle, aux revendications des classes laborieuses, dans les secteurs où celles-ci avaient été abusivement exploitées, à l'intégrité publique d'hommes politiques, aux questions linguistiques, à l'éducation, à une fiscalité plus juste, etc.

Enfin, on s'en doute, Laurendeau attachait à la qualité de la langue et au style une importance qu'il lui arrivait de nous rappeler avec une pointe d'agacement quand, dans le journal du matin, il venait de lire des titres qui s'apparentaient à l'anglais, à l'iroquois ou au «Joual» du frère Untel...

Pour ceux de ma génération qui ont eu le bonheur de travailler auprès de lui, André Laurendeau aura été un maître à penser de l'école de journalisme qu'ils avaient choisie.

[93]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre III. André Laurendeau et le journalisme

TÉMOIGNAGE

Le plus grand journaliste
de sa génération

*Elzéar Lavoie **

[Retour à la table des matières](#)

André Laurendeau fut probablement, aux yeux des praticiens de la profession, le plus grand journaliste de sa génération. Devenu directeur de *L'Action nationale* à son retour de l'étranger en 1938, il abandonna ce poste pour la politique, qui n'en était pas, selon son point de vue, lors de la crise de la conscription. Élu député en 1944 et chef du Bloc populaire provincial, il ne semblait pas destiné au journalisme, même si le parti s'effritait. Quand il l'attira au *Devoir* en 1947, Gérard Filion eut l'intuition la plus heureuse de sa vie, celle de ses propres limites et de la complémentarité de personnalité nécessaire à une équipe et à un journal bipolaire quant à sa clientèle de base.

Durant les premières années, Laurendeau reprit au *Devoir* les exposés qu'il avait faits à l'Assemblée législative dans l'indifférence générale. Il développa les idées de l'autonomie provinciale, de la spécificité culturelle et de l'intervention économique

* Elzéar LAVOIE est professeur au département d'histoire de l'Université Laval. Nous avons jugé intéressant de présenter ici un extrait de son manuscrit non publié sur l'histoire des journalistes québécois. Ce texte qu'il nous a fait parvenir après le colloque a été rédigé en 1969 (NDLR).

de l'État dans un Québec d'après-guerre. À son avis, la création d'un crédit ouvrier, à l'exemple du crédit agricole, devait permettre de résoudre la crise du logement urbain. Il reprenait ainsi le meilleur de ce qu'avait produit l'Institut social populaire, et la revue *Relations* et qu'avait mis à son programme le Bloc populaire. Il en fut de même des autres sujets qui alimentèrent la plume de Laurendeau, journaliste débutant au *Devoir*.

La grève de l'amiante en 1949 et l'enquête sur la moralité, en 1950 et au cours des années suivantes, retinrent son attention passionnée et lui apprirent la sensibilité à la conjoncture dont il était lui-même un produit, sensibilité qui fait les vrais journalistes.

En 1954, possédant son métier, Laurendeau se remit à créer des néologismes pour rendre compte des attentes collectives.

Ainsi il popularisa l'expression «déductibilité», lors de la crise de l'impôt provincial sur le revenu. Il prit la défense des minorités francophones, notamment à propos de la radiodiffusion, non plus au nom du nationalisme mais au nom des droits de l'homme et du citoyen.

[94]

Esprit fin s'il en fut, Laurendeau saisit, dès les premiers symptômes, le phénomène international du «dégel» et de la «coexistence pacifique», malgré un milieu violemment hostile à cette prise de conscience. Facilement ironique en ses courts billets que l'on reconnaissait malgré les pseudonymes, dont le célèbre *Candide*, il accueillait avec délectation ceux de Robert Escarpit du *Monde* et créa ainsi un public pour celui qu'il allait encourager dans la même veine, Pierre Vadebonceur. Il fit la renommée, ascendante de la rubrique «Bloc-notes», notes brèves sans envois, denses, en même temps que nuancées, sur des sujets qui étaient en train de disparaître de l'horizon de l'actualité.

Le «Bloc-notes» était parfois plus intéressant que la colonne éditoriale, souvent billet de circonstance durant la grisaille des années 50. Quand un événement important surgissait, Filion transcrivait à l'éditorial l'émotion abrupte que les premiers détails provoquaient: répulsion ou enthousiasme, rejet ou exaltation, exprimée en un style à la hache comme pour voir l'arbre à travers la forêt, et ses coups portaient! Quand l'événement était mieux connu, Laurendeau venait nuancer, essayer de comprendre, d'intégrer le fait dans la situation, expert à faire sentir, par petites touches, l'environnement explicatif.

Le Devoir de cette époque butait sur l'imbroglie politico-religieuse de la grève de l'Alliance des professeurs de Montréal et de ses suites, soit dix années de répression et d'essai de solution, et le journal partagé en sa clientèle fut redevable à la tournure d'esprit de Laurendeau de ne pas s'égarer irrémédiablement. Les diverses querelles ouvrières, celles des subventions fédérales aux arts et aux universités,

celles de la moralité électorale, du statut de Radio-Canada et des symboles bilingues comme l'école militaire, le Château Maisonneuve, le drapeau, furent démêlées avec brio par Laurendeau, et le public y comprenait quelque chose quand le brillant journaliste s'y était appliqué, toujours selon la même stratégie.

Loin de bouder le journalisme électronique, Laurendeau y anima une série de télévisions, «Pays et merveilles», dont la cote d'écoute était haute malgré l'austérité des sujets, et dont la renommée n'est pas encore éteinte. André Laurendeau y accueillait, semaine après semaine, des voyageurs canadiens à l'étranger venant témoigner, à l'aide de diapositives ou de scènes filmées de ce qu'ils avaient vu, entendu, senti. Laurendeau s'effaçait derrière ses invités et n'intervenait que pour réfléchir et faire réfléchir sur l'illustration que le téléspectateur venait de voir. Interviewer discret, affable, il démontra là ses dons de journaliste et le titre même de sa télémission était le symbole de tout un humanisme.

[95]

Peu à peu, André Laurendeau se mit à faire œuvre d'écrivain et livra au public quelques pièces de théâtre, où la finesse psychologique et la beauté stylistique n'étaient pas les moindres qualités. Tout en participant de plus en plus, et éminemment, au ton combatif que l'équipe adoptait et qui ne cessait de monter durant les dernières années de la décennie 50, on eût dit que Laurendeau prenait du recul devant les problèmes pour les mieux situer, analyser et peser. Cette distanciation bénéfique n'enlevait rien à son engagement politique, mais lui permit de déceler le premier la signification du petit mot «désormais», qu'affectionnait le nouveau premier ministre Sauvé, en 1959.

Ce fut lui aussi qui trouva l'expression «Les Cents-jours», pour caractériser le bref régime politique Sauvé. À cette époque, il remarqua la qualité de réflexion des lettres du frère Untel, qui constituèrent un grand reportage sur l'éducation et sur la langue (le joual). On ne saurait oublier le fameux «rop peu! Trop tard!» qu'il opposa aux dernières concessions fédérales purement symboliques aux réclamations francophones. Attentif à l'explosion laïciste, séparatiste, créditiste et conciliaire des débuts de la Révolution tranquille, il resta égal à lui-même en ne cédant pas à l'hystérie collective de l'époque, où Filion et combien d'autres se fourvoyèrent.

Laurendeau cherchait des solutions au lieu de trépigner, et l'humble proposition d'une enquête royale devait le sortir du journalisme quand le gouvernement fédéral, affolé, le prit aux mots et à sa propre logique. D'une éthique irréprochable, Laurendeau accepta à nouveau, et comme il l'avait toujours fait durant sa vie professionnelle, le défi de l'engagement, non sans s'assurer avant de partir pour un destin inconnu, que l'interrègne et la transmission des pouvoirs au *Devoir* s'effectueraient sans trop de dommages pour l'œuvre qu'il avait servie depuis plus de quinze années.

L'histoire n'a pas encore récupéré la décennie de 1960 et on ne peut qu'être bref sur les années où Laurendeau y a œuvré comme journaliste. Manifestant sa très vaste culture, bien servie par une langue adéquate, en ses qualités de correction, clarté, nuance, à l'objet de sa recherche objective et passionnée de la vérité des hommes dans l'événement, le style d'André Laurendeau restera l'exemple de celui d'un grand journaliste bien accordé à l'homme d'idées. La création de néologismes rend bien quel homme d'action il fut, le plus bel amalgame de la conception vocationnelle et de la conception professionnelle du journalisme au Canada français depuis une génération.

[96]

Son intelligence de la situation collective du Canada français était si profonde, que les générations à venir pourront oublier la théorie du «roi-nègre», qu'il développa avec une telle justesse et un tel à-propos qu'elle fait maintenant partie du langage courant. Quelques-uns ne purent jamais soutenir le regard ultra-lucide qu'il portait sur notre société, lui artiste créateur de mots-chocs et de slogans qui n'avaient que le défaut de n'être pas vides, en systématisant une situation ou en incitant à l'action. Il a verbalisé les angoisses et les espoirs de sa nationalité à des moments dramatiques de sa récente histoire.

André Laurendeau ne reçut jamais de prix et ne fut reconnu qu'avec beaucoup d'ambiguïté à la toute dernière heure par le Canada anglophone, par tout ce qui se targue de réalisme, d'objectivité et de tolérance intelligente. Il incarna la meilleure part du Canada français depuis les années 30, et contribua à structurer la conscience collective au Canada français par l'humble parole quotidienne.

Bien peu de professions normatives, qui placent le journalisme à l'avant-dernier rang dans l'échelle des professions libérales, peuvent se vanter d'avoir produit, durant la dernière génération au Canada français, un praticien de la qualité de Laurendeau. Bien peu de notables parmi ses contemporains eurent part à sa lucidité et pourront laisser comme lui, à son peuple, un héritage enrichi de culture, d'humanisme et de conscience sociale. André Laurendeau demeurera dans le souvenir des hommes d'ici et de demain.

[97]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre III. André Laurendeau et le journalisme

COMMUNICATION

André Laurendeau, journaliste
à *L'Action nationale*

*François-Albert Angers **

[Retour à la table des matières](#)

Il y aurait beaucoup plus à dire sur André Laurendeau et son passage à *L'Action nationale* que sur son aspect journalistique. Mais c'est là le domaine qui m'était assigné dans le cadre du colloque où cette communication a été présentée. Il était sans doute spécifié que le texte à paraître dans les Actes du colloque pouvait prendre plus d'ampleur que les limites du quart d'heure prescrit pour la présentation orale. Mais cette latitude a elle-même ses limites, qui ne permettraient pas de modifier la perspective de cet exposé pour envisager l'ensemble de la place de *L'Action nationale* dans la pensée et la carrière d'André Laurendeau. Je le spécifie parce qu'ayant été un collaborateur très intime de Laurendeau pendant cette phase de sa carrière, d'aucuns pourraient trouver un peu exigüe l'envergure du développement qui suit.

*

François-Albert ANGERS est Professeur émérite à l'École des Hautes Études commerciales. IL a publié de nombreux ouvrages. Il est responsable de la réédition des œuvres complètes d'Esdras Minville, fondateur de la Ligue d'Action nationale et directeur des H.E.C. pendant 25 ans. M. Angers fut directeur de la revue *L'Action nationale*.

C'est à *L'Action nationale* que Laurendeau fera ses premières armes comme journaliste. Cette revue, organe d'expression des idées de la Ligue d'Action nationale, fut fondée au cours de l'automne 1932 et publia son premier numéro en janvier 1933. À ce moment-là, André Laurendeau, encore collégien, se manifestait sur la scène publique avec la fondation du mouvement Jeune-Canada.

Les deux phénomènes n'étaient pas isolés. Tous deux résultaient de l'influence exercée par l'abbé Lionel Groulx, en particulier, à la Ligue d'Action française et sa revue *L'Action française*. Celle-ci avait cessé de paraître en 1929 pour des raisons financières. *L'Action nationale* n'en était que la résurgence, quatre ans plus tard. Son fondateur, Esdras Minville, était membre de la Ligue d'Action française. C'est lui que les Jeune Canada prendront un peu comme mentor: ils lui demanderont de présider leur première assemblée de décembre 1932 au Monument national, et d'être le conférencier de leur deuxième assemblée de mars 1933 ⁴⁵, sur la question économique.

[98]

Les talents que Laurendeau démontra dans cette première initiative des Jeune-Canada incitèrent l'abbé Groulx et Minville à le désigner pour assurer la relève de son père, Arthur Laurendeau, à la direction de *L'Action nationale*. Il assumera cette direction à plein temps de 1937 à 1943, puis y reviendra après l'expérience du Bloc populaire de 1948 à 1954. Mais d'abord, Laurendeau devait partir en France pour un séjour d'études de 1935 à 1937.

À Paris, il sera le journaliste correspondant de *L'Action nationale*. Il rapporte en particulier une série d'entrevues de grande qualité avec Nicolas Berdiaeff, Daniel Rops, Emmanuel Mounier et Thierry Maulnier. Axées sur des problèmes philosophiques, religieux et socio-économiques fondamentaux, ces entrevues restent encore aujourd'hui d'une très grande actualité.

À cette époque, la pensée de Laurendeau est très nettement nationaliste canadienne-française, d'un nationalisme culturel français et catholique qui se refuse à occulter l'idée de mission du peuple canadien-français ⁴⁶. Sans modifier cette position, son séjour à Paris et les rencontres qu'il y fait vont y ajouter un accent pour ainsi dire «de gauche», selon le vocabulaire de l'époque. En fait, cet accent était déjà présent dans la pensée économique-sociale des Jeune-Canada; mais chez Laurendeau, le séjour en France y a sûrement produit une tonalité particulière.

⁴⁵ À ce sujet, consulter le volume 9 de la collection des œuvres complètes d'ESDRAS MAINVILLE, *Les étapes d'une carrière*, Fidès et Les Presses H.E.C., 1988.

⁴⁶ *L'Action nationale*, mars 1934, p. 174-177; juin 1935, p. 335-364; septembre 1935; p. 34-41.

De retour de Paris au début de l'été 1937, Laurendeau prend aussitôt la direction de la revue pour la préparation du numéro suivant de *L'Action nationale*, soit celui de septembre. Peut-être ses contacts avec Mounier et la revue *Esprit* lui avaient-ils fait entrevoir la possibilité de poursuivre au Québec une carrière du même genre. Quoi qu'il en soit, dès les premières pages du premier numéro sous sa direction, aussitôt après qu'eût été annoncée sa nomination, il montre de quel bois il se chauffera.

Après un avertissement que «la Revue s'interdit formellement de prendre une position partisane», sans pour autant se «retenir de juger les actes du Gouvernement et de l'Opposition», il plonge dans un sévère commentaire sur les attitudes de Duplessis face à une grève du textile qui vient de se terminer. Son commentaire conclut même par des félicitations aux syndicats catholiques pour leur travail et la formule suivante: «le syndicalisme catholique sera un témoin radical de la justice, ou bien ce qui le remplacera, ce sera le radicalisme des Soviets ⁴⁷.»

[99]

Pour l'indépendance d'esprit, les libéraux, dans l'opposition, auront bientôt leur tour quant à certaines de leurs attitudes. La loi du cadenas de Duplessis leur ayant suggéré de l'attaquer en forme de campagne antifasciste, Laurendeau dénonce l'hypocrisie des propos de Godbout, qui éclabousse tout le monde au nom de la liberté, sans se souvenir que le Québec sort de 40 ans de régime libéral où nous avons «la liberté d'opinion à peu près comme, en libéralisme économique, un ouvrier a le droit de crever de faim». Et d'aligner des faits sur la façon dont on entendait la liberté sous le régime Taschereau et prédécesseurs ⁴⁸.

Dès ce premier numéro sous sa direction, un discours prononcé par l'abbé Groulx à un récent congrès portant sur la langue française - le fameux congrès du «Notre État français, nous l'aurons» - lui fournit l'occasion de préciser aussi ses positions politiques nationalistes. Entre les «séparatistes», les «autonomistes», les «fédéralistes» et les «Canadiens tout court», il se «rallie à la thèse autonomiste». Bientôt ensuite ⁴⁹, à propos d'une encyclique de Pie XI et de la disparition de l'hebdomadaire *Sept* à Paris, il manifestera clairement la tonalité particulière qu'a prise son discours au cours de son séjour à Paris: dénonciateur de toute forme d'anticommunisme primaire et des complaisances d'une certaine droite envers les régimes fascistes, pourfendeur de tous les préjugés anti-gauchistes - la manie de voir du communisme dans toute réforme - par attachement conformiste à des droitismes inacceptables.

⁴⁷ *L'Action nationale*, septembre 1937, p. 5-13.

⁴⁸ *L'Action nationale*, janvier 1938, p. 41-51.

⁴⁹ *L'Action nationale*, novembre 1937, p. 183-192.

Le tout en précisant bien sa propre position de façon non équivoque : «J'accepte la guerre au communisme, mais je me défie de certains alliés, et je pose la question: l'anticommunisme, comme formule de rassemblement international, n'est-il pas aussi équivoque que l'antifascisme ?» Dans le numéro suivant ⁵⁰, ce sont ses positions sur les dangers de l'américanisme qu'il établira à propos d'un numéro spécial de *La revue dominicaine*.

Voilà donc beaucoup de pain sur la planche pour les premiers six mois à la direction d'une revue. Et ainsi se trouvent bien établies, dès le départ, les positions que Laurendeau prendra dans le combat qu'il se prépare à mener : un combat pour la justice sociale contre le conservatisme et les puissances du capitalisme; un combat aussi pour le respect de l'autonomie la plus large du Québec dans la Confédération, contre les tendances centralisatrices des fédéralistes et des Canadiens tout court; un combat pour la rectitude de pensée et le respect des autres dans la [100] dénonciation des préjugés. Sur le terrain des débats politiques et sociaux, on peut dire qu'il n'en déviara pas de toute sa carrière.

Sur le plan journalistique, ce que l'on peut tout de suite constater, c'est que l'expérience à la direction de *L'Action nationale* va nous préparer un grand éditorialiste. Un éditorialiste qui ne se cache pas d'être engagé, sans pour autant se sentir obligé de porter des visières; mais qui n'a que faire d'afficher ce «byzantinisme intellectuel» qu'il reprochait à l'enseignement de l'histoire de son temps d'école ⁵¹. À ce moment-là, il faut dire qu'André Laurendeau exerce à temps plein sa fonction de directeur de la revue. Le traitement qu'on lui verse est fort modeste, mais il s'en contente pour consacrer toutes ses énergies au progrès de l'entreprise.

Au cours des deux premières années de son directorat, il établit le style de revue qu'il compte diriger. Par ses propres écrits, soit sous son nom propre ou sous le pseudonyme Edmond Lemieux ⁵² et l'agencement des collaborations qu'il sollicite, il développe, soit par des réflexions de fond, soit au gré de l'actualité, les thèmes préindiqués. Il amorce aussi des réflexions novatrices sur la politique et sur l'éducation. Le tout marqué du souci de ne pas restreindre la revue au débat national et social et d'ouvrir son nationalisme sur l'ensemble de l'activité humaine. Mais deux événements majeurs vont requérir l'engagement de la revue dans un si intense combat, que l'accentuation sociale de sa pensée va s'en trouver plus ou moins noyée dans des luttes quotidiennes plus immédiatement exigeantes. Ces deux événements sont la guerre, qui se déclare en septembre 1939, et le rapport de la Commission Rowell-

⁵⁰ *L'Action nationale*, décembre 1937, p. 312-324.

⁵¹ *L'Action nationale*, mars 1934, p. 174-175.

⁵² Je ne connais pas les circonstances en vertu desquelles Laurendeau s'était créé ce pseudonyme avant d'arriver à *L'Action nationale*. À la revue, il l'utilise plutôt, pour éviter la répétition de son nom en signature, lorsqu'il contribue à plusieurs textes d'un même numéro.

Sirois qui amorce, au même moment, l'avancée centralisatrice fédérale dont l'issue est encore pendante.

Pendant la première période de la guerre, l'offensive centralisatrice d'Ottawa retint en fait davantage l'attention que la guerre elle-même. Quant à celle-ci, pendant 20 ans, depuis la fin de la guerre 1914-1918, les libéraux avaient promis que le Canada ne s'engagerait plus dans les guerres de l'Angleterre. Il y eut donc des protestations à voir le Canada, sous un gouvernement libéral, déclarer la guerre à l'Allemagne dès les premiers jours, après que les politiciens eussent proclamé, dans les jours mêmes qui précédèrent, que le Canada serait en guerre dès que l'Angleterre le serait. *L'Action nationale* (donc Laurendeau), fut au premier plan de l'organisation de ces protestations. Mais on s'appliqua rapidement à [101] discuter plutôt de la forme et de la mesure de cette participation, engagée avec une promesse formelle qu'il n'y aurait pas de conscription, promesse à laquelle les milieux nationalistes n'accordaient cependant pas beaucoup de crédibilité. Au cours de l'année 1940, Laurendeau, personnellement, n'écrivit guère d'articles en dehors du «Courrier de guerre» dans lequel il suivait de près l'évolution des événements. De toute façon, le retour graduel de la prospérité, du fait même de la guerre, et le blocage de toutes les initiatives réformistes par la politique de l'effort de guerre avaient réduit la tension sociale et l'intérêt des discussions dans ce domaine. Bientôt, l'offensive centralisatrice fédérale qui allait davantage mobiliser l'attention ⁵³.

C'est le hasard qui avait fait coïncider cette question avec la guerre. La crise économique, qui durait depuis six ans, avait amené, en 1935, la formation de la Commission Rowell-Sirois pour étudier le fonctionnement économique et social du système fédéral canadien. Le rapport de la Commission arriva au milieu de 1940 et les intentions du fédéral à son sujet se manifestèrent assez vite. En novembre, Laurendeau lançait sa pièce importante de l'année et le premier gros coup de canon contre l'offensive centralisatrice, avec son article, publié sous forme de brochure: «Alerte aux Canadiens français ! ⁵⁴ ».

Quant à la guerre, après les grandes émotions du printemps 1940, elle piétine plutôt dans ce qui fut appelé la «drôle de guerre». Au Canada, la politique de guerre se déroule selon une sorte de routine. *L'Action nationale* se donne comme orientation, la préparation de l'après-guerre. La part personnelle de Laurendeau au cours de 1941 prendra forme dans la direction commentée d'une enquête sur l'état de la culture canadienne-française ⁵⁵, dans une série d'analyses aussi sur la fonction des

⁵³ *L'Action nationale*, septembre 1939, p. 80-88-, mars 1940, p. 229-240.

⁵⁴ *L'Action nationale*, novembre 1940, p. 177-203.

⁵⁵ *L'Action nationale*, janvier 1941, p. 39-45; février, p. 134-146; mars, p. 207-221; avril, p. 310-321; mai, p. 397-405; juin, p. 538-543; septembre, p. 46-54; octobre, p. 135-146; novembre, p. 220-226; décembre, p. 314-329; janvier 1942, p. 58-74.

partis politiques ⁵⁶ et d'articles sur l'enseignement de l'histoire ⁵⁷. Et il ouvre en quelque sorte la porte à ses aspirations littéraires en initiant la série des billets de *Candida*, sous le titre général de « Lettres amicales » : petits essais, admirablement écrits, sur des sujets divers, parfois d'actualité, mais surtout axés sur des thèmes de réflexion personnelle, où l'on retrouve naturellement ses préoccupations sociales.

[102]

Cependant, en tant que directeur de revue d'idée et d'action, son influence dépasse celle du simple journaliste. C'est un rôle de leader qu'il est amené à exercer. Pour mousser la revue, il donne des conférences, organise des groupes d'études, etc. mais la tourmente approche. La tourmente de la violation des promesses faites aux Canadiens français sur la conscription. Alors toutes les ressources de *L'Action nationale* vont se trouver mobilisées, entre autres autour du plébiscite de 1942; et par là, André Laurendeau débouchera sur l'action politique plus vite qu'il ne l'avait calculé, s'il entretenait vraiment un tel calcul. Il devint, en 1943, chef provincial du Bloc populaire.

Fin 1942, *L'Action nationale* passe aux mains d'un triumvirat: (par ordre alphabétique) «F.-A. Angers, Roger Duhamel et Arthur Laurendeau»; formule d'organisation temporaire, qui vise à garder la revue pour Laurendeau si sa nouvelle aventure politique tourne court. Cette disposition paraît indiquer et indique, en fait, que l'intention de Laurendeau n'était pas nécessairement de poursuivre une carrière politique, comme ce fut le cas de ses contemporains Jean Drapeau et Pierre Elliott Trudeau. Son accession à la direction provinciale du Bloc populaire ne fut pas l'objet d'une recherche de sa part, mais le résultat de circonstances fortuites, soit la rupture du trio Gouin-Hamel-Chalout avec le Bloc ⁵⁸.

Jusqu'à son élection à l'Assemblée nationale en 1944, il continuera d'écrire occasionnellement dans *L'Action nationale*. Il s'expliquera définitivement sur l'attitude anti-participationniste de la revue sous sa direction et sous sa plume. Comme l'a montré à juste titre Denis Monière, dans son *André Laurendeau*, celui-ci, qui était un esprit naturellement inquiet, s'était fortement interrogé sur ce point, notamment après la chute de la France et les débordements nazis. En 1943, il montre dans un

⁵⁶ *L'Action nationale*, avril 1938, p. 265-268; mars 1940, p. 177-189-, avril, p. 263-274; mai, p. 351-366.

⁵⁷ *L'Action nationale*, octobre 1941, p. 104-123; novembre, p. 190-218.

⁵⁸ À la suite de ma présentation au colloque, le fils de Paul Gouin me fit remarquer que tel n'était pas la perception qu'on se faisait de l'événement dans son milieu. Laurendeau est vu comme ayant intrigué pour accéder au poste. Il est donc important de spécifier que mon propre témoignage provient des relations très étroites que j'avais avec Laurendeau à l'époque. Nous discussions alors ensemble, en quelque sorte quotidiennement, de ce qui se passait au parti. Je rapporte donc ici ce qu'il m'en a dit, et ce que j'ai perçu dans nos conversations, de la façon dont l'événement s'est produit.

article que ce sont les débordements impérialistes des Anglo-Canadiens qui nous ont créé des inquiétudes par leurs dénonciations de nos «trahisons» (sic). En aucun autre pays au monde, de la dimension et de l'importance du Canada, le problème de leur entrée dans la guerre ne s'est, selon lui, ainsi posé. Il a paru normal à tous, aux États-Unis eux-mêmes d'ailleurs, jusqu'au bombardement de Pearl Harbor, de rester neutres juridiquement [103] parlant dans le conflit en cours, ou de s'en tenir à la rupture des relations diplomatiques avec les puissances de l'axe Rome-Berlin-Tokyo ⁵⁹.

Elu député en 1944, il ne fera qu'un mandat de quatre ans en politique. Il aura démissionné comme leader provincial du Bloc avant la fin de son mandat, en juillet 1947. Quoique encore député, comme indépendant, il reprend sa collaboration à *L'Action nationale* dès le numéro de septembre; et dès lors, sans en être encore le directeur, il y lance une enquête sur le milieu ouvrier et sa relation avec le nationalisme.

Il renoue donc tout de suite, une fois sorti de la tempête, avec ses intentions premières. Il y conjugue en somme ses deux préoccupations: la question sociale et la question nationale. Il interroge les personnes intéressées sur les raisons pour lesquelles le milieu ouvrier d'alors semble indifférent au problème majeur de l'autonomie provinciale; et par suite se montre disposé à envisager la solution du problème ouvrier sur le plan dit «national» du gouvernement fédéral. Il ouvre ainsi un débat prémonitoire: toute la lutte nationale des 15 années suivantes sera conditionnée par cette situation. En 1947, en effet, nous sommes à l'orée de la grande bataille autonomiste contre la centralisation fédérale. Elle se cristallise justement alors dans les accords fiscaux imposés aux provinces par Ottawa, et dont le Québec va se trouver exclu à cause du refus de Duplessis de céder son droit de percevoir les impôts directs. Les réponses indiquent que les milieux syndicaux se tournent vers Ottawa à cause du conservatisme social de Duplessis.

Ayant ainsi cerné ce qui lui paraît être le cœur du problème national canadien-français, Laurendeau laisse son enquête se dérouler sur toute l'année septembre 1947 à juin 1948 sans intervenir. Il tirera les conclusions provisoires de l'enquête en juin 1948 et reprendra la direction de la revue en septembre. Ces conclusions provisoires sur les commentaires des interlocuteurs à l'enquête constituent une mise en place parfaitement équilibrée, et toujours valable, des facteurs qui conditionnent les relations entre le social et le national. Je ne puis m'empêcher d'en retenir ici la remarque suivante, qui n'est pas tant prémonitoire ou prophétique qu'inspirée d'une perception profonde des mécanismes de la sensibilisation populaire au sens national. À un moment donné de son développement, il écrit:

⁵⁹ *L'Action nationale*, novembre 1943, p. 165-183.

Ici nous entrons dans le problème, fortement signalé, de l'éducation, de la culture populaire, du national «vitalement expérimenté» par le peuple. [104] Signaler le problème, ce n'est pas le résoudre ; seuls des créateurs en viendront à bout. Prenons comme exemple la chanson: la vieille chanson venue de France a tenté de reprendre sa place... Quand on la propage, (comme on a raison de le faire)... on se demande parfois si on ne fait pas de l'archéologie. Il faudrait de grands chansonniers modernes de chez nous; mais il ne surgiront pas tout simplement parce que nous heurtons la terre du pied avec impatience.

Ceci est écrit en 1948! Félix et Vigneault lisaient-ils *L'Action nationale* ?

L'objectif principal que se propose de poursuivre Laurendeau dans son deuxième mandat comme directeur de *L'Action nationale*, c'est cette réconciliation, dans le peuple, du national et du social dont il avait pressenti le divorce, ce que son enquête avait confirmé. Au plan concret de l'immédiat, les deux grands problèmes dans l'air sont, justement, la centralisation fédérale et aussi la liquidation des séquelles de la guerre.

L'année 1949 sera surtout occupée par ces deux dernières séries de problèmes. Au plan des questions de guerre et paix, deux numéros spéciaux et divers autres articles se préoccupent de la constitution du Canada en République ⁶⁰ - donc séparation d'avec la Couronne de façon à ne plus être entraîné dans les conflits par l'Angleterre - et de l'élaboration d'une pensée authentiquement canadienne dans l'ordre international. La contribution personnelle de Laurendeau aux discussions sur ces deux questions, soit sous son nom, soit sous son pseudonyme ⁶¹, est majeure.

En 1950, la revue prend vraiment grande allure, soit à la dimension de ce que Laurendeau voulait en faire. On y aborde tous les aspects de la vie sociale: politique fédérale et provinciale, politique internationale, musique, littérature, etc. L'atmosphère générale est encore dominée par la peur de la guerre, en raison de la poursuite de l'aventure de Corée et [105] de la tentation des Américains d'en finir avec la Russie communiste. Dans notre vie politique propre, un petit courant de pensée ap-

⁶⁰ On avait déjà exploré la question de l'annexion aux États-Unis dans un numéro spécial de juin 1941.

⁶¹ Pour les chercheurs qui pourraient se soucier d'analyser la pensée d'André Laurendeau, c'est peut-être l'occasion de souligner qu'à partir de 1942, et jusqu'à la fin de son deuxième mandat à *L'Action nationale*, le pseudonyme Edmond Lemieux a été utilisé alternativement par lui et par moi, ou dans des articles que je n'aurais pas choisis moi-même d'écrire, mais que je rédigeais à sa demande et auxquels il convenait, vu les circonstances, de donner un ton qui ne m'apparaissait pas compatible avec ma situation d'universitaire. Il y avait aussi lieu, pendant la crise de la conscription, où nous écrivions presque toute la revue à nous deux, de diversifier les signatures. Voilà un bon cas d'exercice pour ceux qui aiment faire des analyses de style !

pelle un numéro spécial: la propagande pour la préparation d'un manuel d'histoire unique pour tout le Canada. L'idée d'une république canadienne continue d'être traitée. Et c'est toute une série d'articles qui s'amorce sur la Constitution de 1867 et le fédéralisme, vu la situation critique des relations fédérales-provinciales.

Les années 1951 et 1952 connaissent les mêmes thèmes. La question internationale prend de plus en plus d'importance, car il y a menace de guerre mondiale par l'attitude des États-Unis dans la guerre froide. La participation de Laurendeau à tous les débats est toujours active, mais un bon nombre de ses textes comportent des commentaires d'actualité et des comptes rendus littéraires ou politiques. Comme il est en même temps, et principalement, au *Devoir*, il exprime là, au jour le jour, de semaine en semaine, ses idées sur les questions les plus actuelles.

À *L'Action nationale*, il aura l'occasion de manifester de nouveau et d'une façon plus concrète l'esprit d'ouverture qu'il veut instiller au nationalisme canadien-français. En 1951, tout en gardant une attitude critique sur la méthode et le ton, il prendra fait et cause pour *Cité libre*, qui vient de publier son deuxième numéro et qui subit les foudres du père d'Anjou ⁶². En 1952, c'est *L'Action nationale*, son Action nationale plus ouverte qu'il défend. Il accepte de publier un article de Jean-Marc Léger, fort critique du 3^e congrès de la Langue française ⁶³. L'article provoque des remous même à l'intérieur de la Ligue, et Laurendeau intervient pour défendre la liberté d'expression de son collaborateur ⁶⁴.

En 1953, cependant, il publie un article majeur en deux parties, sur la crise du nationalisme canadien-français, avec point d'interrogation. Cet article est un document de première valeur qui a été malheureusement oublié, du moins pour les fins de l'histoire ⁶⁵. De plus, durant toute cette année, parmi d'autres contributions toujours bien senties, ce sont les articles de tête (éditoriaux ou «mots d'ordre»), signés «L'Action nationale», qui deviennent plus percutants. Caractère humaniste de notre nationalisme ⁶⁶, dénonciation du caractère négatif de la défense duplessiste de [106] l'autonomie ⁶⁷, importance de la Commission Tremblay ⁶⁸, rappel que le Québec est un État et qu'il doit se comporter comme tel ⁶⁹, nécessité de la jonction Canadiens français-néo-Canadiens ⁷⁰, appel à l'éveil d'un Canada français trop silen-

⁶² *L'Action nationale*, mars-avril 1951, p. 222-233.

⁶³ *L'Action nationale*, septembre-octobre 1952, p. 47-54.

⁶⁴ *L'Action nationale*, novembre 1952, p. 85-87.

⁶⁵ *L'Action nationale*, décembre 1952, p. 207-225; janvier 1953, p. 6-28.

⁶⁶ *L'Action nationale*, janvier 1953, «Humanisme et patrie», p. 3-5.

⁶⁷ *L'Action nationale*, mars 1953, «Échec à l'autonomie», p. 167-169.

⁶⁸ *L'Action nationale*, mai 1953, «L'État du Québec», p. 307-309.

⁶⁹ *L'Action nationale*, juin 1953, «Canadiens français et néo-Canadiens», p. 391-394.

⁷⁰ *L'Action nationale*, juin 1953, «Canadiens français et néo-Canadiens», p. 391-394.

cieux et au rassemblement national à l'approche de «l'heure du salut national»⁷¹, tel est en quelque sorte le testament qu'il va nous laisser. Car après avoir mené à terme le numéro spécial promis sur «La pensée d'Henri Bourassa», en janvier 1954, il remet sa démission comme directeur de la revue, tout en acceptant de poursuivre sa collaboration en assumant le poste de vice-président du Conseil.

À ce moment-là, j'étais moi-même président de la Ligue d'Action nationale. Je fus donc chargé d'annoncer la nouvelle aux lecteurs dans le numéro de mars-avril 1954. Ce que j'ai écrit alors constitue la meilleure conclusion que je puisse apporter au présent texte:

Il nous faut malheureusement annoncer à nos lecteurs que, finalement débordé par les nombreuses tâches qui lui incombent, M. André Laurendeau doit abandonner la direction de *L'Action nationale*. La tâche, déjà lourde à elle seule, d'avoir à porter la rédaction d'un quotidien, lui paraît incompatible avec les exigences trop similaires que comporte la direction d'une revue. À *L'Action nationale*, il a donné le meilleur de lui-même pendant de nombreuses années, en particulier pendant les années tragiques du grand conflit mondial. Dans les conditions où cette activité s'exerce, il est d'ailleurs juste que nous lui donnions une relève. Il restera comme celui qui a tenu le gouvernail pendant la période où notre revue a été, par la force des circonstances et du courage de son directeur, l'organe qui a tenu, avec tous les risques et ennuis que cela comportait, la première ligne dans la défense de nos positions nationales.

Puis, ce fut l'aventure du Bloc populaire. Laurendeau finit par s'y laisser entraîner et prendre la direction du parti sur le plan provincial. Quand il nous revint, il n'y avait pas perdu de plumes, bien au contraire. Son passage au parlement de Québec aura montré qu'avec des convictions et du travail consciencieux, il y a moyen de faire de la politique une carrière intelligente, et d'un parlement démocratique, une arène de discussion [107] sérieuse. C'est donc sans hésitation que la Ligue d'Action nationale insista pour qu'il reprit, en 1947, la direction de la revue. Et ce n'est pas elle qui lui signifie aujourd'hui son congé. Elle comprend cependant ses problèmes et, sa succession étant assurée, n'éprouve à son adresse que la gratitude à laquelle il a droit pour des services excellents - quoique si peu rémunérés - à une cause qui s'identifie si intimement avec celle même du Canada français, de sa survie et de ses progrès.

⁷¹ *L'Action nationale*, juillet-août 1953, «Le silence du Canada français», p. 471-473; septembre 1953, «L'heure du salut national», p. 3-6; octobre 1953, «Contre un double écueil», p. 57-59; novembre-décembre 1953, «Pour un rassemblement national», p. 109-111.

[109]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre III. André Laurendeau et le journalisme

TÉMOIGNAGE

Impressions d'un lecteur

Laurent Laplante *

[Retour à la table des matières](#)

Je vous avouerai d'entrée de jeu que je n'ai pas connu André Laurendeau personnellement. Par ailleurs, comme dirait Louis Martin, ce ne sera pas la première fois que Laurent Laplante parle de quelque chose qu'il ne connaît pas! Par contre, je peux parler de mes impressions d'adolescent, lecteur du *Devoir*, que j'étais.

Au moment où André Laurendeau débute sa carrière au *Devoir*, j'ai 13 ou 14 ans. Et, au moment où je deviendrai moi-même rédacteur en chef d'un quotidien à Québec, en 1966, Laurendeau aura pratiquement cessé ou, à tout le moins, réduit ses activités de journaliste dans ce quotidien pour se consacrer et s'épuiser aux travaux de la Commission Laurendeau-Dunton. Par conséquent, je vous livrerai des impressions de l'extérieur, qui datent de la fin de mon adolescence, au début de ce qu'on appelle quelque peu l'âge moins infantile. Ce sont donc ces impressions que je veux vous livrer purement et simplement.

* Laurent LAPLANTE commente l'actualité à la radio de Radio-Canada depuis 1984. Il a occupé le poste d'éditorialiste ou de rédacteur en chef à *L'Action*, de Québec, au *Devoir* et au *Jour*. Il a animé diverses séries à Radio-Québec, Radio-Canada, CBC, TVA, CFCF, en plus d'agir comme chargé de cours en science politique et en communication, dans diverses universités québécoises.

Pour les adolescents que nous étions, il y avait quelque chose d'extraordinairement séduisant à lire Laurendeau. Si on comparait Laurendeau à Gérard Filion - pour qui j'ai énormément d'admiration aussi - on aurait deux registres totalement différents, comme si l'on comparait le «Rocket» Richard à Wayne Gretsky ou à Jean Béliveau. Vous avez d'un côté une certaine élégance, une certaine race, une certaine noblesse, et de l'autre une fougue, une efficacité parfois dévastatrice. Un côté de Laurendeau pouvait travailler à l'encre de chine et faire des bibelots et l'autre travailler davantage à la rapière et au vitriol. Ce n'est certainement pas lui qui aurait intitulé un éditorial: «Venez pas m'enfirouaper».

Ce n'était pas son genre. Ce n'était pas davantage le genre de Jean-Marc Léger qui s'apparentait, du côté de l'élégance, du point de vue de la diversification de la culture, à Laurendeau. Cela était davantage le style de Gérard Filion.

[110]

Au fait, il faudrait demander à M. Filion si la légende qui circulait à l'époque est fondée, selon laquelle lorsque M. Filion recevait un nouveau journaliste il lui souhaitait la bienvenue en lui disant: «Je t'ai engagé pour que tu me donnes un sujet, un verbe et un complément direct. Quand je voudrai un complément d'objet circonstanciel ou indirect je te le dirai.» Il avait une façon de rogner les ailes chez les jeunes journalistes ou chez les jeunes rédacteurs, qui pensent avoir enfin la chance de livrer leur message à l'humanité souffrante.

Nous aurions beaucoup à dire de la délicatesse de ses sentiments et de la splendeur de son écriture. Mais, en respectant ce vase où meurt cette verveine, il y avait chez Laurendeau une culture, une délicatesse tout autour et jusqu'à l'intérieur de l'écriture. Cela on le sentait moins chez les hommes, qui étaient davantage portés à l'efficacité et à la décision plus rapide.

D'un autre côté, Laurendeau nous séduisait par sa façon de sauter les étapes. On y a déjà fait allusion. Laurendeau n'a pas «fait les chiens écrasés», ce que tout jeune journaliste n'a pas le goût de faire. Tout jeune journaliste a le goût de se diriger vers l'analyse, l'éditorial et le commentaire. Et, ça prend souvent des années avant qu'on se débarrasse de cette façon de glisser nos éditoriaux, de façon plus ou moins hypocrite, dans nos papiers de nouvelles. En ce sens, Laurendeau incarnait notre rêve. Il était passé directement au commentaire et n'avait pas subi le noviciat de la salle des nouvelles. C'était très intéressant. Cependant, je ne dis pas que tout le monde avait le gabarit de Laurendeau pour sauter les étapes. Lui, tout de même, incarnait cette possibilité à laquelle nous rêvions tous.

D'autre part, quand on dit que Laurendeau avait un registre extrêmement large, je pense que cela saute aux yeux. De plus, si on avait ajouté Raymond Laliberté à la liste des commentateurs, il nous aurait sans doute révélé une face cachée et inconnue de l'activité de Laurendeau dans la «Patente» et ailleurs. On a beaucoup parlé

des activités de Laurendeau un peu partout. Mais il y avait également une activité souterraine, un peu partout, de Laurendeau. Que ce soit pour ou contre les scénarios qui s'élaboraient pour transformer la société québécoise.

Il y avait du côté de Laurendeau, je le répète, cette élégance de la parole et de l'écriture. Il y avait chez Laurendeau, tout comme chez Jean-Marc Léger, l'aptitude à comparer les horizons. Il nous sortait du Québec pour nous comparer à d'autres sociétés. Michel Roy y a d'ailleurs déjà fait allusion. Il était capable - et il était un des premiers journalistes à le faire - de jouer de la palette complète. Que ce soit la radio, la télévision, l'écriture ou le théâtre, tout lui était bon. Il était capable de toucher à tout.

[111]

Cependant, chose paradoxale chez lui, même s'il a touché à tout, en ayant tâté de la politique tout en étant revenu au journalisme, c'est un homme qui a réussi à traverser la carrière sans se faire d'ennemis nulle part, sans blesser qui que ce soit. L'autre journaliste que je connais, qui a également réussi cela, c'est Michel Roy. Ce n'est pas fréquent de réussir à dire les choses clairement, fermement, respectueusement et en laissant toujours percevoir le respect des idéologies, le respect des personnalités. C'est du grand art. Gérard Filion souligne lui-même dans ses mémoires, quand il regarde en arrière, «il y a des fois où j'ai écorché des gens et, aujourd'hui, je ne suis pas sûr que je remettrais autant de vitriol dans la formule. La formule me plaisait tellement que je ne voulais pas y renoncer». J'ai moi aussi connu cela. Vous n'avez pas connu cela chez Laurendeau, tout comme chez Michel Roy d'ailleurs.

La meilleure comparaison que je puisse utiliser pour décrire Laurendeau, c'est ce que j'appelle son côté grec. Le grec classique. Vous avez un côté grec par l'élégance. Vous avez un côté grec par l'espèce de luminosité de l'écriture. Vous avez, quand vous regardez le système grec d'éducation, les sept arts qu'il faut pratiquer. Vous avez l'impression que ces facettes étaient intégrées par Laurendeau. Vous aviez la diversité des champs d'intérêt. Pensez à Périclès ou pensez à Laurendeau, vous avez l'impression que c'est un classique. Le modèle du «beau et du bon» grec émergeant de la même élégance et, pourtant, capable d'action de ce côté-ci de l'Atlantique. Il y a une intégration dans la vie de cet homme-là, ce qui fait qu'aujourd'hui nous distinguons selon des raisons mineures, comme dirait notre collègue saint Thomas; nous distinguons des aspects de Laurendeau.

Dans sa vie, il était capable d'intégrer ces différents registres et de façon constante. Et, dans ce que j'appelle son côté grec, à tort ou à raison, chez cet homme de mesure vous avez la démesure grecque. Cette espèce de propension à s'attaquer aussi bien à Québec qu'à Ottawa, à des projets de société impensables. À des tâches surhumaines à la Sisyphe et à s'y épuiser. L'homme de mesure qui s'enfoncé dans la démesure. Là réside peut-être le côté emballant, enthousiasmant. Pour la

jeune génération que nous étions et le côté tragique, le côté déprimant, comme aurait dit Gérard Pelletier. Le côté qui était pour nous tragique, c'était de voir un homme porter un projet de société à Québec et le rater et, d'en porter un à Ottawa, et le rater également. Car, ce que dit Léon Dion du bilan de la Commission Laurendeau-Dunton, c'est qu'il s'agit d'un échec retentissant.

Par conséquent, quand je lis les commentaires de Lionel Groulx sur André Laurendeau, je ne peux m'empêcher d'interpréter Groulx en disant qu'il était surtout déçu de voir Laurendeau s'orienter vers le journalisme, [112] mais surtout qu'il était déçu de ne pas voir Laurendeau poursuivre le rêve de la Laurentie dont il rêvait. Groulx écrit, à propos de Laurendeau, et cela me paraît un des textes les plus «à côté de la coche» si je puis m'exprimer ainsi:

Journaliste l'était-il vraiment? Il possédait à coup sûr l'art de la plume. Il apportait au journal une culture brillante. Son passage dans la politique, si bref fût-il, l'avait mûri, lui avait donné la connaissance des hommes et des grands problèmes de l'heure. Du journalisme, il lui manquait peut être le trait, la concision qui cloue dans l'esprit du lecteur, l'idée, l'avertissement, la décision à prendre. En ses articles il mettait un peu trop de dissertation, de la subtilité. Esprit subtil, il l'était jusqu'à la perfection, jusqu'à l'excès ⁷².

Oui, il y avait du perfectionnisme chez Laurendeau. Indubitablement. Je pense que chez Lionel Groulx il y avait le regret de voir ce dauphin sur le plan politique s'orienter vers le journalisme. Finalement, le dernier paradoxe de Laurendeau - qui est très bizarre - tout le monde vante ses qualités d'analyste, son culte de la raison. Il veut convaincre. Il ne cherche pas à séduire. Il ne veut pas affirmer. Il ne tente pas d'écrire d'encycliques. Il reprend la démonstration et veut poursuivre le dialogue. Or Laurendeau, probablement seul de sa race et de ce métier, toute sa vie d'éditorialiste portait un projet de société. Et en ce temps-là, on ne lui en voulait pas de porter un projet de société et on l'admirait, non pas pour sa capacité de séduction, mais bien pour son aptitude à toujours faire confiance à la raison. Et, comme Louis Martin se demandait comment on doit départager le journaliste d'action du journaliste d'information, je ne crois pas en faciliter la réponse. En fait, vous avez en Laurendeau un homme qui cultivait l'information jusqu'au bout des doigts, et qui, en même temps, portait littéralement, non seulement les techniques d'analyse, mais le goût d'un certain résultat sur le plan politique.

⁷² Lionel GROULX, *Mes mémoires*. Tome 4: 1940-1967, Montréal, Fides, 1974, p. 313.

[113]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre IV

ANDRÉ LAURENDEAU : LA CULTURE ET LES ARTS

Participants

Francine LAURENDEAU
Alain PONTAUT
Gilles HÉNAULT
Jean-Cléo GODIN
Anne LEGARÉ
Jean-Éthier BLAIS

Présentation

Lucille Beaudry
Robert Comeau

[Retour à la table des matières](#)

[115]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre IV. André Laurendeau : la culture et les arts

PRÉSENTATION

Lucille Beaudry et Robert Comeau

[Retour à la table des matières](#)

La musique, le théâtre, la littérature ont passionné André Laurendeau. Évoquer la culture et les arts à son sujet, c'est lui ravir une partie de lui même ou davantage, l'un sans l'autre paraît inconcevable. C'est donc à l'œuvre de création qu'est consacré cet atelier.

La séance s'ouvre sur les propos de Francine Laurendeau: quel témoignage! Ce n'est pas sans émotion, néanmoins teintée d'humour, qu'elle s'y prête. Elle relate la bêtise et l'étroitesse d'esprit du régime duplessiste, en même temps que l'intense atmosphère culturelle régnant dans sa famille à la veille de son départ pour Paris en juin 1960, pour nous transmettre toute l'importance de la musique dans la vie de son père.

Considérant cette vive sensibilité d'artiste et l'œuvre qu'il aurait pu accomplir, Alain Pontaut se fait le critique de théâtre des pièces d'André Laurendeau, en appréciant particulièrement son *Marie-Emma* plus que ses autres pièces. Théâtre qu'il juge d'ailleurs insuffisant mais non moins que d'autres, appartenant à la dramaturgie des années cinquante. Les propos de Gilles Hénault viennent nous rendre compte des avatars de cette œuvre littéraire. Cette œuvre qui n'était pas un «exutoire», mais le seul domaine où André Laurendeau se soit senti lui-même, nous dit-il, «libre d'inventer un monde plein de fantaisie, libéré des faux semblants»... Or faute de temps,

il n'y a là qu'une oeuvre inachevée... Quant à Jean-Cléo Godin, professeur d'études françaises à l'Université de Montréal, il ne retient également que le personnage de Marie-Emma, comme le plus beau de cet univers dramatique, comme le symbole de la recherche d'une «autre vie», qui a semblé difficilement conciliable avec la vie de l'éditorialiste qu'a été Laurendeau.

Jean-Éthier Blais nous parle de cet héritier de Jules Fournier, qui a fait de l'éditorial une oeuvre d'art. Dans les autres genres, il a tenté de «dire l'homme profond, secret, caché, celui de l'amour et des passions», mais sans avoir atteint la plénitude de l'expression. Mais il aura «rendu hommage à cette faculté la plus haute de l'homme, l'imagination».

Nous avons cru pertinent de publier un commentaire que nous a fait parvenir M^{me} Anne Legaré à la suite du colloque. Elle évoque à son tour «cet imaginaire de Laurendeau, divisé, résistant à toute lecture linéaire». Elle déplore que les échanges du colloque se soient limités à l'explication [116] de la part consciente et maîtrisée de l'oeuvre et de l'action d'André Laurendeau. Sans doute, l'angle psychanalytique aurait-il pu établir le lien nécessaire entre ce destin individuel et les structures psychiques latentes de la société. Sans doute, cette dimension inconsciente appartient-elle aussi à notre histoire; souhaitons que se poursuive le travail de déchiffrement à partir de ce second registre d'interprétation.

Cette séance a été animée par Christiane Charette, de Radio-Canada.

[117]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre IV. André Laurendeau : la culture et les arts

TÉMOIGNAGE

André Laurendeau et la musique

Francine Laurendeau *

[Retour à la table des matières](#)

Montréal, 2 juin 1960. Par une belle journée de printemps, je boucle mes valises. Ce n'est pas un voyage comme les autres: je m'apprête à monter à bord de *l'Homeric*, le bateau qui me mènera en France où j'ai choisi de poursuivre mes études. Le Québec que je vais laisser sans regrets derrière moi ressemble encore beaucoup au Québec décrit hier soir par ma cousine Chantal Perreault. Militante au sein du PSD (aujourd'hui le NPD) et, mieux encore, l'une des trois étudiants qui ont assiégé, trois mois durant en 1958, le bureau de Maurice Duplessis pour réclamer la démocratisation de l'université, je partage avec d'illustres aînés, ce dont je suis particulièrement fière, soit l'honneur d'être traitée de dangereuse socialiste par l'hagiographe du premier ministre, un certain Robert Rumilly, dont je vous recommande tout particulièrement, si vous cherchez une lecture divertissante, une ineffable diatribe publiée à la fin des années cinquante et intitulée *L'infiltration gauchiste à Radio-Canada*.

*

Francine LAURENDEAU, fille d'André Laurendeau, est critique de cinéma au Devoir et réalisatrice à Radio-Canada.

Même si Duplessis vient de mourir, même si son parti va perdre le pouvoir le 22 juin, ce que nous appelons la droite, ou plus justement la bêtise et l'étroitesse d'esprit, sont partout. Un exemple: *Hiroshima mon amour*, film qui est en train de révolutionner le langage cinématographique, sera ici absurdement amputé, défiguré par les ciseaux de la censure. Et c'est seulement lors d'une récente recherche que j'ai découvert dans *Le Devoir* de l'époque quelques articles où mon père, cinéphile à ses heures quand les circonstances lui en laissent le loisir, dénonce «l'imposture» dont est victime le chef-d'œuvre d'Alain Resnais. Non, à Paris je n'aurai à aucun moment la nostalgie de ce Québec-là.

Mais ce n'est pas sans émotion que je quitte la maison de la rue Stuart et tout un cercle d'amis. Que je quitte cette atmosphère stimulante où la «culture», je ne trouve pas d'autre mot, n'est pas seulement l'héritage du passé mais une ouverture réelle sur le présent, avec tout ce que cela peut entraîner de brassage d'idées, de remises en question, d'empoignades verbales énergiques et souvent savoureuses. En fin de soirée, planant au-dessus de la mêlée et réconciliant tout le monde, il y a la [118] musique et ces ferventes auditions de disques qui se prolongent tard dans la nuit. Me manqueront aussi ces moments désormais plus rares où mon père s'installe au piano et rêve. Comment évoquer autrement ces improvisations où s'emmêlent les allusions debussystes, raveliennes et autres, les réminiscences de ses propres compositions agrémentées de développements inédits et ces séries d'accords mystérieux qui vous plongent dans un indéfinissable au-delà.

Avant mon grand départ, je vais aussi embrasser le père de mon père, Arthur Laurendeau, musicien à la retraite. Dans sa maison de la rue Hutchison j'ai des souvenirs plus anciens, des souvenirs de gammes et de vocalises, du temps où il recevait chez lui ses élèves de chant tandis que sa femme, décédée il y a trois ans, donnait des leçons de solfège et de piano. À 79 ans, il me touche toujours par sa curiosité d'esprit et son enthousiasme. Il me rappelle que lui aussi, il y a très longtemps, a pris le bateau pour Paris. Rien ne semblait pourtant, apparemment du moins, prédisposer à une intense carrière musicale ce benjamin d'une famille de 10 enfants dont le père, Olivier, était médecin de campagne, à Saint Gabriel-de-Brandon.

On peut, après coup, voir des indices, des confirmations. Ainsi, Jean Lallemant, mécène montréalais qui participera à la fondation et au développement de l'Orchestre symphonique de Montréal, est le fils d'Albertina Laurendeau, sœur d'Arthur, dont j'ai appris, en feuilletant *L'Encyclopédie musicale au Canada*, qu'elle était une excellente pianiste. Le seul membre de la famille de mon grand-père dont je garde un souvenir précis, l'oncle Fortunat, était un passionné de musique qui avait accès, je ne sais comment, à des disques encore introuvables ici, comme le premier enregistrement soixante-dix-huit tours de *Jeanne au bûcher*, l'oratorio de Paul Claudel et d'Arthur Honegger. C'est chez son neveu André qu'il apportait, écoutait, et... déposait ses trésors. Il savait faire oublier qu'il était jésuite.

Pour en finir avec la famille d'Arthur Laurendeau, un trait qui n'a peut-être rien à voir avec la musique mais qui suppose une assez remarquable liberté d'esprit. Au début du siècle, le docteur Albert Laurendeau, de Saint-Gabriel-de-Brandon, le frère aîné de mon grand-père, publie *La Vie - Considérations biologiques*, un ouvrage de vulgarisation scientifique où il défend la théorie de l'évolution. «Il est probable, écrit-il que ce livre créera quelque sensation car il va briser de vieilles traditions, secouer d'antiques préjugés. [...] On va peut-être s'armer pour me fustiger, de la moquerie, de la colère, de l'anathème, mais d'avance, je connais cette meute: des ignorants, des préjugés, des hypocrites; c'est pourquoi, philosophiquement, j'en ai pris mon parti.» Et je suis assez fière de ce grand [119] oncle qui, menacé d'excommunication par l'évêque de Joliette, ne lui fera jamais la moindre concession comme en témoigne l'édition de 1911, enrichie de cette édifiante correspondance.

Donc Arthur Laurendeau, venu à Montréal pour faire son droit, étudie le chant avec Guillaume Couture. En 1908 ⁷³, il part pour Paris où il va vivre une année déterminante pour son avenir et j'ai presque envie de dire le nôtre. Car c'est à Paris qu'il reçoit le choc de *Pelléas et Mélisande* de Claude Debussy, quelques années seulement après sa création. C'est une œuvre qui bouleverse les traditions, un opéra moderne, se plaît à raconter mon grand-père que le parterre bourgeois chahute encore tandis que la jeunesse dont il fait partie, juchée dans les balcons, dans le «poulailler», hurle d'enthousiasme. De retour à Montréal, le jeune chanteur tient à interpréter ses contemporains. On le dit doué. Il donne des concerts avec Léo-Pol Morin, pianiste et compositeur, mais surtout initiateur et précurseur. En 1917 il est remarqué, signale *L'Encyclopédie de la musique*, lors d'un récital où, accompagné par Morin, il interprète des œuvres de Rodolphe Mathieu et de Georges-Émile Tanguay. Pour des raisons médicales que je n'ai jamais élucidées, il renoncera au métier de chanteur, mais toutes ses activités musicales (de professeur, de chef d'orchestre et de maître de chapelle) seront orientées vers le répertoire lyrique.

En 1910, il a épousé Blanche Hardy, pianiste, issue, elle, d'une famille de musiciens. Son père, Edmond, a fondé et dirige l'Harmonie de Montréal, et tiendra pendant 40 ans un commerce d'importation de musique et d'instruments. Il éditera des oeuvres contemporaines. Ma sœur Geneviève et son compagnon Michel Thomas d'Host, collectionneurs de livres anciens, me montraient récemment leur dernière trouvaille: la partition d'une pièce pour piano d'Alexis Contant, *La lyre enchantée*, éditée en 1896 par notre arrière-grand-père Edmond Hardy. Et l'irremplaçable *Encyclopédie de la musique* nous apprend que Blanche Hardy fonde, en 1917 (avec le violoniste Léon Kofman et le violoncelliste Raoul Duquette), le Trio César-Frank. Quand je l'ai connue, elle avait depuis longtemps abandonné le récital pour l'enseignement.

⁷³ 1908 ou fin 1907. Seule date confirmée: un concert d'adieu qu'il donnait salle Kam, le 1^{er} octobre 1907.

On comprendra pourquoi André Laurendeau peut dire:

Ma mère était pianiste et mon père professeur de chant. Dans ma famille maternelle, j'interromps trois générations de musiciens, dont mon arrière grand-père le «chef de bande», c'est-à-dire le directeur de fanfare. Je suis [120] né au milieu des gammes et des arpèges, des vocalises, du solfège, des romances et des extraits d'opéra: de quoi vous dégoûter de la musique. J'ai connu des heures de satiété, mais elles n'ont pas corrodé, elles n'ont point pourri un vieil amour aussi long que ma vie.

Dans son discours de présentation à la Société royale du Canada, au lieu, comme c'est l'usage, de faire l'apologie d'un écrivain qui l'a influencé, il fait l'apologie de la musique. Je le cite encore: «C'est ainsi que, embrassant ma propre existence, je puis aujourd'hui conclure que j'ai déchu, d'abord de la musique à la littérature, puis de la littérature à l'action et au journalisme, sans vraiment savoir pourquoi. Et cependant, dans les régions obscures de soi où s'élaborent les vraies hiérarchies des valeurs, le premier mot qui surgit est musique, et le premier nom Debussy.»

Ce texte n'est pas long, à peine six pages, mais il est fondamental pour quiconque veut évaluer l'importance de la musique dans la vie d'André Laurendeau. Dans son témoignage, Chantal Perrault se souvenait hier d'un André Laurendeau «à la fois immensément présent et habité par un ailleurs dont la clef s'est perdue». Prononcé en novembre 1964, ce très personnel éloge de la musique est sans doute, justement, une des clés qui pourront aider à saisir l'être souvent insaisissable et désarçonnant que fut mon père.

Surtout depuis la publication de la biographie de Denis Monière, on commence à s'intéresser à cet André Laurendeau-là, le passionné de musique, de littérature, de théâtre, le Laurendeau que s'attache à faire revivre cet atelier. L'article le plus clairvoyant et le plus substantiel à cet égard, «En guise de supplément au Laurendeau de Monière», est paru dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 38, numéro 1, sous la signature d'Yves Laurendeau. Lisez aussi, dans la documentation mise à votre disposition, mon article dans *L'Incunable* de mars 1984. Je vous invite à prendre connaissance des communications de mes frères Yves et Jean au colloque «Penser l'éducation avec André Laurendeau» tenu en novembre 1988 et dont les *Actes* viennent d'être publiés. Autres sources de documentation: à la radio de Radio-Canada FM, mon entretien avec Gilles Dupuis à l'émission de Claire Bourque «Au gré de la fantaisie», le 23 janvier 1987; mes propos autour de Debussy à «L'Aventure» (AM), l'émission de Robert Blondin, les 3 et 4 novembre 1988; les cinq émissions sur André Laurendeau, de Guy Beausoleil, toujours à «L'Aventure», diffusées les 13, 14, 16, 20 et 23 décembre 1988; l'émission d'Huguette Paré, «Les musiciens par eux-

mêmes» (FM) du 12 mars 1989 consacrée à Jean Laurendeau. Et un précieux document sonore: à l'émission «Musique canadienne» (FM) réalisée par Johanne Goyette, le 6 novembre 1988, de la musique d'André Laurendeau, pièces pour piano et mélodies [121] interprétées par la pianiste Suzanne Blondin et le chanteur Pierre Mollet (qui fut sous Ansermet, dans une interprétation que mon père aimait particulièrement, un Pelléas mémorable).

À part ce texte à la Société royale, André Laurendeau a-t-il écrit sur la musique? Certes, le Guillaume de *Marie-Emma*, chef de fanfare, est une transposition assez transparente de son grand-père maternel. Dans une autre dramatique, *Les deux valse*, la musique de Ravel a le premier et le dernier mot de l'histoire. Mais ma question concerne le journaliste. J'ai le souvenir de périodes où des disques de tous genres s'amoncelaient à la maison à un rythme effréné: c'est que mon père a tenu à quelques reprises au *Devoir* une chronique de disques, chronique qu'il partageait, en 1956 en tout cas, avec Marcel Thivierge. Mais tandis que Thivierge signait honnêtement de son vrai nom, mon père, lui, signait A. Rivard, pseudonyme opaque qui a pu égarer les lecteurs, mais qui n'a pas déjoué la vigilance des archivistes de l'Institut d'histoire de l'Amérique française où j'ai retrouvé, dûment répertoriées, une bonne centaine de ces recensions. C'est écrit avec aisance, souvent avec humour, à l'occasion avec irrespect (fût-il de Verdi, il ne goûte guère «l'esquintant monologue» de la Traviata mourante) et parfois avec émotion, et pas seulement quand Debussy et Ravel sont en cause (je pense aux *Canti di Prigionia*, de Luigi Dallapiccola).

Mais la musique est également présente en marge de ces chroniques. Dans un «Bloc-notes» où il prend la défense de l'Opéra de Pékin de passage à Montréal. Dans un éditorial où il réclame, pour Montréal toujours, une salle de concert. Dans une «Actualité» où il nous fait partager le ravissement où l'a plongé un enregistrement dirigé par Ansermet de *L'Heure espagnole*, de Ravel. Il salue par son enthousiasme l'interprétation de Charlotte Boisjoli, la Jeanne d'Arc de *Jeanne au bûcher* à la télévision. Nous touchons ici au théâtre. Le théâtre, le théâtre sur scène et à la télévision - car comme nous le rappelait encore hier l'Association des réalisateurs, il y a déjà eu régulièrement à la télévision de Radio-Canada du concert, de la danse et du théâtre - le théâtre donc est au moins aussi présent que la musique. Toujours en page éditoriale, André Laurendeau défend, au gré de l'actualité, Camus, Racine, Duvall. Mais il n'hésite pas à pourfendre une mise en scène de *Mademoiselle Julie*, de Strindberg, qui, d'après lui, dénature la pièce. Sous le titre ironique «Montréal découvre une nouvelle comédie», sa verve se déchaîne. «A condition d'oublier la pièce, conclut-il, c'est remarquable» Et de plus en plus, il s'intéresse au cinéma. À l'occasion d'un long métrage charcuté à la télévision par la publicité. À l'occasion du premier Festival international. A propos d'une nouvelle bourde de la censure... Mais je déborde, fin du *flash-back*.

Juin 1960. Je crois sincèrement que je pars pour une année ou deux. Mais je ne parviendrai à revenir pour de bon de Paris qu'en 1966. Pendant ces six années, tous mes correspondants m'auront exalté la Révolution tranquille et assuré que le Québec que j'ai, d'après eux fui, n'existe plus. Le retour est pourtant difficile. Je ne suis pas aussitôt rentrée que l'Union nationale reprend le pouvoir. Mon cher grand-père n'est plus. Quant à la maison familiale, en dépit de mes quatre frères et soeurs qui y habitent encore, elle me paraît étrangement désertée. Le «système de son», c'est-à-dire l'écoute musicale, a perdu sa place d'honneur au salon: on l'a exilé au sous-sol. Mon père, lui, s'est exilé à Ottawa où la «Commission B.B.», comme l'a irrévérencieusement baptisée notre mère (irrévèrement parce que ce sigle n'a jusqu'à ce jour désigné que Brigitte Bardot), dévore son temps et son énergie. Même quand il est de passage à Montréal, je le sens absent, préoccupé, miné par d'insolubles problèmes. C'est à Ottawa qu'il mourra 2 ans plus tard, victime du devoir.

Vous me direz que j'exagère. Que cette rupture d'anévrisme au cerveau qui l'a emporté en quinze jours se serait peut-être produite même si mon père ne s'était pas embarqué dans cette galère. Mais au moins, il aurait continué jusqu'à la fin à faire ce qu'il aimait, c'est-à-dire à réagir chaque jour à l'événement, à agir chaque jour sur l'événement par son métier de journaliste. Certes éditorialiste, André Laurendeau avait l'habitude d'être discuté, voire contredit, c'était même très certainement un stimulant. Mais comment vivre dans l'incompréhension, l'hostilité et, pire, l'indifférence qui ont entouré le labeur ingrat de cette mission impossible?

Voilà pourquoi je trouverais profondément injuste que la postérité ne retienne de mon père que cette dernière image sur laquelle s'est gelé le film de sa vie, l'image du coprésident de la Commission Laurendeau-Dunton.

[123]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre IV. André Laurendeau : la culture et les arts

COMMUNICATION

Le théâtre d'André Laurendeau

Alain Pontaut *

[Retour à la table des matières](#)

Vingt ans après la mort de leur auteur, trente ans après leur création, les pièces d'André Laurendeau nous adressent encore des signes intéressants. On peut encore prendre un grand plaisir à leur lecture et constater une fois de plus au cours de ce colloque à quel point l'auteur de *La crise de la conscription*, des discours au Parlement, des éditoriaux du *Devoir* ou des rapports si fouillés sur le bilinguisme et le biculturalisme, était un être culturel authentique, attiré parce que passionné par tous les arts.

Sa passion pour le théâtre, dont j'ai eu l'occasion d'entendre parler, soit chez lui où j'allais quelquefois lui rendre visite le dimanche, soit dans le recoin poussiéreux qui abritait les «Arts et lettres» au *Devoir* dans les années 1964 ou 1965; cette passion, tempérée par une critique trop sévère, par l'insuccès des *Deux femmes terribles* et par des activités plus pressantes, se manifestait encore à la fin de sa

* Alain PONTAUT a été journaliste à *La Presse*, au *Devoir* et à Radio-Canada. Il a été critique de théâtre, écrivain, essayiste, poète et romancier. Il a publié *René Lévesque ou l'idéalisme pratique* parallèlement à son œuvre littéraire.

vie où, par exemple, et chaque fois qu'il le pouvait, il participait aux réunions du comité de programmation de la Nouvelle compagnie théâtrale.

J'ai parlé de critique sévère, voire injuste; il faudrait dire de non-croissance ou de non-intérêt du milieu à la fin des années cinquante, ce qui cependant ne signifie pas que Laurendeau, passionné de théâtre, s'y soit toujours montré heureux, même si on l'y voit toujours soucieux d'y mettre une écriture soignée au service d'une action acérée et toute intérieure. Ainsi *La vertu des chattes*, créée à la télévision de Radio-Canada durant l'été 1957, aspire, dans la broderie de ses sentiments et de son style, dans le dépouillement de son intrigue, à retrouver la formule du plus français des marivaudages ou des *Comédies et proverbes* de Musset. Pour charmante que soit cette exploration du cœur, elle y est pourtant un peu desservie par endroits par une langue estimable mais un peu apprêtée. L'arabesque sentimentale dessinée par Sylvie et Jérôme y bute quelquefois ainsi, malgré la délicatesse de l'ensemble, non pas à l'inconsistance de la situation mais à un dialogue un peu ampoulé ou verbeux, plus contourné parfois qu'irrésistible de fraîcheur et de vérité.

[124]

Marie-Emma a été présentée pour la première fois à Radio-Canada le 21 janvier 1958. Située dans un magasin de musique du Vieux-Montréal d'avant 1914, l'action de *Marie-Emma* évoque avec bonheur le souvenir des parents musiciens de l'auteur, dessine délicatement le personnage d'une jeune fille écartelée entre le rêve et la vie et stigmatise, à travers le comportement dur et borné du frère Onésiphore, un monde alimenté de larges références sociales.

Créées à Radio-Canada le 18 mars 1958, *Les deux valses*, avec leur opposition entre les premières amours d'Albertine et les intrigues du politicien véreux qu'est son père, est une pièce d'époque tout à fait estimable et convaincante, un tableau de mœurs provinciales d'une grande acuité et d'un vif mouvement satirique.

Deux femmes terribles, la seule pièce qu'André Laurendeau ait destinée au théâtre - par le hasard d'ailleurs, il faut le rappeler, d'un concours anonyme et dont il fut le lauréat -, pièce qui fut créée sur la scène du Théâtre du Nouveau Monde le 7 octobre 1961, n'est malheureusement pas la plus réussie, à cause de certaines insuffisances, je crois, au niveau de la construction et du dialogue, alors qu'elle possédait pourtant les qualités d'observation lucide du roman *Une vie d'enfer*.

Observateur aigu d'une certaine bourgeoisie montréalaise, l'auteur y joue sans doute d'une extrême connaissance du cœur, d'un certain raffinement de cruauté dans les échanges entre ces «deux femmes terribles» amoureuses d'un homme déchu, mais la répartition dramatique se fait mal entre un premier acte où rien ne démarre et un second où l'essentiel se dit enfin mais dans un dialogue peut-être plus ourlé et policé que spontanément efficace.

Dans sa pièce qui me paraît être la plus forte et la meilleure, *Marie-Emma* (un nom qui veut sans doute évoquer une Emma Bovary, jeune fille), Laurendeau a pourtant remarquablement réussi à faire de cette langue nuancée et suggestive, poétique, très écrite qui était la sienne, un instrument dramatique concret et intense. Quant à la thématique de cette trop brève dramaturgie, Lise Gauvin avance les hypothèses suivantes :

Théâtre littéraire, celui de Laurendeau l'est par ses thèmes, son style, son insuffisance même. Que ce soit par le suicide (Renaud), le rêve (*Marie-Emma*) ou l'évasion (*Jérôme*), la tentation de sa fuite du réel est une menace constante pour ses personnages. Le piège de l'irresponsabilité est rendu d'autant plus attirant que la mesquinerie de la vie apparaît en toute évidence: ni le conformisme bourgeois, ni la raideur morale, ni l'ambition basement servile ne sont des raisons valables pour ceux qu'attirent les prestiges du rêve et de l'irréel.

[125]

Ce qu'on a peut-être moins vu, et dont on aurait dû s'aviser avant de juger ce théâtre insuffisant, c'est qu'il apparaît à partir de 1957, c'est-à-dire sur une scène québécoise à peu près déserte. Il y avait eu certes Gratien Gélinas, mais qui n'est pas sur le même registre, Robert Elie, dont *La jeune fille ravie* (1956) appartient plus à la poésie qu'au théâtre, l'insolite de Gilles Derome ou de Jacques Languirand, *La mercière assassinée* d'Anne Hébert, hésitant un peu, en 1958, entre un mauvais Anouilh et un mauvais Cocteau, Jean Filiatrault, faisant avec *Le Roi David* (1954) dans la tragédie en vers, *Le marcheur* d'Yves Thériault, histoire, comme *L'Héritage* d'un père abusif, violent et sulfureux qui est à cent lieux de la sensibilité d'André Laurendeau.

Et puis *Les grands soleils* de Jacques Ferron (1958), qui ne seront montés que 10 ans plus tard. Un écrivain très proche de Laurendeau sans qu'on puisse aucunement parler d'influence, André Langevin, auteur d'une pièce remarquable et cependant éreintée par la critique du temps, *L'œil du peuple* (1957). Sans oublier les tout premiers ouvrages de Françoise Loranger et les premières manifestations du monde de Marcel Dubé, décrivant encore, avec *Zone* et avec *Florence*, en 1957, le monde des humbles, des petits et des démunis.

C'est peu et il est, je crois, tout à fait juste de créditer le théâtre d'André Laurendeau d'une connaissance et d'une richesse culturelles d'autant plus originales et remarquables qu'elles s'illustrent il y a 30 ans sur une scène presque vide. D'où le regret, bien sûr, que cette carrière de dramaturge ait davantage ressemblé, à cause des circonstances, à une sorte d'école buissonnière plutôt qu'à une activité suivie, à

une expérience effleurée, à une tentation épisodiquement et comme coupablement accueillie.

Figure de proue d'une oeuvre de sensibilité et de culture, la brillante *Marie-Emma* eût certes mérité des soeurs et des compagnes. Mais il y eut tous ces empêchements, et en particulier le fait que Laurendeau nous ait quittés de si bonne heure, en 1968, alors qu'il avait encore tant de choses à nous enseigner.

[127]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre IV. André Laurendeau : la culture et les arts

COMMUNICATION

Les avatars d'une vie littéraire

*Gilles Hénault **

[Retour à la table des matières](#)

Si j'ai décidé de parler des avatars d'une vie littéraire, au sujet d'André Laurendeau, c'est qu'il m'a souvent semblé, au cours de nos conversations, que sa vraie vie s'intégrait aux domaines des arts, plus particulièrement à ceux de la littérature, de la musique et du théâtre. Or, une bonne partie de son existence s'est déroulée dans d'autres domaines d'activités pour lesquels il était doué, certes, mais qui ne le rendaient pas complètement heureux. Je dirais même qu'en politique, de son propre aveu, il a traversé des purgatoires.

On pourrait citer, à son sujet, le troublant poème de son ami Saint-Denys-Garneau:

* Gilles HÉNAULT a été journaliste au *Jour*, au *Canada*, à *La Presse* et au *Devoir* où il dirigea la section «Arts et lettres» de 1959 à 1961 et au *Nouveau Journal*. Poète, essayiste, il fut l'un des fondateurs de la revue *Liberté*. Il a été directeur du Musée d'art contemporain de 1966 à 1971 avant d'enseigner à l'Université du Québec à Montréal. Il a été rédacteur à la Commission Laurendeau-Dunton.

Je marche à côté d'une joie
D'une joie qui n'est pas à moi
D'une joie à moi que je ne puis prendre

Je marche à côté de moi en joie
J'entends mon pas en joie qui marche à côté de moi
Mais je ne puis changer de place sur le trottoir
Je ne puis pas mettre mes pieds dans ces pas-là
et dire voilà c'est moi

Tout le poème, intitulé *Accompagnement*, serait à transcrire. Il pose d'emblée le problème de l'identité. Un jour, j'ai demandé à Laurendeau: «Qu'est-ce que vous auriez voulu être dans la vie?» Il me répondit, sans hésiter: «Chef d'orchestre». C'est pour cela, sans doute, que le théâtre, cette orchestration littéraire, le fascinait tellement.

Pour ne pas avoir l'air de tirer Laurendeau d'un seul côté, et surtout pour ne pas minimiser les différents rôles majeurs qu'il a su jouer au cours de sa vie, je veux bien admettre que chaque fois il a vécu ses aventures politiques avec un sincère engagement. Mais cela n'exclut pas la fatigue, le désarroi, le désenchantement. J'ai été témoin de ces moments-là de [128] temps à autre, surtout à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Prisonnier d'une objectivité officielle, en tant que coprésident de la Commission, il me disait un jour avec une sorte d'impatience rageuse: «Le poignet me démange tant j'aurais envie d'écrire.» Il aurait voulu défendre publiquement par la plume des idées qui lui tenaient à cœur. Son rôle le lui interdisait. Il marchait à côté d'une joie.

À la Commission, j'étais chargé de mettre en forme le rapport préliminaire. On nous pressait d'en terminer la rédaction. Un jour (ou plutôt une nuit, car il devait être deux heures du matin) André Laurendeau, Jean-Louis Gagnon et moi corrigeons le texte sur les épreuves. Nous étions dans une salle blafarde, éclairée aux néons et dont les fenêtres étaient masquées par des stores vénitiens. C'était le silence, sauf quand nous échangeons des remarques. Et tout à coup, après un long soupir, Laurendeau s'est exclamé: «Pour moi, c'est l'antichambre de l'enfer!» Cette phrase m'est restée fichée en mémoire. J'ai compris qu'il y avait là, pour lui, un détournement du temps. Il se sentait à côté d'une joie qu'il ne pouvait pas prendre. C'est à cette époque-là, d'ailleurs, qu'il m'a avoué avoir écrit, quelques années auparavant, un roman jamais publié. Comme je m'en étonnais, il me mit au courant de ses scrupules. La rédaction datait de 1957. C'était à l'époque, peut-être pas encore révolue, où les lecteurs ne faisaient pas très bien la distinction entre l'auteur et le narrateur dans les ouvrages de fiction. On prenait pour des aveux les péripéties et les anecdotes d'un

livre. Laurendeau avait soumis son manuscrit au R.P. Louis-M. Régis, dominicain, qui était, si je ne m'abuse, le doyen de la faculté de philosophie à l'Université de Montréal. Je me souvenais de l'avoir vaguement rencontré chez Paul-Émile Borduas, qui le tenait pour un esprit ouvert. C'était avant la publication du *Refus global* (1948).

De toute manière, le verdict du père Régis concernant le roman de Laurendeau fut négatif. Un autre lecteur (et je ne me rappelle pas son nom) avait déclaré, après avoir lu le roman, que jamais il n'appuierait la candidature de Laurendeau auprès de la Société royale du Canada, si le manuscrit était publié. Enfin, le directeur du *Devoir* (était-ce notre ami Gérard Filion ?) émit l'opinion qu'un rédacteur en chef du journal ne pouvait décemment publier un roman pareil.

Au moment où il me faisait des confidences, nous étions en 1964, je crois. Je ne comprenais pas que Laurendeau n'ait pas passé outre à tous les conseils de prudence. Il est vrai que la prudence n'était pas mon fort ! Dans ma jeunesse, j'avais été pendant quelque temps membre du Parti communiste, ce qui m'avait valu l'ostracisme du monde journalistique, [129] radiophonique et publicitaire où je gagnais ma maigre pitance, ainsi que quatre années d'exil à Sudbury où les mineurs m'avaient accueilli comme un frère. Un jour, Laurendeau me dit : « Je vous admire d'avoir été communiste. » Bien sûr, il n'approuvait pas ce choix politique, mais il me témoignait son estime pour en avoir assumé la responsabilité. Quant à moi, c'est son engagement à la tête du Bloc populaire qui suscitait mon admiration. Nous étions deux rescapés de causes perdues.

Cédant à mon insistance, il me fit lire le manuscrit de son roman. Je l'ai lu, et je n'y ai rien trouvé de plus scandaleux que dans les romans du très catholique François Mauriac. Je l'ai donc incité à le publier, car j'y décelais non seulement des qualités de style, mais aussi des signes avant-coureurs de ce que nous avons appelé, plus tard, la Révolution tranquille. Il cherchait un titre. Je lui ai suggéré : *Une vie d'enfer*, probablement en souvenir de sa phrase sur « l'antichambre de l'enfer ».

On parle de l'œuvre littéraire de Laurendeau comme d'un « exutoire ». En tout cas, je crois que c'est le seul domaine où il se soit senti lui-même, libre d'échapper à son image publique, libre d'inventer un monde plein de fantaisie, bref, libéré des faux-semblants dont il refusait désormais les grimaces.

Un jour, quand j'étais au *Devoir*, il me dit qu'il était revenu de son séjour en France, avant la guerre, convaincu que Franco avait tort. Je lui ai demandé pourquoi il ne l'avait pas dit. « Pour une seule raison, m'avoua-t-il, parce que je ne voulais pas me séparer de mon peuple. » On le comprend, quand on se souvient de la ferveur franquiste qui régnait au Québec, à cette époque-là. En guise de commentaire, qu'on me permette de reprendre la suite du poème de Saint-Denys-Garneau :

Je me contente pour le moment de cette compagnie
Mais je machine en secret des échanges
Par toutes sortes d'opérations, des alchimies,
Par des transfusions de sang
Des déménagements d'atomes
par des jeux d'équilibre

Le temps de l'action n'est pas celui de la création. Le quotidien permet difficilement de rêver, d'étaler le temps vers l'avenir comme vers le passé. Pourtant, Laurendeau connaissait ces moments de grâce. Vers 1959-1960, nous avons publié presque en même temps. Son livre s'intitulait *Voyages au pays de l'enfance* et le mien, *Voyage au pays de mémoire*. Inutile de dire que la rencontre de ces titres était le pur effet du hasard. J'en conclus que les débuts de la Révolution tranquille incitaient les esprits à faire un bilan, à retourner aux sources de l'être québécois.

[130]

Pour Laurendeau, en tout cas, c'était échapper au temps linéaire, ponctuel de l'action pour s'immerger dans le temps liquide et sans frontière du souvenir. Je crois que c'est son oeuvre la plus heureuse, dans tous les sens du mot.

Mais pour un être aussi complexe que Laurendeau, tout n'était pas dit. Il fallait encore des pièces comme *Marie-Emma* et *Deux femmes terribles* pour investir ce temps du rêve. Et enfin, et surtout, ce roman, *Une vie d'enfer*, qui posait tout le problème de l'authenticité. «J'entends mon pas en joie qui marche à côté de moi [...]. Je ne puis pas mettre mes pieds dans ces pas-là et dire voilà c'est moi.» Par le truchement de ses personnages, par des alchimies et des déménagements d'atomes, c'est pourtant ce qu'il tentait désespérément de faire comprendre.

M'autorisant de révélations et de réflexions d'Yves Laurendeau, parues dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, à l'été 1984, j'ose affirmer que l'agnosticisme d'André Laurendeau, depuis de nombreuses années, faisait de lui un homme contradictoire et divisé. C'était un personnage de Bernanos, un homme investi d'une mission et qui avait perdu la foi, pas seulement la foi religieuse, mais aussi la foi en la possibilité de transformer ce monde en une Cité harmonieuse (harmonieuse comme un orchestre)!

Je me souviens de sa déception quand il m'offrit de succéder à Paul Lacoste, secrétaire de langue française de la Commission Laurendeau-Dunton, qui venait d'être nommé recteur de l'Université de Montréal. En refusant, j'ai peut-être fait preuve d'ingratitude. Je ne voulais pas être piégé. Or la Commission était devenue, pour lui, d'une telle lourdeur qu'il se cherchait moins des alliés que des amis. Il n'aimait ni la solitude d'Ottawa, ni voyager.

J'ai su pourquoi, quand j'ai fait, de Vancouver à Halifax, le périple de la Commission. A Vancouver, on voulait que la langue seconde soit le japonais ou le chinois. À Winnipeg, on optait pour l'ukrainien. Dans les provinces maritimes, il n'était question que de l'anglais, même au détriment des Acadiens. Donc, je ne croyais plus au bilinguisme «from coast-to-coast» et j'ai démissionné. Après, on se voyait quand même, de temps à autre, chez lui ou chez moi. Nous discussions de sujets qui lui tenaient à cœur: la littérature, la musique, le théâtre, le cinéma.

J'ose à peine évoquer ces jours de bonheur où nous allions, avec la famille Laurendeau, aux chutes de Saint-Jean-de-Matha, celles décrites sans doute dans *Une vie d'enfer*. C'était, pour Laurendeau, le recours à la nature retrouvé dans *La vertu des chattes*, et qui apporte à la fois la rapidité des répliques, comme dans un jeu de ping-pong, et l'apaisement.

[131]

Dans sa maison de campagne de Saint-Gabriel-de-Brandon, Laurendeau n'avait plus à prétendre: il était tel qu'en lui-même il se voulait, soit un homme lucide, tendre, amical et pourtant préoccupé de tout ce qui se passait dans le monde.

Ce serait-là une péroration digne de lui, mais je crois qu'il préférerait celle de son ami Saint-Denys-Garneau qui parlait de ces *Jeux d'équilibre*.

Afin qu'un jour, transposé,
Je sois porté par la danse de ces pas de joie
Avec le bruit décroissant de mon pas à côté de moi
Avec la perte de mon pas perdu
s'étiolant à ma gauche
Sous les pieds d'un étranger
qui prend une rue transversale.

[133]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre IV. André Laurendeau : la culture et les arts

COMMUNICATION

André Laurendeau, dramaturge

*Jean-Cléo Godin **

[Retour à la table des matières](#)

À propos de son unique roman *Une vie d'enfer*, le critique Denys Chouinard écrit que «ce Laurendeau sombre et déprimant déconcerta les admirateurs de l'éditorialiste. On voyait mal où l'auteur de *Voyages au pays de l'enfance* avait pu puiser une si triste inspiration ⁷⁴ ». Évidemment, quand on est rédacteur en chef d'un journal aussi respecté que *Le Devoir*, on crée chez le lecteur un «seuil d'attente» fondé sur la coïncidence de la vie publique et de la vie privée, et on tient pour acquis que toute oeuvre d'imagination reflète celle-ci. Mais ceux qui se sont ainsi étonnés ne devaient ni fréquenter les théâtres, ni regarder la télévision. Car avant même les *Voyages au pays de l'enfance* publiés en 1960, Laurendeau avait fait représenter à la télévision trois pièces où ne brille pas la vertu, malgré le titre par ailleurs programmatique de la première: *La vertu des chattes*, qui est de 1957. Avaient suivi en 1958 *Deux val-*

* Jean-Cléo GODIN est professeur d'études françaises à l'Université de Montréal. Il est coauteur de *Théâtre québécois*.

⁷⁴ Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec, vol. IV, p. 922.

ses ⁷⁵ et *Marie-Emma*. Et entre ces charmants «voyages au pays de l'enfance» qui se présentent comme une paraphrase du «rien n'est beau comme un enfant qui s'endort en faisant sa prière, dit Dieu» de Péguy, et ce roman noir où un père provoque par étourderie un accident fatal à sa fille, Laurendeau fait jouer sa dernière pièce, la seule qui sera jouée sur une grande scène montréalaise; et cette pièce, *Deux femmes terribles* (créée au TNM le 7 octobre 1961), nous montre une société bourgeoise où l'épouse de l'un est la maîtresse de l'autre et où l'infidèle amant finit par se suicider. Bref, si le théâtre de Laurendeau ne nous décrit pas toujours des «vies d'enfer», il nous plonge inmanquablement dans un univers trouble où triomphe la corruption politique et où, faute justement de triompher, l'adultère se retrouve à tous les tournants, comme espoir déçu ou entretenu, comme un possible remède à un indéfinissable «mal de vivre».

Où l'éditorialiste respecté pouvait-il donc puiser «une si triste inspiration»? Cette question ne m'intéresse pas. L'oeuvre seule retiendra [134] mon attention. Dans l'ensemble de la production québécoise des quarante dernières années, la contribution de Laurendeau paraît mince et marginale... et d'autant plus marginale que trois pièces sur quatre ont été conçues pour la télévision et que l'autre n'a connu, sur scène, qu'un très médiocre succès. Ceci ne doit pas nous empêcher de nous interroger sur la valeur de ces oeuvres et sur les caractéristiques de cet univers dramatique.

La seule de ces pièces où peut se voir un lien avec les préoccupations journalistiques de Laurendeau, c'est *Deux vases*. En 1957, rappelons-le, Jean Drapeau et Pacifique Plante poursuivent leur grande croisade purificatrice: l'enquête sur la moralité. Cette même année, André Langevin s'en était inspiré (et moqué) avec *L'Oeil du peuple*, pièce qui avait remporté le premier prix au concours d'oeuvres théâtrales du Théâtre du Nouveau Monde et sera créée au TNM le 1er novembre 1957. La pièce de Laurendeau a donc été créée huit mois plus tôt et, contrairement à Langevin qui se moque joyeusement des croisés de la pureté, l'éditorialiste nous fait voir un spéculateur en pleine magouille: il vient d'acheter des terrains dont il sait que la Ville aura bientôt besoin, mais il doit «acheter» le vote d'un conseiller pour s'assurer du succès de l'opération. La démonstration est claire, mais on ne peut dire que le dramaturge, lui, a réussi son opération. Toutes ces tractations coïncident avec les préparatifs d'un grand bal que doit donner Madame pour les débuts de sa fille et le va-et-vient des servantes et des serviteurs fournit au spectateur, tout ce qu'il faut de distractions pour enlever à ce sujet sérieux toute vraisemblance: on apprend à la fin que les huîtres sont enfin arrivées pour le banquet et que la magouille a réussi, mais

⁷⁵ Cette dramatique a été diffusée par Radio-Canada, le 18 mars 1958. Ce texte faisait partie d'un triptyque portant le titre général «*Une maison dans la ville*»; les deux autres textes étaient «*Jour après jour*» de Françoise LORANGER et «*Paradis perdu*» de Marcel DUBÉ.

on ne sait trop laquelle de ces deux péripéties constitue le réel dénouement de la pièce. Comme dans un sketch burlesque - on peut rappeler ici que Gélinas avait abordé ce thème de manière plus loufoque dans ses *Fridolinades* - le vice et la bêtise peuvent triompher sans qu'on songe vraiment à s'en offusquer!

Les trois autres pièces révèlent un tout autre univers dramatique. Elles dessinent un parcours amoureux, depuis la tentation pour ainsi dire accidentelle jusqu'à l'adultère érigé en système de défense contre l'ennui que distille le confort bourgeois: au-delà de cet «ordre» social, qui apparaît aussi comme un système féminin des valeurs subtilement surimposé à l'organisation masculine - tantôt triomphante, tantôt pitoyablement démunie - on n'entrevoit que deux solutions possibles: le suicide ou l'exil dur et purificateur dans une lointaine Afrique, où l'interdiction de toute passion amoureuse constitue la règle d'or.

[135]

La première de ces pièces, *La vertu des chattes*, a la simplicité et la brièveté d'un lever de rideau. La scène se passe dans une campagne bien québécoise, c'est-à-dire très reculée et isolée. Pour accéder à la maison de Jérôme, il faut se rendre au bout d'une route difficile et le premier voisin est à plusieurs kilomètres, le premier hôtel plus loin encore. Arrive Sylvie, sans son mari (parti au golf) et qui, découvrant que la femme de Jérôme est également absente, s'inquiète de devoir passer la nuit seule avec lui. Que faire? Comme on est entre gens du monde on fera du marivaudage élégant, littéraire, en se payant même, au passage, quelques imparfaits du subjonctif. Survient un quêteux, qu'on décide de reconduire au village. Mais sur la route du retour, la voiture dérape et s'enlise, à la tombée de la nuit. Le dialogue se fait alors plus tendre, dans cette nature sauvage et grisante: l'accotement de la route tient lieu d'oreiller, pendant que la chatte de Jérôme et un matou du voisinage fournissent un vibrant concert nocturne. Sa chatte, qu'il avait enfermée dans la cuisine «comment se serait-elle échappée?», dit Jérôme. À quoi Sylvie réplique: «Quand on les abandonne, la vertu des chattes...» et sur ces points de suspension elle suggère à Jérôme qu'il serait temps de rentrer à la maison. Vous croyez avoir deviné la fin de l'histoire? Non, vous n'y êtes pas! Jérôme décide que le matou est un diable et reste où il est, déterminé à dormir à la belle étoile, et seul, pendant que Sylvie rentre. Mais si la vertu de Sylvie est ainsi préservée, c'est bien que Jérôme se soucie trop de la vertu des matous!

Deux femmes terribles, créée en 1961, marque la fin du parcours amoureux et la fin de la carrière d'André Laurendeau, dramaturge. Trois couples d'amis qui se sont mariés la même année se retrouvent pour célébrer leur dixième anniversaire, en même temps que le retour d'Afrique de Jean qui, laissé pour compte à l'époque, a «épousé» l'exil. Le récit dramatique reposera donc sur un écart temporel: le présent s'oppose au passé, comme le réel à l'idéal. Bien sûr, les hommes ont fait carrière et les femmes ont fait des enfants ou se sont ennuyées. Il y a la façade où se voient les

réussites et, derrière la façade, les misères, les frustrations et les échecs. En fait, toute la pièce se présente comme une fête qui n'a pas lieu, comme une célébration transformée en veillée funèbre. Symboliquement, c'est un personnage absent qui tient le fil de l'intrigue: Renaud, le mari d'Agnès, qui a décroché en plein milieu d'une carrière prometteuse. On l'attend, comme *Godot* ; et comme *Godot*, il ne viendra pas. Il s'annonce et se décommande, donne des rendez-vous, mais le seul rendez vous qu'il ne ratera pas sera avec la mort, du haut d'un pont au tournant d'une route, à Donnacona. A-t-il pris ou raté le virage ? Question pertinente, que chacun des autres personnages sera appelé à se poser pour soi même. Surtout Jean, le célibataire, et deux femmes qu'on identifiera en [136] cours de route comme les deux femmes terribles: Agnès la blonde, qui se retrouvera veuve de Renaud, et la sombre Hélène ⁷⁶, qui a été sa maîtresse. L'une pleure, mais elle a le sens du devoir et des enfants à élever. L'autre se durcit, se jette dans les bras de Jean - puisqu'entre les deux il y a eu «dix années de fiançailles secrètes» - et semble prête à abandonner son mari (prospère et un peu bête) pour une grande aventure africaine. Hélène «sort lentement d'une démarche souple et féline», dit la dernière indication scénique, et cela montre bien comment a évolué la vertu des chattes dans ce parcours amoureux.

Situé chronologiquement au milieu de ce parcours, *Marie-Emma* permet peut-être d'en dégager le sens profond. L'histoire est plus complexe que les autres, mais mieux centrée, sur la famille du vieux Guillaume, chef de fanfare et propriétaire d'un magasin d'instruments de musique, où il se fait aider par sa fille Marie-Emma. Une partie du récit dramatique tient de la fresque sociohistorique - l'histoire se passe vers 1905 - et Laurendeau réussit de belles compositions: celle du frère Onésiphore, droit, rigide et subtilement hypocrite; mais surtout, le propriétaire au nom programmatique de Nécropoulos, qui ne cesse de répéter «c'est triste ça, monsieur» et qui se nourrit richement de cette tristesse qu'il provoque ⁷⁷. Il y a les petites tensions entre frère et sœur, les potins du milieu et le frère Onésiphore, comme il se doit, distribue des reliques de ses petits anciens morts en odeur de sainteté: Fulgence Filiforme et Vertu Guidouche. Cela ne ressemble pas beaucoup, me direz-vous, à une histoire de triangle amoureux. Mais j'y arrive. Dès la première scène, Marie-Emma est confrontée, un soir de concert, à la légitime épouse d'un certain Louis qu'elle aurait aimé. On comprend que c'est fini entre eux et que peut-être, à cause de cette aventure, Marie-Emma rejette tout autre prétendant: le fidèle Laurent, par exemple, qui succédera au père comme chef de fanfare et voudrait bien avoir en même temps la fille. Mais celle-ci s'enferme dans sa chambre et en elle-

⁷⁶ La blonde et la noire, comme dans *L'Annonce faite à Marie*, il y a Violaine et Mara la Noire, mais surtout comme dans la légende de *Tristan et Iseut*, où Iseut la Blonde et Iseut la Noire se disputent le corps de Tristan, les rôles sont inversés: ici, c'est l'épouse légitime qui est blonde, la maîtresse qui est noire.

⁷⁷ On peut se demander si Yves Beauchemin, dans *Le Matou*, ne s'est pas inspiré de ce Nécropoulos pour créer son extraordinaire et maléfique Rastopopoulos.

même et se confie à Frédéric, qui complète bel et bien le triangle, même s'il est un spectre - le spectre d'un héros romantique qui serait en même temps un Méphisto - dont l'emprise sur Marie-Emma la conduit doucement mais sûrement au suicide. Papa et Laurent surviennent *in extremis* et l'empêchent de se jeter dans le fleuve, et la pièce connaîtra ainsi un heureux dénouement.

[137]

On aura compris, je pense, que cette Marie-Emma est elle-même une sorte de spectre d'Emma Bovary. Or, ce personnage est symboliquement au centre de l'œuvre parce que l'œuvre entière exprime ce que l'histoire littéraire a convenu de désigner sous le nom de bovarysme et qui se définit comme une tendance à rechercher un bonheur inaccessible, mais en se fondant sur une illusion initiale dont on est ensuite prisonnier jusqu'à ce que, de désillusion en désillusion, on en arrive au suicide. Chez Laurendeau, seul le personnage de Renaud reproduit intégralement ce schéma, mais partout le climat est dominé par un ennui de vivre contre lequel on ne pourra jamais rien, sinon le tromper. Dans la première pièce on n'y arrive pas, dans la dernière on y parvient, mais avec une sorte d'acharnement désespéré. Paradoxalement, seule Marie-Emma y parviendra dans une sorte de sérénité. Mais ce personnage, le plus beau de tout cet univers dramatique, ne sort du rêve, pour «naître une seconde fois» comme lui dira Guillaume, qu'au moment où le rideau tombe et que la «vraie vie» commence. Mais on a l'impression que, pour le dramaturge, elle ne peut vraiment commencer, puisqu'il s'agit de la recherche d'une «autre vie» qui semble difficilement conciliable avec la vie de l'éditorialiste qu'il a été.

[139]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre IV. André Laurendeau : la culture et les arts

COMMENTAIRE

Laurendeau, le dialogue impossible

*Anne Legaré **

[Retour à la table des matières](#)

Un vendredi soir de mars 1989, dans un modeste amphithéâtre, niveau métro, UQAM. La nuit est plutôt sombre, il pleut, la neige fond encore avec peine, par morceaux. Le colloque. Je m'y rends avec effort sans trop savoir ce qui m'y attire, sinon l'image brouillée de ce que je perçois comme la figure énigmatique d'un des grands intellectuels de ce pays. La séance me fascine: un ton de liberté, rare dans ces rencontres, semble s'y infiltrer.

Simonne Chartrand, égale à elle-même et, dans son style bien à elle, se surpassant. Un récit de l'histoire de la famille, telle que vécue par Chantal Perrault, intime et juste. La silhouette de celui qui est appelé «l'oncle André» se dessine, par ces simples mots, sur fond de réel. Suit un hommage à son père, par Francine Laurendeau, émouvant de pudeur, de discrétion. Il est là, sa place est faite. Laurendeau est parmi nous, il écoute.

* Anne LEGARÉ est professeure au département de science politique de l'UQAM. Co-auteure de *La société distincte de l'État, Québec-canada, 1930-1980*. À la suite du colloque, elle nous a fait parvenir ce commentaire.

Déjà, dans cette soirée inoubliable par son authentique inquiétude, s'ébauche autour de Laurendeau quelque chose d'indéfinissable qui nous rassemble tous. Ce moment de grâce que nous devons aux témoignages de trois femmes, Simonne Chartrand, Chantal Perrault et Francine Laurendeau, qui surent parler de Laurendeau à partir d'elles-mêmes, devait se dissiper par la suite.

Je devais me demander tout au long des jours qui fabriquèrent ce colloque si la persistance du sentiment d'équivoque, d'errance et d'imperceptible fuite qui entourait l'image mouvante de Laurendeau provenait du personnage lui-même ou des moyens utilisés pour s'en approcher.

Une chose me restait claire: l'âme de Laurendeau qui circulait à travers le langage institutionnel qui dominait ces échanges résistait à toutes les réductions historicistes qui étaient tentées. Seules les approches intimistes du premier soir avaient su toucher, pendant un court moment, ce qui me paraissait essentiel chez celui que nous cherchions à comprendre. Ce quelque chose de plus dense, de fracturé, d'insoutenable pour le discours objectiviste, frayait son chemin comme une question.

[140]

Le moment de grâce du soir de pluie qui avait inauguré le colloque s'imposait à moi comme une attente: que pouvait nous apporter Laurendeau qui sache faire lien avec aujourd'hui? Je revenais chaque jour, espérant sans doute que serait repris le fil entr'aperçu le premier soir. Pour que l'échange à son sujet nous réunisse aussi, vingt ans après sa mort et rende toute communication réelle. Or, à travers la trame que dessinait la mémoire, s'apercevait chez lui le principe d'une division, un partage, un déchirement que je ne pourrai encore qu'évoquer, quitte à le décrire provisoirement comme la double structure de son imaginaire.

Un mot, tout d'abord, pour souligner combien l'imaginaire est la part de toute richesse dans l'organisation de la pensée et de l'action, parce que part de créativité, d'invention. L'imaginaire est aussi ce dont un peuple a besoin pour avancer vers son devenir. C'est ce qu'il suscite, nourrit, favorise *en déploiement qui intéresse*. Le colloque sur Laurendeau constituait donc une séquence prolongée de l'imaginaire du journaliste, de l'homme public, de l'écrivain. Chacun était là pour s'en approcher, en déceler une parcelle, en capturer une part susceptible d'accompagner les représentations d'aujourd'hui.

L'événement qu'a mis en scène ce colloque devait traduire, selon moi, que l'imaginaire de Laurendeau divisé, résistant à toute lecture linéaire, se donne *d'emblée* comme figure d'un double, comme une sorte d'énigme «contrapontiste». Le contrepoint est «l'art de composer la musique à plusieurs parties de disposer plusieurs parties secondaires autour d'une partie principale invariable» (*Litttré*). Sur le plan psychique, cette «partie principale invariable» serait donnée par l'inconscient qui se joue à travers l'œuvre, la vie, l'action littéraire, journalistique, politique. Si toute

vie, toute oeuvre s'incarne sur un double registre, celle de Laurendeau s'exprime de façon tout à fait exemplaire à travers une *tension tragique* insoluble (et peut-être insoutenable) entre les registres qui en font la facture. Quoique cette affirmation ait été formulée de façons diverses par plusieurs des études présentées dans ce colloque, celui-ci, dans sa globalité, tentait d'échapper, par un même processus, à la dialectique angoissée de son objet. Les échanges s'en tenaient à l'explication de la part consciente et maîtrisée de l'œuvre et de l'action, comme si celle-ci allait satisfaire, contre toute attente, à celles de cet auditoire attentif, claquemuré lui aussi dans un espace forclos. Un Julien Bigras eût pu, sans doute, établir le lien nécessaire entre ce destin individuel et les structures psychiques latentes de cette société qu'il nous faudra un jour savoir interpréter. Hélas! il a été emporté, lui aussi, d'une mort prématurée.

Car ce que l'effort de refoulement ou de censure chez Laurendeau ne réussit pas à occulter durant sa vie, ni le temps, ni l'oubli, ni le savoir [141] d'un colloque par ailleurs généreux ne pouvaient l'accomplir tout à fait. «Il n'y a communication, écrit Maurice Blanchot, que si ce qui est dit apparaît comme le signe de ce qui doit être caché ⁷⁸.» C'est dans ce sens que la figure de Laurendeau est emblématique car elle ne cède en rien aux volontés de rationalisation. Quelque chose s'y donne *en plus*, et ce quelque chose appartient *aussi* à notre histoire. Les journées de mars 1989 devaient se dérouler comme le symptôme parlé de ce qui se révèle en transparence chez Laurendeau: une tension interne déchirante qui à la fois le captive et l'effraie et que la mort viendra résoudre.

Je tenterai de lier une lecture possible du colloque, par séquences, aux divers niveaux de subjectivité de la figure de Laurendeau. Prenons en effet Laurendeau comme sujet. Au *niveau réel*, voici l'homme public, le politicien, l'intellectuel engagé, le père de famille et «l'oncle André». La majeure partie des contributions à la connaissance de ce personnage, à la fois fragile et souverain, s'en sont tenues à l'homme réel, au parler «vrai», à la description manifeste, à l'explication sociohistorique. Reste l'articulation entre l'imaginaire et le symbolique, voie royale pour comprendre Laurendeau, mais aussi pour saisir l'horizon de sens où s'inscrit son action. Car à un autre niveau, quelque chose résiste à ces interprétations factuelles: c'est la facture complexe et divisée de *l'imaginaire* de Laurendeau. Pour en saisir le potentiel et donner au personnage réel et mythique son *véritable poids d'histoire*, il faudrait disposer d'une étude élaborée du *symbolique* dans son œuvre et sa vie. Donner à Laurendeau son véritable poids d'histoire serait aussi arriver à mieux comprendre la nôtre, c'est-à-dire à identifier ce qui sous-tend l'imaginaire d'aujourd'hui. Comprendre chez Laurendeau ce qui résiste à la description, à l'historicité, déchiffrer l'au-delà des justifications rationnelles, éclairer une histoire obstinément aveugle et

⁷⁸ Maurice BLANCHOT, *Faux pas*, Paris, Gallimard, 1971, p. 27

têtue serait arriver à saisir comment s'articulent, chez lui, l'individuel et l'historique.

Qu'on me comprenne bien: quand je parle d'impasse, je ne songe ni à des référents électoraux, ni nationalistes. Je veux dire qu'aujourd'hui, mais provisoirement sans doute, l'horizon est clos, car *l'imaginaire québécois est résolument passéiste, obstinément amer et fragilement défensif*. Je me souviens d'une époque, celle de la fin des années cinquante (celle de Laurendeau), pendant laquelle, alors que la scène et la culture politique étaient marquées d'obscurantisme, s'esquissait un horizon d'espoir, de convictions. Combien il serait difficile, aujourd'hui, de porter au devant de la scène un Laurendeau. Car cette pensée critique, il m'était [142] impossible de ne pas la voir trahie à travers des exposés qui s'épanchaient avec nostalgie sur un passé qu'on disait florissant d'audace, de liberté. Car que font aujourd'hui pour soutenir une relève engagée ou une opposition intellectuelle vigoureuse ceux qui se veulent les témoins nostalgiques de l'intellectuel qui n'est plus? Que nous vaut un Laurendeau pour exister, *aujourd'hui*?

Tout au long de ces rencontres porteuses de mémoire se profilait, donc, à l'insu des intervenants, la ligne d'un second registre d'interprétation. Cette figure d'un double, une duplicité à la fois féconde, angoissée et centrale, mais non déchiffrée.

Le principe d'une division, la scène de ce double, présents à travers toute matérialisation de la pensée de Laurendeau, indice d'un imaginaire doublement codé, renvoie aussi à une représentation de l'altérité, à la place d'un autre que celui qui parle de façon manifeste. Chez Laurendeau, cet autre qui parle en même temps que lui, cet inconscient, caché, occulté, soit par lui-même, soit par ceux qui ne retiennent que le niveau volontaire du langage, *échappe* avec force à sa volonté de maîtrise. L'ambivalence, les paradoxes, cette sorte de tension tragique insoluble impriment ses écrits et ses actes, comme tout le colloque devait l'affirmer. Il y a *de l'autre* chez lui, une présence symbolisée, qui sans cesse fait retour et est à nouveau refoulée.

Journaliste, il aurait voulu faire oeuvre littéraire; fédéraliste, il regrettait de ne pas être plus nationaliste; athée, il avait la nostalgie du croyant; libéral, il aurait pu être communiste; intellectuel, il se voulait populiste. Et, enfin, *comme métaphore de son ambivalence*, pourrait-on dire qu'homme il aurait aimé être femme. Il est impossible dans le cadre de ce texte, d'élaborer sur toutes les pistes qui sont ici évoquées. L'exemplarité d'un texte théâtral de Laurendeau et analysé par Godin ici même a réuni des éléments épars que d'autres n'avaient pu qu'effleurer. Au cours d'une interview sur vidéo projetée au début du colloque, Denis Monière rappelait l'existence dans la vie de Laurendeau, d'un «dialogue privilégié» avec un interlocuteur non identifié. L'évocation de la présence secrète d'une femme matérialisera ici, *sous forme symbolique*, la présence de cet autre identifié plus haut en lien avec une double structure de l'imaginaire. Or, en même temps que mise à jour, au-delà des éléments conscients, cette présence imaginaire (et peut-être aussi, réelle; mais

qu'elle soit réelle importe assez peu, dans le contexte) fait problème. Cet imaginaire, quoique *censuré*, ne réussit pas à faire place à la présence de ce double, à la résoudre. Elle persiste au contraire sous forme conflictuelle et crée tout au long de la vie et de l'œuvre comme un effet de frein.

[143]

C'est à dessein que je ne tiens pas pour secondaire le caractère *féminin* dans la représentation de ce double. L'altérité peut en effet être traitée comme toute nouveauté, étrangeté ou différence. Je soutiens ici l'altérité comme une rencontre, un rapport, un dialogue avec l'autre conçu dans sa différence radicale, c'est-à-dire dans un rapport imaginaire avec cette altérité que représente l'autre sexe dans son absolue spécificité. Prêter à Laurendeau cette présence intrapsychique du féminin comme structure de l'altérité, ce dialogue avec un autre radicalement différent, susceptible d'une interpellation spécifique, c'est lui prêter bien d'avantage qu'une aptitude au dialogue, qu'une sensibilité exceptionnelle. Chez Laurendeau, ce quelque chose qui ne cède pas à l'univoque, ce quelque chose qu'il ne sait faire taire et qui l'appelle constamment ailleurs, ce quelque chose qui résiste à toute historicisation naïve, à l'effet de «brouillage des pistes» que constitue l'histoire empiriste et explicative, ce quelque chose ne peut s'harmoniser avec l'homme réel, tant pèsent les interdits qui structurent cet univers social et historique.

Cette présence, chez Laurendeau, qui puise sans doute dans sa propre histoire, est aussi une interpellation doublement exigeante *et* censurante. Reconnaître la figure de ce double chez Laurendeau, cette duplicité féconde, inaliénable, c'est aussi parler du *refoulement et de la répression* qui structurent en profondeur toute notre société dans son rapport à *la différence sexuelle*. Laurendeau est le premier à faire impasse et censure sur ses propres désirs, tant lui font peur les sollicitations intérieures que lui inspirent ses convictions et la *puissance imaginaire* de ce double. On rapporte de lui son malaise manifeste avec les femmes, qui traduisait sans doute l'épreuve que pouvait représenter l'issue incertaine des combats intérieurs qu'il menait. L'énigme non résolue qu'est Laurendeau représente donc ce que nous possédons de plus fécond pour comprendre l'ambivalence qui paralyse l'imaginaire dans lequel se déroule notre histoire.

Je me contenterai de deux seuls indices. D'abord cette brève analyse d'une œuvre conçue pour le théâtre (et étudié par J.-C. Godin) et qui symbolise de façon peu subtile le refoulement d'une passion interdite dans le cadre des situations conjugales des personnages. Ce texte fait figure d'exemple, non pas parce qu'il pourrait représenter telle ou telle situation réelle que les lecteurs imagineraient. Il tire son intérêt du fait que la relation avec la femme y symbolise à la fois le possible et l'interdit. Un second exemple, rapporté par Alain Pontaut, traduit aussi de façon exemplaire, la série infinie des interdits qu'il n'a cessé lui-même de s'imposer. Lauren-

deau, éditorialiste au *Devoir*, aurait avoué qu'il ne pouvait dénoncer publiquement le régime de Salazar quoiqu'il le condamnait [144] parce que, dit-il, «je ne veux pas m'éloigner de mon peuple». Deuxième figure de l'interdit justifiant toute censure, après la femme, la *figure du peuple*. Le peuple mythique, chez Laurendeau, force récurrente qui nourrit ce destin angoissé, sert de raison à l'autocensure, au refoulement des convictions et de l'idéal, peuple-censure, comme une marâtre, comme une mère sévère. Peuple idéalisé aussi, émouvant de vérité, aimé dans sa simplicité, pour sa pauvreté ⁷⁹. Figure tragique de l'amour impossible, jusqu'à la mort.

Je risquai une question. Suggérer: «La vie publique et l'œuvre de Laurendeau ne sont-elles pas marquées par l'autocensure traduisant, en une sorte de métaphore, son propre rapport imaginaire au pays?» En d'autres mots, le pays ne pouvait-il en effet lui revenir en transparence ou ne pouvait-il l'habiter vraiment sans une relation qui tendrait à dénouer ses interdits sociaux, historiques, culturels? En même temps, Laurendeau pouvait-il accéder à une connaissance de lui-même et de son temps sans se défaire de ce qui faisait impasse à la puissance de son imaginaire?

Le colloque, sans le savoir, restera fidèle à la double configuration du personnage. On ne saurait dire comment il aurait pu en être autrement. La question que je posais était reconnue comme importante. Mais aucun des intervenants de la séance ne voulut cependant se risquer à y répondre.

Dans l'intimité, l'un d'eux vint m'expliquer son refus de s'y engager par la présence d'une femme réelle dans la salle, et dont Laurendeau lui-même aurait tenu à garder secrète l'existence dans sa vie.

Je n'avais donc pas été comprise. Le rôle de la censure que j'évoquais faisait référence à un *processus inconscient* dans l'œuvre et la vie publique. Il allait devenir une exigence mondaine de la vie et d'un colloque. Comme quoi le dispositif de censure qu'avait mis en place André Laurendeau continuait manifestement d'opérer longtemps après sa mort. L'histoire aveugle d'hier se prolongeait dans celle d'aujourd'hui. Ce que la censure occultait, ce n'était pas seulement la vie privée d'un homme public (ce qui en soi serait plutôt sans intérêt) mais, par ce subterfuge, la *structure psychique* d'une subjectivité exceptionnellement riche *parce que divisée*.

Et puis la mort est venue signer ce drame. Et ce colloque, comme une répétition, a été la reprise du dispositif qu'il avait lui-même mis en place. Laurendeau aurait voulu être écrivain. Sa vie en quelque sorte a été [145] la métaphore de l'œuvre littéraire à laquelle il ne s'est pas livré. À propos de la littérature, Michel de Certeau «elle est un travail dans l'élément de la *tromperie*; elle y trace une "vérité" qui n'est pas le contraire de l'erreur, mais, dans le mensonge même, la symbolisation de ce qui

⁷⁹ Comme le dépeint bien Jean LAROSE dans son article «Un amour de pauvre», dans *Penser l'éducation*, Boréal, 1989, p. 103-117.

s'y joue d'impossible ⁸⁰» L'occultation d'un dialogue impossible, la difficile tension avec l'altérité, enjeu inavoué des forces de l'inconscient. Cette mort réelle s'offre comme une énigme emblématique. Elle me rappelle aussi cette feinte de l'imaginaire qui nous accable tous aujourd'hui.

⁸⁰ Michel DE CERTEAU. *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, Paris, Gallimard, coll. Folio, 1987, p. 178.

[147]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre IV. André Laurendeau : la culture et les arts

TÉMOIGNAGE

André Laurendeau, écrivain

*Jean-Éthier Blais **

[Retour à la table des matières](#)

J'avais 17 ans, 18 peut-être. J'étais élève au Collège des Jésuites de Sudbury, perdu dans la toundra ontarienne avec, le soir, le rougeoiment, au loin, des hauts fourneaux des mines de nickel. Nous vivions dans un camp retranché. *Le Devoir* était notre fenêtre sur le Québec et c'est pourquoi les noms d'Omer Héroux, des deux Pelletier, Georges et Frédéric, sont restés chers aux hommes de ma génération. Un jour, on nous annonce la venue de Jean Drapeau et d'André Laurendeau, qui venaient nous entretenir du nationalisme canadien et du Bloc populaire. Deux jeunes hommes, genre frères aînés, à la parole facile, deux exemples de ce que nous souhaitions devenir. C'est pourquoi je parle de cela. André Laurendeau, à nos yeux, représentait l'avenir, les billets de banque et les chèques bilingues, un drapeau, *Ô Canada* reconnu par tous comme notre hymne national; c'est-à-dire, l'arsenal préhistorique. En un mot, l'acceptation par le conquérant de ce que nous étions devenus, en dépit du duplessisme et du godboutisme. Les temps ont bien changé et nous sommes loin des chèques bilingues et des revendications résolument folkloristes. Mais, à cette épo-

* Jean-Éthier BLAIS a été critique littéraire au journal *Le Devoir*. Poète et romancier, il a été professeur de littérature française à l'Université McGill en 1962.

que, nous ne pouvions deviner que le bilinguisme était un leurre. Notre conscience était ambivalente. Dans ce contexte, la trajectoire d'André Laurendeau à *L'Action nationale*, dans la politique, nous apparaissait comme prodigieuse et exemplaire. Nos maîtres nous le citaient avec d'autant plus d'enthousiasme comme un paragon que ses origines, au signe de la musique religieuse, prédestinaient à être le chantre de notre renouveau. Il nous parla de sa voix suave et réfléchie qui, tout en apportant les réponses à l'élargissement de notre pensée, nous posait aussi des questions. Je le conçus dès lors comme un pur intellectuel, capable aussi d'agir. La clarté de son regard, l'économie de son geste soulignèrent la véracité de ma foi. A cet âge, on a besoin de héros.

Très vite après cette rencontre-spectacle, André Laurendeau commença à faire entendre sa voix dans *Le Devoir*. Il appartient à l'équipe de ce journal peu après la parution de *Bonheur d'occasion* (1945). Chacun sait aujourd'hui que ce livre est un moment privilégié de notre histoire. [148] André Laurendeau, des hauteurs qu'il occupait, a été le témoin éclairé de la renaissance de notre littérature. Jusqu'à Gabrielle Roy, nous avons eu une littérature, mais scolaire, le fait d'esprits rares et marginaux, qui écrivaient dans le but de rendre hommage à notre continuité historique. Il n'est pas surprenant que notre plus grand écrivain ait été l'abbé Groulx, un historien. Notre littérature, au service du peuple, qui fixait ses traits avec honnêteté et souvent avec un grand art d'écrire, n'avait jamais pu rejoindre ce peuple, cette nation qu'elle voulait projeter dans l'esthétique. Gabrielle Roy, la première, peut-être parce qu'elle était manitobaine, posa sur notre condition un regard objectif. Elle intégra la littérature dans le peuple et permit l'admirable floraison dont nous sommes devenus les témoins; une littérature, les arts de la parole qui donnent à un peuple sa dimension d'éternité esthétique, en attendant de le faire déboucher sur la durée historique. André Laurendeau a vécu cette mutation. Il y a participé de deux manières. La première réside dans le fait qu'il a choisi de hausser le niveau de l'écriture journalistique au Québec. Non pas qu'Omer Héroux ou Georges Pelletier, hommes de culture, et leurs épigones écrivissent mal. Mais leur style, par définition, refusait d'aspirer à l'écriture littéraire; il s'agissait de dire ce qu'on avait à dire, simplement, de façon à ce que tout un chacun vous comprenne. La grandeur du *Devoir* était dans la doctrine, elle n'était ni dans la perfection du rythme des articles, ni dans l'harmonie des vocables, ni dans la passion sous-jacente à la phrase. Jules Fournier, on l'a dit, avait su accomplir ce miracle de synthèse. André Laurendeau est son héritier. Il n'hésitait pas à faire de la littérature elle-même la matière d'un éditorial. Il avait le don des formules, sans lequel tout journaliste n'est qu'un tâcheron. On n'oubliera jamais son «roi nègre», ce pseudo-potentat porteur de chaînes si lourdes qu'aucun homme politique québécois n'a pu le briser. Son style est clair, il est net, il colle à la réalité. Mais, à ces qualités indistinctes, vient s'ajouter la pulsation de l'écrivain-né, qui ajoute à la clarté diffuse une luminosité précise. Pour tout dire, André Laurendeau a fait de l'éditorial une oeuvre d'art. Peut-être, pour cette raison

même, a-t-il été moins entendu qu'il n'aurait dû l'être. Nous avons une peur atavique du beau langage, des beaux esprits. Au Québec, les possesseurs de la vérité, les seuls qui aient le droit de la répandre, doivent avoir en eux cette part nécessaire de lourdeur, de glèbe, de gros bon sens paysan, qui rassure le lecteur et le porte douillettement au sommeil réparateur et, à long terme, au sommeil historique de la mort.

André Laurendeau était un cheval de course, un pur-sang. Il n'écrivait pas ce qu'il pensait. Il écrivait ce à quoi il avait réfléchi. C'est pourquoi ses articles, réunis, sont marqués au sceau de la continuité, comme un roman ou un long essai. De ce journaliste, l'écrivain a fait l'inventeur d'un genre littéraire, qui occupe une place honorable dans nos [149] lettres. Le témoin-charnière est devenu un écrivain-charnière. C'est sans doute ce qui l'a amené à vouloir, lui aussi, comme ses contemporains Charbonneau ou Robert Élie, écrire un roman, des pièces de théâtre. La véritable signification de sa trajectoire, elle est là. Du journalisme de revue, il est passé à l'action; déçu par elle, ou elle déçue par lui, il est revenu au journalisme, transformant l'éditorial en microcosme de réflexions à la fois immédiates, liées à l'événementiel, pourtant empreintes d'une vision culturelle des choses; enfin, peu à peu, ce journalisme protéen (radio ou télé) ne satisfaisant plus cette âme d'écrivain, il aborde aux rives de la création. C'est en ceci qu'il est exemplaire. Il a su ne pas refuser l'acte créateur dans toute son authenticité. Son roman, son théâtre disent, ou plutôt, tentent de dire l'homme profond, secret, caché, celui de l'amour et des passions.

Il est mort avant d'avoir pu, dans ces genres, atteindre la plénitude de l'expression. Il n'en reste pas moins qu'il a, de toute évidence, souhaité prendre sa place parmi les témoins créateurs de notre nouvelle littérature. Il a senti l'importance de ce renouveau; il l'a poussé à la roue. En somme, il a rendu hommage à la qualité intrinsèque de l'acte créateur issu non plus du réel quotidien, mais de cette faculté la plus haute de l'homme, qui est l'imagination. Notre littérature entrait, en 1960, dans une phase d'affirmation. Aquin et ses contemporains allaient occuper le champ. Laurendeau, dont l'instinct littéraire était sûr, pressentit cela.

C'est sans doute pourquoi il a cru bon, à l'instigation de Gilles Hénault, directeur du cahier littéraire, d'assurer la continuité de la critique littéraire dans *Le Devoir* du samedi. Je me trouvais pour lors à Ottawa, professeur à l'Université Carleton. Hénault avait d'abord pensé, pour assurer cette chronique, à Paul Toupin; celui-ci, connaissant ses limites et les contraintes du journalisme, refusa. Il prononça mon nom. Sans doute n'étais-je pas, à l'instar de Paul Toupin, conscient de mes limites; de toutes manières, n'ayant jamais collaboré à un journal, je ne savais trop de quoi il s'agissait. J'acceptai, parce que Gilles Hénault me le demandait, que Toupin insistait et par déférence envers Laurendeau, qui avait donné son aval à l'entrée d'un parfait inconnu dans l'équipe littéraire. J'eus immédiatement l'idée de faire de cette chronique une tribune pour notre littérature. Il est certain aujourd'hui que le seul critique qui puisse me disputer la palme de l'illustration et de la défense de notre litté-

rature est M^{gr} Camille Roy, et encore... Tout ceci, sous l'œil amusé d'André Laurendeau qui a toujours aimé le combat. De mes rapports avec lui, à cette époque, je retiens plusieurs leçons. On m'attaquait. «Vous êtes un hibou», m'écrivait Jacques Ferron, dont les sautes d'humeur ne se traduisaient pas toujours par des tirades réussies. Parfois, je tremblais, dans mon coin [150] d'Ottawa. De loin, un ciron devient un éléphant. Je prenais mon courage à deux mains et téléphonais à André Laurendeau, heureuse initiative. Il riait. Que faire? lui disais-je. Dois-je répondre? Il m'écoutait. Les critiques se faisaient parfois nombreuses. Les auteurs me sommaient de faire mon autocritique. Laurendeau restait impavide. Bien sûr, il en avait vu d'autres, lui qui avait affronté Maurice Duplessis. «Ne répondez jamais, me dit-il. Ne perdez pas votre calme. Laissez agir le temps. Les chiens aboient et la caravane passe.» Autre leçon, celle de la relativité des choses et des hommes. Aucune famille d'esprit n'est plus oublieuse que la gent littéraire. Laurendeau respectait la littérature. Il assistait à une reprise de l'épopée de nos lettres et il avait l'esprit trop raffiné pour ne pas frémir de bonheur, d'espérance et de fierté devant cette renaissance. Mais dans son bureau du *Devoir*, il avait vu passer trop d'exemplaires de l'espèce humaine pour n'être pas désabusé. Les écrivains ne sont pas de plus mauvais êtres que les autres; tout simplement, ils dévoilent plus volontiers leurs désarrois, leurs dépits, leurs espérances trompées.

Laurendeau m'apprit cette sérénité, faite peut-être aussi d'un peu de détachement. J'appris enfin de lui la vertu du silence. Cet écrivain, cet homme du verbe pourrait être aussi un homme de peu de paroles. Il savait écouter, répondre d'un hochement de tête, d'un regard sous les paupières qui se refermaient à demi; la cigarette même parlait pour lui. Après quelques conversations, dont seules quelques-unes eurent lieu en face-à-face (nous affectionnions le téléphone), je lus les éditoriaux de Laurendeau en praticien de l'écriture, c'est-à-dire de l'art d'utiliser les silences, de laisser le lecteur écrire l'article avec soi. Quiconque lira Laurendeau aujourd'hui pourra en retirer son miel. Il parlait peu de littérature; pourtant, ses années parisiennes furent consacrées à la formation d'une intelligence essentiellement littéraire. Je me demande avec qui il discutait de ces choses; à qui il parlait de Proust ou de Maritain; avec qui il échangeait des idées, non seulement sur le comportement des hommes politiques (c'est toujours le même, car cette engeance est simiesque), mais sur les réalités durables de la vie d'un homme. Nous ne saurons jamais quelle philosophie globale le guida dans l'existence, car il est mort trop tôt, sans avoir eu le temps de rédiger et de transmettre ses cogitations intimes. Il y avait en lui l'étoffe d'un moraliste, l'intelligence pénétrante, le raisonnement rigoureux, la sensibilité vive et contenue, l'ironie omniprésente et sous-jacente, la respiration d'un musicien et, sûrement, le sens admirablement dominé, mais bien présent dans l'âme, du mépris. Je dois dire que, chaque fois que je me suis trouvé en présence d'André Laurendeau, je l'ai bien regardé, scruté, je n'ai qu'avec peine détaché mon

regard de sa physionomie, je l'ai étudié de près. Mon regret le plus vif est de ne l'avoir jamais entendu parler de musique.

[151]

Enfin, je terminerai par quelques mots sur la Commission qui porte son nom et celui de Davidson Dunton. Dunton m'avait soutiré aux Affaires extérieures pour m'amener à l'Université Carleton, dont il était le président; Laurendeau fut témoin de mon entrée au *Devoir* en 1961, vingt-huit ans déjà! Je les retrouvai tous deux au sein de cette Commission. Bilinguisme et biculturalisme; je me rendis vite compte, moi qui n'ai rien d'un politologue, que nous nagions au centre d'un océan de rêveries, de paroles magiques, de recherches dirigées dont il n'est, du reste, rien resté. Cyniquement, je me disais que tous ces hommes étaient de bonne foi, mais qu'au Canada, ils étaient les seuls. Laurendeau s'est-il rendu compte que le bilinguisme, dans un pays comme le Canada, avec son passé et sa géographie hétéroclite, relevait de l'utopie? Le biculturalisme n'était que le fourrier du multiculturalisme qui nous détruira, si nous n'y prenons garde. Laurendeau et ses amis furent les victimes inconscientes de ce cauchemar récurrent qui a nom fédéralisme renouvelé. Il accepta, peut-être par idéalisme, que son nom figure dans la longue liste des commissions qui marquent notre immobilisme historique: Massey-Lévesque; Laurendeau-Dunton; Pépin-Robarts, Applebaum-Hébert, ces millions de pages oubliées qui jonchent notre désert. Au moins la Commission Massey-Lévesque fit-elle un enfant qui porte le nom de Conseil des Arts. La Commission Laurendeau-Dunton accoucha d'un rapport tronqué. Laurendeau, sans doute las de ces interminables et oiseuses discussions entre professeurs, où le trouble Frank Scott jouait le rôle d'arbitre des intelligences et scrutait de son regard énigmatique un avenir canadien résolument anglais, mourut avant d'avoir à parapher ce document. En sorte que ce rapport porte son nom, mais pas sa signature. Le destin fait parfois de ces politesses aux hommes. Je revois à l'instant où j'écris ces lignes, sa tête si intelligente de président de séance, écoutant des palabres.

[153]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre V

ANDRÉ LAURENDEAU ET LE NATIONALISME

Participants

Pierre De Bellefeuille
Charles Vallerand
Louis Balthazar
Pierre Dansereau
J. Z. Léon Patenaude †
Denis Monière

Présentation

Lucille Beaudry

[Retour à la table des matières](#)

[155]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre V. *André Laurendeau et le nationalisme*

PRÉSENTATION

Lucille Beaudry

[Retour à la table des matières](#)

Le nationalisme est assurément la cause qui a engagé la vie et l'œuvre tout entière d'André Laurendeau. Cet atelier retrace à cet égard le cheminement de notre auteur, qui accompagne celui-là même de la société québécoise en y ajoutant des aspects inédits de ceux qui l'ont connu et d'autres plus jeunes qui l'ont étudié.

Pierre de Bellefeuille nous rappelle le contexte d'agitation sociopolitique des années soixante et la recherche entreprise alors par André Laurendeau pour un nouveau fédéralisme, recherche qu'il assortit d'une invitation qu'il fait aux séparatistes de son temps à étayer leur position. Pour l'heure, Laurendeau en appelle d'un «Québec fort dans un fédéralisme neuf», position qui n'est pas sans receler, affirme De Bellefeuille, l'angoisse de l'être minoritaire en Amérique du Nord. Il accorde à Laurendeau d'avoir une pensée toute empreinte de nuances. Il en retrace le cheminement avec la vive tentation d'affirmer que s'il avait vécu, il serait aujourd'hui indépendantiste. Mais tout à son honneur, il s'en garde par respect pour la méthode de Laurendeau engagé précisément dans la réflexion, «la religion de la recherche».

Cet esprit méticuleux et nuancé n'est pas tout à fait perçu par Charles Vallérand, qui s'attache lui à exposer l'héritage nationaliste de Groulx qu'il retrouve chez Laurendeau. Outre les liens d'amitié entre les deux protagonistes, Vallérand consacre son propos à ceux de la parenté idéologique. Tous deux procèdent du sentiment d'appartenir à une nation, tous deux insistent sur l'importance de l'éducation comme instrument d'édification d'un projet national. Tous deux en appellent aux trois dimensions de notre être collectif: l'histoire, la langue, la religion; tous deux attri-

buent à l'élite un rôle primordial d'élaboration d'une conscience nationale, rôle que Groulx et Laurendeau ont assumé à un haut niveau, affirme-t-il. Enfin, il leur accorde la conception, avant la lettre, de l'entente du lac Meech. Il nous faudra parcourir les autres contributions pour comprendre que Laurendeau n'est pas le simple prolongement de Lionel Groulx et qu'il nous offre un héritage qui lui est propre.

Pour Louis Balthazar, le nationalisme de Laurendeau s'est absolument démarqué de celui de ses prédécesseurs. Il est un «artiste» du nationalisme. Tout ardent qu'il fût, il n'a jamais adhéré au fanatisme. Il a joué un rôle certain dans l'évolution du Québec contemporain, il a [156] préparé la Révolution tranquille. Le nationalisme de Laurendeau est ouvert à la réalité sociale, il propose une conception moderne de l'État québécois sans jamais renoncer à la dimension canadienne, il s'appuie sur une conception spiritualiste de la nation tout en professant un humanisme prioritaire.

Voilà la synthèse rare et exceptionnelle que nous lui devons, allègue Louis Balthazar, textes à l'appui.

Cet être exceptionnel nous est aussi remémoré par Pierre Dansereau, qui relate son dialogue avec André Laurendeau en ces années du Collège Sainte-Marie, des «Jeune-Canada» et du Rassemblement; témoignant qu'en ce temps-là, le jeune Laurendeau est déjà exceptionnel, à la fois littéraire et politique. Un autre compagnon de route de ces années, J.Z Léon Patenaude, évoque pour nous, quelques mois avant son décès, deux aspects de la vie active de Laurendeau, à savoir sa participation à l'Ordre des Commandeurs de Jacques Cartier et son engagement en faveur de la justice sociale: aspects qu'il illustre par des anecdotes d'histoire vivante de la société québécoise.

Enfin, l'auteur d'une biographie de Laurendeau, Denis Monière, considère, à l'instar de Pierre de Bellefeuille et de Louis Balthazar, en quoi Laurendeau incarne la relation dialectique entre le parcours d'un individu et celui de tout un peuple. Il lui décerne la palme de première figure exemplaire de l'intellectuel au Québec. Pour Denis Monière, André Laurendeau a su dissocier le nationalisme de la pensée traditionnelle et conservatrice, prendre fait et cause pour la justice sociale, pour le développement de la collectivité québécoise et revendiquer, pour ce faire, de nouveaux pouvoirs permettant à l'État du Québec d'assumer pleinement cette responsabilité première du foyer national.

Voilà l'œuvre de transition du nationalisme canadien-français au nationalisme québécois accomplie par Laurendeau. Il est l'auteur de la vision québécoise du Canada: celle d'un Québec largement souverain dans un Canada décentralisé; une vision assurant l'existence de deux cultures distinctes au Canada. Précurseur avant la lettre des accords du lac Meech.

Cette séance fut animée par Marc Laurendeau, journaliste à Radio-Canada.

[157]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre V. *André Laurendeau et le nationalisme*

COMMUNICATION

André Laurendeau face
au séparatisme des années 60

*Pierre de Bellefeuille **

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes dans les années 60. Malgré les crises et les assassinats, malgré Cuba et les frères Kennedy, malgré la guerre d'Algérie et Patrice Lumumba, malgré le Viêt-nam et le mur de Berlin, malgré le FLQ, le monde assiste à une poussée sans précédent de militantisme pour la paix et pour les droits humains. C'est l'intraduisible «Flower Power». Les «modérés» tiennent le haut du pavé. Ils ont pour eux toutes les apparences de la sagesse. Il faut bannir les fanatismes. Et avec un peu de bonne volonté, les sociétés humaines seront justes. Vers la fin des années 60, cette idée béate deviendra, au Canada, un slogan électoral.

À la faveur de la Révolution tranquille, le Québec sort de son isolement. Jean Lesage ouvre la maison du Québec à Paris et Daniel Johnson reçoit le général de Gaulle,

* Pierre DE BELLEFEUILLE a été député de Deux-Montagnes à l'Assemblée nationale du Québec de 1976 à 1985. Il a exercé le journalisme d'abord au *Droit*, puis en qualité de rédacteur en chef au magazine *Maclean* devenu aujourd'hui *L'Actualité*. Il a exercé diverses fonctions comme conseiller en information, journaliste à la pige et comme professeur en journalisme.

non sans quelques répercussions. L'Expo 67 met le monde entier à notre portée. Mais les années 60 sont aussi la décennie par excellence de la décolonisation. La jeunesse fait sa propre lecture de la situation mondiale. Elle n'a cure d'une politique de grandeur qui ne change pas l'essentiel. De jeunes Québécois observent l'effondrement des empires. Ils vibrent à l'idée que les peuples peuvent et doivent disposer d'eux-mêmes. Ils veulent un pays, et alors les arguties sur le fédéralisme coopératif, sur un statut particulier pour le Québec, sur la thèse des deux nations, tout cela les irrite. Ils sont séparatistes, et une poignée d'entre eux choisit le terrorisme.

Et alors le séparatisme québécois prend une importance qu'il n'avait pas connue depuis plus de cent ans. Le séparatisme des années 30 avait été étouffé par le tumulte de la Deuxième Guerre mondiale. Le mouvement est réapparu dans les années 50, mais avec une coloration de droite qui répugnait aux intellectuels regroupés pour la plupart dans l'anti-duplessisme, avec une légère teinte gauche chrétienne. Mais voici que dans les années 60, le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) donne un nouveau visage au séparatisme, et des voix nouvelles, notamment celles de Marcel Chaput, d'André d'Allemagne et surtout de Pierre Bourgault.

[158]

Comment André Laurendeau perçoit-il ce séparatisme? Comment le juge-t-il? À la lecture des articles qu'il a publiés dans le *Maclean*, on a l'impression d'une grande indulgence de sa part, presque d'une complicité avec l'impatience d'une jeunesse qui lui rappelle la sienne. En outre, dès le début des années 60, Laurendeau prend l'idée séparatiste tout à fait au sérieux, il en vient presque à mettre le fédéralisme et le séparatisme sur les deux plateaux de la balance. Pas tout à fait, puisqu'il ne renonce pas à son idée motrice la plus forte: un nouveau fédéralisme. Mais il a l'esprit ouvert, et cela est d'autant plus frappant que la majorité des fédéralistes autour de lui adoptent une attitude intransigeante. Pierre Elliott Trudeau en viendra à ranger le séparatisme parmi les crimes de haute trahison.

En août 1961, Laurendeau demande: «Le séparatisme ressuscité provoquera-t-il une étude sérieuse?» D'entrée de jeu, Laurendeau se moque d'un chef séparatiste qui prédit l'indépendance dès 1967. «C'est une bonne galéjade», écrit-il. «Ce feu de joie pour célébrer et brûler à la fois la Confédération abhorrée: j'ai la certitude qu'on ne pourra pas l'allumer, du moins pas de sitôt.» Laurendeau note en passant que les séparatistes préfèrent qu'on les appelle indépendantistes, puis, selon sa méthode, il indique les conditions que ce mouvement doit remplir. D'abord, rejoindre «les masses». Avec une perspicacité prophétique, si l'on songe au référendum qui allait survenir dix-neuf ans plus tard, il écrit que les Canadiens, dans le sens originel du mot, «possèdent une faculté singulière de résister; ils plient sous l'orage, sans rompre. Mais ils n'ont jamais montré qu'ils aiment forcer le destin». Deuxième condition: mettre de la chair sur le squelette de l'idée d'indépendance. Il écrit: «Le séparatisme [...] a une pensée nette, mais un peu courte. Il n'a pas encore exploré

son domaine; plus exactement, des spécialistes ne l'ont pas encore entrepris: économistes, sociologues, juristes, experts et praticiens de la science politique, psychologues, etc. Quels seraient, dans tous ces domaines, les résultats prévisibles de l'indépendance politique? Entraînerait-elle un effondrement du niveau de vie? Aurait-elle sur les consciences l'effet stimulant qu'on attend? Comment le nouvel État pourrait-il lutter efficacement contre l'environnement *american* ?» On note dans ce texte que Laurendeau ne combat pas le séparatisme. Il l'invite à faire ses preuves. On note aussi, comme dans d'autres écrits de Laurendeau à cette époque, qu'à l'instar d'André Siegfried, il considère l'influence américaine comme un grand danger. Cela étonne aujourd'hui, dans la mesure où les Québécois se sentent partiellement protégés par la différence de langue contre l'envahissement culturel américain. Plus que les autres Canadiens, nous recherchons spontanément les rapports avec nos voisins du Sud et lorsqu'il s'agit d'identifier des influences ou des concurrences qui gênent notre développement [159] économique ou notre développement tout court, nous pensons plutôt à l'Ontario, à l'Ouest et au pouvoir central. Mais en 1961, nous n'étions pas encore sortis du régime Diefenbaker, sous lequel l'anti-américanisme avait atteint des sommets au Canada anglais. Laurendeau a pu subir cette influence.

Dès le mois suivant, septembre 1961, dans sa chronique du *Maclean*, Laurendeau prend clairement position: «Indépendance? Non: un Québec fort dans un fédéralisme neuf.» Dans ce texte, ici encore, une idée étonnante: Laurendeau met en doute le droit à la sécession. Il écrit: «Le droit à la sécession, posé en termes généraux, [...] est un dangereux postulat. Si les Canadiens français possèdent incontestablement le droit de sortir du Canada quand ils le désirent, pourquoi les Bretons et les Alsaciens ne pourraient-ils quitter la France, les Wallons quitter la Belgique, les Siciliens ou les Gallois quitter l'Italie ou la Grande-Bretagne? On a vu en Europe centrale comme ce principe est une semence d'anarchie, une perpétuelle remise en question de ce qui paraissait acquis - une espèce de droit au divorce, par décision unilatérale, contre l'État dont la composition est complexe.» Vingt-huit ans ont passé, depuis que Laurendeau a écrit ces lignes. Aujourd'hui, il n'est pas dit que les Wallons ne quitteront pas la Belgique dont le nouveau fédéralisme éclaté ne donne pas toutes les garanties de stabilité. Et aujourd'hui, le droit au divorce est acquis, de même que le droit des peuples à l'autodétermination. Par ailleurs, dans ce texte de Laurendeau, l'allusion à l'Europe centrale, outre sa dimension historique, pourrait révéler l'influence sur Laurendeau de néo-Québécois, dont plusieurs déclaraient volontiers avoir fui des nationalismes funestes qu'ils ne voulaient pas retrouver ici.

Mais revenons à notre propos. Laurendeau paraît hanté par notre faible taille à côté du géant américain. Il écrit: «Au fond, ce que nous voudrions, c'est de cesser d'être les plus faibles. N'entre-t-il pas dans la solution qu'on propose une singulière part d'illusion ? Le vrai problème, l'angoisse, c'est d'être une minorité en Amérique du Nord - faible minorité, un contre quarante, au sein d'une civilisation de masse. Que cette minorité devienne une toute petite république indépendante au bord des

États-Unis, a-t-elle vraiment renforcé? Elle y possède de nouveaux et d'importants outils: elle est plus vigoureuse, c'est vrai, mais au sein d'un État beaucoup plus faible - donc beaucoup plus en danger de subir l'influence colonialiste américaine.» C'est sans doute en réfléchissant à cette objection que, parmi d'autres raisons, René Lévesque en viendra six ans plus tard à proposer la souveraineté-association.

La conclusion de cet article nous rappelle qu'en 1961 le Québec vient à peine de sortir du duplessisme, marqué par une défense passive [160] et stérile de l'autonomie provinciale, et que c'est l'époque de Jean Lesage. Laurendeau écrit : «Il reste à utiliser ce que nous avons: l'État provincial du Québec, mais à l'utiliser vraiment, et non à brailler comme des enfants en songeant à tout ce que, dans des conditions idéales, nous pourrions faire. Il reste aussi à tâcher patiemment d'étendre nos pouvoirs, et à jeter les bases d'un nouveau fédéralisme.»

La définition de ce nouveau fédéralisme viendra plus tard. En novembre 1961, Laurendeau intitule sa chronique: «Québec joue son rôle de capitale nationale du Canada français.» Il précise: «Ottawa est la capitale de l'État *canadien*. Des événements importants ont inspiré cette réflexion: le gouvernement Lesage met en œuvre ce qu'on appellera, parfois par dérision, sa politique de grandeur. Il a ouvert la maison du Québec à Paris; il a créé le ministère des Affaires culturelles confié à Georges-Émile Lapalme, et l'a doté d'une direction du Canada français d'outre-frontière. «Cette évolution, précise Laurendeau, tient au refus de l'État central d'agir comme un État bi-national, (ou si l'on veut, biculturel). Devant cet échec, le gouvernement Lesage marque clairement que le Québec n'est pas une province comme les autres.» Cette affirmation est presque un slogan. Le fédéralisme nouveau de Laurendeau est asymétrique. Et notons aussi l'équation qu'établit Laurendeau entre la culture et la nation. Mais, dit-il, «une politique des "affaires culturelles", pour peu qu'elle prenne de l'envergure, coûtera cher. Québec aura-t-il les moyens de la poursuivre?» On note ici encore la perspicacité de Laurendeau. Le manque de moyens provoquera, dès 1964, la démission de Georges-Émile Lapalme. Aujourd'hui encore, le gouvernement du Québec reste loin en deçà de l'objectif minimum généralement reconnu: un pour cent du budget de la province aux Affaires culturelles. Mais le manque de moyens pose tout le problème du partage des impôts. Plus notre État serait devenu national, écrit Laurendeau, «plus sa faiblesse, ses limites apparaîtraient, plus il réclamerait de pouvoir et d'argent [...] Ainsi, une politique amorcée, notamment, pour venir en aide aux minorités des autres provinces pourrait nous entraîner, à la longue, du côté de la sécession». Mettant de côté ses hésitations quant au droit à la sécession, Laurendeau poursuit: «On aurait tort de conclure que, n'étant pas séparatiste, cette évolution me semble néfaste. Elle est, au contraire, naturelle et organique. Ou bien le Canada anglais le comprendra à temps: et alors il va commencer d'opérer avec nous une transformation substantielle de l'État central, ce que je ne cesse pas de souhaiter. Ou bien il continuera d'oublier que nous existons - sauf dans le Québec -; il empêchera, bloquera, rendra anodin tout vrai renouvellement du fédéralisme canadien;

il se montrera indifférent, distrait, lointain ou méprisant: alors un jour, c'est inévitable, nous en aurons pris notre parti, et c'est la nation entière qui cherchera une autre [161] solution. Un esprit modéré, Maxime Raymond, déclarait en pleine guerre à la majorité canadienne: «Nous voulons bien habiter dans la même maison, mais il faut que la maison soit habitable pour tous.» Que l'expérience se poursuive des armées; que, petit à petit, les Canadiens français se persuadent que la maison commune n'est décidément pas habitable; que le contexte international soit alors favorable; qu'enfin dans le même temps *ceci est capital*/l'indépendance soit devenue un projet et non plus une aventure, et que nous ayons réussi à construire les fondations de notre propre demeure; alors le désir d'être complètement chez soi deviendra irrésistible.»

La pensée de Laurendeau est nuancée, ondulante, chatoyante. Naguère chef nationaliste, il ne reconnaît pas de dogme politique, nationaliste ou autre. En janvier 1962, il écrit: «La véritable épreuve du nationalisme politique reste à venir: car il ne s'agit pas seulement de savoir s'il deviendra populaire, mais surtout d'appréhender ce qu'il sera, une fois populaire.» Son opinion se confirme. Sa chronique de mars 1962 est intitulée: «Mon hypothèse est la suivante: la Confédération vaut mieux que la séparation, pourvu qu'elle soit refaite. » Deux éléments le pressent de se définir: d'une part le séparatisme qui progresse et d'autre part le projet Fulton (ministre de la Justice du gouvernement Diefenbaker) de rapatriement de la constitution. Il précise alors que les grands traits du fédéralisme nouveau auquel il aspire: le Canada doit être vraiment bilingue. Laurendeau ne s'illusionne guère sur la valeur des progrès accomplis dans ce domaine. Il écrit: «On nous a réduits à un humiliant grignotage où nous étai constamment rappelée notre situation de minorité culturelle» Il réclame - tenez-vous bien - que le français soit langue officielle dans toutes les législatures provinciales. Que les documents officiels d'Ottawa et des dix provinces soient bilingues. Que le français soit langue de travail dans les services fédéraux, en particulier les services armés. Que le français soit langue du travail dans les provinces où la minorité canadienne-française est importante. Et l'école française «partout où c'est possible». Et aussi, revendication partiellement satisfaite, que la radio d'État française soit entendue partout au pays. Mais Laurendeau doute que ses réformes soient possibles. Elles exigeraient l'adhésion de onze gouvernements. «N'est-ce pas, demande-t-il, signaler au départ qu'elles sont parfaitement irréalisables?» Il réclame une enquête, plus encore, une «constituante officieuse». Le temps presse, vu l'américanisation du Canada et vu le séparatisme. Il évoque une solution de repli, qui ne lui plaît guère: que toutes les provinces soient unilingues. Il conclut: «C'est une tâche urgente. Les événements vont vite, et le Canada devient de plus en plus fragile»

[162]

Après mars 1962, dans sa chronique du *Maclean*, Laurendeau ne reparlera plus du séparatisme. Dès l'année suivante, il devient coprésident de la Commission royale

d'enquête dont il a réclamé la mise sur pied. Jusqu'à la fin de 1966, son esprit disert lui inspirera d'autres sujets pour sa chronique mensuelle.

Le Canada, pays incertain, pays fragile, méritait-il le véritable apostolat que Laurendeau lui a voué ? Dans la préface de l'ouvrage qui, sous le titre *Ces choses qui nous arrivent*, regroupe les chroniques que Laurendeau a publiées dans le *Maclean*, Fernand Dumont écrit : «Il faut bien l'avouer. Nous avons tous rêvé, pour lui, d'un autre destin.» Pénible destin en effet que cette commission d'enquête à laquelle il a consacré un effort surhumain. La maladie a emporté Laurendeau sans qu'il ait réussi à franchir le tunnel de l'obstination *canadian*. Au moment de sa mort, Pierre Elliott Trudeau venait d'accéder au poste de premier ministre du Canada, et Laurendeau ne pouvait pas ne pas savoir que cela augurait mal du succès de son entreprise. S'il avait survécu, les événements auraient bientôt défloré sa virginité fédéraliste. Dès 1970, deux ans après la mort de Laurendeau, c'était la Crise d'octobre et l'occupation militaire du Québec. Puis, en 1976, avec René Lévesque, le deuxième temps de la Révolution tranquille. En 1980, le rendez-vous manqué du référendum, bientôt suivi du coup de force constitutionnel de Trudeau. Si l'on suit le fil conducteur qui relie ces événements, on est tenté d'affirmer, surtout si l'on est soi-même indépendantiste, que s'il avait vécu, André Laurendeau serait aujourd'hui non plus fédéraliste, mais indépendantiste. Mais cela serait présomptueux. Cela ne serait pas conforme à la méthode de Laurendeau dont l'essence était de préciser les questions et d'établir les conditions plutôt que de sauter aux réponses. Bien sûr, Laurendeau était un penseur engagé, mais son engagement, c'était la réflexion. Il appelait cela «la religion de la recherche». S'il était parmi nous, en ces années de désenchantement, il serait peut-être encore fédéraliste, il serait peut-être devenu indépendantiste, mais avant tout, il chercherait.

[163]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre V. *André Laurendeau et le nationalisme*

COMMUNICATION

De Groulx à Laurendeau:
l'héritage nationaliste

*Charles Vallerand **

[Retour à la table des matières](#)

Je suis de cette génération pour qui André Laurendeau est le nom d'un cégep, Lionel Groulx une station de métro, Henri-Bourassa un boulevard. Durant ces dernières années de ferveur nationaliste, et notamment de débat référendaire, on a peu fait mention à ma connaissance de la contribution d'un Groulx ou d'un Laurendeau à l'avancement des idées sur la question nationale. Nous rappelons le souvenir de l'homme vingt ans après sa mort, mais n'avons pas cru utile de le faire dix ans plus tôt.

Comment expliquer ce silence; pourquoi avoir voulu taire les idées nationalistes de Groulx et de Laurendeau ? En quoi ces idées ne cadrent-elles pas avec le nationalisme de la Révolution tranquille ?

* Charles VALLERAND est communicateur et administrateur. Il occupe des fonctions d'analyste de politique au secteur de la radiodiffusion de la langue française du ministère des Communications du Canada. Il est un des membres fondateurs de l'Alliance pour l'avancement du débat public, un regroupement voué à l'éducation politique.

J'ai voulu aborder le passé pour le conjuguer au présent, et chercher de Groulx à Laurendeau les lignes de force idéologiques dont on pourrait encore vouloir se saisir pour leur vitalité. De fait, conjuguer le passé au présent, n'est-ce pas s'assurer qu'il a encore un rôle à jouer? On m'en voudra peut-être de présenter un André Laurendeau différent de ce qu'il était vraiment, servi à la mode des années 80. Je laisse ce soin à d'autres, nombreux à ce colloque, qui l'ont connu.

L'HÉRITAGE NATIONALISTE

Avant d'examiner la question de la filiation idéologique entre le nationalisme du chanoine Groulx et de son cadet l'éditorialiste Laurendeau, j'aimerais d'abord rappeler brièvement la qualité de leur relation. Groulx est de trente quatre ans l'aîné de Laurendeau, soit plus d'une génération d'écart. En raison de la différence d'âge, c'est d'abord par une relation de maître à élève que se lient d'amitié les deux hommes.

André Laurendeau assiste aux cours que donne l'abbé Groulx alors titulaire de la chaire d'histoire de l'Université de Montréal. Très tôt, Laurendeau se découvre de la même famille d'esprit, de la même [164] orientation idéologique que son aîné. À peine âgé de 20 ans, en 1932, il sollicite et obtient un appui du maître pour son action dans le mouvement Jeune-Canada.

En 1938, Laurendeau fait le voyage jusqu'à Vaudreuil afin d'y rencontrer la mère de Groulx en préparation d'une courte biographie paraître dans la collection «Nos maîtres de l'heure». «Etude, on le pense bien, extrêmement sympathique», écrit Groulx dans ses mémoires, preuve que dès cette époque le jeune étudiant voue au maître un culte particulier.

L'intérêt est mutuel, manifeste également au niveau de la pensée. En 1934, au moment de se retirer de l'enseignement, Groulx offre d'abord à Laurendeau, alors âgé de 22 ans à peine, de lui succéder à la chaire d'histoire de l'Université de Montréal. Pour Groulx, Laurendeau serait le fils spirituel tout désigné et la réciproque est vraie aussi, car n'eut été de la soutane du chanoine, Laurendeau en aurait fait son chef politique incontesté. Dans l'édition du 10 avril 1942 de *L'Action nationale*, Laurendeau écrit à propos du texte d'une conférence de Groulx: «Ceux qui veulent se donner amoureusement à la vie dure, rude, joyeuse, chaude, pleine, ceux-là trouveront, dans *Paroles à des étudiants*, le bréviaire quotidien, la mystique inspiratrice.»

L'IDÉOLOGIE: LA BONNE NOUVELLE

La relation temporelle d'une rare qualité me paraît être le corollaire d'une parenté idéologique beaucoup plus significative. La lecture des ouvrages *Orientations* et *Directives* de Groulx et de *Ces choses qui nous arrivent* de Laurendeau permet des recoupements notables au plan des similitudes quant à leur vision du nationalisme.

La notion d'éducation, et j'ajouterais de communication, est centrale à la vision du nationalisme développée par Groulx et reprise par Laurendeau. Le nationalisme, ou le sentiment d'appartenir à une nation, à une race dirait Groulx, provient d'une aptitude intellectuelle et morale à le percevoir. Si l'éducation nationale demeure un des thèmes majeurs de Groulx, n'oublions pas l'appel incessant de Laurendeau éditorialiste à une réforme en profondeur de l'enseignement au Québec. L'éducation comme instrument d'édification d'un projet national, politique, économique et social. Cette conviction porte l'un et l'autre vers une carrière axée sur la transmission des idées. Communicateurs, éducateurs, conférenciers, écrivains, ils ont fait de leur vie le geste dévoué d'une éducation politique. Le nationalisme est d'abord un message, une idée, une doctrine, une mystique, une bonne nouvelle à répandre.

[165]

Le sens national ou cette conscience collective dans laquelle s'insère notre vécu, n'est pas un aspect secondaire de la survivance du Québec: elle en est le fondement même. Devant l'omniprésence des manifestations de culture anglo-saxonne, il nous faut un rempart à toute épreuve. La langue bien sûr, mais le danger de l'anglicisation est réel. On ne peut pas se refermer sur soi-même complètement. Alors, il nous faut maintenir un degré d'ouverture, «juste ce qu'il faut» afin d'assimiler sans être assimilé, aux possibilités d'enrichissement. Cette armature morale, ce génie national distinct, trouve appui sur trois dimensions de notre être collectif au centre des thèses de Groulx: l'histoire, la langue et la religion. Ces trois piliers posés comme cadre d'interprétation dans lequel situer le message nationaliste (lire: le projet de société).

Est-il nécessaire d'insister sur le rôle de l'histoire. Héritage, point d'appui et déterminant de notre action collective. Notre maître le passé, mais aussi notre ligne de vie et de continuité vers l'avenir, c'est là la mission dont nous parle Groulx; l'histoire qui donne éclairage aux problèmes du temps, comme un miroir, «l'écran où défilent, en vigoureux raccourcis les fresques du passé». Sans ce sens de la continuité, un peuple perd sa direction, le voici livré à l'aventure, ayant mis à part toute constance d'où jaillissent pourtant ses lignes de force vitale. Canadiens français, et donc

Français au Canada, ne sommes-nous pas héritiers d'une civilisation particulièrement consciente de son histoire ?

La langue, rien à redire. Et pourtant si, car à en juger par ce qui s'en dit de nos jours, on croirait y voir une fin en soi, le dernier rempart à préserver, et non pas l'instrument d'une communication par laquelle se transmet et s'exprime une culture originale. Quelles idées, quels projets, quelles manifestations de culture se répandent et prennent vie en cette société francophone d'Amérique pour qu'on la dise distincte ? Si la langue est le miroir de notre conscience collective, peut-on dire qu'elle nous renvoie une réflexion de nous-mêmes de plus en plus précise ?

Groulx et Laurendeau avaient du nationalisme une définition qui ne faisait pas de distinction entre langue et religion. Historiquement, bien avant la langue, le caractère religieux a servi à nous distinguer de l'étranger, citoyen protestant du Canada ou immigrant. Le régime confessionnel du système d'enseignement et les luttes historiques à ce sujet en démontrent l'importance fondamentale. La question religieuse se place au-dessus de la question nationale car elle en affecte toutes les dimensions. En somme, la langue française gardienne de la foi, la foi chrétienne qui engendre et maintient un ordre social, l'ordre social nécessaire à l'achèvement d'un projet national dont on trouve les fondements dans l'histoire. Une nation française et catholique en Amérique, quel destin unique !

[166]

De nos jours, nous nous battons ouvertement pour la langue mais avons complètement occulté la question religieuse, comme si cléricalisme et catholicisme allaient de pair. À mon sens, il faudra y réfléchir davantage car ce serait masquer une réalité morale omniprésente; quiconque s'intéresse aux affaires du monde reconnaît qu'au-delà des nationalismes, ce sont les grands courants de pensées religieux qui distinguent et parfois opposent les ensembles humains.

Pourquoi ressortir de l'armoire le vieux démon du catholicisme ? Parce qu'à mon sens c'est vivre dans l'armoire que nous bercer d'illusions de croire que nos valeurs, nos traditions, notre sens de l'ordre social et du rapport de l'homme avec son environnement sont issus d'une pensée purement agnostique. La religion n'est pas qu'un ordre moral, elle détermine les rapports sociaux et les modes de vie.

Prendre conscience du caractère à prédominance catholique de cette société, n'est-ce pas au moins se donner la possibilité d'œuvrer à son renouveau, d'adopter une position critique ou plus simplement d'en tenir compte dans nos débats publics, au lieu de donner à penser qu'on peut s'en extraire simplement de ne point l'avoir nommé ?

DES ÉLITES POUR UNE CONSCIENCE NATIONALE

Autant Groulx que Laurendeau insistent sur le rôle primordial joué par les élites dans l'édification d'une conscience nationale. D'abord, on lui confie la tâche difficile d'alimenter le projet national, de le définir et de le rendre conforme au cadre d'interprétation que sont histoire, langue et religion. Ensuite, le message doit porter pour que s'élève au rang des nations ce petit peuple encore sous le coup de la conquête, demeuré à l'état de l'enfance intellectuelle. Cette double responsabilité de l'élite, de définir le message et de le faire entendre, ils l'assument à un niveau de haute instance, l'un par la voie du très prestigieux quotidien *Le Devoir*, l'autre par l'entremise de la non moins prestigieuse Université de Montréal.

De nos jours, il semble bien que le rôle de l'élite soit à nouveau valorisé. N'envisage-t-on pas de demander à la Cour suprême de statuer sur le concept de société distincte comme si la définition qu'en donne la population francophone elle-même, quotidiennement, n'avait pas force d'autorité. Il y aurait, comme se plaît à l'invoquer M. Bourassa, un vide juridique à combler. Dans ce geste, comme dans le rôle confié à l'élite, une vision de la démocratie diamétralement opposée à celle qui devait porter le Parti québécois au pouvoir en 1976. Une société distincte, oui! mais par le peuple, par le pouvoir du peuple souverain.

[167]

Le rôle de l'élite, et donc une certaine conception de la démocratie, suffisent-ils à expliquer l'absence de référent collectif au nationalisme de Laurendeau? Non, bien sûr, car avec la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Laurendeau s'engage personnellement dans une des plus vastes consultations publiques de toute l'histoire du Canada, où pour la première fois la question nationale fait l'objet d'un débat public ouvert. Pour parler de démocratie et d'animation populaire, que ne voilà pas un bon exemple.

Le silence autour d'André Laurendeau doit donc se chercher une autre explication. Laurendeau, comme Groulx et comme Bourassa avant eux avaient, en quelque sorte, une vision fédérale de la souveraineté-association, celle que nous aurons peut-être avec le lac Meech. Aucun de ces hommes ne partageaient les aspirations de la société québécoise de la Révolution tranquille, une société justement en révolte contre ses élites traditionnelles, cléricales, du moins. On remplaçait Canadiens français par Québécois et de ce fait on engendrait une nouvelle entité géopolitique de racine et de couleur locale. Avec la création d'un État québécois central fort, le régime fédératif se voyait bientôt contraint à une plus grande décentralisation. Au moins au Québec, les francophones seraient maîtres chez eux.

J'avancerai aussi l'hypothèse que Groulx et Laurendeau ont cherché pour le Québec un projet collectif, une idéologie totalitaire qui embrasse tout, non seulement le maintenant et le devenir mais aussi le passé, non seulement le matériel et le palpable, mais aussi le spirituel. Homme de religion, de dogme et de vision, ils savaient l'importance pour le peuple du Québec de ne pas perdre foi en un projet collectif.

Une idéologie totalitaire, là rien de nouveau puisqu'elles le sont toutes. Une idéologie collective, voilà en revanche un élément qui cadre mal avec l'époque de la Révolution tranquille. De distance critique je n'en ai point, mais je ferais volontiers l'assertion que le nationalisme en vogue doit sa popularité à sa capacité de rendre l'individu responsable de son propre épanouissement. Ce nationalisme, pour qu'il plaise aux jeunes, il doit faire place à l'esprit individualiste, pour qu'il plaise aux nouveaux riches doit leur donner les moyens de cette recherche de perfection et de réalisation de soi, pour qu'il plaise à la classe marchande, il doit insister sur l'idée d'entrepreneurship.

Le nationalisme de la Révolution tranquille aura été le terrain d'une expérimentation salubre pour toutes les pensées nationalistes en ce qu'elle aura permis de faire place à de nouvelles dimensions de notre être collectif. Une expérimentation avec de nouvelles formes de démocratie [168] populaire qui ont radicalement bouleversé nos grandes institutions que sont l'école, l'Église, le gouvernement et la famille.

Une certaine partie de ma génération souhaite l'émergence d'un projet de société par des moyens similaires à ceux qu'employait Laurendeau. L'Alliance pour l'avancement du débat public dont je suis membre s'est donné pour mission l'éducation politique de ses membres et du grand public, afin de favoriser l'émergence d'un nouveau projet de société. Un ordre nouveau issu de cette période de grande instabilité que nous traversons maintenant depuis près de 30 ans. Une pensée belle, équilibrée et juste. L'utopie bien sûr !

Nous ne sommes pas les seuls. L'Accord du lac Meech cherche aussi à établir une paix sociable durable; il est l'aboutissement de cette ronde de négociations constitutionnelles, amorcée il y a plus de 20 ans à la demande du Québec, par la voix de Laurendeau notamment. Le lac Meech, clé de voûte d'un système légal qui fixe un nouveau rapport entre les deux nations, pierre d'angle dont l'ensemble canadien a tant besoin pour se stabiliser et encore tenir debout devant l'influence omniprésente et croissante de ce que certains appellent «étranger», et que je nomme «nouveau-té». Une nouveauté manifeste tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La nouveauté, c'est ça le défi, et ça, peut-on dire que Groulx et Laurendeau l'ont tout à fait compris et intégré dans leur vision du nationalisme ?

[169]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre V. André Laurendeau et le nationalisme

COMMUNICATION

André Laurendeau, un artiste
du nationalisme

Louis Balthazar *

[Retour à la table des matières](#)

Le nationalisme est souvent évocateur des tribuns, propagandistes, politiciens qui s'emploient à promouvoir la cohésion de la nation et à défendre des intérêts dits nationaux. Qu'ils soient sincères ou non, ces promoteurs ont tendance à livrer un message homogène, sans nuances, hypertrophié, voire caricatural.

Tout nationaliste qu'il fût, André Laurendeau s'est toujours démarqué par rapport à ce stéréotype. À un point tel qu'on pourrait voir en lui un artiste du nationalisme. Homme de finesse, de subtilité, d'équilibre, de modération, il s'est constamment employé à ciseler la statue de son nationalisme pour lui épargner les formes grossières et choquantes que prend souvent ce type d'engagement. S'il est une per-

* Louis BALTHAZAR est professeur au département de science politique de l'Université Laval depuis 1969. Il a été directeur de la revue *Perspectives internationales* de 1974 à 1981 et membre du Conseil supérieur d'éducation du Québec de 1982 à 1986. Il a publié plusieurs articles sur des sujets tels que la politique extérieure des États-Unis, les relations canado-américaines et le nationalisme. Il est auteur de *Bilan du nationalisme au Québec* (1986) et coauteur de *Contemporary Québec and the United States* (1988).

sonne qui témoigne qu'on puisse être un ardent nationaliste sans tomber dans les pièges, les excès, les fanatismes auxquels peut donner lieu cette ardeur, c'est bien André Laurendeau. Ne serait-ce qu'à ce chapitre, il aura rendu un grand service aux siens et à la cause du nationalisme québécois.

Mais il y a plus. André Laurendeau joue un rôle essentiel dans l'évolution du Québec contemporain en ce qu'il établit un pont entre le nationalisme canadien-français traditionnel qu'il avait embrassé durant sa jeunesse, dans les années trente, et le nationalisme québécois qu'il annonce et façonne. Devenu un homme de gauche, c'est-à-dire résolument progressiste et réformateur, dès les années quarante, à une époque où le nationalisme est en crise, il demeure patiemment fidèle à son idéal national qu'il sait adapter très tôt à une nouvelle conjoncture. Alors que peu de personnes progressistes osent se dire nationalistes, avec les Filion, Léger et autres, il prépare la Révolution tranquille.

Le nationalisme de Laurendeau est donc tout à fait ouvert à la réalité sociale. Il est aussi axé sur une conception moderne de l'État québécois sans jamais renoncer à la dimension canadienne. Enfin, il repose sur une [170] conception spiritualiste de la nation en même temps que sur un humanisme toujours prioritaire.

Ces cinq traits apparaissent déjà clairement dans les contributions d'André Laurendeau à la revue *L'Action nationale* entre 1940 et 1952. C'est là le corpus qui sert de base à l'exposé qui suit.

LE QUATRIÈME ÉTAT DANS LA NATION

Laurendeau avait été profondément marqué, lors de son séjour en France, par l'idéologie social-démocrate du Front populaire. Dès cette époque, il avait pris conscience des limites du nationalisme traditionnel quant aux problèmes socio-économiques. Déjà il s'était posé la question: Comment réconcilier le patriotisme canadien-français et une préoccupation soutenue pour les problèmes économiques et sociaux ?

La question se pose, plus que jamais, dans le Québec de l'après guerre. Le gouvernement fédéral, fort des pouvoirs acquis aux dépens des provinces durant le conflit mondial, se présente comme un gouvernement progressiste, soucieux de redistribuer les richesses dans tout le pays et de s'attaquer aux problèmes sociaux. Le gouvernement québécois, pour sa part, demeure retranché dans le conservatisme et le laisser-faire traditionnel. Les programmes réformistes du Bloc populaire et des libéraux se sont heurtés à la victoire de l'Union nationale de Duplessis en 1944. En 1947, Laurendeau a abandonné le leadership du Bloc agonisant et est revenu à *L'Action nationale*. Il lance, en octobre, une grande enquête sur le divorce existant entre

le prolétariat et la nation, entre le social et le national. Il invite les lecteurs de la revue à «mesurer l'ampleur de la mésentente, chercher ses causes, proposer des remèdes s'il en existe ⁸¹». Son grand souci est évidemment d'intégrer la classe sociale des travailleurs, «le quatrième État», à la nation, de sensibiliser les forces québécoises aux problèmes socio-économiques.

Il écrit encore, le mois suivant, dans un article intitulé «Prendre l'offensive ⁸²»:

Ottawa offre mer et monde: des «compensations», des législations de «sécurité sociale», l'assurance-maladie, etc. C'est un conte de fée, mais ça compose un beau paysage. On ne répond pas à ce paradis terrestre par des tirades sur le patrimoine national.

[171]

Il s'agit, pour Laurendeau, de résoudre le dilemme des nationalistes qui tiennent à la fois à une politique sociale et à ce qu'il appelle la «souveraineté provinciale ⁸³».

Dans un autre article qui s'attaque au problème du logement à Montréal, il en appelle à l'intervention du «gouvernement compétent en la matière, l'État provincial» et à un nationalisme social: «il me paraît... impossible d'être un patriote, et en même temps de ne pas lutter de toutes ses forces contre ce qui dénature aujourd'hui le visage de la patrie ⁸⁴». Il dénonce le nationalisme traditionnel qui s'était souvent drapé dans un moralisme abstrait et dans le conservatisme culturel :

«[...] dans les milieux combatifs du nationalisme, l'on s'est trop souvent contenté de faire la morale, du haut d'une tribune académique, à un peuple qui n'y comprenait rien et que cela n'amusait pas [...] ⁸⁵». On peut donc affirmer que Laurendeau répudie le nationalisme canadien français traditionnel au même titre que les antinationalistes de *Cité libre*, Trudeau, Pelletier et compagnie. Contrairement à ces derniers, cependant, il cherche une nouvelle voie pour le nationalisme, qui serait susceptible d'intégrer les préoccupations socio-économiques trop souvent ignorées dans le passé. Cette nouvelle voie sera appelée néo-nationalisme pour bien la démarquer de l'idéologie traditionnelle. Elle est celle que suivra la Révolution tranquille et se définit d'abord et avant tout par l'intervention du gouvernement provincial. À une époque où tout ce qui est progressiste au Québec vient du gouvernement fédéral, c'est-à-dire

⁸¹ «Le quatrième État dans la nation», *L'Action nationale*, 30,2, octobre 1947, p. 92. Nous référerons désormais à *L'Action nationale* par le sigle *AN*.

⁸² «prendre l'offensive», *AN*, 30, 3, novembre 1947, p. 228.

⁸³ *Ibid.*, p. 229-230.

⁸⁴ «Les logis de la misère», *AN*, 30, 1, septembre 1947, p. 35

⁸⁵ *AN*, 31, 6, juin 1948, p. 442.

la législation sociale, Radio-Canada, l'Office national du film, le Conseil des Arts, etc., le gouvernement du Québec apparaissant comme une entité vouée à des horizons bornés et à des entreprises plutôt réactionnaires, Laurendeau se refuse toujours de renoncer au principe de l'autonomie provinciale.

L'ÉTAT DU QUÉBEC

Bien plus, dès 1940, Laurendeau utilise une expression qu'on a pu croire née avec la Révolution tranquille : «l'État du Québec». Dans un article qui s'intitule «Alerte aux Canadiens français», il tient des propos qui seront repris abondamment durant les années soixante pour définir une «nouvelle» conception du Québec et qui n'ont rien perdu de leur pertinence en 1989.

[172]

Québec, l'État du Québec, c'est l'axe de la vie canadienne française. Facteur d'unité, il coordonne nos forces, les exprime, et en lui, nous nous reconnaissons. Au point de vue psychologique, ce rôle est essentiel: sans l'État provincial, nous deviendrons vite une poussière d'individus; et depuis que nous possédons un régime représentatif..

Québec, capitale du Canada français, a rempli cette fonction... Ce rôle en quelque sorte symbolique correspond d'ailleurs à la réalité: grâce à cette institution politique, nous dirigeons notre propre éducation, nous organisons la vie sociale et économique du château-fort de notre nationalité... On se demande avec effroi ce qu'il adviendrait de notre groupe ethnique si l'État provincial allait disparaître ou perdre ses principales prérogatives. Frapper Québec, cadre politique du Canada français, c'est nous frapper au cœur et à la tête ⁸⁶.

Voilà, pour l'essentiel, les principes du nationalisme québécois qui ne se manifesteront vraiment que plus de vingt années plus tard. Pour qu'il se manifeste, il faudra le long et patient travail d'éducation et de prise de conscience auquel se livrera Laurendeau, avec quelques autres, quant au rôle essentiel de l'État dans une société moderne.

Les Canadiens français, en effet, habitués à s'en remettre à l'Église et à son rôle supplétif en matière d'éducation, d'assistance sociale et de culture, demeureraient plutôt réticents quant à l'État-providence qui s'était développé presque partout en

⁸⁶ AN, 16, 1, août-septembre 1940, p. 185.

Occident depuis les années trente. Il fallait donc leur faire comprendre que l'autonomie provinciale, défendue traditionnellement par les élites du Québec, devenait une coquille vide et sans valeur si l'on devait continuer de boudier l'intervention étatique dans la traine sociale. D'autant que la plupart des provinces canadiennes s'en remettaient volontiers à Ottawa pour mettre en œuvre des politiques nouvelles, appropriées et le plus souvent coûteuses dans des champs de juridiction provinciale. Laurendeau écrit dans ce sens à l'occasion d'une conférence fédérale-provinciale en 1950:

[...] dans l'époque moderne, vivre en marge de l'État, c'est être condamné à une vie difficile, à des luttes épuisantes et souvent stériles.

Le Canada français trouve son cadre politique d'abord dans l'État du Québec. Il faut que cet État garde ses prérogatives essentielles, qu'une coalition de petites provinces, dirigées en sous-main par l'État fédéral, ne puisse lui arracher ses principaux pouvoirs ⁸⁷.

[173]

Notons que si Laurendeau continue de s'intéresser à la réalité du Canada français, il n'en revient pas moins inlassablement à l'État québécois, foyer de la culture canadienne-française, son «cadre politique» par excellence. Il ne fait pas confiance à l'État fédéral pour assurer autre chose qu'un bilinguisme sans connotation culturelle. Déjà, chez le futur coprésident de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, langue et culture sont des réalités intimement liées et l'on ne peut plus s'en remettre au seul pouvoir clérical pour assurer l'intégration de ces réalités. Il faut avoir recours à un gouvernement du Québec relativement fort et autonome:

Notre culture s'exprime par des attitudes humaines, par des coutumes, des institutions et des lois. Elle doit pouvoir le faire. Si on la laisse s'étioler, si on la réduit à un étroit phénomène linguistique, on l'empêche de s'épanouir librement. Attacher de l'importance à l'État national du Québec, c'est reconnaître cela[...] ⁸⁸

Le gouvernement du Québec est donc bien plus qu'un gouvernement provincial, c'est un «État national», en raison de sa mission particulière quant à l'ensemble de la

⁸⁷ AN, 35, 2, février 1950, p. 164.

⁸⁸ «Y a-t-il une crise du nationalisme?», AN, 40, 3, décembre 1952, p. 224.

culture canadienne-française. Est-ce à dire que cet Etat national doive, comme la logique de l'histoire occidentale l'y amènerait, devenir tout à fait indépendant? Laurendeau n'ira jamais jusque là. Bien au contraire, pour lui, un Québec fort et autonome doit contribuer à la force et à la spécificité du Canada face au géant américain. Il poursuit donc, dans le même article:

Attacher de l'importance à l'État national du Québec... c'est assurer au Canada une de ses meilleures défenses contre les tentations de suicide. Nous unifier au sens strict du terme, c'est travailler pour le roi de Prusse - je veux dire pour le Président des Etats-Unis. Nous vivrons décentralisés, ou bien nous risquons de mourir pétrifiés autour d'Ottawa ⁸⁹.

Voilà donc une troisième dimension du nationalisme de Laurendeau, la dimension canadienne.

UN CANADA DÉCENTRALISÉ

Laurendeau se situe, à cet égard, dans la tradition d'Henri Bourassa. Il faut lutter, selon cette tradition, pour un Canada indépendant par rapport à l'Empire britannique et même, renchérit Laurendeau, par rapport à la [174] monarchie; ce qui l'amène à lancer un mouvement pour l'établissement d'un régime républicain au Canada. Mais cette République canadienne, pour indépendante qu'elle doive être, n'en reposera pas davantage sur la centralisation des pouvoirs, suivant le modèle européen. Le Canada doit même se garder contre le fédéralisme de type américain qui n'empêche pas l'intégration rapide et l'assimilation de toutes les cultures.

Le Canada dont rêve Laurendeau, c'est un pays dans lequel les francophones ont un statut égal à celui des anglophones. C'est encore un pays dans lequel le Québec, en plus d'être une province autonome, jouissant des compétences qui lui sont octroyées dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, joue un rôle particulier par rapport à la communauté francophone dans son ensemble.

Ce Canada doit donc inévitablement constituer une entité politique fortement décentralisée. Ceci, non seulement à cause de la réalité québécoise mais aussi pour des raisons philosophiques et pragmatiques:

⁸⁹ Ibid.

[...] L'autonomisme repose sur trois postulats: une philosophie de la liberté (décentralisation); l'importance de la culture nationale (dont l'État québécois est à la fois le support et l'expression); enfin un réalisme social et économique qui reconnaît les différences de milieux géographiques et humains, et s'y conforme ⁹⁰.

La référence à «une philosophie de la liberté» rappelle l'expression assez fréquente, chez Laurendeau, d'une réticence face à l'État-nation tout-puissant. Celui qui prend position en faveur de l'intervention étatique n'en demeure pas moins sur ses gardes quant à une certaine conception socialiste de l'État fédéral, celle du Parti du C.C.F. (Commonwealth Cooperative Federation, ancêtre du Nouveau Parti démocratique) en particulier. Cette réticence explique peut-être aussi pourquoi Laurendeau n'ajamaï voulu souscrire à l'indépendantisme québécois. Aurait-il craint un État-nation québécois exerçant, sur le modèle français jacobin, cette indivisible souveraineté qu'il avait appris à redouter jadis en lisant Jacques Maritain? Quoi qu'il en soit, dans les faits, Laurendeau renvoie dos à dos les deux États-nations, québécois comme canadien.

Il est intéressant de noter qu'il récuse l'argument, encore utilisé aujourd'hui, de la cause des minorités francophones à l'encontre de la spécificité de l'autonomie québécoise:

Non, la «défense des minorités» n'est ici qu'un prétexte. Elle aboutirait à nous transformer tous en une minorité dans un pays où jamais la minorité [175] franco-catholique n'a réussi à obtenir son dû. Elle affaiblirait tout le monde sans renforcer (sic) sérieusement quelque groupe que ce soit. Le meilleur défenseur des minorités, c'est encore Québec. Et il les défendra dans la mesure où il existera et rayonnera ⁹¹.

Le nationalisme de Laurendeau ne constitue donc pas une prise de position univoque. Tout en nuances, il est à la fois social, québécois et canadien. Il est encore, ce qui le rend plus difficile à saisir, affecté de caractères spiritualiste et humaniste.

⁹⁰ «Prendre l'offensive», *AN*, 30, 3, novembre 1947, p. 231.

⁹¹ «Y a-t-il une crise du nationalisme?», *AN*, 40, 3, décembre 1952, p. 224.

«ACCÉDER À L'ESPRIT»

André Laurendeau voit dans la nation une réalité d'ordre spirituel. Entendons-nous sur l'usage de ce mot longtemps associé dans la prose québécoise avec la religion, avec le catholicisme en particulier. Il est pourtant bien légitime de parler d'esprit et de valeurs spirituelles sans se situer d'emblée dans un univers religieux. C'est dans ce sens que la revue *Esprit*, fondée par Emmanuel Mounier, dont l'influence a été grande sur l'intelligentsia québécoise de l'après-guerre, faisait la promotion du spirituel.

Quand Laurendeau s'engage dans cette foulée, il ne s'agit donc pas pour lui, en aucune façon, de reprendre le discours célèbre de M^{gr} Louis-Adolphe Pâquet sur la «mission spirituelle» du Canada français. Il ne s'agit même pas de poursuivre l'idéal de Lionel Groulx. On sait d'ailleurs que Laurendeau prendra discrètement ses distances par rapport à l'Église catholique. Il s'agit plutôt d'une croyance très nette en ce que les solidarités humaines, sociales, nationales sont plus que des réalités matérielles. Elles sont, pour Laurendeau, des réalités spirituelles.

Il condamne, à cet égard, le «matérialisme» de la société capitaliste qui détache le travailleur de son contexte national:

[...] la résistance passive du prolétaire au «national» apparaîtrait comme un exemple de l'impossibilité dans laquelle la société industrielle et capitaliste plonge ses victimes... d'accéder aux valeurs spirituelles ... Nous savons toute la distance qui sépare le national du religieux, nous savons qu'en allant de l'un à l'autre nous changeons d'ordre, il ne s'agit pas de rééditer des confusions dangereuses. Mais nous savons également que reconnaître des valeurs communes de culture, exige un dépassement de soi et des choses purement matérielles; c'est d'une certaine manière, accéder à l'esprit ⁹².

[176]

Ce texte peut paraître vieillot, dépassé. On parlerait plus volontiers aujourd'hui d'imaginaire pour référer aux solidarités culturelles. Mais n'assiste-t-on pas, en revanche, à la faillite de l'analyse matérialiste de la société ? Le «matérialisme» de certains nationalistes semble bien les avoir fait passer allègrement du socialisme au capitalisme. Les syndicalistes d'hier se préoccupent maintenant de l'équilibre de leur «portefeuille». Des jeunes québécois, ici et là, manifestent une nouvelle soif de spirituel et jugent sévèrement un syndicalisme trop étroitement axé sur la revendication économique. Entendons Laurendeau, quarante ans plus tôt:

⁹² AN, 31, 6, juin 1948, p. 416.

Plusieurs socialismes et plusieurs syndicalismes n'ont-ils pas simplement suivi leur adversaire capitaliste sur son terrain? Le problème ne consiste-t-il pas, pour beaucoup d'entre eux, à fournir aux ouvriers des autos, des frigidaires... à faire de «sales bourgeois avec les ouvriers» (Péguy) ⁹³.

Laurendeau n'en nie pas pour autant les solidarités de classe, il appuie les revendications syndicales de son temps. Le plus souvent, il se range du côté des grévistes, comme ceux d'Asbestos, en 1949. Mais il insiste pour affirmer en même temps d'autres solidarités qui lui apparaissent comme plus spirituelles. La solidarité nationale est, à ses yeux, l'une de celles-ci.

Cette insistance sur le lien national pourrait être dangereuse, aboutir à la négation des droits de la personne si le nationalisme de Laurendeau n'était pas en même temps animé par un humanisme authentique.

LA PERSONNE D'ABORD ET AVANT TOUT

Il est, pour le moins, paradoxal que cet homme maigrelet, au tempérament d'artiste, plutôt retranché et discret, fût en même temps un adepte du nationalisme, un pamphlétaire, un chef politique. On ne rendra peut-être jamais compte tout à fait de ces contrastes. Mais, en ce qui nous préoccupe ici, il apparaît clairement qu'à certains égards, ce défenseur des solidarités nationales, demeura toujours un individualiste, réfractaire aux consignes simplistes et à l'ennégimentation.

Laurendeau s'est intéressé d'abord à l'être humain, à la réalité concrète de la vie de ses concitoyens. Pensons à ses préoccupations sociales, à son enquête sur les conditions de l'habitation à Montréal. Il n'a [177] jamais été de ceux qui idéalisent le «peuple» mais ignorent les individus, de ceux qui rêvent de la grandeur québécoise mais ne se préoccupent guère des Québécois dans leur cheminement quotidien.

Ce parti pris pour la personne humaine relativise le nationalisme de Laurendeau. Tout en faisant la critique du nationalisme canadien-français traditionnel, il dénonce une équivoque:

En soi, le nationalisme n'est pas une réponse totale à tous les problèmes terrestres. Il reconnaît une valeur, qu'il sent menacée, et qu'il entend dé-

⁹³ *Ibid.*, p. 417.

fendre et promouvoir. Mais il ne fournit pas de solution à toutes les questions, mêmes humaines, que nous nous posons, et il ne saurait le faire ⁹⁴.

Le nationalisme de Laurendeau est donc constamment tempéré par sa préoccupation pour la personne humaine, par son honnêteté intellectuelle, son refus de se laisser gagner par des solutions toutes faites.

C'est peut-être son amour et son profond respect des personnes humaines qui l'ont amené à s'épuiser dans l'inlassable travail de rapprochement des Canadiens que constituait l'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Jusqu'à la fin, Laurendeau a voulu croire qu'il serait possible aux Canadiens de trouver le *modus vivendi* qui réconcilierait les idéaux des Canadiens de langue anglaise, des francophones du Québec et des minorités linguistiques.

Jamais Laurendeau n'aurait pu en venir à condamner un ensemble de personnes, à haïr un groupe social ou national comme tel, à dénoncer des complots collectifs. C'est là une des raisons pour lesquelles il a cherché envers et contre tout, jusqu'à sa mort prématurée, à réconcilier son nationalisme québécois avec les aspirations des Canadiens de langue anglaise.

CONCLUSION

Un grand nationaliste qui ne se laisse jamais aller aux déclarations simplistes, qui ne se soit jamais laissé gagner par les slogans, qui demeure toujours soucieux de nuancer ses affirmations, cela ne se voit pas tous les jours.

Un nationaliste qui soit constamment préoccupé par les problèmes sociaux et économiques, qui soit à la fois fermement québécois sans cesser [178] de croire au Canada et qui demeure toujours axé sur le spirituel et sur la personne humaine, voilà sans aucun doute une synthèse rare et exceptionnelle.

André Laurendeau, véritable artiste du nationalisme québécois, compte parmi ceux qui ont le plus intelligemment servi la cause nationale des Québécois. Il faudrait sans cesse revenir à son nationalisme pour se ressourcer et se prémunir contre les aberrations qui nous menacent toujours. Sans doute, Laurendeau a pu errer à l'occasion. Mais quelque quarante ans après, ses écrits conservent une étonnante pertinence.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 419.

[179]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre V. *André Laurendeau et le nationalisme*

TÉMOIGNAGE

André Laurendeau :
les options réversibles

*Pierre Dansereau **

[Retour à la table des matières](#)

Il est difficile pour un vieux professeur d'être bref, et un quart d'heure pour évoquer le dialogue que j'ai entretenu avec André Laurendeau de 1924 à 1968, c'est bien peu de temps. Je vais donc insister surtout sur la période du Collège Sainte-Marie, des «Jeune-Canada» et du «Rassemblement», encore que, dans beaucoup d'autres épisodes nous ayons eu des échanges importants. Je ne m'éloigne peut-être pas trop du thème prescrit si l'on donne du nationalisme la définition de solidarité avec le groupe social auquel on appartient. C'est justement autour de ça que les discussions et les échanges entre André Laurendeau et moi ont tourné, à savoir quelle était la meilleure façon de servir ce groupe auquel nous appartenions.

*

Pierre DANSEREAU est professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal. Il est un pionnier de l'écologie au Québec. M. Dansereau a été professeur invité dans plusieurs pays et chercheur aux jardins botaniques de Montréal, de Rio de Janeiro, de New York, au Carnegie Institution of Washington, au Cranbrook Institute of Sciences (Michigan), à la Commission économique de l'Amérique latine (Nations Unies, Mexico). Il est l'auteur de nombreuses contributions scientifiques et de plusieurs livres.

J'avais d'abord intitulé mon propos «Les options réversibles», car nous nous penchions beaucoup plus sur nos doutes que sur nos certitudes. Je m'excuse de parler peut-être autant de moi que de lui, mais il se trouve justement que nous nous sommes éclairés mutuellement. Je crois que ce serait même difficile de m'expliquer autrement, car nous faisions surtout état de nos différences.

On a beaucoup parlé de la tolérance d'André Laurendeau, mais ça n'a rien de surprenant. Je ne lui retire aucun mérite à ce sujet, en disant qu'il était d'abord curieux, d'abord anxieux de se frotter pas seulement aux gens qui l'approuvaient et qui souvent l'exaspéraient. Il ne cherchait pas l'approbation, et ne se mesurait pas à d'autres afin de retrouver chez eux des expériences confirmantes. Gérard Pelletier en donnait un excellent exemple quand il parlait d'une entrevue d'André Laurendeau avec un jeune communiste qui avait été conditionné par le communisme dans son entourage familial immédiat. Comme lui, André Laurendeau l'avait été au nationalisme par son environnement familial. L'expérience de l'autre le préoccupait dans la manière et dans la résonance, pas tellement dans [180] la substance. Il s'agissait peut-être pour chacun de s'orienter résolument dans la voie tracée par le groupement social, familial dont il ressortait. Or, il fallait élargir ce cheminement, et c'est justement ce qu'il a fait avec beaucoup de succès.

Mais de l'élargir comment ? Quand je parle des options réversibles, je pense au choix que nous avons fait, l'un et l'autre, de nous engager dans la société, de l'impressionner, d'influencer l'opinion publique, d'utiliser les instruments de la communication, d'atteindre le niveau des décisions politiques et économiques d'une part et de produire, d'ajouter au trésor de cette culture d'autre part.

Dès nos années de collège, ce qui nous a réunis c'est la polarisation littéraire. Je pense que si André Laurendeau avait pu écrire *Madame Bovary*, si moi j'avais pu écrire *Les hommes de bonne volonté*, nous aurions sacrifié tout le reste de ce que nous avons pu faire au cours de notre vie. C'était ça que nous aurions voulu faire, à 17 ans, à 20 ans. Et c'était justement ça que nous ne pouvions pas faire, que notre société ne permettait pas, ne favorisait pas. C'était matériellement impossible à ce moment-là.

Nous nous sommes donc rencontrés au Collège Sainte-Marie en 1924. Il sortait d'un milieu où il n'avait pas attendu les Jésuites pour lire Homère et pour lire Racine et Corneille. Il était très éduqué du point de vue musical, il avait déjà ce qu'on peut appeler de la culture à cet âge d'onze, douze ans. Moi, je venais d'un milieu également bourgeois, mais très peu cultivé. D'autre part, peut-être, un peu plus ouvert sur d'autres cultures, ma mère étant franco-américaine, mes amis d'enfance étant anglophones, j'avais au moins des aperçus sur une autre culture.

Vers les années 1927-1928, nous avons décidé de nous réunir entre collégiens pour discuter surtout de littérature. Il n'était pas beaucoup question d'autre chose entre nous, et nous avons formé un cercle qui se réunissait chez André Laurendeau.

Quel nom donner à ce cercle, le cercle Victor-Hugo, le cercle Baudelaire? Non, il fallait donner un nom canadien, le cercle Crémazie. Nous n'avions pas lu Crémazie, nous n'avions aucun respect pour Crémazie, mais il était «des nôtres», alors nous sommes devenus le «cercle Crémazie», qui se réunissait périodiquement chez André Laurendeau (rue Hutchinson) et prononcions des conférences. Ainsi, Gilbert Manseau nous a parlé de Thucydide, un auteur que nous étions obligés de pratiquer chez les Jésuites mais que Gilbert Manseau fréquentait par goût, parce qu'il aimait le Grec. Nous recevions quelquefois dans ce groupe la visite d'aînés comme Robert Choquette ou Rex Desmarchais (qui n'était pas de beaucoup notre aîné). Nous vivions dans [181] une certaine effervescence, une ferveur, vis-à-vis de la littérature, vis-à-vis du mot, de l'écrit, de la poésie et des usages que l'on pouvait faire de la poésie, du roman, de l'essai.

Ce cercle Crémazie se doublait aussi d'autres activités extra-collégiales que les Jésuites envisageaient avec beaucoup de soupçon, beaucoup de malveillance. Il y avait *La Relève* (dirigé par Robert Charbonneau, Claude Hurtubise et Paul Beaulieu), il y avait *Les cahiers canadiens* que dirigeait Gérard Dagenais. Nous nous réunissions toujours pour parler de littérature, pour brasser aussi des idées, mais il était surtout question de la littérature.

Ça nous avait valu, à André Laurendeau et à moi, d'être expulsés par les Jésuites quelques mois avant l'examen du baccalauréat. Je pense que c'est au mois de février ou de mars. De sorte que nous avons dû recourir aux services d'un M. Saint-Hilaire qui préparait les étudiants au baccalauréat extra=-collégial, un diplôme qui était sous l'égide de l'Université Laval. Il y avait donc des examens que nous avons passés, moi avec justesse, surtout en physique. Nous avons donc été mis au rancart à cause de notre mauvais esprit. C'est de ça que nous étions le plus fiers. Ce mauvais esprit, ça augurait bien pour l'avenir.

Justement, cet avenir nous le sondions anxieusement en entrant à l'université. Ce fut, pour lui comme pour moi, je pense, une grande déception. J'étais inscrit à des cours de droit, que donnaient d'honorables juges, de 8 heures du matin à 10 heures, de 4 heures à 6 heures du soir, des cours qui étaient dactylographiés, les mêmes depuis vingt ans. On serait mort d'ennui sans la présence d'Édouard Montpetit et de Maximilien Caron. Nous nous ennuyions tellement que la diversion produite au moment où le scandale a éclaté a été la bienvenue: la promotion d'un M. Lange au ministère de l'Immigration, alors qu'un Canadien français aurait dû être nommé à ce poste.

À ce moment-là, j'avais créé, avec quelques-uns de mes amis, une «fraternité», si l'on peut dire. C'était une idée américaine. J'étais pas mal imbu des idées américaines. Je lisais beaucoup d'auteurs américains, j'allais souvent aux États-Unis. Alors, la fraternité en question fut nommée le Club-X (pas beaucoup d'imagination pour la nomenclature). Ce club était un grand salon double sur la rue Berri. Nous nous y réunissions, nous apportions des disques, des cartes, des peintures, toutes sortes de

choses. Et nous entrions et sortions à toutes les heures du jour, pour parler encore une fois de littérature, d'idées pour nous retrouver entre gens sophistiqués. Nous étions élitistes; jusque-là, bien entendu, on nous avait élevés dans cet esprit.

[182]

André nous est arrivé un bon matin très ému de cette injustice. Il a dit qu'il fallait faire quelque chose. Alors, nous avons embrayé. Nous étions tellement las de notre oisiveté, de notre dilettantisme! C'était un terme qui ne nous effrayait pourtant pas; nous en étions même fiers. Or il fallait faire quelque chose parce que personne ne réagissait et surtout pas les vieux partis qui conspiraient pour ne rien faire. L'esprit de parti, voilà l'ennemi! C'était notre cheval de bataille, notre bête noire.

Nous avons donc organisé une séance dans la salle du Gésu, qui a attiré quelque 2 000 personnes. Une grande surprise pour tout le monde. *Le Devoir* nous a pris sous son aile, nous a fait une publicité de tous les diables. D'illustres savants comme le Dr Léo Pariseau, se sont portés à notre défense. Alors, à ce moment-là, on s'est dit: on va former un mouvement, on va continuer. Comment est-ce qu'on va s'appeler?

Robert Choquette nous a trouvé un nom. Il a dit «Appelez-vous les Jeune-Canada», Parce qu'il y avait eu les «Jeune-France». Les Jeune France (dans le *Grand dictionnaire encyclopédique Larousse*), c'est le «nom. donné vers 1830 à un groupe d'écrivains et artistes qui exagéraient les théories de l'école romantique et se firent remarquer par leurs excentricités et parfois par l'exaltation de leurs opinions politiques». Alors nous sommes devenus les Jeune-Canada.

Je ne peux, malheureusement, relater ici tous les épisodes des Jeune-Canada, mais ce sont peut-être les débuts qui sont les plus curieux. Nous avons été surpris de l'importance qu'on nous accordait. Nous avions entre 18 et 21 ans. Si nous étions très jeunes, nous parlions quand même mieux que tout le monde, grâce à notre éducation classique. Nous avions de l'éloquence et pourtant nous méprisions l'éloquence quand nous entendions parler nos orateurs sacrés et profanes. Nous aurions plutôt suivi Verlaine : «Prends l'éloquence et tords-lui son cou.»

Nous détestions ce langage pompier, ce langage que parlait la Société Saint-Jean-Baptiste et l'ACJC (Association catholique de la jeunesse canadienne-française), nos alliés inévitables pourtant. Dans le genre de campagne où nous nous engageons, nous avons mis un peu de vin dans notre eau, et nous avons essayé d'étoffer ce mouvement grâce, par exemple, à Gérard Filion qui était étudiant aux Hautes Études commerciales, et nous nous sommes dit «Emparons-nous de l'industrie». Ça remontait loin, ce message d'Edmond de Nevers et de Errol Bouchette ! Nous nous en sommes emparés après 1960, mais en fait déjà nous pensions à cette arme-là. Et cela passait par la lutte contre les trusts.

Je n'ai pas à définir toutes les influences qui se sont alors exercées sur nous. Je garde dans mes archives un discours que j'ai prononcé et qui [183] est annoté de la

belle main de l'abbé Lionel Groulx, où par exemple, je disais en parlant des Russes, «ces magnifiques révolutionnaires» devenus «ces pauvres révolutionnaires».

Alors, pourquoi est-ce qu'on m'a choisi, moi, comme président des Jeune-Canada et non pas André Laurendeau? Il était plus profondément convaincu, bien plus véritablement nationaliste que moi. Ça remontait peut-être au fait qu'il a été un enfant solitaire, qu'il n'avait pas à ce moment-là une tellement grande facilité du point de vue social, qu'il n'était pas du tout organisateur. Je l'étais sans doute un peu plus que lui, j'avais dans les années du collège convoqué beaucoup de réunions, de cercles, de choses dans ce genre. Je ne dis pas que j'étais un meilleur candidat à la présidence que lui, d'ailleurs ça importait peu, cette présidence. L'atmosphère était tout ce qu'il y a de plus collégial.

Nous nous demandions, à ce moment-là, quel choix il fallait faire, comment orienter nos vies. Peut-être avions-nous devant les yeux deux modèles tout près de nous. Il y avait l'abbé Groulx et il y avait le frère Marie-Victorin. Nous nous disions: «Il faut protéger le groupement canadien-français, il faut protéger la culture.» Mais quelle culture? Crémazie, Harry Bernard, qu'est-ce qu'on a comme littérature?

Nous pensions toujours en termes littéraires, et nous nous trouvions bien pauvres. Nous ne voyions pas la culture dans son sens anthropologique où l'on devait trouver des richesses dont nous sommes fiers aujourd'hui. Moi, je tendais à m'orienter dans ce sens-là. Ma vocation de biologiste commençait à s'esquisser. Il n'y avait pas encore Lévi-Strauss dans le paysage, mais il y avait quelque chose comme ça dans l'air, une volonté d'incarner davantage la culture dans l'ensemble des habitudes d'un peuple et non pas dans la conception élitiste dans laquelle nous avions grandi.

Nous nous demandions donc au nom de quelles oeuvres scientifiques, littéraires ou autres nous défendrions notre culture. Nous contemplions une carrière comme celle d'Henri Bourassa. Nous nous disions, ça aurait été un des grands historiens de l'Église, il aurait pu créer bien des choses. Nous regardions un par un ceux qui avaient gravité vers la politique, et nous nous demandions si notre énergie n'avait pas été abusivement canalisée. Le temps n'était-il pas venu de faire des oeuvres littéraires, scientifiques et autres. La mission d'enrichir le patrimoine n'était-elle pas aussi urgente que celle de protéger les acquis pour assurer la survivance?

En vous parlant d'André Laurendeau, je ne dépasserai pas beaucoup l'épisode des Jeune-Canada autrement que pour vous signaler ces [184] choix que nous avons faits, lui de se lancer dans l'action, moi de faire de la recherche, de l'enseignement, de la publication scientifique. Nous avons, l'un et l'autre, fait marche arrière, ou nous avons plutôt renversé notre option, lui en faisant de la littérature, moi en faisant de la politique. Ce fut peut-être au grand dommage de ma carrière scientifique, comme à la fin des années 50, dans l'épisode du Rassemblement dont j'étais le premier président et où se réunissaient Jean-Paul Lefebvre, Pierre Trudeau, Jean Marchand, Gérard Pelletier et évidemment André Laurendeau. À ce moment-là, nous préparions

la Révolution tranquille à laquelle je n'ai pas participé, étant parti pour les États-Unis dès son début, mais à la suite de notre intervention politique.

Ce dialogue, nous l'avons toujours continué jusqu'à l'année même de sa mort. Je pense que ces entretiens nous étaient mutuellement profitables. Je sais qu'ils l'ont été énormément pour moi. Nous avons été l'un pour l'autre, je crois qu'on peut le dire, des témoins privilégiés.

[185]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre V. André Laurendeau et le nationalisme

COMMUNICATION

André Laurendeau,
«La Patente» et la justice sociale

J.Z. Léon Patenaude *

[Retour à la table des matières](#)

Ma participation se limite à deux aspects qui n'ont jamais été évoqués de la vie active de Laurendeau. Ayant connu au début des années 1940 le jeune leader nationaliste au temps de mes activités chez les Jeunes Laurentiens, à l'A.C.J.C., à la Ligue pour la défense du Canada et lors du Bloc populaire, on m'a invité à traiter de deux aspects peu connus qui me semblent importants de connaître sur les engagements de l'homme dans certaines activités et de ses préoccupations dont quelques-uns se souviendront encore.

L'Ordre des commandeurs de Jacques Cartier («La Patente») a été fondé à Ottawa, en 1926, par le curé Barrette et un groupe de fonctionnaires fédéraux, dans le but de promouvoir la défense des intérêts des Canadiens français dans la fonction publique fédérale. Le secrétaire fondateur et premier permanent était un franc-

* J.Z- Léon PATENAUDE a fait partie de la Ligue d'Action civique dans les années 50. Il a été secrétaire de nombreux organismes. Il a publié en 1962 *Le vrai visage de Jean Drapeau*. En 1961, M. Patenaude organisait le premier Salon du livre de Montréal et mettait sur pied la Foire internationale du livre de Montréal en 1973. J.Z- Léon Patenaude est décédé le 12 juillet 1989.

maçon. L'O.C.J.C. sera une société discrète au service de la collectivité nationale et se développera rapidement, en particulier au Québec, de 1939 à 1945. «La Patente» regroupe alors les élites, les leaders et les chefs de file de la francophonie.

Les membres venaient de tous les milieux et de toutes les classes de la société canadienne-française, plusieurs appartenaient à des partis politiques comme l'Union nationale, le Bloc populaire, le Crédit social ou à l'Action libérale nationale. L'Ordre était d'une neutralité politique absolue, et apolitique quant au choix de ses membres d'appartenir ou non à une formation politique. C'est ainsi que l'on retrouvera dans les années 1940, plusieurs hommes politiques du Parti libéral (députés, sénateurs).

André Laurendeau, revenu d'Europe en 1937, dirigera la revue de l'A.C.J.C., *Le Semeur*, dont on ne fait jamais mention. Un procès célèbre aura lieu à Montréal mettant en cause le futur secrétaire de la province, Hector Perrier et Arthur Laurendeau, à la suite d'une initiation à l'école [186] Querbes à Outremont en 1939. Le jeune André était déjà membre de l'Ordre et il a certainement dû suivre de très près cet événement qui, à l'époque, préoccupa les milieux nationalistes. N'oublions pas qu'il dirigea *L'Action nationale* de 1937 à 1943.

C'est en 1942 qu'il fonde le Bloc populaire canadien et en devient le chef provincial. En 1944, il est élu député du comté de Laurier, dans le centre-nord de Montréal. Sans que l'Ordre intervienne directement, la très grande majorité des officiers et des membres, comme ce fut le cas de la Commanderie qui regroupait onze paroisses du comté (Cellule Louis-Riel, no 90) se consacrent à appuyer et à faire élire Laurendeau ainsi que trois autres «frères» au parlement du Québec.

En novembre 1946, il accepte, en tenue solennelle, de s'adresser à la Cellule Louis-Riel, à la salle McLaughan, sur la rue Christophe-Colomb, bien que le lieu des réunions soit tenu secret. Le 21 novembre de la même année, il m'adresse une lettre en tant que secrétaire de «Le Guet», association nationale du nord de la métropole alors que j'étais le secrétaire de la Cellule. «[...] Je serai particulièrement heureux de prendre part à cette assemblée puisque la plupart de nos amis font partie du comté de Laurier.»

Le lundi 2 décembre 1946, les 75 membres sont tous présents, soit 35 frères des cellules voisines et du Conseil régional n° 5 de Montréal (C.P.R., des dirigeants des Caisses populaires, de la Société de la Saint-Jean-Baptiste de Montréal, des Jeunesses laurentiennes, de l'A.C.J.C.) La salle est pavoisée du drapeau national des Canadiens français. Notre invité est salué par le «Ô Carillon»; parmi les sujets discutés avant la conférence, il y a ce que nous devons faire pour aider les émigrés polonais, nous cherchons un organisme qui pourrait les rejoindre et les sensibiliser à nos idées... Ils sont catholiques. D'autres sujets sont abordés comme la campagne, en Ontario, contre les minorités scolaires ainsi que l'expansion des Caisses populaires.

Durant cette réunion, M. Laurendeau traite des problèmes actuels tels que consignés au procès-verbal: travail, désertion des campagnes et communique d'autres messages aux membres de l'Ordre touchant la compétence, la personnalité et l'engagement social. Il est présenté par le D^r Azarie Cousineau et remercié par le secrétaire, la soirée se prolonge très tard et donne lieu à des agapes fraternelles.

Laurendeau se sentait à l'aise parmi les siens, il savait tout le dévouement et le désintéressement de ceux qui l'appuyaient; il connaissait le sérieux des discussions à l'étude.

[187]

Dans une lettre adressée à Rosaire Morin, en date du 23 janvier 1948, il écrit: «Enfin c'est la victoire! Il n'a pas été nécessaire de ferrailer en Chambre à cet effet: votre travail avait à ce point aplani la route que le fleurdelysé a été reconnu sans nouvelle lutte... vous avez certainement été parmi ceux qui l'ont voulu et prôné avec le plus de constance; il est donc pour une part de votre oeuvre, et je vous en félicite.» Parmi les plus fidèles promoteurs, il y avait Paul-Émile Robert, Orphir Robert et l'Agence Duvernay de la SSJBM. Le grand responsable à l'Assemblée législative était René Chaloult.

Entre 1962 et 1964, Laurendeau sera membre du Comité permanent régional de Montréal de l'O.C.J.C. et il sera assidu à toutes les réunions selon ses collègues survivants. Il aura une participation active. Le 15 juin 1964, Rosaire Morin lui transmet le texte du «Manifeste» et du «programme d'action».

Le Conseil demande également à Laurendeau de rédiger la promesse d'un nouveau 5^e degré qui vient d'être créé avec la collaboration du père Louis Lachance, o.p. Le texte sera remis, mais quelques mois plus tard, on devra procéder à la dissolution de l'O.C.J.C., Laurendeau aura participé activement jusqu'à la fin des travaux.

Un extrait de cet engagement d'honneur lors de la première initiation du 5^e degré à l'école Meilleur, le 24 mai 1963:

[...] la tâche à laquelle vous êtes conviés, c'est celle dont l'intendant Jean Talon, votre patron, vous a ébauchée votre modèle. Cet illustre serviteur de la patrie avait réussi à organiser la vie économique de la Nouvelle-France, de façon à ce que la prospérité règne et que sous les autres aspects, la colonie puisse enfin s'épanouir librement: commerce intérieur et international, chantiers maritimes, industrie sidérurgique, usines nombreuses, exploitation des richesses naturelles, voilà autant d'œuvres qu'il accomplit.

Parmi les engagements de Laurendeau sur le plan politique, je voudrais rappeler un fait méconnu aujourd'hui. Le 20 décembre 1948, une élection partielle est tenue

dans le comté fédéral de Laval-Deux-Montagnes. Le candidat est un ancien candidat du Bloc populaire dans le comté provincial de Mercier, un leader nationaliste, J.-Honoré Désy, et je suis l'organisateur de la campagne. Le thème est: «Pour une République du Canada». Les principaux participants sont Gérard Filion, André Laurendeau et Paul Émile Robert. Lors de la première assemblée publique de l'Abord-à-Plouffe, dans un garage, Laurendeau est atteint d'une laryngite et doit s'abstenir de poursuivre la campagne. Filion deviendra le principal leader et orateur. C'était la première fois dans la période contemporaine [188] que la question du régime politique était mis en question et que le projet d'une république était soulevé. Laurendeau fera campagne dans le sens du nationalisme canadien de Henri Bourassa.

Un autre aspect de la grande discrétion de Laurendeau qui, à ma connaissance, n'a pas été mentionné, c'est sa grande sensibilité pour la question sociale.

Lors d'une visite de l'abbé Pierre, à Montréal, comme organisateur de son séjour avec Pierre Grégoire, son secrétaire, nous avons rencontré Laurendeau. Dans le journal *Vrai* de Jacques Hébert, éditorial du 28 mai 1955, à la suite de sa visite chez le maire Jean Drapeau, l'abbé Pierre déclara à la presse rassemblée: «Nous n'avons pas besoin de construire des cathédrales et des sanctuaires, surtout tant qu'il y aura une famille mal logée.» La veille, j'avais fait visiter le nouveau presbytère en béton armé à l'épreuve d'une bombe atomique, celui de la paroisse Saint-Louis-de-France, au cœur de la «zone grise» de Montréal. Je me souviens de la réaction de Laurendeau: le 25 mai, après notre rencontre, il publiait un éditorial parmi les plus virulents portant le titre de «Le message de l'abbé Pierre». Quelques années plus tard, soit le 14 mai 1959, je réunissais au logement familial de la rue Chambord des amis à écouter l'abbé Pierre et faire le point de la situation à Montréal. Assistèrent à la rencontre Jacques Hébert, Jean-Louis Gagnon et André Laurendeau. A une question de Laurendeau qui voulait savoir pourquoi avoir choisi le nom de «Institut de recherche et d'action sur la misère du monde» (le groupe que j'avais fondé portait le nom de IRAMM-Canada), l'abbé Pierre répondit à Laurendeau qui trouvait ce nom un peu emphatique, à cause de sa résonance avec le mot latin *ira* - *colère* - qu'il aimait bien ce mot et que la *colère* n'était pas un vice. S'adressant à quelques hommes de chez nous, épris de justice sociale, de réformes sociales, André Laurendeau, d'une très grande sensibilité, savait exprimer sa *colère* comme dans son éditorial de 1955.

Durant toute sa carrière, André Laurendeau sera très près de l'O.C.J.C. Il travaillera dans plusieurs domaines avec l'appui et l'aide de ses frères. Il sera un conseiller écouté : A.C.J.C., Ligue pour la défense du Canada, Bloc populaire canadien, Ligue d'Action nationale, Commission d'enquête sur le bilinguisme.

J'ai bien connu et bien fréquenté Laurendeau, et j'ai participé à de nombreuses consultations sur la collectivité canadienne-française durant plus de 30 ans. J'ai admiré cet homme. Je voudrais que le Québec contemporain reconnaisse sa contribu-

tion. Cet homme ne connaissait aucun dogmatisme, aucun sectarisme; il était tolérant et épris de liberté.

[189]

Sources

Ordre de Jacques-Cartier

Fonds J. Z. Léon Patenaude et Rosaire Morin, Fondation Lionel-Groulx.

Une Société secrète:

l'Ordre de Jacques-Cartier

Raymond Laliberté, Hurtubise HMH, 1983.

L'abbé Pierre

Journal *Vrai* (1954-1959),

Fonds J. Z. Léon Patenaude et Fondation Lionel-Groulx.

Extrait d'une oeuvre non publiée:

J. Z. Léon Patenaude,

«Mes mémoires de mémoire», (1926-1988)

IRAMM-CANADA

Fonds J. Z. Léon Patenaude et Fondation Lionel-Groulx

[191]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre V. *André Laurendeau et le nationalisme*

COMMUNICATION

André Laurendeau
et la vision québécoise du Canada

*Denis Monière **

[Retour à la table des matières](#)

La mémoire collective est tissée au fil des événements. La nouvelle du jour efface celle de la veille de sorte que nous oublions les acteurs et les idées qui ont produit cette actualité. Nous ne conservons le plus souvent des ambitions, des espoirs et de l'œuvre des générations passées que des images floues. De plus, la dynamique des conflits entre générations pousse souvent la jeunesse à dévaloriser sans examen l'œuvre de ses prédécesseurs. Dès lors, le rôle de l'historien consiste à limiter les ravages du temps en reconstituant la trame du passé pour en dégager les éléments essentiels et éclairer la réflexion sur le temps présent. Le souvenir n'est-il pas la condition de la postérité ?

Personnage de premier plan de la vie politique québécoise de 1942 à 1968 André Laurendeau, quinze ans après sa mort, était presque oublié. Son nom pour les nouvel-

* Denis MONIÈRE est professeur au département de science politique de l'Université de Montréal. Il a publié une biographie d'André Laurendeau aux Éditions Québec/Amérique. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

les générations n'évoque que peu de chose. Les enfants de la Révolution tranquille, quant à eux, l'avaient rangé dans le placard du fédéralisme et du bilinguisme sans chercher à comprendre la portée de sa pensée. Il faut dire à leur décharge que son rôle de coprésident de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme a fait écran en le coupant de la jeunesse des années 60, qui était tournée vers des idéaux plus radicaux. Sa mort prématurée l'empêcha aussi d'aller au bout de son oeuvre et la polarisation des options constitutionnelles acheva de l'évacuer du champ de la conscience collective.

Je me suis intéressé à Laurendeau et j'ai entrepris d'écrire sa biographie pour rattraper le fil de notre histoire collective, pour retrouver le temps perdu. Mon ambition était d'explorer l'interaction entre le destin individuel et le destin collectif, c'est-à-dire de retracer les principales influences qui ont façonné la personnalité et l'idéologie d'André Laurendeau, et en retour de voir comment celui-ci a réussi à influencer l'évolution de son milieu. Il y a une relation dialectique entre l'histoire d'un individu et celle de tout un peuple, et à cet égard on peut dire que Laurendeau fut le miroir de notre évolution. Il a vécu et exprimé les angoisses, les ambivalences, les hésitations et les espoirs qui ont façonné notre destin [192] collectif. Ses inquiétudes, ses incertitudes et ses passions étaient à l'image même du Québec. Homme de pensée et d'action, il a su allier engagement et réflexion et, contrairement à beaucoup d'intellectuels québécois, il n'est pas resté dans sa tour d'ivoire. Il est descendu dans la mêlée. Il a autant cherché à comprendre la société qu'à promouvoir son évolution.

Le personnage d'André Laurendeau est aussi intéressant parce qu'il peut être considéré comme la première figure exemplaire de l'intellectuel au Québec. Il a parcouru les grands réseaux de l'influence idéologique et du pouvoir politique ayant été tour à tour directeur de la revue *L'Action nationale*, chef et député du Bloc populaire, journaliste et rédacteur en chef au *Devoir*, romancier, dramaturge, animateur à Radio-Canada de la célèbre émission «Pays et merveilles» et enfin coprésident de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Son itinéraire intellectuel et politique a été balisé par les exigences et les grandes aspirations du nationalisme.

LE NATIONALISME D'ANDRÉ LAURENDEAU

Le nationalisme d'André Laurendeau exprime un refus viscéral de la discrimination et un désir passionné d'égalité. Les jeunes francophones au début des années trente subissaient durement les effets de la crise économique. Ceux qui sortaient de l'université, tout particulièrement les avocats, ne trouvaient pas de travail. Ces jeunes souffraient de vivre dans un pays où ils se sentaient traités en étrangers. Leur

conscience nationaliste s'enflamma à l'occasion de la conférence impériale de 1932. Sur les 64 fonctionnaires désignés par le gouvernement Bennett pour participer à cette conférence, il n'y avait pas un seul Canadien français. Pour corriger cette injustice, le gouvernement Bennett eut l'outrecuidance de nommer un seul francophone sur la délégation canadienne, ce qui équivalait à ajouter l'injure à l'injustice.

La discrimination dans l'accès à la fonction publique était depuis la Conquête un des principaux griefs des nationalistes canadiens-français, car ainsi les élites professionnelles ainsi privées d'un débouché important et d'une source de mobilité sociale.

Laurendeau prendra le leadership de la protestation des jeunes. Il a expliqué en 1962, dans un article du *Maclean*, les raisons de son engagement nationaliste :

Il s'agit d'une réaction de fierté blessée. Nous nous sentions humiliés, nous nous rebellions devant le fait de notre inexistence. Ce nationalisme est à la fois très émotif et très formel : donc profond car ce qui joue c'est [193] un sentiment de dignité personnelle, nous nous sentions solidaires d'un groupe humain traité avec mépris.

Cette revendication d'une égalité de traitement pour les francophones sera une des constantes de la pensée de Laurendeau.

La jeune génération manifeste non seulement sa volonté de lutter contre la discrimination linguistique mais aussi sa conscience de l'infériorité économique des francophones, qui s'accroît avec l'industrialisation et la pénétration des capitaux américains. Les jeunes élargissent le contenu du nationalisme, restreint jusque-là par les intérêts de l'Église, qui tentait de dépolitiser le mouvement et de l'asservir aux finalités religieuses. Ils introduisent de nouveaux thèmes comme l'émancipation économique, la lutte contre les trusts, la francisation du commerce, l'achat chez nous. Ils amorcent ainsi le processus de modernisation de la pensée nationaliste.

À la suite d'un séjour de deux ans en France, de 1935 à 1937, Laurendeau prendra conscience de la nécessité de dissocier le nationalisme de la pensée de droite. Influencé par les catholiques de gauche de la revue *Esprit*, il prend ses distances vis-à-vis les nationalistes traditionnels qui sont sympathiques à Mussolini et à Franco.

Il est convaincu que nationalisme et conservatisme ne vont pas nécessairement de pair. Le nationalisme moderne doit, à son avis, accepter les changements sociaux et surtout être ouvert sur le monde. Il réclame un nationalisme débarrassé des dogmes, attentif aux faits, un nationalisme positif, constructif, qui ait prise sur les réalités du monde moderne.

Il refuse de s'enfermer dans un carcan doctrinal et aspire à juger les situations pour elles-mêmes sur la base des faits, des données de l'expérience. Il affirme un nouveau credo: les préjugés doivent céder la place à l'analyse.

Il prend aussi conscience de l'importance du mouvement ouvrier et de la nécessité pour les nationalistes de défendre les causes du progrès et de la justice sociale. Pour cette raison il s'opposera au nationalisme de Duplessis qui était négatif et conservateur. Il croit que l'État, et tout particulièrement l'État du Québec, doit jouer un rôle dynamique pour favoriser le développement économique et social des Canadiens français. Pour Laurendeau, l'enjeu de la question nationale n'est plus seulement la défense des droits et des institutions, c'est le développement de la collectivité. La nation n'est pas simplement une réalité juridico-culturelle, elle est avant tout une réalité sociologique. Dès lors, l'objectif des nationalistes n'est pas simplement la lutte contre la discrimination et pour la [194] justice par l'égalité des droits individuels. L'objectif doit être le développement de la société par la mobilisation des ressources collectives. Ce concept de développement ouvre une perspective nouvelle, qui attribue à l'État un rôle central dans l'épanouissement de nouveaux pouvoirs permettant à l'État du Québec d'assumer ses nouvelles responsabilités. Laurendeau amorce de cette façon la transition du nationalisme canadien-français au nationalisme québécois.

LE FÉDÉRALISME

Laurendeau était un disciple de Groulx. Il n'a jamais renié le maître à penser de sa jeunesse. Il a toujours été partisan de la thèse des deux nations. La pierre angulaire de sa pensée constitutionnelle est la défense de l'autonomie provinciale. Toute sa vie, Laurendeau a combattu les tendances centralisatrices du fédéralisme canadien.

Pour Laurendeau le Canada est une confédération, ce qui signifie que l'État fédéral est la somme des pouvoirs de l'État central et des États provinciaux, soit un système de souveraineté partagée où chaque palier du gouvernement doit avoir l'autorité suprême dans sa sphère de compétence. L'État central, n'est pas l'État canadien, il n'en est qu'une partie :

Qu'est-ce que l'État canadien ? C'est l'ensemble des pouvoirs politiques, c'est-à-dire l'État central et les États provinciaux. Ceux-ci ne sont pas devant celui-là, des pouvoirs subalternes dans les sujets qui sont de leur compétence. Ils traitent entre eux d'égal à égal ⁹⁵.

⁹⁵ *Le Devoir*, 27 septembre 1948.

Ce principe de souveraineté partagée et d'égalité politique entre les niveaux de pouvoir se justifie par l'existence historique de deux peuples fondateurs et par la réalité sociologique de deux cultures distinctes. De plus, la décentralisation politique est nécessaire parce qu'elle rapproche le pouvoir du peuple, ce qui favorise une meilleure adéquation entre les besoins réels et les politiques. Dans un manifeste sur l'autonomie provinciale qu'il publia en 1938 dans *L'Action nationale*, il précise que la formule confédérative signifie non seulement le respect du bilinguisme à l'intérieur des institutions fédérales ou encore la juste part des francophones dans le fonctionnarisme canadien, mais qu'elle nécessite aussi pour le Québec l'autonomie législative et administrative dans l'ordre économique et social.

[195]

Il a toujours considéré que le Québec était plus qu'une simple province, était le foyer national des Canadiens français, parce qu'il était la seule province où les francophones sont majoritaires. Il écrit en 1944:

L'autonomie provinciale, c'est ce qui permet aux Canadiens français du Québec de diriger eux-mêmes leur vie économique et sociale, chaque fois que l'autonomie provinciale est violée, chaque fois que Québec abandonne des droits à Ottawa, nous enlevons le pouvoir de faire des lois à un gouvernement où nous sommes la majorité pour le donner à un gouvernement où nous sommes la minorité ⁹⁶.

Laurendeau s'oppose aux thèses centralisatrices de la Commission Rowell-Sirois et il préconise une relation d'égal à égal entre le fédéral et les provinces. Il exigeait à cette époque le rapatriement des pouvoirs de taxation: «Il n'y a pas, dit-il, de souveraineté véritable là où un pouvoir doit dépendre d'un autre pour la perception des fonds qui lui sont nécessaires» (Manifeste du Bloc populaire).

Parce que cette théorie constitutionnelle est contredite par les faits, Laurendeau lutte au cœur d'un dilemme insoluble. Il est soumis à la tension des vérités en croix; il est en effet obligé de dénoncer les progrès constants de la centralisation des pouvoirs en invoquant l'autonomie des provinces, tout en défendant le système fédéral contre ceux qui poussent la logique de la décentralisation jusqu'à la séparation. Il s'oppose au séparatisme au nom du fédéralisme coopératif, alors que celui-ci est nié par la pratique même de l'État central. Il se définit comme autonomiste par rapport aux centralisateurs et comme fédéraliste par rapport aux séparatistes. En termes plus contemporains, sa position constitutionnelle se résume à revendiquer un

⁹⁶ *Le Devoir*, 24 janvier 1944.

Québec largement souverain dans un Canada décentralisé, le Québec devant exercer sa souveraineté sur les plans culturel, économique et social.

Le Québec n'est pas une province comme les autres, car l'État du Québec représente une nation. Il est responsable non seulement de ses citoyens, mais aussi de toute la diaspora canadienne-française: «Le Québec dit-il, c'est la réalité politique à laquelle s'accroche notre destin de peuple ⁹⁷.»

Le Canada est pour lui un pays biethnique et biculturel où coexistent deux sociétés distinctes. Il pense que ces deux nations doivent [196] s'appuyer chacune sur un État distinct. Il ne reconnaît pas à l'État central le droit de représenter les francophones:

Certains voudraient remettre à Ottawa des responsabilités nouvelles en matière de culture; du même coup ils prétendent obtenir du gouvernement central un meilleur traitement pour le français; cela risque d'être un jeu de dupes car non seulement c'est trahir l'esprit du fédéralisme mais c'est remettre à une majorité anglo-protestante la haute main sur une partie de notre vie culturelle. ⁹⁸

Il met les minorités vivant hors du Québec en garde contre la tentation de réclamer l'intervention d'Ottawa dans les champs de juridiction provinciale, parce qu'elles n'obtiennent pas justice dans les provinces anglophones. Une telle stratégie équivaudrait, dit-il, à lâcher la proie pour l'ombre.

Le Québec est le seul État national des Canadiens français car c'est le seul endroit où les francophones sont en majorité et peuvent maîtriser leur destin collectif. Laurendeau laisse sous-entendre que si l'autonomie provinciale était menacée par la centralisation politique, l'allégeance des Canadiens français devrait alors se concentrer sur leur État national: le Québec. Il est convaincu qu'une trop grande centralisation ferait éclater le Canada qui, à cause de sa diversité ethnique et de ses dimensions géographiques, a besoin d'une structure de pouvoir décentralisée.

Il reprend l'argument de la dualité canadienne pour s'opposer à la formule d'amendement de la constitution proposée par Louis Saint-Laurent, en 1950. Il s'oppose au projet du Premier ministre qui voulait faire de la Cour suprême du Canada un tribunal de dernière instance en matière constitutionnelle car les juges, étant nommés par le gouvernement fédéral, auront tendance, dit-il, à penser comme lui et à favoriser la centralisation. Quant à la formule d'amendement, qui confiait cette responsabilité au seul parlement fédéral, il estime qu'elle remet en cause l'entente en-

⁹⁷ *Le Devoir*, 30 septembre 1949.

⁹⁸ *Le Devoir*, 11, juin 1951.

tre les deux nations en ne reconnaissant pas au seul représentant légitime des francophones, l'État du Québec, un droit de veto:

Puisque l'État canadien, écrit-il, est constitué par la synthèse de deux pouvoirs, c'est à l'État canadien tout entier et non pas à l'État central seul, que doit revenir le pouvoir de modifier la Constitution. La Confédération étant et devant rester un pacte entre deux nationalités on ne saurait se débarrasser du seul État dont la nationalité canadienne-française est maîtresse ⁹⁹.

[197]

Il pensait que le biculturalisme était indispensable à la survie du Canada, c'est-à-dire qu'il devait y avoir un rapport d'égalité entre les deux peuples. Il s'agissait de négocier d'égal à égal la reconnaissance juridique et politique de l'existence des deux peuples fondateurs. Le Canada ne pouvait survivre que si les francophones avaient les droits et les pouvoirs nécessaires à leur développement. Puisque le Québec était le foyer national des Canadiens français, il fallait qu'on lui rétrocède les pouvoirs et les ressources lui permettant de jouer efficacement son rôle d'État national. Dès lors, l'accroissement des pouvoirs du Québec était une condition indispensable à la survie du Canada. Il ne lui restait plus qu'à convaincre le Canada anglais du bien-fondé de son diagnostic. Cette mission impossible le conduira sur les chemins tortueux de la Commission B B.

BILINGUISME ET BICULTURALISME

Si Laurendeau demeure fidèle aux objectifs du nationalisme canadien-français, il se distingue toutefois de ses prédécesseurs par sa grille de lecture de la réalité canadienne. Au lieu de privilégier une approche juridique de la question linguistique, il adopte une vision sociologique des rapports entre les communautés nationales. Dans cette perspective, le bilinguisme n'est pas une simple question de droit ou de justice. Pour constituer une véritable solution, le bilinguisme doit s'accompagner de changements dans les structures politiques du pays. Il estime que le bilinguisme est un préalable institutionnel à l'établissement du bilinguisme au Canada. Il ne suffit pas que l'État fédéral soit officiellement bilingue, il faut en plus que le bilinguisme soit une exigence qui corresponde à une nécessité pratique. Or celle-ci ne peut exister que s'il y a deux sociétés distinctes qui coexistent sur un pied d'égalité. Laurendeau en

⁹⁹ *Le Devoir*, 27 septembre 1948 et 10 janvier 1950.

arrivait même à la conclusion que l'unilinguisme était une condition nécessaire d'un sain bilinguisme. Son raisonnement est le suivant:

[...] On est bilingue en Amérique du Nord si la possession des deux langues est nécessaire ou vraiment utile. Or cette nécessité ou cette utilité n'existent que si l'on doit avoir affaire à un groupe unilingue assez important de l'autre langue. Deuxièmement un milieu ne possède sa langue que s'il est immergé et s'il s'en sert dans ses principales activités. Je parle bien d'un milieu et non d'un individu. En d'autres termes, l'expérience qui nous a été transmise jusqu'ici au Canada et que paraissent confirmer les exemples belges et suisses, établit que le bilinguisme ne saurait vivre que s'il s'appuie sur deux unilinguismes, sans quoi le bilinguisme est une [198] situation transitoire qui aboutit à l'unilinguisme du plus fort et du plus nombreux ¹⁰⁰.

Chez Laurendeau, il n'y a pas de mystique du bilinguisme. Cette politique n'est considérée que comme un moyen fonctionnel de faciliter les rapports entre les citoyens et les institutions.

Ce qui compte avant tout, c'est d'assurer l'existence de deux cultures distinctes au Canada. La politique des langues officielles était à la périphérie du problème fondamental de l'égalité des deux nations. Les chances de survie et d'épanouissement d'une culture dépendent du degré d'utilisation de la langue dans la vie quotidienne. Lorsque les membres d'un groupe culturel doivent recourir à une autre langue pour exprimer les réalités quotidiennes, ce groupe est alors en voie d'assimilation. L'assimilation peut être une conséquence du bilinguisme. Pour éviter cet étiolement de la personnalité culturelle d'un peuple, il faut que le biculturalisme soit un préalable au bilinguisme. Laurendeau pense que les deux cultures doivent s'incarner dans des sociétés distinctes et qui doivent le rester.

Pour Laurendeau, l'objectif prioritaire de cette commission d'enquête n'était pas le bilinguisme mais la reconnaissance d'un nouveau statut politique pour le Québec:

Au début de l'enquête, j'aurais été porté à concevoir l'ensemble canadien comme un pays bilingue à l'intérieur duquel on aurait reconnu au Québec des prérogatives particulières. Aujourd'hui, le problème me paraît se poser à l'inverse: le statut particulier du Québec est une exigence première ¹⁰¹.

¹⁰⁰ Collection André Laurendeau, 18 août 1965, p2c 805, p. 1.

¹⁰¹ Ibid.

Cette commission d'enquête devait, à son avis, aboutir à une refonte en profondeur de la Constitution, afin d'établir un fédéralisme asymétrique. Certes pour Laurendeau, l'adoption d'une politique des langues officielles était importante mais elle ne devait pas devenir une panacée, un alibi pour évacuer la vraie cause de la crise canadienne: le statut politique du Québec. Il fallait surtout au Canada une réforme constitutionnelle qui reconnaisse le principe de la double majorité et qui institutionnalise l'égalité politique entre les deux peuples fondateurs. D'ailleurs, dans le rapport préliminaire, les commissaires reconnaissent unanimement que la crise politique canadienne avait ses racines au Québec et qu'il y avait là un dénominateur commun: les Québécois réclament au minimum un statut particulier reconnaissant le Québec [199] comme société distincte. Le diagnostic des commissaires était sans équivoque :

Il ne s'agit plus selon nous du conflit traditionnel entre une majorité et une minorité. C'est plutôt un conflit entre deux majorités; le groupe majoritaire au Canada et le groupe majoritaire au Québec ¹⁰².

Les commissaires se disent convaincus que ce conflit ne pourra être résolu que par des réformes de structures nécessitant une redistribution des pouvoirs politiques et pas seulement par la reconnaissance de droits individuels. Ils estiment que la survie du Canada passe par une association réelle qui reconnaisse l'égalité entre le Québec et le Canada. Le Canada de l'avenir devrait être construit sur la base de *l'Equal Partnership*.

Laurendeau reprendra cette thèse de l'égalité politique dans les pages bleues du *Livre I* du rapport. Il estime qu'à lui seul le bilinguisme ne solutionnera pas la crise canadienne car, dit-il, «il y a d'autres conditions également vitales du maintien et du progrès des cultures anglaise et française au Canada ¹⁰³». L'égalité entre les individus doit être complétée par l'égalité entre les deux cultures. Cette égalité est définie ainsi:

Il ne s'agit plus de développement culturel et de l'épanouissement des individus mais du degré d'autodétermination dont dispose une société par rapport à l'autre [...] il s'agit de la maîtrise plus ou moins complète de chacune sur les gouvernements qui la régissent ¹⁰⁴.

¹⁰² Rapport préliminaire de la Commission B.B., p. 84.

¹⁰³ Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme: les langues officielles, Livre I, p. XXVII.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. XXXV.

Il fallait, selon lui, définir un nouvel équilibre constitutionnel qui puisse concilier le désir d'autodétermination du Québec avec le maintien des liens avec le Canada. La réforme de la constitution devait déboucher sur un nouveau partage des pouvoirs qui confère au Québec un statut particulier.

Pour réaliser cet idéal d'égalité, Laurendeau a sacrifié sa liberté de journaliste et sa carrière littéraire afin de s'engager dans le travail de la Commission. Il espérait aboutir à une nouvelle entente qui donnerait des assises constitutionnelles au biculturalisme par l'institutionnalisation du principe de l'égalité entre les deux peuples. Il croyait par son influence intellectuelle, par la force de la raison, pouvoir convaincre le Canada anglais de l'urgence de ces changements constitutionnels demandés par le Québec.

[200]

Mais ce projet restera inachevé parce qu'il n'était relayé par aucune force politique sur la scène fédérale. Cette vision québécoise du Canada n'était véhiculée que par des partis œuvrant sur la scène provinciale. L'influence de l'intellectuel ne peut rivaliser avec le pouvoir du politicien, à moins que l'intellectuel ne descende lui-même sur la place publique pour faire avaliser son option par les citoyens.

C'est ce que fera Pierre Trudeau pour enrayer l'affirmation des droits politiques du Québec et imposer sa vision unitaire et centralisée du Canada.

Mais si Trudeau a remporté la première manche en évacuant la perspective du biculturalisme et en refusant de reconnaître le statut particulier du Québec, il n'a pas pour autant solutionné la crise politique canadienne. Le Québec n'a pas encore adhéré à la nouvelle constitution.

Si le politicien peut, par ses décisions, marquer l'évolution institutionnelle d'un pays, il ne peut enrayer l'influence des idées qui ont la vie dure lorsqu'elles sont en adéquation avec le réel. On peut ainsi constater que la pensée de Laurendeau marque encore aujourd'hui le débat sur l'avenir politique du Québec et qu'elle a inspiré la position constitutionnelle du Québec lors de la négociation de l'entente du lac Meech. En effet, le concept de la société distincte et les arguments en faveur du statut particulier du Québec ont été définis par Laurendeau dans les pages du premier livre du *Rapport de la Commission B.B.*, pages qui contiennent en quelque sorte le testament politique d'André Laurendeau.

Photo 1.

André Laurendeau, jeune marié, juin 1935. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 2.

André Laurendeau avec son père, Arthur Laurendeau, et sa mère, Blanche Hardy. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 3.

Assemblée du Bloc populaire pendant la guerre. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 4.

André Laurendeau entre Maxime Raymond (à gauche) et Henri Bourassa (à droite). Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 5.

André Laurendeau lors de la campagne anti-conscriptionniste. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 6.

André Laurendeau, chef de l'aile provinciale du Bloc populaire canadien. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 7.

André Laurendeau, député du Bloc populaire canadien (1944-1947). Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 8.

André Laurendeau à l'assemblée du Bloc populaire en juillet 1944. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 9.

Allocution au Congrès juif au cours des années 1950. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 10.

La famille Laurendeau en 1959. De gauche à droite: Jean, André, Francine, Olivier, madame Ghislaine Laurendeau tenant Geneviève et Yves (assis). Sylvie n'était pas encore née. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 11.

La Commission Laurendeau Dunton à Québec en juin 1964. De gauche à droite: Madame Gertrude Laing, MM. Clément Cormier, Neil Morrison, Paul Lacoste, Paul Wyczynski, Jean-Louis Gagnon, André Laurendeau, Wilfrid Hamel, Davidson Dunton, Jaroslav Rudnycky, Royce Frith et Frank Scott. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 12.

Frank Scott et André Laurendeau. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 13.

André Laurendeau, coprésident à la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, de 1963 à 1968. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 14.

La Commission à Québec en 1964: Jean-Louis Gagnon, Wilfrid Hamel, André Laurendeau (assis), Davidson Dunton et Jaroslav Rudnycky. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

Photo 15.

André Laurendeau, journaliste au Devoir, 1947-1962. Voir dans [Les Classiques des sciences sociales](#).

[201]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VI

ANDRÉ LAURENDEAU et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Participants

Guy BOUTHILLIER
Paul LACOSTE
Neil MORRISON
Stanley B. RYERSON

Présentation

Robert COMEAU

[Retour à la table des matières](#)

[203]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VI. André Laurendeau et la Commission d'enquête
sur le bilinguisme et le biculturalisme.

PRÉSENTATION

Robert Comeau

[Retour à la table des matières](#)

Laurendeau consacra les dernières années de sa vie à la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, créée par le gouvernement de Lester B. Pearson en 1963. Il en fut le président conjoint jusqu'à sa mort en 1968. L'idée d'une telle commission est venue de Laurendeau lui même, qui ne pensait pas en devenir le président. C'est le 26 janvier 1962 qu'il publiait dans *Le Devoir* sous le titre «Pour une enquête sur le bilinguisme» un éditorial qui devait entraîner pour le pays et pour l'auteur des conséquences considérables. On pouvait y lire que «le problème de la Confédération [...] dépasse singulièrement le pur et simple rapatriement de la constitution, et plus encore les chèques bilingues». Il abordait alors la question de la «participation des Canadiens français à la Confédération» :

Le bilinguisme des chèques, c'est une mesure tardive qui ne répond aucunement aux aspirations actuelles des Canadiens français. Ils en ont assez de ces concessions à la petite décennie. Ils demandent, si l'on tient à leur présence au sein de la Confédération, une réforme autrement générale.

L'éditorial précisait les trois fins de cette enquête qu'il réclamait:

1. Savoir ce que les Canadiens, d'un océan à l'autre pensent de la question (du bilinguisme);

2. Étudier à l'extérieur et de près - en des pays comme la Belgique et la Suisse - la façon dont des sociétés aux prises avec les mêmes questions les ont résolues;
3. Connaître, toujours de très près, la situation qui est faite aux deux langues dans tous les services fédéraux.

À partir de cette masse de faits, les commissaires pourraient dégager quelques principes fermes et précis à partir desquels le gouvernement aurait le loisir d'établir une politique.

Lorsque le mandat fut accordé à la Commission par le gouvernement Pearson, lors de son arrivée au pouvoir au printemps de 1963, «il [204] fut rédigé en des termes donnant ouverture à une interprétation très large ¹⁰⁵» :

[...] faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques [...]

[...] présenter des recommandations de nature à assurer le caractère bilingue et fondamentalement biculturel de l'administration fédérale.

[...] faire rapport sur le rôle dévolu aux institutions tant publiques que privées, [...] en vue de favoriser le bilinguisme [...] ainsi qu'une compréhension plus répandue du caractère fondamentalement biculturel de notre pays.

[...] discuter avec les gouvernements provinciaux [...] les occasions qui sont données aux Canadiens d'apprendre le français et l'anglais et présenter des recommandations sur les moyens à prendre pour permettre aux Canadiens d'apprendre le français et l'anglais et présenter des recommandations sur les moyens à prendre pour permettre aux Canadiens de devenir bilingues.

À l'occasion du colloque, nous avons demandé aux deux secrétaires conjoints de la Commission, MM. Neil Morrison, qui provenait de la société Radio-Canada et Paul

¹⁰⁵ Le mandat se trouve précisé dans le *Rapport préliminaire* de la Commission, p. 43. Pour une analyse de la Commission, voir Paul Lacoste, «La commission Laurendeau-Dunton», texte rédigé en octobre 1989, 26 pages (à paraître en introduction au *Journal d'André Laurendeau*, VLB, 1990).

Lacoste, ancien recteur de l'Université de Montréal, de nous parler d'André Laurendeau à la Commission.

Paul Lacoste souligne que, selon son interprétation du mandat de la Commission, Laurendeau le voulait aussi large que possible. C'est également le point de vue de Claude Ryan, qui a affirmé à la séance de clôture de ce colloque que jamais André Laurendeau n'aurait accepté l'invitation de Lester B. Pearson de coprésider la Commission s'il s'était agi d'une simple étude sur les droits linguistiques. «Si Laurendeau a accepté, c'est que le mandat était plus large et permettait de proposer une révision du statut de la société québécoise au sein de la fédération ¹⁰⁶.» La Commission a posé un diagnostic très discuté sur «la période la plus critique de (notre) histoire, depuis la Confédération, diagnostic qui faisait [205] une large place à la dimension politique des problèmes. C'est dans le premier livre du rapport final, dans les célèbres «pages bleues» (pages XI à XLIII) que Laurendeau aborde de front la dimension politique de la crise: ces pages admirablement rédigées apparaissent en quelque sorte comme le testament de Laurendeau, selon l'ex-commissaire Paul Lacoste. Mais le Canada anglais n'était pas prêt à remettre en question la structure même du pays comme l'aurait souhaité Laurendeau. Le Canada anglais était d'autant moins prêt à donner au Québec un statut particulier - une expression de Laurendeau - que les hommes politiques d'origine québécoise venaient de prendre le pouvoir à Ottawa et n'avaient de cesse de prétendre que le Québec est une province «comme les autres». Quelques jours avant de mourir, raconte Claude Ryan, Laurendeau lui révéla son intuition de l'avenir constitutionnel du Québec. «J'ai l'impression qu'éventuellement les recherches actuelles de la Commission pourraient déboucher sur une formule intermédiaire entre le statut particulier - qui pourrait ressembler à un simple cadeau du Canada anglais - et l'Etat associé que n'accepterait pas le Canada anglais.» Pour Laurendeau, c'est le développement d'un Québec fort qui devait offrir la meilleure garantie de l'intégrité culturelle des francophones.

Paul Lacoste explique les divergences de vue à l'intérieur de la Commission au sujet de la dimension politique et constitutionnelle du problème. «Le groupe minoritaire, dirigé par Laurendeau, ne pouvait ni faire prévaloir son point de vue, ni y renoncer»... Et même s'il avait vécu, «je ne crois pas que Laurendeau aurait pu rallier à son point de vue une majorité de commissaires»... Il croyait peut-être par sa seule influence intellectuelle pouvoir convaincre le Canada anglais de l'urgence de changements constitutionnels substantiels. Comme l'explique Denis Monière, dans son intervention au colloque, «ce projet restera inachevé parce qu'il n'était relayé par aucune force politique sur la scène fédérale».

¹⁰⁶ Voir le compte rendu de Yves BOIVERT, «La vision de Laurendeau pour le Québec: entre le statut particulier et l'État associé» dans *La Presse*, 20 mars 1989.

Reprenant le fait que Laurendeau rejetait énergiquement la conception d'un Canada bilingue mais multiculturel, Neil Morrison note à son tour que la Commission a fondé ses recommandations sur le principe de l'égalité des deux sociétés dominantes et non sur l'égalité des minorités de langue officielle.

Ce dernier virement de cap politique s'est produit au moment où la direction et l'idéologie du parti et du gouvernement libéral changeaient, lorsque Lester B. Pearson a quitté son poste de premier ministre et a cédé sa place à Pierre Elliott Trudeau en 1968. Laurendeau décédait au moment même de la campagne électorale fédérale de juin 1968.

[206]

Neil Morrison critique vivement ce virage opéré par le gouvernement Trudeau: lors de l'élaboration de la *Loi sur les langues officielles* de 1969, il a complètement écarté les concepts fondamentaux du biculturalisme au profit du «multiculturalisme». Cette politique n'a que retardé la solution du problème.

M. Neil Morrison fut très catégorique: «Laurendeau a été trahi par Trudeau, Marchand et certains chercheurs de la Commission. Laurendeau m'a confié un jour : "Je considère Trudeau comme un ennemi." Léon Dion est intervenu dans la salle et a souscrit pleinement à cette interprétation de l'histoire: "Le rapport a été détourné de ses fins. À l'origine, la Commission voulait aider les minorités francophones et le Québec français. Mais cela a été déjoué par le gouvernement Trudeau. Laurendeau voulait également formuler des recommandations sur le statut politique du Québec. ¹⁰⁷»

Cette séance fut animée par Lysiane Gagnon du journal *La Presse*. Par ailleurs, M. Guy Bouthillier ne nous a pas fait parvenir le texte de son exposé.

¹⁰⁷ Pierre O'NEILL, «Trudeau a "trahi" la mission d'André Laurendeau. Conclusions du colloque sur l'ancien coprésident de la Commission Laurendeau-Dunton», *Le Devoir*, 20 mars 1989.

[207]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VI. André Laurendeau et la Commission d'enquête
sur le bilinguisme et le biculturalisme.

COMMUNICATION

André Laurendeau et la Commission
sur le bilinguisme et le biculturalisme

*Paul Lacoste **

[Retour à la table des matières](#)

En si peu de temps, il n'est pas question de donner une vue d'ensemble de l'activité et du rôle d'André Laurendeau à la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, créée en 1963. J'évoquerai seulement quelques aspects de cette dernière phase de sa carrière, dont j'ai été témoin dès le début à titre de secrétaire conjoint de la Commission, puis à titre de commissaire, de 1965 à la fin.

J'avais eu l'avantage de connaître Laurendeau bien avant cette époque, à Radio-Canada et chez des amis communs. Il m'avait toujours inspiré un profond respect, mais c'est à la Commission que j'ai vraiment découvert l'homme exceptionnel

* Paul LACOSTE est professeur émérite de l'Université de Montréal dont il a été recteur de 1975 à 1985 et vice-recteur de 1966 à 1975. Il est conseiller du recteur de l'Université de Montréal et avocat ainsi qu'administrateur ou président de plusieurs organismes d'intérêt public. M. Lacoste a enseigné la philosophie à l'Université de Montréal de 1946 à 1968. Il a été secrétaire-conjoint de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme de 1963 à 1965 et commissaire de 1965 à 1971. On lui doit de nombreux articles sur les problèmes de l'éducation. Parmi ses nombreuses fonctions, il a été membre du Conseil supérieur de l'éducation du Québec de 1964 à 1968 et président de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec de 1977 à 1979.

qu'était Laurendeau, la vivacité et l'ampleur de son intelligence, la variété de ses dons, qui lui permettaient d'exceller comme journaliste, d'être efficace dans l'action, de s'adonner au théâtre et au roman et d'acquérir dans combien de domaines une culture étonnamment étendue. Il alliait à des convictions profondes une disponibilité intellectuelle peu commune, et aussi à un idéalisme authentique un sens aigu des réalités. Sa capacité de travail était remarquable. Très sensible, d'une délicatesse qui ne se démentait jamais, il charmait et impressionnait à la fois tous ceux qui le rencontraient. Avec ses collègues, sa patience était égale à sa ténacité et il exerçait sur presque tous un grand ascendant. Sa mort a été ressentie personnellement par un très grand nombre comme une perte irréparable.

Sur sa décision d'accepter la présidence conjointe de la Commission, avec en plus le titre de premier administrateur, Laurendeau ne m'a guère fait de confidences, mais j'ai pu mesurer très tôt ce que son choix lui coûtait. Par exemple, il ne pouvait pas ne pas être peiné ou même blessé [208] par l'attitude de tant de ses compatriotes, parmi lesquels plusieurs personnes qu'il estimait. Le scepticisme poli des uns, les sarcasmes des autres, l'accusation de désertier le nationalisme tel que beaucoup le concevaient et le conçoivent encore, le fait d'être rangé dans le camp de ceux que certains milieux qualifiaient de «fédéraste», l'hostilité ouverte, bruyante et parfois grossière dans trop de rencontres publiques au Québec même, pour ne pas parler de l'insondable incompréhension qui se manifestait dans d'autres provinces, tout cela pesait lourd. Cependant, je n'ai jamais vu Laurendeau même un instant perdre la maîtrise de lui-même, ou se départir de la correction aristocratique qui le caractérisait.

Sur un autre plan, il ne pouvait pas ne pas souffrir de certaines interprétations simplistes et parfois malhonnêtes du mandat ou de l'activité de la Commission. Ainsi, le mot «biculturalisme» demeura-t-il longtemps un sujet d'ironie facile, de même que l'expression *bilingualism from coast-to-coast*, et combien d'autres. Ces malentendus, de bonne ou de mauvaise foi, survivaient à toutes les mises au point. Ainsi, la distinction pourtant élémentaire entre le bilinguisme personnel, sur lequel Laurendeau n'eut jamais d'illusions et le bilinguisme institutionnel sur lequel insistait la Commission, ne fut jamais suffisamment comprise. De même, la notion centrale de district bilingue, conçue pour des portions restreintes du pays seulement, par opposition aux larges zones d'unilinguisme français ou anglais qui devaient subsister, auraient dû faire comprendre beaucoup plus largement que Laurendeau et la Commission n'avaient jamais eu la naïveté d'imaginer un Canada intégralement bilingue. Laurendeau n'eut jamais non plus, quoiqu'on en ait dit, d'illusions sur la situation de nos minorités les plus faibles.

Heureusement, le climat de sérénité et d'harmonie que les présidents ont toujours su maintenir au sein de la Commission, les bonnes relations entre des personnes d'une qualité exceptionnelle, commissaires ou collaborateurs, compensaient, dans une large mesure, les désagréments et les déceptions rencontrés à l'extérieur. Sur le

plan intellectuel, la clarté, l'objectivité et les nuances des textes de Laurendeau, pour ceux qui voulaient bien les lire nous rassuraient le plus souvent, et nous séduisaient presque toujours. S'il a pu autant convaincre et persuader, c'est qu'il savait lui-même questionner et écouter longuement et, j'oserais dire, avidement. Sa pensée évoluait beaucoup par elle-même, mais remarquablement aussi par les échanges incessants qu'il avait avec les interlocuteurs qui lui inspiraient confiance. Il s'était établi comme une osmose entre son esprit assimilateur et quelques autres, de sorte qu'il était souvent impossible de discerner, dans tel ou tel cheminement de la pensée de la Commission, ce qui venait de Laurendeau et ce qui venait d'autres [209] sources. Ceci doit être dit en toute justice, et pour lui-même et pour ses collaborateurs.

Voyons maintenant l'attitude de Laurendeau en ce qui concerne le mandat de la Commission. Ce mandat, comme tant d'autres, se prêtait à une interprétation plus ou moins large ou restrictive. Ainsi, les mots «égalité des peuples fondateurs» permettaient-ils une interprétation extensive du mandat. De même, l'insistance sur le mot «biculturalisme» par opposition au simple bilinguisme. Par contre, les derniers paragraphes du mandat donnaient l'impression d'objectifs plus restreints. Par exemple, en éducation, de juridiction provinciale il est vrai, il n'était question que d'apprentissage de la langue.

Laurendeau insistait toujours sur une interprétation aussi large que possible du mandat. Par exemple, en ce qui concerne l'école, il s'intéressait beaucoup plus à la langue d'enseignement de l'ensemble des matières qu'à l'étude de la langue seconde. Contre toute tendance à mettre l'accent sur le seul bilinguisme, il aimait à mettre en relief les dimensions beaucoup plus larges du biculturalisme. Tout en étant très ouvert aux diverses cultures, il rejetait énergiquement la conception d'un Canada bilingue mais multiculturel, ce qui ne facilita pas les choses dans les provinces de l'Ouest.

Pensons aussi à l'ampleur de l'analyse de la crise que traversait le Canada, qui fait l'objet du rapport préliminaire de la Commission et l'insistance sur l'ensemble des caractéristiques des deux «sociétés distinctes»: tout illustre le contexte large dans lequel Laurendeau situait les problèmes linguistiques. Cela bien entendu dans la perspective d'il y a 25 ans, qui à certains égards a beaucoup changé.

Le lecteur d'aujourd'hui peut s'étonner par exemple de ne pas trouver dans le livre sur l'éducation, dont l'essentiel fut composé avant la mort de Laurendeau, des considérations sur une question qui allait devenir brûlante très peu de temps après, celle de l'école anglaise au Québec. Laurendeau disait privément que le premier ministre Daniel Johnson avait exprimé aux deux Présidents de la Commission l'idée que le jour où on soulèverait vraiment la question de la fréquentation de l'école anglaise par les non-anglophones surgiraient de très graves difficultés. Sur ce point, la Commission posa comme allant de soi le principe de la liberté pour tous de choisir l'école

française ou anglaise ¹⁰⁸. Quelle aurait été la position de Laurendeau quelques années plus tard ? Quoi qu'il en soit, la Commission [210] ne voyait guère la nécessité de parler de la protection du français dans les institutions publiques relevant du gouvernement du Québec.

Par contre, en matière de langue de travail dans l'entreprise privée, le troisième livre du rapport, dont les principes au moins furent arrêtés du vivant de Laurendeau, adopte une position d'inspiration très différente et très peu connue. Le Rapport recommandait l'adoption de mesures énergiques destinées à faire du français la langue principale de l'entreprise ¹⁰⁹. Cette attitude provoqua même la dissidence du professeur Frank Scott, qui tenait fermement à l'égalité des droits en matière linguistique. À cet égard, Laurendeau et la Commission dans son ensemble firent figure de précurseurs, ce qui bien entendu fut peu remarqué, non plus du reste que l'insistance sur la nécessité de larges zones d'unilinguisme français au Québec.

Il est certain que la façon très large d'interpréter généralement le mandat ne plaisait pas également à tous les commissaires, et encore moins à beaucoup de milieux d'Ottawa. Elle fut lourde de conséquences, exigeant bien plus de travail, de ressources et de temps qu'on ne l'avait prévu au départ. Sur ce point, Laurendeau fut intraitable, maintenant ses exigences intellectuelles à l'encontre de toute objection. Ainsi fut lancé un programme de recherches sans précédent au Canada en sciences humaines. Les publications auxquelles ont donné lieu ces recherches sont une contribution majeure de la Commission, qui n'aurait pas été possible sans la largeur de vue, les exigences et la ténacité de Laurendeau.

On peut d'ailleurs voir ici un paradoxe, car il n'était pas lui-même un chercheur, et il se méfiait beaucoup des spécialistes et peut-être surtout, pour tout dire, des chercheurs universitaires. Je ne saurais dire, du reste, jusqu'à quel point son propre cheminement intellectuel a été influencé par toutes ces recherches, car il est très intuitif et très conscient des dimensions des problèmes sociaux, culturels et politiques qui échappent à la recherche scientifique. Il n'en tint pas moins à donner aux travaux de la Commission la caution des sciences humaines, et de cela les universitaires doivent lui être très reconnaissants.

Il est cependant un point sur lequel l'interprétation très large que faisait Laurendeau du mandat de la Commission se heurta à une opposition irréductible, soit la dimension politique et constitutionnelle des problèmes qui se posaient dans les relations entre anglophones et francophones. Concrètement, il s'agissait essentiellement du statut du Québec dans la Confédération. Nationaliste depuis toujours et profondément convaincu [211] de l'importance de la dimension proprement politique des problèmes qui se posent aux Canadiens français, Laurendeau, tout en croyant au

¹⁰⁸ Livre II, recommandation 9.

¹⁰⁹ Livre III, recommandation 42.

principe du fédéralisme et à un Canada beaucoup plus ouvert, estimait superficielle et très insuffisante toute tentative d'améliorer vraiment les choses en s'en tenant aux dimensions linguistiques, culturelles et mêmes économiques. Il ne crut jamais que l'on pouvait s'en remettre à des lois fédérales, à l'influence grandissante des nôtres à Ottawa, ou encore à une compréhension plus grande de la part des anglophones en général. Pour lui, un Québec fort devait nous offrir la meilleure garantie, et de beaucoup, de notre intégrité culturelle et de notre développement.

Ceci amenait tout naturellement à poser, une fois de plus, le problème constitutionnel et notamment celui de la répartition des pouvoirs entre Ottawa et Québec. Laurendeau aurait sans doute refusé la présidence conjointe de la Commission s'il avait été exclu de traiter de telles questions. Quelques commissaires, dont moi-même, étaient de son avis, mais la majorité n'estimait pas que le mandat de la Commission et les intentions du gouvernement qui l'avait formée permettaient d'aller aussi loin. Au surplus, et cet argument était d'un poids incontestable, la formation de la Commission, qui ne comprenait qu'un seul spécialiste en droit constitutionnel sur dix membres, n'indiquait pas qu'elle devait s'attaquer au problème des relations fédérales-provinciales, sauf sur des points très particuliers.

Les commissaires discutèrent d'une façon très serrée de ce qu'ils pouvaient ou devaient faire dans ce domaine, et il apparut assez tôt que cette fois, on risquait fort de ne pas s'entendre, même en y mettant beaucoup de temps. Le groupe minoritaire, dirigé par Laurendeau, ne pouvait ni faire prévaloir son point de vue, ni y renoncer. Allait-on alors mettre la Commission en panne et rendre impossible l'exécution de l'ensemble du mandat ?

Pour éviter l'impasse, on convint, en principe, d'aborder les questions politiques. À défaut de traiter les aspects techniques de la Constitution, on formulerait tout de même des principes qui pourraient inspirer et orienter d'importantes modifications. Toutefois, on allait s'attaquer d'abord à l'ensemble des autres questions soulevées par le mandat, reportant à la fin la tentative si risquée d'arriver à des conclusions en matière politique. Les célèbres «pages bleues» du premier livre du rapport final de la Commission font écho à toute cette question, la plus difficile et la plus grave à laquelle elle ait eu à faire face.

Jusqu'à quel point Laurendeau crut-il que ce pari pouvait être gagné, je ne suis pas en mesure de le dire. Il compta sans doute que la [212] Commission ferait au moins un effort aussi sérieux et aussi patient que dans les autres domaines pour faire avancer la question. Tenant lui-même à respecter le plus possible la réserve qu'il s'imposait en tant que président conjoint, et voulant se réserver pour les grands combats, il m'encourageait à exprimer, à toute occasion favorable, le point de vue que je partageais avec lui.

On connaît la suite. Après sa mort, en mai 1968, la Commission poursuivit avec diligence l'ensemble de ses travaux, puis arriva le moment d'aborder la question politi-

que et constitutionnelle. Il serait injuste pour les présidents Dunton et Gagnon de dire que rien ne fut tenté pour donner suite à l'entente évoquée plus haut. Mais ce ne fut pas comparable à ce qu'aurait fait, inspiré et peut-être obtenu Laurendeau lui-même. Lui seul avait la compétence, l'autorité et le temps voulus pour faire valoir le point de vue qui était le sien et, à des degrés divers, celui d'autres commissaires. On constata bientôt que l'on n'arriverait pas à s'entendre, même sur la façon dont la Commission pouvait poser les problèmes, et que dire des chances de les résoudre.

Qu'en aurait-il été si Laurendeau avait vécu? Ici, on en est évidemment réduit à des conjectures, exercice assez futile. Quant à moi, je ne crois pas que Laurendeau aurait pu rallier à son point de vue une majorité de commissaires, même avec toutes les nuances qui faisaient la force de tant de ses textes. On peut cependant imaginer un rapport minoritaire d'une grande qualité, qui aurait été très utile. Ou encore un rapport signé par tous, ou presque tous les commissaires, qui aurait consisté essentiellement en une analyse approfondie et originale de l'état des questions et de certaines hypothèses de solution sans conclusion formelle. Ce simple état du cheminement laborieux de dix personnes de bonne foi, orientées par les plus engagées d'entre elles dans les questions publiques, aurait probablement rendu des services appréciables. La mort de Laurendeau nous priva de tout cela, et de combien d'autres choses.

En terminant, il convient de poser une dernière question, sans réponse celle-là aussi. Quelle influence la Commission, et en particulier Laurendeau, ont-ils eu sur le cours des événements? Je pense à la loi fédérale des langues officielles, aux efforts du gouvernement fédéral en vue d'accroître l'influence des nôtres, aux progrès remarquables des Acadiens, à ceux du français comme langue de travail dans l'entreprise au Québec, etc. Quelle part revient ici aux convictions d'hommes politiques qui ne devaient rien à la Commission, à une poussée de nationalisme chez les francophones qui débordait les hommes politiques, à la menace que faisait planer l'indépendantisme québécois, et quelle part revient à la Commission elle-même? Les historiens en débattront longtemps, mais [213] tout esprit reconnaîtra la profonde sincérité et la qualité du travail d'André Laurendeau dans ce qui fut son ultime effort pour servir les siens, par la Commission qui porta son nom.

[215]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VI. André Laurendeau et la Commission d'enquête
sur le bilinguisme et le biculturalisme.

COMMUNICATION

Bilinguisme et le biculturalisme

Neil Morrison *

[Retour à la table des matières](#)

Dans le préambule de son remarquable livre sur le sens et la nature de l'enquête, *The Cult of the Fact*, le psychologue anglais Liam Hudson souligne que la quête de la cohérence doit passer par l'étude de l'histoire et même de la préhistoire intellectuelle de celui qui la mène et, en dernière analyse, des institutions à l'origine de cette histoire.

LANGUE, CULTURE ET CONSTITUTION

Les problèmes de langue, de culture et de constitution ont été au cœur de l'histoire et de la vie politique du Canada depuis la conquête de 1759. Mais il a fallu 200 ans avant que le gouvernement fédéral entreprenne la première étude globale et approfondie des caractéristiques fondamentales de notre société et des institutions

* Neil MORRISON a été secrétaire conjoint à la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, de 1963 à 1968. Le texte de l'intervention de M. Neil Morrison au colloque a été en partie reproduit dans un dossier spécial de la revue *Langue et société* (no 27, été 1989, D-7-D-8) publiée par le Commissaire aux langues officielles du Canada. Ce dossier de 44 pages a été publié à l'occasion du 25^e anniversaire de la Commission B.B., et du 20^e, de la *Loi sur les langues officielles*. Nous avons utilisé ici cette version.

qui en sont à la fois la matrice et le miroir, imité en cela par le Québec qui a lancé immédiatement après, «l'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec» (Commission Gendron 1968-1972).

En affirmant qu'elle ne «présente pas un traité de sciences sociales mais un témoignage sur la crise canadienne», la Commission B. B. faisait figure de novateur. Pour les privilégiés qui se sont déplacés avec la Commission et qui ont participé à ses rencontres, ce fut une expérience unique, mémorable, mais parfois douloureuse. Je revois, comme si j'y étais, la rencontre avec les représentants des «autres groupes ethniques», au nord de Winnipeg, ma ville natale: j'étais tellement en colère et gêné devant les attaques contre André Laurendeau et les Canadiens français que j'allais quitter la salle lorsque Dave Dunton, beaucoup plus calme et rationnel que moi, m'a persuadé de n'en rien faire.

Je me rappelle aussi l'ambiance hostile qui régnait aux réunions de Chicoutimi et de Québec où les séparatistes attaquaient violemment les [216] commissaires québécois. Mais, en bout de ligne, ces expériences m'ont convaincu que, oui vraiment, il existe une société canadienne-anglaise que la langue, la culture et l'identité distinguent de l'autre société «distincte», celle du Québec. Je peux aussi témoigner que les commissaires ont conclu à l'existence et à la nature de la crise canadienne à partir de faits observés et d'expériences personnelles, et non à partir d'idées ou de convictions préconçues.

La conclusion de la Commission B. B. sur la solution de la crise est encore vraie aujourd'hui: «Il faudra toutefois, que les deux principaux groupes de Canadiens amorcent des négociations d'une vaste portée. Nous croyons que le Canada continuera de vivre et de prospérer, à condition d'en arriver à un compromis satisfaisant, entre ce qui est pour les Canadiens français un minimum vital, et, pour les anglophones, un maximum acceptable.» Si nous ne suivons pas cette route, des affrontements politiques nous attendent, si ce n'est la division pure et simple.

DEUX SOCIÉTÉS DOMINANTES

La Commission royale a fondé ses recommandations sur le principe de l'égalité des deux sociétés dominantes - la francophone et l'anglophone -, non sur l'égalité des minorités de langue officielle. Ce dernier virement de cap politique s'est produit au moment où la direction et l'idéologie du parti et du gouvernement libéral changeaient, lorsque Lester B. Pearson a quitté son poste de premier ministre et a cédé sur place à Pierre Elliott Trudeau, en 1968. C'est cette même année, précisément au cours de la campagne électorale fédérale de juin, qu'André Laurendeau, l'instigateur et le coprésident de la Commission, est mort; à cause de sa disparition, le dernier

volume prévu du rapport, qui devait traiter des questions constitutionnelles et du rôle du Québec comme société distincte, n'a jamais été écrit.

Le gouvernement a commencé à mettre en place plusieurs des recommandations proprement linguistiques du rapport en adoptant, en 1969, la *Loi sur les langues officielles*. Mais il a laissé de côté les concepts fondamentaux de politique biculturelle que la Commission avait exposés dans son «Introduction générale» au Rapport final. Le gouvernement Trudeau a notamment rejeté le rôle confié au Québec par la Commission, à savoir: «[...] à notre avis, le rôle des Québécois dans la vie française au Canada devra être reconnu bien plus qu'il ne l'est dans la pratique, aujourd'hui... Il résulte de cet ensemble de faits un leadership québécois pour la promotion de la langue et de la culture française au Canada, quelle que soit la solution politique qui l'emporte en définitive.» En d'autres [217] mots, la langue française ne survivra que si elle devient la langue de travail vivante du Québec, et la survivance des minorités dépend d'un Québec français fort. «Cela résulte, non des idéologies ou d'un quelconque messianisme, mais de la nature des choses. Dans ce sens, il est évident et indiscutable que Québec n'est pas "une province comme les autres". » Mais Pierre Trudeau croyait fermement que le Québec «n'était qu'une province comme les autres» et n'avait pas besoin de pouvoirs additionnels ou d'un statut spécial pour préserver et promouvoir la langue et la culture françaises au Canada ... et dans l'Amérique du Nord. Les droits individuels l'emportaient sur les droits collectifs, ou les remplaçaient.

Le Canada anglais était convaincu qu'en acceptant le bilinguisme au palier fédéral - ce qu'il fût, dans l'ensemble - il réglait le problème du Québec: les Canadiens français se sentiraient chez eux partout au pays. Cependant, le Québec - du moins sa majorité francophone - considérait le bilinguisme comme la voie vers l'assimilation. Le problème du Québec n'a pas disparu bien que nous vivions depuis 20 ans sous le régime de la *Loi sur les langues officielles*, et les minorités francophones de l'extérieur du Québec, à l'exception peut-être de celles du Nouveau-Brunswick, continuent d'être assimilées à une vitesse effarante. Dans l'autre camp, les Canadiens anglais se sentent trahis.

L'après-midi du 5 décembre 1967, André Laurendeau et moi traversions la rue Wellington pour nous rendre à la Chambre des communes assister au dépôt du *Livre 1* du Rapport, les langues officielles, par le premier ministre Pearson. Il aurait semblé, après plus de quatre années d'efforts acharnés et de moments de grande tension, que l'occasion était belle de se réjouir. Pourtant, André était déprimé et désappointé. Il avait espéré que le livre sur l'usage du français au travail aurait été le premier à être déposé, mais les recherches sur lesquelles il se fondait n'étaient pas encore terminées. Je m'efforçais de voir le beau côté des choses et de l'encourager en lui disant que le *Livre 1* signifiait plus de postes pour les Canadiens français dans la Fonction publique fédérale, une meilleure connaissance et une plus haute dignité du

français à Ottawa et ailleurs au pays. «Mais, Neil, répliqua-t-il, il ne fait rien pour le Québec.» Il avait raison: aujourd'hui, le multiculturalisme remplace le biculturalisme.

MULTICULTURALISME

Le 8 octobre 1971, le premier ministre Trudeau annonça à la Chambre des communes une nouvelle politique de multiculturalisme fondée sur les recommandations du *Livre IV* du Rapport, *L'Apport culturel des autres groupes ethniques*.

[218]

Cette politique remplaçait en fait l'orientation biculturelle du mandat, rédigé par Maurice Lamontagne, président du Conseil privé en 1963, que la Commission avait reçu du gouvernement Pearson. La Commission n'avait pas défendu une politique de multiculturalisme, mais avait plutôt proposé l'intégration - qui n'est pas nécessairement l'assimilation - des groupes ethniques aux deux cultures dominantes, la française ou l'anglaise.

La déclaration disait : «Le gouvernement non seulement répond de façon positive aux recommandations de la commission mais, pour respecter l'esprit du *Livre IV*, il désire le dépasser afin d'assurer le maintien de la diversité culturelle du Canada.» C'était là une affirmation aussi vraisemblable que tendancieuse et discutable. La Commission reconnaissait «volontiers qu'il se trouve au Canada plusieurs groupes ethniques pleinement conscients de leur identité... Nier l'existence de ces groupes serait nier la réalité canadienne... Un pays comme le Canada doit reconnaître la diversité dans l'unité, se montrer hospitalier et proscrire toute forme de discrimination». Mais la Commission rejetait, pour des raisons morales et pratiques, le concept d'une population canadienne fondée sur les ethnies. En prétendant le contraire, le gouvernement contredisait, par sa politique de multiculturalisme, la politique défendue par la commission autant dans son «Introduction générale» que dans l'introduction au *Livre IV*. La Commission a mis en garde le peuple canadien contre les dangers de la politique du gouvernement, dangers qui, semble-t-il, refont surface 20 ans plus tard.

[219]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VI. André Laurendeau et la Commission d'enquête
sur le bilinguisme et le biculturalisme.

COMMUNICATION

Laurendeau, la Commission royale,
l'histoire

Stanley BRÉHAUT RYERSON *

[Retour à la table des matières](#)

Ces quelques bribes de réflexion se veulent en quelque sorte une note infrapaginale aux débats qui, depuis deux jours, ont fait ressortir de façon remarquable les multiples facettes d'André Laurendeau, personnage politique, culturel, social, national, donc *historique*. Dans les deux sens du mot, il agit comme matériau d'une connaissance (le monde réel en mutation), et comme connaissance d'un matériau (le champ de savoir concernant ce réel).

Rappelons-nous ici la réflexion de l'abbé Lionel Groulx, selon lequel le jeune Laurendeau aurait pu faire carrière comme professeur d'histoire à l'Université de Montréal. Celui-ci opte cependant pour un rapport à l'histoire au sens premier, celui d'un engagement, d'une participation directe aux processus de mutation de la société québécoise et canadienne.

Le cheminement de Laurendeau s'imprègne de la pensée de son précurseur. Dans une plaquette de 1939 qu'il intitule *Nos maîtres de l'heure: l'Abbé Lionel Groulx*, Laurendeau écrit: «Son nationalisme, que la partie active de sa vie mettra en relief,

*

Stanley BRÉHAUT RYERSON est professeur au département d'histoire de l'UQAM. Il est l'auteur d'ouvrages historiques importants.

s'insère dans une vision plus vaste des choses». Il y va de vision et d'action: pour lui, la mouvance historienne élargit à la fois l'horizon de sa pensée et les coordonnées de son intervention. Sa visite en France, en 1936-1937, soulève sous un éclairage nouveau le rapport combien problématique du national et du social. L'enchevêtrement de luttes socio-économiques engendrées par la crise économique mondiale, avec l'intensité des affrontements politiques découlant de la montée des fascismes: voilà ce qui souligne le caractère double que recèle, en puissance, l'aspect national, selon les orientations de droite ou de gauche, et le rôle de forces sociales, répressives ou bien démocratisantes.

Les éléments d'un dépassement, dans le sens d'une «vision plus vaste des choses», se traduisent à mon sens par l'initiative de Laurendeau en vue d'un entretien avec un «marxiste notoire» (en automne 1939, au petit restaurant de la rue Sainte-Catherine, près de Drummond, *Au Pierrot Gourmet*). Un quart de siècle plus tard, lors de la parution du rapport [220] préliminaire de la «Commission Bi-bi», nous ne pouvons nous remémorer les accents d'urgence, la pénétration et la largeur d'esprit de mon interlocuteur d'antan.

Ce fut son sens de l'histoire, enrichi et approfondi par l'expérience vécue, qui traversait de part en part sa perception du dilemme du Canada et du Québec francophone de l'époque. Pierre O'Neil, dans *Le Devoir* se demande à nouveau si Laurendeau a raison d'affirmer, avec ses collègues commissaires, dans leur rapport initial, qu'à moins de changements majeurs de ses structures, le Canada pourra difficilement survivre.

La réponse est implicite (et explicite!), selon l'information accumulée et analysée dans les volumes successifs du rapport - sur les langues, l'éducation, le monde du travail, les minorités... Deux points principaux illustrent la qualité de la pensée critique qui anime cet apport aux sciences humaines, pensée qui fut celle de Laurendeau, en tout premier lieu.

Dès leur rapport préliminaire, les commissaires constatent qu'un «grand danger menace l'avenir du Canada et de tous les Canadiens». En effet, «Ce qui est en jeu, c'est l'existence même du Canada». Dans leur introduction générale, ils soulignent à quel point les recherches effectuées dans les domaines culturels, linguistiques, éducationnels et socioéconomiques indiquent la présence d'une inégalité généralisée entre les deux collectivités «fondatrices»

Voyons enfin une autre dimension de l'égalité entre les deux communautés: la dimension politique. C'est la faculté laissée à chacune de choisir ses propres institutions, ou du moins de participer pleinement aux décisions politiques prises dans des cadres partagés avec l'autre communauté.

L'aspect collectif de la notion d'égalité est encore plus évident ici. Il ne s'agit plus du développement culturel et de l'épanouissement des individus, mais du degré d'autodétermination dont dispose une société par rapport à l'autre. On a alors en vue le pouvoir de décision, la liberté d'action de chacune, non seulement dans sa vie culturelle mais dans l'ensemble de sa vie collective. Il ne s'agit plus de traits qui distinguent qualitativement les deux communautés, ni encore de leur situation économique ou sociale respective, mais de la maîtrise plus ou moins complète de chacune sur le ou les gouvernements qui la régissent. C'est ici que se situe la discussion du cadre constitutionnel dans lequel chacune des deux sociétés peut vivre ou aspirer à vivre: la formule unitaire ou la formule fédérative, un statut particulier pour une province dans laquelle est concentré le groupe minoritaire, ou encore pour cette portion du territoire, le statut d'État associé ou enfin d'État indépendant.

[221]

D'où l'importance capitale de la notion des deux sociétés distinctes ¹¹⁰ [...] (L'italique est de moi.)

Le fait que nous soyions, 25 ans plus tard, à débattre de cette même tournure de phrase, gravée dans l'«accord»-désaccord du lac Meech, voilà ce qui confirme la justesse du mot de Laurendeau et de ses associés de 1965.

Il est question, bien entendu, d'historicité et d'historiographie: au chapitre XVII du *Livre II* du Rapport sur l'éducation intitulé «L'enseignement de l'histoire», il est dit:

Bien sûr, tenter de caractériser le Canada est délicat ¹¹¹. L'identité nationale est toujours difficile à saisir, à plus forte raison lorsque deux grandes communautés culturelles vivent à l'intérieur des mêmes frontières ¹¹².

Qu'il existe deux versions de l'histoire du Canada, cela se conçoit : [cela] met en relief l'existence de deux sociétés au Canada, chacune préoccupée essentiellement de ses valeurs et de ses objectifs propres [...] S'il y a deux versions de l'histoire du Canada, c'est la preuve qu'il existe deux sociétés au Canada [...] ¹¹³.

¹¹⁰ «Introduction générale», *Livre I*, p. XXXIV-XXXVI.

¹¹¹ Version anglaise: *Hazardous*.

¹¹² Version anglaise: *National Boundaries*. (La nuance est de taille!)

¹¹³ «Rapport», *Livre II*, p. 279, 286-287.

Nous pourrions y joindre ce commentaire: « Ce que la Commission déplore, toutefois, c'est qu'aucune de ces deux (versions) ne veut ni ne permet de comprendre l'autre société ¹¹⁴. »

Laurendeau, nationaliste, est également démocrate et humaniste. Sa vision du monde, «plus vaste», tient sa force justement de ce dépassement. Il est des nationalismes qui tournent chauvins, voire racistes. Le sien s'est ouvert au social, à la mondialité. D'où sa capacité d'aborder la synthèse du social et du national.

La Commission en témoigne: grâce notamment à l'influence du socialiste Frank Scott (coauteur, en 1935, de *Social Planning for Canada*). L'inégalité nationale, où les francophones, avec 80% de la population de la province ne contrôlent comme propriétaires que 15% de l'industrie, rejoint celle des classes sociales, fondée sur la propriété et le pouvoir du grand capital. Et l'État canadien, qui incarne cette *Unequal Union* [222] victorienne, britannique et capitaliste, perdure... D'autant plus que les velléités de la Commission, sur le plan de la critique sociale et de l'évocation fugace du concept d'*autodétermination*, ne connaissent aucun aboutissement. Le successeur de Lester B. Pearson s'est chargé d'y apposer un «non» retentissant. En outre, le Rapport ne comporte pas de conclusion générale.

Mais la «ruse de l'histoire» s'en préoccupe, semble-t-il. La Crise d'octobre, le Front commun, l'accession au pouvoir d'un mouvement souverainiste et le lac Meech se conjuguent pour rappeler, de diverses façons, la pérennité des questions nationales et sociétales non résolues. Les obstacles à surmonter abordent tant les aspects théoriques que ceux de l'action éclairée. La terminologie floue qui occulte la substance des enjeux, comme c'est le cas du mot «nation», avec ses deux acceptions inconciliables d'«État souverain» ou de «communauté» (avec ou sans son État propre). Soit «l'État c'est la nation» (Trudeau), soit les Québécois francophones, un peuple qui se veut une nation, «donc un pays»...

C'est la pression des mouvances sociales, l'incitation à des transformations économiques, sociétales et technologiques, qui imposent aux chercheurs un dépassement transdisciplinaire vers une concertation des savoirs actuellement fragmentés, afin qu'on en arrive à de nouveaux consensus sur le plan de l'action. André Laurendeau, par sa pensée et son action, nous oriente dans le sens d'une *démocratisation* sociétale, nationalitaire et globale, dont l'esprit se résume dans l'énoncé de principe paru dans le journal *La Minerve*, du 16 février 1932: «Nulle nation ne veut obéir à une autre par la raison toute simple qu'aucune nation ne saurait commander à une autre.»

¹¹⁴ Association canadienne d'éducation des adultes, avec le Directeur de la citoyenneté du département d'État: «sommaire» du *Livre II* sur l'éducation, p. 13, s.d

[223]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII

BILAN: ANDRÉ LAURENDEAU L'INTELLECTUEL ENGAGÉ

Participants

Pierre ANCTIL
Jean-Marc LÉGER
Marcel FOURNIER
Fernand DUMONT
Léon DION
Claude RYAN

Présentation

Lucille BEAUDRY

[Retour à la table des matières](#)

[225]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII. Bilan: André Laurendeau l'intellectuel engagé.

PRÉSENTATION

Lucille Beaudry

[Retour à la table des matières](#)

Au point bilan de ce colloque, c'est André Laurendeau l'intellectuel engagé qui retient l'attention.

À cette occasion Pierre Anctil, professeur et directeur du programme d'études canadiennes-françaises à l'Université McGill, s'interroge sur la continuité et la cohérence de l'histoire intellectuelle du Québec et sur l'insertion de sa propre génération (produit de la Révolution tranquille) à l'intérieur de ce processus d'apparition des idées dans un Québec, dit-il, obsédé de changements et de réorientations à grande échelle. Sous cet angle, il est frappé par la perspicacité d'André Laurendeau, du journaliste qui, au-delà du quotidien, entrevoit l'identité culturelle à venir du Québec, mais aussi de la conception xénophobe de la culture francophone de souche du mouvement Jeune-Canada animé par Laurendeau. Cependant, l'effervescence idéologique de la France à l'aube d'un nouveau conflit mondial déconstruit l'unanimité si caractéristique du Québec d'alors et ouvre la voie à un véritable questionnement de la part de Laurendeau. C'est le grand rendez-vous de l'immigration de l'après-guerre, rendant pour la première fois le Québec société d'accueil que Laurendeau convie à la convergence culturelle. En ce sens, il est du cheminement historique et culturel profond du Québec. Il contribue au premier chef à la grande réorientation de l'après-guerre, tranchant avec sa période Jeune-Canada teintée d'antisémitisme. Il anticipe à des années de distance certaines des conséquences à long terme des orientations culturelles et institutionnelles de la Révolution tranquille: le grand tournant identitaire de la société québécoise actuelle.

D'une autre manière, Jean-Marc Léger souligne aussi l'engagement et la distance, la ferveur et la raison critique qui ont imprégné le travail d'André Laurendeau sa vie durant. Celui-ci nous aura permis de redécouvrir ce que nous pouvions être et ce à quoi nous pouvions aspirer, affirme-t-il, sa longue, émouvante et admirable quête reste la nôtre.

Un tel verdict est partagé par Marcel Fournier, professeur de sociologie à l'Université de Montréal qui, pour sa part, tente d'analyser les conditions sociales et politiques qui ont permis à Laurendeau de devenir un intellectuel engagé dans le Québec des années 1930-1960. Pour lui, Laurendeau fut bel et bien un intellectuel engagé, mais il lui a fallu [226] s'engager d'abord en politique pour devenir ensuite un intellectuel qui établisse un rapport distant avec la politique.

Quant à Fernand Dumont, de l'Institut québécois de recherche sur la culture, sa réflexion sur Laurendeau lui offre l'occasion d'interpeller l'intellectuel d'aujourd'hui, d'interroger le destin de l'intellectuel dans la société présente, son relatif retrait, et d'en appeler de la transcendance sans laquelle il n'est pas de vérité, en particulier de nous rappeler surtout que «les sociétés ne sont vivantes que par l'ouverture sur une gratuité dont elles prétendent parfois n'avoir pas besoin», au nom de l'administration des choses.

Dans ses considérations, le professeur Léon Dion, qui a fréquenté Laurendeau à la Commission et ailleurs, s'interroge sur la notion d'«intellectuel engagé». Contrairement à Fernand Dumont, il ne voit pas les intellectuels dans une période de retrait et de silence, mais comme étant plus productifs que jamais auparavant. Surtout, il ne partage pas avec lui la même acceptation du terme.

Aussi selon lui, Laurendeau lui-même, malgré son labeur et sa vive intuition, n'était pas enclin à se considérer comme un intellectuel. Cependant, nous dit-il, il fut d'abord et avant tout un être «immense et vulnérable», qu'on le consacre ou non comme un «intellectuel engagé».

Enfin Gérard Bergeron, qui intervient au terme des diverses contributions, allègue qu'on a d'abord engagé le jeune Laurendeau et que ce dernier, à l'autre bout de sa vie, engageait d'autres intellectuels plus jeunes, corroborant de cette façon la vision de plusieurs autres de l'atelier, qui ont assorti l'engagement de la distance critique nécessaire.

La séance fut animée par Alain-G. Gagnon, professeur au département de science politique de l'Université Carleton.

[227]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII. Bilan: André Laurendeau l'intellectuel engagé.

COMMUNICATION

Laurendeau et le grand virage identitaire de la Révolution tranquille

*Pierre Anctil **

[Retour à la table des matières](#)

Abordant la question déjà fort complexe du déclenchement de la Révolution tranquille et du rôle qu'y joua un de ses principaux animateurs, André Laurendeau, je ne puis réprimer en moi plusieurs questions fondamentales, dont l'une est la continuité et la cohérence de l'histoire intellectuelle du Québec, et l'autre l'insertion de ma génération à l'intérieur de ce déroulement chronologique ou processus d'apparition des idées. Laurendeau, je le crains, ne se lit pas froidement, dans le confort doux-reux d'un cabinet d'études, pas plus que la Révolution tranquille n'est un sujet que pour spécialistes repliés dans l'alcôve disciplinaire d'une quelconque science sociale...

En tant que Québécois de souche, j'ai été profondément affecté par les choix et les orientations proposées par Laurendeau et sa génération, qui en l'espace de quelques années ont défini un champ d'identité nouveau pour la société québécoise et balisé, sans qu'un retour en arrière semble possible, le devenir institutionnel et idéo-

* Pierre ANCTIL est professeur au département d'études juives et directeur du Programme d'études canadiennes-françaises à l'Université McGill. Il a publié *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres* et «*Le Devoir*», *les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*.

logique de tout un peuple. Mes souvenirs personnels à cet effet tiennent à quelques moments précis de ma vie, qui avec le temps prennent un relief inattendu et s'éclairent d'une lumière de plus en plus crue. Longtemps j'ai pensé, au cours de mes années de formation universitaire, par exemple, aidé en cela par la naïveté sans bornes et le faux optimisme de certains de nos aînés, que le modernisme dont nous savions enfin faire preuve était né in vitro en une blafarde aube de banlieue. Je ne suis même plus sûr d'avoir mordu à cette fable, m'être jamais à toutes fins utiles posé la question, tant la marche triomphale de la Révolution tranquille semblait assurée...

Quelques-uns de mes souvenirs se présentent tout autrement. Je me rappelle être entré un matin d'automne dans l'enceinte vénérable du Petit séminaire de Québec, pour prendre ma place au sein du cortège des [228] étudiants de syntaxe, fraîchement admis après avoir complété mes «éléments latins» dans une école secondaire publique. À l'intérieur de ces murs plus que centenaires, bâtis pour certains à une époque où il fallait encore résister au bombardement d'hypothétiques canonnières anglaises - qui finirent bien par mouiller dans le port un jour - devait nous atteindre une onde de choc encore difficilement mesurable. Nous ne serions plus des élèves de «syntaxe», nous annoncèrent les maîtres de salle, tandis que brillait à l'extérieur le soleil encore chaud des premiers jours de septembre, mais des inscrits au programme du «secondaire II». C'était en 1964, nous avions entre 12 et 14 ans, et quelque part dans des officines éloignées un ministère de l'Éducation du gouvernement du Québec venait d'être créé. Il prenait d'assaut d'un simple trait de plume notre institution orgueilleuse de ses traditions sans même comme ce bon Wolfe d'autrefois, laisser un seul soldat sur le terrain. Études latines ou pas, antiquité gréco-romaine en plus ou en moins, tout le poids des ans, toute la poussière accumulée par des générations de clercs s'évanouissait devant ce fait; nous serions le produit de la Révolution tranquille en un Québec devenu obsédé de changements et de réorientations sur une grande échelle.

Jetant un coup d'œil en arrière sur ces années charnières, se précise toujours un peu plus en mon esprit l'atmosphère dans laquelle nous, du secteur privé, allions baigner au cours des semestres suivants. Comment cela nous affecta-t-il, au-delà du conscient, mois après mois, je me le demande encore... J'ai aujourd'hui frais en mémoire cependant, l'indicible angoisse qui s'empara de l'Institution, suintant de partout, s'immisçant dans l'enseignement et qui nous atteignait en fin de course, même dans nos activités les plus anodines. Le monde extérieur tourbillonnant dans la tourmente, voguant vers l'inconnu, tandis que vacillant sur ses bases notre école ne parvenait plus à maintenir le cap. Les forces du siècle s'abattaient sur notre frêle esquif qui menaçait de sombrer, et chaque classe, chaque élément d'un programme déjà trop remanié ressemblait à un nageur luttant seul contre des courants puissants et insidieux. Ainsi, jeunes adolescents, traversions-nous ces années dites de «révolution tranquille». À en juger par l'âpreté de la résistance et la frayeur qu'inspirait l'intrusion gouvernementale, on peut mesurer comme était vigoureux encore en certains

milieux et profondément enraciné dans la mémoire cléricale, l'héritage de «l'ancien régime». Pourtant, il n'y a pas cinq ans que remontent à ma conscience ces images longtemps enfouies...

C'est ce mélange quasi inextricable de fuite en avant et de nostalgie face à l'édén perdu, qui me semble caractériser le mieux l'élan de la Révolution tranquille, telle que je la traversais moi-même et telle qu'elle se présente aujourd'hui à mes yeux de chercheur. La part de regret [229] m'apparaît en fait parfois si dominante dans ce mouvement de société, que j'en suis venu à douter que ses animateurs s'engagèrent dans cette aventure de leur propre chef, comme beaucoup le prétendirent et continuent de le faire, mais bien parce que les facteurs externes de changement étaient devenus si pressants, si impérieux, notamment du côté américain, qu'il valait cent fois mieux procéder soi-même aux remaniements inévitables que de se les voir imposer de façon exogène. Le Québec francophone ne pouvait plus, à la fin des années cinquante, remettre à plus tard le moment des grandes ré-orientations, quand battaient furieusement contre les murs de ses remparts le sécularisme, l'avancement technologique, le continentalisme financier et la révolution des mœurs. C'est sans renier jamais l'acquis nationaliste et conservateur d'un certain Québec d'orientation catholique, à l'aise dans le cadre des paroisses traditionnelles et des villes de petite et moyenne tailles, que s'enclencha au sein d'une certaine génération le discours idéologique de rénovation du bâti institutionnel, avant qu'il ne soit trop tard et que la marée montante de la modernité nord-américaine emporte tout. La Révolution tranquille, sous ce rapport, n'eut rien de soudain, mais fut préparée de longue main dans le doute et l'inquiétude, aussi tôt que durant les années trente, tandis que commençait à se fissurer déjà, sous la poussée de nouvelles classes sociales et de nouveaux critères de mobilité économique, l'édifice social québécois.

Me penchant sur Laurendeau et sa génération, il était inévitable que j'accueille avec un brin de cynisme cette expression «d'intellectuel engagé» qu'on nous avait proposée comme thème de réflexion. N'était-il pas inévitable que, issu d'un groupe d'âge qui ferait le premier les frais de la Révolution tranquille, nous jetions un coup d'œil critique et méfiant sur ceux qui, nous ayant précédés, nous avaient imposé les voies et les outils de notre «libération»? Cette formation intellectuelle remodelée, dont nous avons hérité en une période de frénésie, empreinte d'un suffocant mélange de défaitisme et d'espoir, s'avérerait-elle adéquate, appropriée aux circonstances contemporaines? Nos aînés avaient-ils vraiment bouleversé les fondements de la société québécoise de souche, ou n'avaient-ils fait qu'effleurer à contrecœur les enjeux véritables de la modernité? Après avoir subi à distance d'une génération les effets d'une première rupture de continuité idéologique, mais insuffisante et trop tournée vers le passé, ne serait-ce pas à nous maintenant de mener à maturité les promesses véritables de la Révolution dite tranquille, encore embourbée dans le doute persistant et la crainte d'un renversement d'identité définitif et irrémédiable de

la culture francophone d'Amérique? Au seuil d'une nouvelle décennie, ce sont ces considérations qui constitueront la toile de fond de mon propos.

[230]

Certes je n'ai pas à en douter, Laurendeau s'engagera de manière concrète dans les luttes politiques de son temps, mais pas vraiment à la manière d'un politicien, ou de quelqu'un qui aurait cherché à tirer avantage pour lui-même en monnayant ses services. Peut-être s'engagea-t-il plutôt comme il sied aux intellectuels doublés d'une sensibilité d'artiste, c'est-à-dire en n'abdiquant jamais à la raison seule tous les droits, en reconnaissant au-delà des idéologies et du choc des opinions partisans une oasis ultime où puissent se nourrir aussi la sensibilité humaine et les aspirations esthétiques. Les textes de Laurendeau, publiés dans *Le Devoir*, particulièrement ses chroniques au style si libre, regorgent de ces moments imprécis, indéfinissables, où l'auteur perd le fil de l'actualité politique immédiate pour se perdre dans une contemplation distraite de ses contemporains:

Piphagne, théâtre pour enfants, poursuit sa carrière chez les *Compagnons* (rue de Lorimier). La semaine dernière, salle archicomble, et il a fallu refuser du monde [...]

Les parents qui ne placent pas le *Western* au sommet des valeurs culturelles, feraient bien d'amener leurs enfants à *Piphagne*. Ce n'est pas un pensum pour personne: les enfants s'enchantent du spectacle, les adultes s'enchantent du spectacle des enfants. Pas d'assassinats, pas de mélo, pas de *cowboys*, pas de mauvais goût, pas de sot énervement; les rêveries légères de Chancerel, un embarquement pour l'île de Prospéro. *Qui veut partir?* ¹¹⁵

Peut-être chez lui, plus que chez tout autre de ces artisans reconnus de la Révolution tranquille, on découvre en lisant le Laurendeau des années cinquante un visionnaire généreux, apte au dépassement et au questionnement profond de soi, nanti d'une conception élevée de l'histoire et de la culture québécoises de souche. Comment le percevoir alors qu'il entre, au *Devoir*, sinon rempli d'un pressentiment, parfois douloureux, de ce que deviendrait à une ou deux générations de distance le Québec francophone et n'hésitant pas à le communiquer. Laurendeau, au delà du quotidien immédiat et des exigences déroutantes du vécu politique, savait courir le risque du futur, même sous la forme d'un échec ultime de ses aspirations les plus chères, même en tenant compte des limites qu'impose à un peuple sa condition de minoritaire. Relisant certaines de ses réflexions, je suis frappé à quel point parfois il sut entrevoir et prédire l'identité culturelle à venir du Québec et comment il s'en-

¹¹⁵ André LAURENDEAU, «Bloc-notes», *Le Devoir*, 15 décembre 1951, p. 4.

gagée à en préparer dans la solitude les modalités de cet avènement. Échafauder des scénarios, en montrer les virtualités en présence, proposer l'ouverture de [231] chantiers inédits, rarement Laurendeau se laissa-t-il intimider lorsqu'il croyait avoir débusqué une piste susceptible d'être créatrice.

Pourtant Laurendeau, et c'est peut-être là ce qui me frappe davantage dans sa biographie, était le pur produit d'une élite cléricale animée d'un nationalisme foncièrement conservateur. Chez lui, sous ce respect, pas de demi-nuances : il commence sa carrière sous l'aile tutélaire de l'Église, abreuvé aux sources les plus classiques, tant européennes que canadiennes, de Léon Daudet à Louis Veillot, le tout interprété par l'abbé Groulx. À la base de sa pensée se trouve la contribution fondamentale d'Henri Bourassa, nationaliste au souffle puissant et idole de toute une époque, mais telle que révisée par les tenants d'une politique plus radicale et revendicatrice face aux velléités centralisatrices d'Ottawa. Encore adolescent, Laurendeau milite au milieu des années trente à l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française puis avec les Jeune-Canada, où il défend les thèses anti-impérialistes, lutte contre le capitalisme de monopole et la corruption morale de la classe politique francophone. Le mouvement Jeune-Canada s'illustre alors entre autres par le refus de l'immigrant et par une conception xénophobe de la culture francophone de souche, défendant sur le front nationaliste une perception prémoderne du rôle de l'Église face à celui de l'État ¹¹⁶.

Deux phénomènes historiques devaient réorienter la pensée de Laurendeau de fond en comble et qui tous deux, foncièrement extérieurs à la société québécoise, annonçaient par leur altérité culturelle le type même de pression que subirait bientôt de toutes parts, avec l'après-guerre, les francophones de souche. De 1935 à 1937, le jeune Laurendeau séjourne à Paris en quête d'un approfondissement intellectuel et artistique, et y découvre non plus la France catholique qui avait tant fasciné les générations québécoises précédentes, mais un véritable maelstrom idéologique où toutes les tendances politiques s'affrontent sans merci. Dans ce Paris qui est encore à l'époque la capitale culturelle de l'Occident, le jeune Canadien assiste à la montée du Front populaire et à la radicalisation des syndicats. Il s'abreuve au christianisme de gauche de Mounier, reçoit les échos percutants de la guerre civile en Espagne, réagit à l'impulsion antifasciste de tout un secteur de la pensée française, voire au stalinisme gidien. Toute cette effervescence se vit de plus dans une France consciente de l'imminence d'un nouveau conflit mondial, qui sera une lutte à finir entre autant de tendances idéologiques irréconciliables. Dans une atmosphère de veille de guerre, s'effrite et disparaît dans l'esprit de Laurendeau [232] le caractère d'unanimité qui

¹¹⁶ Voir Pierre ANCTIL, *«Le Devoir», les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*, Québec, IQRC, 1988, chap. 3.

caractérisait si bien le Québec francophone jusqu'alors, libérant ainsi la voie à une questionnement authentique et qui ne pouvait trouver son aboutissement que dans une refonte institutionnelle très large.

Non seulement le Québec ne serait plus le lieu d'une seule idée, ou peu s'en faut, mais encore y verrait-on cohabiter plusieurs peuples, ou plusieurs collectivités culturelles d'origines fort diverses. Après un réveil brutal dans l'arène politique parisienne, Laurendeau fut confronté au grand rendez-vous de l'immigration de l'après-guerre, qui allait permettre l'installation à Montréal de très importantes minorités linguistiques et qui modifierait le visage de la métropole. Une idée maîtresse de la Révolution tranquille se trouvait en gestation dans ce déplacement de population, à savoir que le Québec francophone était confronté pour la première fois à l'époque moderne au rôle de collectivité d'accueil principale, avec tout ce que cela entraîne de responsabilités et de redéfinitions. Il faut comprendre par là que basculait dans la désuétude la notion très largement répandue jusque-là que la société québécoise appartenait en propre aux seuls francophones, ne servirait que leurs intérêts, par le biais d'institutions reflétant en toutes choses leur seule identité. En 1951, les services d'immigration fédéraux admettent 194 000 nouveaux venus au pays, et déjà Laurendeau a commencé à réfléchir à la question:

Depuis quelques années, en effet, les événements obligent les Canadiens français non pas à renier, mais à réviser leur attitude traditionnelle (face à l'immigration). Celle-ci est facile à résumer. C'était un refus pur et simple ¹¹⁷.

Que Laurendeau ait su, si tôt dans sa carrière d'éditorialiste, s'ouvrir au défi de l'immigration, relève sinon d'une certaine grandeur d'âme, à tout le moins d'une lucidité face à la situation des Canadiens français que peu de ses contemporains partagent. Depuis la fondation du *Devoir*, en 1910, et même plus tôt, alors qu'étaient jetées les bases du nationalisme francophone sous sa forme moderne, les nouveaux venus avaient soulevé un tollé de protestations quasi unanime au sein de la classe politique canadienne-française. Cette opposition, déclarée pierre angulaire de l'édifice idéologique national, bloquait irrémédiablement la voie après 1945 à une régénération de la culture et de l'identité des parlants français au Québec, en repoussant en marge toute tentative d'insérer des matériaux inédits et des populations nouvelles dans le devenir de notre société. Laurendeau saisit cette contradiction entre l'étroitesse de certains [233] préjugés ethnocentriques et l'apparition de nouvelles formes d'aspirations nationales, telles qu'incarnées dans un État provincial fort et

¹¹⁷ André LAURENDEAU, «L'immigration et les Canadiens français», *Le Devoir*, 8 mars 1951, p. 4.

une prise en charge de l'économie québécoise. Il réclama plus d'immigrants francophones au pays, un engagement des organismes bénévoles canadiens-français dans le processus d'adaptation et d'intégration au Québec français, et enfin un effort accru du gouvernement provincial afin de donner de l'envergure à l'entreprise.

Ils (les Canadiens français) doivent accueillir avec hospitalité et sympathie les nouveaux Canadiens, les inciter à conserver leur culture première, qui est une richesse pour notre pays, leur prêter main-forte dans leur pénible effort d'adaptation, les aider à s'organiser, à s'intégrer dans le milieu canadien. Une expérience pourrait être gâchée si nous n'y prenons garde: elle laisserait de part et d'autre des souvenirs désagréables. Il faut tout de suite se faire des idées claires et agir avec célérité ¹¹⁸.

Ce message lucide, Laurendeau le répéta tout au long des années cinquante, inlassablement, devenant ainsi le premier intellectuel francophone à défendre dans les pages d'un journal de grande envergure l'idée d'une convergence culturelle entre le peuple québécois de souche et les immigrants de l'après-guerre. Pour l'éditorialiste du *Devoir*, l'accueil des réfugiés, des victimes du dernier conflit mondial ou de simples individus en quête d'un meilleur futur économique, incombaient avant tout sur le territoire québécois aux francophones, aidés en cela par leur gouvernement provincial, dont le rôle consistait à élaborer des programmes cohérents d'intégration et de soutien matériel. Au plus fort de la vague d'immigration des années cinquante, alors qu'Ottawa laissait entrer en moyenne plus de 150 000 personnes au pays, par an, Laurendeau poursuivit son combat en faveur de la mise en place d'une structure d'accueil québécoise, véritable pendant à la politique fédérale. Plutôt que de céder au dépit, comme plusieurs de ses contemporains, il proposa une ouverture sereine, sachant bien, même s'il ne l'exprima jamais clairement, que c'était de changements sociaux et de réorientations culturelles fondamentales qu'étaient porteurs ces individus, souvent arrachés à l'Europe à la pauvreté et au désespoir:

Or il semble que ni le gouvernement provincial, ni les masses n'ont encore pleinement modifié leur attitude devant l'immigrant. La réaction la plus générale serait l'indifférence et parfois même la vieille hostilité traditionnelle. En particulier l'État provincial n'a rien accompli.

[234]

[...] Cet homme (l'immigrant) déraciné, inquiet, souvent malheureux, nous devons apprendre à l'accueillir fraternellement ¹¹⁹.

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ André LAURENDEAU, «L'immigration reprend», *Le Devoir*, 13 juillet 1954, p. 4.

Laurendeau devait même déplorer à certains moments, au grand dam de ses détracteurs, le peu d'attrait que la province francophone exerçait sur les nouveaux venus et les immigrants potentiels, surtout les parlants français et les francophiles, dont peu prenaient le chemin menant à Montréal ou trouvaient même parfois le moyen de s'y angliciser une fois installés.

D'autres tâches s'imposèrent à Laurendeau à la fin de cette décennie, plus immédiates et politiques, dont cette question lancinante du partage global des pouvoirs entre le niveau fédéral et provincial de juridiction, et qui devait mener en ligne droite à sa nomination en 1962 à la coprésidence de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Tout de même, dans le cahier spécial publié à l'occasion du 50^e anniversaire du *Devoir*, le 29 janvier 1960, Laurendeau inséra plusieurs témoignages éloquentes concernant l'intégration pressante des nouveaux venus à la société francophone québécoise, dont une entrevue avec Benoît Duchesne qui déclare: «Il faut multiplier le plus possible nos rapports individuels avec les immigrants ¹²⁰.»

Dans ces mêmes pages, Jean-Baptiste Lanctôt, secrétaire-général des Services pour immigrants catholiques, émettait l'opinion que «nous avons les moyens de remplir un devoir social envers l'immigrant et d'empêcher que l'opinion joue contre nous ¹²¹»; tandis que Naïm Kattan, juif irakien de langue française, avançait l'idée que «le Canada français pourrait associer le Néo-Canadien à son œuvre civilisatrice ¹²².»

Dix ans à peine venaient de s'écouler entre cet anniversaire au *Devoir* et celui du quarantième, en 1950, au cours duquel un Laurendeau fraîchement arrivé à la direction avait signé, sur un tout autre ton, un éditorial intitulé: «Le journal qui appartient aux Canadiens français ¹²³.» Entre ces deux dates s'était précisé dans l'esprit du rédacteur en chef le cheminement historique et culturel profond du Québec *francophone* contemporain auquel, au lieu de s'opposer sourdement comme bien des intellectuels de sa génération, Laurendeau choisira de contribuer de [235] manière libératrice et inédite. La grande réorientation de l'après-guerre pouvait maintenant prendre son envol sous le vocable de Révolution tranquille.

La pensée de Laurendeau n'allait toutefois pas franchir en toute aisance au tournant des années 50 les abîmes qui la séparaient d'une formulation pleinement renouvelée du devenir social et culturel. Québécois de souche, jeune intellectuel, Laurendeau avait porté en lui, comme tout son milieu d'origine d'ailleurs, une conscience aiguë de l'antisémitisme catholique, qui fleurissait abondamment dans les esprits

¹²⁰ «Cahier spécial du 50^e anniversaire», *Le Devoir*, 29 janvier 1960, p. 10.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *Ibid.*, p. 22.

¹²³ André LAURENDEAU, «Le journal qui appartient aux Canadiens français», *Le Devoir*, 13 février 1950, p. 4.

ultramontains et jusque sur les marches du Vatican ¹²⁴. Cette tache originelle du nationalisme canadien-français, Laurendeau en fit un étalage grossier et indécent lors de sa période Jeune-Canada, au plus fort de la crise économique des années trente, sous l'impulsion de mentors formés à l'école de Drumont et Maurras ¹²⁵. À la lumière de ces enseignements, les Juifs immigrés à Montréal, déjà au nombre de 60 000 en 1931, représentaient une sorte de cinquième colonne antichrétienne, menaçant directement les acquis religieux et institutionnels canadiens-français dans la métropole. Laurendeau propagea un temps de telles affabulations dans son entourage, enjolivées du vocabulaire hargneux et vociférant typique du genre. Puis, il vogua vers l'Europe à l'automne 1935 et cet épisode anti-Juif disparut pour ne plus jamais refaire surface, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'éditorialiste soit confronté à la vague d'immigration composée en grande partie d'abord de réfugiés et de personnes déplacées par suite du dernier conflit mondial.

Accepter d'ouvrir le Québec à la diversité culturelle, accueillir l'immigrant de l'après-guerre, ce fut aussi pour Laurendeau refaire en sens inverse, sur le plan personnel, le chemin parcouru au cours de la décennie précédente sur le thème de l'antisémitisme. Comme Henri Bourassa, une génération plus tôt, Laurendeau ne pouvait en son âme et conscience fermer la porte au souvenir d'avoir incarné à un moment une opinion intolérante, et qui avait déclaré le Juif comme représentant l'immigrant sous sa forme la plus rebutante, la plus inappropriée au contexte québécois. C'est ainsi que, sans avoir été sollicité en ce sens par quiconque, le rédacteur en chef du *Devoir* entreprit une autocritique implacable, qu'il s'arracha à lui-même peu à peu, au fil des ans, véritable catharsis qui devait lui permettre de mesurer en substance la profondeur de son nouveau credo [236] d'ouverture aux immigrants. On peut imaginer à quel point un tel exercice dut être pénible, surtout au lendemain d'une guerre qui avait permis que se consume dans la fournaise des nationalismes outranciers pas moins de six millions d'individus d'origine juive. En ce sens, quoique sous une forme exacerbée, la question juive reste symptomatique des efforts incessants que coûta à Laurendeau le tournant de la Révolution tranquille, quand il dut déconstruire tout un ordre de réalité profondément ancré dans sa pensée sociale, et le plus souvent sur la place publique, au vu et au su de tous. Peut-être plus que quiconque au sein de sa génération, Laurendeau s'épuisa littéralement à surmonter des systèmes de valeurs qu'il jugeait maintenant dépassés, mais qui lui avaient été inculqués très tôt au cours de sa formation et qu'il avait défendus de manière tonitruante dans les milieux nationalistes tels les Jeune-Canada et l'ACJC. Parmi ces absolus idéologiques, il faut ranger la perception de l'altérité culturelle, mais aussi la pratique religieuse, la place

¹²⁴ Voir Pierre ANCTIL, *Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, IQRC, chap. 3 et 6.

¹²⁵ Voir Pierre DANSEREAU et al., «Politiciens et Juifs», Montréal, 1933, 67 pages. (*Les cahiers des Jeune-Canada*, n° 1.)

de l'Église face à l'État, la grandeur immatérielle de la France et une certaine morale rigoriste.

En même temps qu'il tentait de desserrer l'emprise des préjugés ethnocentriques sur ses concitoyens francophones et de leur faire comprendre l'enjeu véritable de l'immigration, Laurendeau livra par bribes sa confession d'antisémite repent. Habitant rue Stuart dans la municipalité d'Outremont, entre les rues Saint-Viateur et Outremont, la famille Laurendeau était, au cours des années cinquante, à portée de voix de la communauté juive de Montréal, celle-là même à qui *le pater familias* avait refusé le droit de citoyenneté quelque vingt ans plus tôt. Un jour, l'éditorialiste eut la surprise d'entendre à la maison, de la bouche de ses enfants, les épithètes mêmes qu'ils condamnait maintenant dans ses écrits. L'odieux que Laurendeau tentait de chasser, entraînait dans sa demeure même par la porte principale:

J'ai un voisin juif, depuis cinq ans. Un chic type, avec sa famille et la famille de ses enfants. Gens discrets, qui tiennent admirablement bien leur propriété. Un jour, mes petits - où avaient-ils pris cela? - ont traité les leurs de «maudits juifs»; nous l'avons appris trop tard pour nous en expliquer avec eux; les enfants ont été grondés. Je ne crois pas qu'ils aient recommencé. Nous ne nous sommes pas parlé quinze fois. J'ignore jusqu'à leur nom... ¹²⁶

Laurendeau, conscient de la révolusion qu'avaient soulevée chez les Juifs ses opinions de l'avant-guerre, fit l'impossible pour se rapprocher [237] du leadership juif de Montréal et pour démontrer qu'il ne partageait plus de telles perspectives racistes, voire tentait maintenant de les combattre. Il fut un des premiers conférenciers invités par le Cercle juif de langue française, fondé à la fin de 1950 par le Congrès juif canadien dans le but de cultiver les rapports avec l'intelligentsia catholique et francophone ¹²⁷, alors quasi inexistantes. Comme beaucoup de personnalités qui défilèrent devant cet organisme du côté de la majorité linguistique, Laurendeau s'y rendit dans le but précis de réparer une conduite passée qu'il jugeait inadmissible et impardonnable dans les circonstances. L'éditorialiste se surpassa toutefois sous ce rapport dans un éditorial en apparence banal, paru alors qu'il partageait la coprésidence de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. À trente

¹²⁶ André LAURENDEAU, «Cent mille Juifs chassés d'Irak», «Bloc-notes», *Le Devoir*, 28 mars 1951, p. 4. Voir aussi le «Bloc-notes» intitulé «L'antisémitisme chez les Anglo-saxons», *Le Devoir*, 28 novembre 1952, p. 4.

¹²⁷ Naïm Kattan, un des membres fondateurs du Cercle juif de langue française, notait une conversation à ce sujet (20 avril 1988) que Laurendeau s'était fait un devoir de s'assurer, lors de leurs premières rencontres, au début des années 50, que ce dernier «connaissait» bien ses écrits antisémites de la période Jeune-Canada. Jamais Laurendeau ne laissa planer la moindre ambiguïté à ce sujet.

ans de distance, Laurendeau y réglait ses comptes avec les insinuations judéophobes qui avaient ponctué son cheminement politique de jeunesse:

Pardonnez-leur, Seigneur, car ils ne savaient pas ce qu'ils disaient. Vraiment nous ne le savions pas. Les discours des garçons de vingt ans reflètent les idées courantes de leur milieu: celles qui tramaient alors n'étaient ni belles ni lucides.

[...]

Six millions de victimes n'ont pas déraciné l'antisémitisme. Il y a des jours où les progrès de l'homme paraissent bien lents ¹²⁸.

Il faut conclure de ce qui précède, notamment pour ce qui est du cas de Laurendeau, que nous connaissons encore objectivement bien mal cet ensemble d'événements politiques et de réorientations institutionnelles que des commentateurs ont désigné sous le vocable de Révolution tranquille. Sous certaines facettes, une opacité idéologique masque encore notre vue et empêche quelquefois les personnalités qui furent engagées dans ce combat d'idées, et qui pour beaucoup demeurent encore actuelles, d'y voir tout à fait clair. Bien des aspects du problème nous échappent encore, parce que toutes les données et témoignages pertinents n'ont pas été consignés à ce jour, et que les bouleversements de structure entraînés par la Révolution tranquille n'ont pas porté encore tous leurs fruits. Malgré toutes ces précautions, la carrière de Laurendeau nous autorise, par son [238] caractère exemplaire au sein d'une génération qui porta longtemps seule le flambeau du changement, à quelques réflexions plus poussées. Laurendeau reste au cœur du cheminement de la Révolution tranquille, non pas seulement parce qu'il s'engagea politiquement et concrètement pendant plus d'une décennie à en hâter l'avènement, puis une fois éclosé à en appuyer le progrès, mais aussi et surtout parce qu'il anticipa à des années de distance et bien avant que les signes en deviennent manifestes certaines des conséquences à long terme des nouvelles orientations culturelles et sociales.

La Révolution tranquille, dans son sens historique le plus étroit, prit son envol en 1960 avec l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage. Longtemps souterraine et contenue, une volonté de transformation sociale et culturelle éclatait alors au grand jour et résultait en quelques années, avec la complicité de l'appareil politique d'État, en une succession de réformes administratives souvent éclatantes, tels la création des ministères de l'Éducation, des Affaires culturelles, la nationalisation des réseaux privés d'électricité et l'élargissement rapide du secteur parapublic. En moins d'une décennie, émergea au Québec une infrastructure institutionnelle com-

¹²⁸ André LAURENDEAU, «Personne n'est hostile. Pourquoi nous rappeler à chaque instant qu'il est juif», *Le Magazine Maclean*, Montréal, vol. 3, no 2, février 1963, p. 3.

plètement renouvelée, séculière et apte à assurer la mobilité sociale des francophones. Dans d'autres sphères cependant, l'impact de la Révolution tranquille se révélait plus diffus, comme à retardement, et les fruits de ces réorientations plus profondes commencent à peine à prendre forme. Parmi ces bouleversements latents, dont l'effet s'échelonne sur au moins deux générations, il faut placer au premier rang une redéfinition complète de l'identité culturelle des francophones de souche et du peuple québécois. S'engageant sur la voie de la modernité et de la nord-américanité, les Canadiens français acceptaient *de facto*, de bon ou de mauvais gré, de se laisser emporter de l'intérieur même de leurs valeurs identitaires vers de nouveaux horizons, et à une allure qui le plus souvent serait perçue comme blessante et irrespectueuse par les générations initiatrices du changement. Ce sursaut novateur irait jusqu'à briser le lien historique universel qui unissait au Québec les parlants français, à l'héritage culturel québécois traditionnel du XIX^e siècle et au terroir qui y était associé comme mode de vie. De plus en plus, une masse de francophones, vivant en milieu urbain dense, ne seraient plus ni catholiques de souche ni même français d'origine, tout en étant intimement intégrés au processus socio-économique et à la vie démocratique québécoise. Le vocable québécois lui-même perdrait tout son sens culturel spécifique pour ne plus désigner qu'une population domiciliée sur le territoire du Québec, reconnu comme espace à majorité linguistique francophone.

[239]

Laurendeau avait pressenti de tels lendemains dès le début des années cinquante, en prenant conscience de tout ce que le Québec français perdait à repousser les immigrants au-delà du champ d'action de ses institutions nationalitaires. Même en pleine lancée démographique, alors que des taux de natalité relativement élevés servaient à certaines élites de paravents derrière lesquels se retrancher frileusement, Laurendeau conviait les siens à plus d'ouverture envers l'altérité, notamment sous cette forme longtemps honnie de l'immigrant d'Outre-Atlantique. Près de quinze ans avant que le gouvernement provincial se dote d'un premier ministère de l'Immigration ¹²⁹, Laurendeau exhortait Québec à accueillir, à appuyer matériellement et enfin à orienter les nouveaux venus, notamment sur le plan linguistique et culturel, alors que tout ce champ de compétence était occupé par Ottawa. Longtemps avant que germe dans son cerveau l'idée d'une commission d'enquête sur les relations fédérales-provinciales, l'éditorialiste militait déjà pour que soit accordée la citoyenneté «québécoise» à tous ceux qui viennent au Québec, quelle que soit leur culture d'origine ou leur allégeance religieuse, élargissant ainsi les limites d'une identité trop étroite pour s'ouvrir aux francophones d'autres souches, aux francophiles, aux francophonisables et enfin et surtout aux allophones de toutes provenances.

¹²⁹ Le ministère de l'Immigration fut créé en 1968, avec Mario Beaulieu comme premier titulaire au début de 1969.

Vingt ans après sa disparition prématurée et quelques quarante ans après ses premières exhortations en ce sens, nous en sommes aujourd'hui à négocier le grand tournant identitaire esquissé par Laurendeau et enclenché par la Révolution tranquille proprement dite. Même s'il ne le formule pas toujours explicitement à cause de son style éditorial plus littéraire que politique, et même s'il investit le meilleur de ses énergies au cours des années soixante à des causes «engagées», Laurendeau ne perdit jamais de vue ce rendez-vous crucial du Québec français traditionnel avec les communautés culturelles immigrantes. Il est aujourd'hui reconnu que, dans le contexte de la *Charte de la langue française*, la masse des clientèles scolaires allophones se dirige aujourd'hui vers l'école de langue française ¹³⁰. D'ici l'an 2000, les enfants de la langue maternelle autre que française représenteront la majorité au sein de la Commission des écoles catholiques de Montréal, autrefois bastion des valeurs identitaires canadiennes-françaises. Il ne s'agit plus que d'une question de temps avant que cette première génération immigrante francophone force les portes du marché du travail et ait peu à peu accès aux institutions de la majorité linguistique et aux lieux où se bâtit et se forge sa culture et ses points de repère idéologiques. Conjugué à un taux de natalité flageolant au sein de la collectivité francophone de souche, ce phénomène d'osmose et d'échange entre populations d'origine divergente, annonce un Québec singulièrement renouvelé sur le plan culturel. Plus que les réformes administratives et structurelles des années soixante, ce fait sera sans doute perçu comme le déterminisme le plus marquant, comme l'héritage le plus décisif de la Révolution tranquille et de ses années de tourmente. C'est à cette rencontre avec l'altérité que Laurendeau nous conviait déjà, peu après avoir franchi le seuil et de l'après-guerre et du *Devoir*.

¹³⁰ Pierre ANCTIL., «Linguistic Legislation and Ethnic Enrollment in Montreal's French Public Schools», *Journal of Cultural Geography*, Bowling Green, Ohio, vol. 8, n° 2, printemps-été 1988, p. 17-27.

[241]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII. Bilan: André Laurendeau l'intellectuel engagé.

COMMUNICATION

L'engagement et la distance

*Jean-Marc Léger **

[Retour à la table des matières](#)

On me pardonnera de prendre quelque liberté avec le thème de cette dernière séance, que le programme présente comme un «bilan», de même qu'il qualifie André Laurendeau «d'intellectuel engagé». L'ampleur du sujet et la richesse des exposés et des débats interdisent évidemment de tenter même d'esquisser un bilan en quelques minutes. Par ailleurs, je dois confesser que je ressens un certain inconfort devant la formule d'intellectuel engagé, dont on a jadis abusé jusqu'à en faire un cliché, ou presque. J'entends bien que des formules, même galvaudées, peuvent être utiles en de semblables occurrences, par leur valeur d'évocation, de repère, voire de provocation. Mais il est des personnalités qui récusent naturellement les formules toutes faites: c'est d'éminente façon le cas d'André Laurendeau. Je me demande d'ailleurs comment il aurait lui-même réagi à cette expression utilisée à son endroit: sans forcément la contester sur le fond, j'ai le sentiment qu'il en aurait éprouvé à la fois une certaine gêne et un vif agacement, dissimulés sous un sourire légèrement ironique.

* Jean-Marc LÉGER a été journaliste au *Devoir* et haut-fonctionnaire du gouvernement du Québec. Il a publié *La francophonie: grand dessein, grande ambiguïté* et plusieurs articles sur cette question. Il est directeur de la Fondation et du Centre de recherche Lionel-Groulx.

Dans leur diversité même et dans leur foisonnante richesse, les travaux de ces deux journées (7 séances, 35 exposés) auront confirmé, s'il en était besoin, que Laurendeau échappe à toute définition précise, comme il répugnait à tout embrigadement. Il n'en découle pas que ses convictions aient été fragiles ni ses engagements superficiels. Il a marqué avec éloquence sa fidélité à quelques idées et à quelques choix fondamentaux, même si la forme de son attachement, sa façon de les exprimer et de les servir, de les situer dans son propre paysage intellectuel, ont pu varier sensiblement au cours des années. Je ne vois pas qu'il y ait eu chez lui d'abord l'intellectuel et, plus tard, le militant, l'homme de pensée et ensuite l'homme d'action: il fut à la fois l'un et l'autre, même s'il est vrai que sa forme propre de sensibilité et la pente naturelle de son esprit l'inclinaient plutôt à la création et à la spéculation, et qu'il ait apparemment toujours eu la nostalgie de l'œuvre littéraire qu'il aurait pu accomplir, même si on peut estimer qu'il a consenti à certains types d'engagements, en certaines circonstances, moins par inclination naturelle que par [242] sentiment d'obligation morale et sens du service. Son engagement, très tôt manifesté, dans les grands débats qui concernaient sa société, c'est-à-dire sa nation et son époque, n'eut rien de l'engagement à éclipses, ne procédait point de l'engouement ou de la mode, ne devait rien à quelque romantisme de l'action, moins encore à la recherche d'une facile popularité. Il était d'ailleurs l'exact contraire du démagogue.

On peut estimer que la forme et les exigences de son engagement dans l'action politique (au sens large) puis dans le journalisme d'opinion et de combat, l'auront ravi à une carrière d'artiste ou d'homme de lettres - qui eût assurément été brillante - ou qu'il a dû faire en permanence violence à son tempérament pour œuvrer là où il avait décidé d'agir. Il reste que les choix successifs qu'il a faits, ou que les circonstances l'ont conduit à faire, étaient bien les siens, toute référence faite à l'influence du milieu familial, que ces choix depuis son retour d'Europe jusqu'à sa mort l'ont placé non seulement au cœur de l'action et au premier plan de l'actualité mais lui ont conféré une position de dirigeant, de chef de file, de leader, fût-ce à son corps défendant, et cela non pas uniquement dans des milieux intellectuels ou des cercles limités de militants mais auprès d'une large fraction de l'opinion publique et particulièrement parmi la jeunesse.

Aussi, ai-je éprouvé quelque gêne lorsque, de certains propos tenus ici, parfois improvisés il est vrai, risquait de se dégager l'impression que Laurendeau n'était pas au fond vraiment homme de combat ni journaliste engagé, qu'il n'était pas vraiment homme politique et moins encore parlementaire, qu'il n'avait rien du polémiste ou encore qu'il ne possédait pas de «charisme», comme on dit affreusement de nos jours, et qu'il était par conséquent assez médiocre orateur ou, en tout cas, inapte à toucher le public. Sur ce dernier point, en particulier, je garde un souvenir radicalement différent, car Laurendeau avait un grand rayonnement personnel, une sorte de magnétisme et, sans être tribun, il était un remarquable orateur, apte à rejoindre et à faire vibrer les foules, comme on put le constater pendant la campagne du plébisci-

te de 1942 ou lors des élections générales de l'été 1944. Ses interventions à l'Assemblée nationale (alors «législative») de 1944 à 1947, donnent la mesure de sa hauteur de vues, de son sens de l'intérêt public, de son attachement passionné au Québec, cependant que la relecture de ses éditoriaux au *Devoir* et de ses articles à *L'Action nationale* confirment la connivence chez lui de l'humaniste et du polémiste, du nationalisme et du sens de l'universel.

Tour à tour à *L'Action nationale*, à la Ligue pour la défense du Canada, comme secrétaire général puis chef du Bloc populaire, député à l'Assemblée nationale, rédacteur en chef du *Devoir*, commentateur à la [243] radio et à la télévision, enfin à la tête de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, il a été en prise directe sur l'événement, comme acteur ou commentateur. Au reste, la frontière est ténue et la distinction parfois contestable entre ce qu'on appelle, un peu sommairement, l'homme de pensée et l'homme d'action. Laurendeau éditorialiste, commentateur, a peut-être, a sans doute eu plus d'audience à terme dans l'opinion et aura davantage influé sur le cours des événements, aura plus agi et fait agir, que Laurendeau homme politique et parlementaire. Entre celui-ci et celui-là, pourtant, il y a eu, pour l'essentiel, continuité dans les aspirations et dans les préoccupations fondamentales relativement à l'évolution de la société québécoise et à ses rapports au monde.

On a évoqué à plusieurs reprises la tolérance et le sens des nuances chez Laurendeau: il était en effet ennemi de tous les dogmatismes et du rigorisme. Cela n'empêchait aucunement chez lui la vigueur des convictions, la profondeur de l'engagement, la pugnacité dans certains combats. Cela n'allait jamais cependant, et quel que fût l'objet du débat ou du combat, jusqu'à abolir le sens critique qu'il avait au plus haut point, ni à interdire périodiquement des remises en cause, moins encore à supprimer cette sorte d'espace intérieur, de jardin particulier, où il entendait préserver l'indispensable recul et la nécessaire marge de liberté personnelle, l'exigence émouvante d'une secrète solitude.

Je n'ai pas la prétention d'avoir connu Laurendeau aussi bien que la plupart des intervenants à cette tribune, il s'en faut. Je ne résiste pas toutefois à l'envie d'évoquer mon premier contact avec lui, en 1947, où j'étais venu solliciter son concours à un numéro spécial du *Quartier latin*, hebdomadaire des étudiants de l'Université de Montréal. Ce me fut l'occasion de découvrir son sens de l'accueil et sa disponibilité, sa générosité intellectuelle, particulièrement à l'endroit de la jeunesse. Plus tard, il fut l'hôte à diverses reprises de l'Équipe de recherches sociales, association créée par des étudiants pour jeter un pont entre le milieu universitaire et le monde ouvrier. Au cours de 1949, Laurendeau invita quelques-uns de nous à faire partie de la Ligue d'Action nationale, qu'il souhaitait rajeunir. C'est au cours des réunions de cette «Ligue» (en fait un groupe d'une quarantaine de membres à titre personnel) tenues tour à tour chez lui et chez le chanoine Groulx, que j'ai peu à

peu découvert l'ampleur de la culture et la richesse d'information de Laurendeau, sa sensibilité à tous les aspects de la société québécoise mais aussi à toutes les dimensions de l'aventure humaine, l'équilibre chez lui de la conviction et de la mesure, son respect éminent des personnes qui en faisait l'arbitre naturel des débats, souvent vifs, entre ce que l'on pourrait sommairement appeler les «anciens» et les «modernes» au sein de la Ligue.

[244]

Je fus surtout émerveillé par la rare conjonction du sens de l'histoire, du sens de la prospective et du sens de la synthèse. Cela explique sans doute ce qui aura été, selon moi, sa plus éminente contribution au proche devenir du Québec: sa qualité d'artisan principal de la grande mutation, aussi riche que désordonnée, qu'on a appelée d'un terme discutable la «Révolution tranquille». Celle-ci en effet n'a pu se manifester de façon bruyante et tumultueuse à compter des années de 1960 que parce qu'elle avait été lentement préparée dans les esprits dès le lendemain de la Deuxième Guerre, que ses frémissements se firent sentir dès le début des années 1950 et cela, dans une très large mesure, grâce au *Devoir* et d'abord à Laurendeau. Il fut l'artisan principal de cette transformation, en préparant les esprits à accueillir, à désirer, à susciter les nécessaires novations et en assurant la conciliation de ce qu'on appelait alors le «social» et le «national», en démontrant que le nationalisme authentique est un humanisme et que la défense vigilante des valeurs nationales rejoint le souci de l'universel. À la fois militant et prophète, analyste et prévisionniste, acteur et témoin, Laurendeau aura puissamment préparé, favorisé les transformations qu'il souhaitait depuis longtemps, mais d'autres aussi qu'il ne désirait pas ou n'attendait visiblement pas.

Le rôle pédagogique du *Devoir*, pendant toutes ces années, celui de Laurendeau surtout ne fut pas moins important que son action sociale et politique: à bien des égards, ce quotidien aura été le principal des laboratoires où lentement prenait forme ce qui allait devenir la Révolution tranquille. Dans cette phase déterminante pour notre avenir collectif ni Filion, ni Laurendeau n'auraient consenti que *Le Devoir* jouât les Sirius: ils avaient de la mission de ce journal une haute et exigeante conception, dont on peut penser qu'elle garderait encore aujourd'hui, fût-ce sous d'autres formes, son actualité. Dans le même mouvement, avec une pareille constance, Laurendeau aura puissamment contribué à l'ouverture du Québec au monde, à la prise de conscience par les nôtres de l'interdépendance du national et de l'universel. Je peux témoigner de l'importance qu'il attachait à la qualité et à la place de l'information internationale dans le journal, et cela se reflétait dans la part que lui-même faisait aux grands événements et aux grands courants du monde dans ses propres articles. Son souci et sa curiosité dans ce monde débordaient d'ailleurs les seuls phénomènes de caractère politique et incluaient au moins autant les grands courants idéologiques

et culturels et les mouvements sociaux. Sur ce plan-là aussi, *Le Devoir* de Laurendeau et de Filion fit passer chez nous de vivifiants courants d'air.

[245]

Chez cet homme à l'intelligence lumineuse et à l'éminente disponibilité, le respect de l'autre et le souci exigeant de la liberté de l'esprit interdisaient tout ce qui aurait pu s'apparenter à un système et toutes les formes d'embrigadement. Il lui est arrivé d'ailleurs de s'interroger, de douter à propos de l'un ou l'autre de ses engagements, de l'une ou de l'autre de ses convictions. Qui ne conviendrait que c'est peut-être par là qu'il était le plus attachant? Pour moi, André Laurendeau, c'était la lucidité à la rencontre de la ferveur, la permanente conciliation de l'engagement et de la distance, un engagement toujours soumis à la raison, éclairé et parfois ébranlé par le sens critique.

Praticien, prince de l'esprit, sensible à tous les aspects et à tous les drames de l'aventure humaine, admirablement enraciné au Québec et passionnément soucieux d'ouverture, torturé parfois en raison même de la qualité de sa sensibilité, il fut pour nous tous un éveilleur, un entraîneur en même temps qu'un explorateur dans l'ordre des idées et un prophète. Il aura été pour moi l'exemple achevé de l'humaniste contemporain. Profondément, à certains égards douloureusement, accordé à sa patrie et à son époque, témoin, poète et visionnaire, nous prenons acte, trop tard comme il se doit, de notre dette envers lui. Nous l'aurons aimé jusque dans ses doutes, dans ses rêves, dans ses déchirements. Il nous aura permis de redécouvrir ce que nous pouvions être et ce à quoi nous pouvions aspirer. Sa longue, émouvante et admirable quête reste la nôtre.

[247]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII. Bilan: André Laurendeau l'intellectuel engagé.

COMMUNICATION

André Laurendeau, la culture
et la politique

*Marcel Fournier **

[Retour à la table des matières](#)

Dans ses mémoires *Fais ce que peux* qu'il vient de publier, Gérard Filion parle d'André Laurendeau dans les termes suivants:

(Au sujet des Jeune-Canada)

Nous sommes jeunes et nous sommes de la graine d'intellectuels, donc nous discutons beaucoup et longtemps [...] André Laurendeau est déjà André Laurendeau, distingué, délicat, subtil. Lui aussi fréquente l'Université en dilettante. Inscrit en lettres, il ne suit assidûment que les leçons d'histoire de l'abbé Groulx ce qui lui laisse le loisir de réfléchir, d'écrire, de monter des assemblées ¹³¹.

* Marcel. FOURNIER est professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal. Spécialiste de la culture québécoise, ses travaux ont porté sur les intellectuels, l'éducation, la question nationale et les classes sociales.

¹³¹ Gérard FILION, *Fais ce que peux*, Montréal, Boréal, 1989, p. 114-115.

(Au moment de son entrée au *Devoir*)

Laurendeau et moi nous nous connaissions depuis 1933, à l'époque des Jeune-Canada. Je ne sais trop pourquoi ni comment nous avons développé l'un pour l'autre une certaine estime, pour ne pas dire un brin d'admiration. Lui, c'était le type du jeune intellectuel engagé. Sa façon de jongler avec les mots et les concepts me fascinait. J'enviais la facilité avec laquelle il coupait les cheveux en quatre, tout en ne perdant pas de vue l'objet vers lequel il fallait tendre, soit la rénovation des valeurs spirituelles et morales des Canadiens français ¹³².

Et Filion d'ajouter quelques lignes plus loin :

[En 1947] Laurendeau savait que son avenir était ailleurs que dans la politique [...] En fait, l'aventure du Bloc populaire avait été une erreur d'aiguillage. Sa tournure d'esprit, ses goûts intellectuels, sa constitution physique, tout le destinait à des tâches étrangères aux débats électoraux. Il n'était pas fait pour l'action politique, mais pour la recherche intellectuelle.
[248]

À défaut de faire une carrière d'écrivain, il optait pour le journalisme, seule façon à l'époque de vivre de sa plume ¹³³.

De Laurendeau, le souvenir que je conserve est celui de l'animateur des émissions «Pays et merveilles» et de l'éditorialiste du *Devoir*: il nous invitait au voyage (ou à l'évasion) et à la réflexion, bref à une prise de distance.

Sans aucun doute, André Laurendeau était un intellectuel et il était engagé. Mais faut-il, comme nous invite à le faire le titre de l'atelier bilan, en faire le prototype de l'intellectuel engagé ? Est habituellement identifié comme l'intellectuel celui qui réfléchit sur les valeurs de la société et participe aux grands débats publics. Sartre s'amusait à dire que l'intellectuel était celui qui intervient en dehors du champ de ses compétences, mais il lui reconnaissait une fonction de critique sociale. L'auteur de *L'être et le néant* a lui-même incarné en France l'idéal de l'engagement libre, sans compromission avec le pouvoir ni adhésion avec une organisation politique; par ses prises de positions en faveur des dominés et des discriminés et par son style de vie, il illustre la possibilité pour un intellectuel d'intervenir à son propre compte dans la vie sociale et politique, mais il est rare que l'intellectuel puisse être indépendant de toute organisation et n'être lié à aucune institution.

¹³² *Ibid.*, p. 208.

¹³³ *Ibid.*, p. 210-211.

En raison du rôle qu'il a joué, il est tentant de constituer Laurendeau comme prototype de l'intellectuel engagé ou de le comparer à un quelconque prototype de l'intellectuel engagé (par exemple celui de l'intellectuel catholique). L'objectif est plutôt d'analyser les virtuelles conditions sociales et politiques d'un intellectuel comme Laurendeau dans le Québec des années 1930-1960. Mon hypothèse est la suivante: certes Laurendeau fut un intellectuel engagé, mais il lui a fallu s'engager politiquement pour devenir un intellectuel (et établir un rapport distant avec la politique).

ENTRE LA CULTURE ET LA POLITIQUE

Tout prédisposait le jeune Laurendeau à une carrière proprement intellectuelle: milieu familial cultivé, cours de musique et de ballet, santé fragile, participation à des cercles intellectuels (cercle Crémazie au Collège Sainte-Marie, amitiés de Rex Desmarchais, de Saint-Denys [249] Garneau, etc.). En 1919, son père lui parle de son avenir dans les termes suivants :

Sais-tu à quoi je rêve ? Que tu sois un homme très instruit et que tu écrives de beaux livres, comme ceux de Daudet et de Veuillot. Si tu n'es pas musicien, je ne t'en ferai aucun reproche, il me semble que c'est plutôt dans la littérature que tu réussiras. Tu as la sensibilité très vive, le mot juste, de la fougue. Tâche aussi d'avoir la santé ¹³⁴.

Arthur Laurendeau est l'un de ces «anciens d'Europe» qui, réunis en association, publient au début des années 1930 la revue *Opinions*, organisent des dîners conférences et entendent aussi «observer, étudier et au besoin appuyer les mouvements et les réformes d'ordre intellectuel». Dans un article intitulé «L'art et la crise», il écrit:

Nous pouvons espérer une renaissance (intellectuelle et nationale) si, conscients du devoir national, nous nous mettons à chercher la compétence professionnelle doublée d'une culture générale. Pas de ces avocats, de ces

¹³⁴ Collection André Laurendeau. Lettre d'Arthur Laurendeau à son fils, 28 décembre 1919, citée par Denis MONIÈRE, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec/Amérique, 1983, p. 20. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

médecins confinés dans l'horizon étroit de leur métier sous le plafond bas des soucis personnels. ¹³⁵

Dans le premier éditorial de la revue, Jean Bruchési (1901-1979) attaque «ceux qui offrent des abîmes d'ignorance» et condamne leur «mercantilisme, leur matérialisme». Le renouveau - certains disent la «restauration sociale» - apparaît alors comme une «question d'intelligence» et exige le «culte des idées».

Pas plus qu'aujourd'hui, il n'est, en 1920-1930, facile pour un auteur de «vivre de son art» d'une manière indépendante, et les voies d'accès à la vie intellectuelle sont limitées.

Il y a évidemment la vocation religieuse: parmi les écrivains nés entre 1850 et 1920, la proportion de prêtres et de religieux est de 16,6% et si l'on ne tient compte que du domaine proprement littéraire, elle est encore plus faible ¹³⁶ (10,3%). Il y a aussi l'exercice d'une profession [250] libérale, droit ou médecine, qui permet de s'adonner à l'écriture en dilettante et dans le cadre des loisirs. Par exemple, le Dr Philippe Panneton (1895-1960), auteur de *Trente arpents* qu'il signe sous le pseudonyme de Ringuet, est médecin à l'Hôpital Notre-Dame et professeur à la faculté de médecine de l'Université de Montréal jusqu'au moment où, en 1956, il entreprend une carrière diplomatique.

Mais déjà au début du siècle se dessinent deux nouvelles voies d'accès à la vie intellectuelle: la fonction publique et le journalisme. En expansion depuis la Confédération, la fonction publique offre en effet des postes à des jeunes qui entendent exercer une influence politique sans s'engager dans l'action partisane. Parmi les activités professionnelles de la fonction publique les plus compatibles avec le maintien d'une activité d'écriture, il y a la traduction et la bibliothéconomie: le sociologue Léon Gérin (1863-1951) est secrétaire de ministre, l'historien Gustave Lanctôt (1883-1975) directeur des Archives publiques du Canada, etc. Et pour certains, la diplomatie constitue une «belle fin de carrière»: Jean Bruchési (1901) est ambassadeur du Canada en Espagne et en Amérique latine, Robert Choquette (1905) en Argentine et le Dr Panneton (1895) au Portugal. Pour un intellectuel, le profil typique d'une carrière réussie est constituée des étapes suivantes: études de droit, journalisme, poste dans la Fonction publique et enfin ambassadeur du Canada (ou sénateur). On le voit bien avec le critique littéraire Roger Duhamel (1916) qui est imprimeur de

¹³⁵ Marcel FOURNIER, «Portrait d'un groupe», *Possibles*, vol. 10, n°2, hiver 1966, p. 129-149. La source est le *Dictionnaire pratique des auteurs québécois* de R. HAMEL, J. HARE et P. WYCSYNSKI, Montréal, Fidès, 1976.

¹³⁶ Voir Elzéar LAVOIE, «La modernité culturelle populaire dans les médias au Québec (1900-1950)» dans Y. LAMONDE et E. TRÉPANIÉ, *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, IQRC, 1986.

la Reine, conseiller du secrétaire d'État et ambassadeur au Portugal. L'itinéraire du romancier et essayiste Robert Elie (1915) est similaire: études universitaires en lettres, journalisme à *La Presse* et à Radio-Canada, directeur de l'École des Beaux-Arts de Montréal, conseiller culturel à Paris et directeur associé du Conseil des Arts du Canada.

Avec la publication de plusieurs nouveaux quotidiens - *L'Action sociale* en 1907, *La Tribune*, *Le Droit* et *Le Devoir* en 1910, etc. - hebdomadaires - *Le petit journal* en 1926, etc. - de divers magazines et l'augmentation des tirages ¹³⁷, la vocation d'écrivain s'identifie un moment au métier de journaliste. La proportion d'écrivains qui, nés entre 1850 et 1920, ont exercé ce métier est élevée (28,3 %). Pour se convaincre de l'importance du journalisme dans la vie intellectuelle québécoise, il suffit de nommer Olivar Asselin, Henri Bourassa, Clément Marchand et André Laurendeau.

Pour sa part, Laurendeau ne se dirige pas directement vers le journalisme professionnel. Ses premières activités intellectuelles sont [251] étroitement reliées à des actions politiques: fondation en 1932 des Jeune Canada et publication de tracts, direction de la revue *Le semeur* en 1934 organe officiel de l'A.C.J.C., direction de la revue *L'Action nationale* en 1937, président du Conseil des jeunes canadiennes, secrétaire de la Ligue pour la défense du Canada, etc. À l'invitation d'un Berdiaeff, Laurendeau s'engage donc activement en tant que chrétien dans la vie sociale (Monière, p. 98). Il le fait sous le mode non de la JEC mais de l'ACJC.

Au moment où il succède à son père à la direction de *L'Action nationale*, on le présente comme un disciple de l'abbé Lionel Groulx: «La pensée du maître devait laisser sur l'âme de son élève une forte empreinte.» Et l'on rappelle «ses vigoureux discours, imprégnés d'un patriotisme ardent qui vit vibrer l'âme de la nation, mais où la raison maintint toujours ses droits». L'image que la revue trace de Laurendeau est celle d'un homme politique qui a suspendu une «action qu'il aimait pour acquérir une formation plus complète» et qui, après un séjour de deux ans en France où il a pu «prendre contact avec de hautes personnalités, pénétrer dans des groupes de valeur et poursuivre même en différents pays d'Europe une enquête humaine des plus instructive», revint «ainsi armé, fort de son nationalisme sain et encore plus d'un catholicisme éclairé et vivant, doué d'une jeunesse pleine d'allant mais qu'ont déjà mûrie les études et les voyages ¹³⁸». *L'Action nationale* espère que Laurendeau puisse «déployer utilement ses talents et sa culture au service de notre nationalité».

Du Laurendeau des années 1930-1940, Guy Frégault trace le portrait suivant:

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ *L'Action nationale*, vol. X, n° 1, septembre 1937.

Laurendeau est né en 1912, toute une génération après Lionel Groulx. Élevé dans l'atmosphère de *L'Action française* (de Montréal), formé un peu à la façon du Dauphin, à 20 ans c'est au Groulx de *Notre avenir politique* qu'il donne son adhésion [...] Quand à vingt-cinq ans, il recueille la direction de *L'Action nationale*, il se voit entouré d'aînés. Parlant des directeurs de la Ligue dont la revue est l'organe, il lui arrive de dire en souriant «Mon Sénat». Jeté prématurément dans l'action, porté trop jeune à la tête d'un parti, il donne, en se ressaisissant, l'impression de reculer. Cette impression est fausse. Ici, le malentendu n'est pas entre personnes, les uns bien fixées, les autres mal posées sur leurs pieds. Il est inévitable, entre génération. Il reste fidèle aux siens: à sa «race», dirait volontiers la petite gérontocratie qui l'entoure, et c'est justement ce que, comme les [252] hommes de son âge, il ne dit plus lui-même volontiers. Il choisit son terrain. Cependant, s'il prend ses distances à l'égard d'une école, il reste attaché à sa communauté nationale. Il continue de lui appartenir - tout en prenant, petit à petit, possession de lui-même ¹³⁹.

Ce témoignage de Frégault met en lumière certains aspects de l'itinéraire de Laurendeau: dauphin de l'abbé Groulx, engagement politique prématuré, malentendu entre générations. Divers facteurs ont poussé Laurendeau vers la politique: certes son milieu familial et social et sa situation personnelle (de jeune universitaire sans diplôme ni avenir professionnel), mais aussi la conjoncture sociale et politique marquée d'abord par la crise économique et ensuite par la guerre (et la conscription).

UN ENGAGEMENT: LE NATIONALISME

Le nationalisme est une forme d'engagement politique mais il ne s'agit pas, dans les années 1920-1950, d'un engagement partisan, c'est-à-dire lié à un parti: l'objectif est alors de défendre des idées, des valeurs, une culture.

Parlant de la «rébellion (des Jeune-Canada) devant le fait de notre existence», André Laurendeau note lui-même que «l'Ouragan aurait pu être socialiste» mais qu'il prit, à cause d'un «petit prêtre» (abbé Groulx), une orientation nationaliste. Les jeunes rebelles manifestent un profond mépris à l'égard de la génération précédente et remettent partiellement en question le système capitaliste dont ils dénoncent les abus, par exemple la constitution des monopoles. L'accent est cependant plus fortement mis sur la mainmise que les Canadiens anglais et les Américains exercent sur les ressources naturelles et sur l'économie québécoise. Ils reprennent le slogan «Le

¹³⁹ Guy FRÉGAULT, «Aspect de Lionel Groulx» dans Maurice FILION (dir.), *Hommages à Lionel Groulx*, Montréal, Leméac, 1978, p. 91.

Canada français aux Canadiens français» mais avec plus d'agressivité et une plus grande impatience. Cependant, les Jeune-Canada conservent un respect des enseignements sociaux de l'Église, ils critiquent le communisme et refusent l'idée de révolution. Marx apparaît comme un «démagogue et un conspirateur» et les socialistes comme les «encyclopédistes d'aujourd'hui ¹⁴⁰». Dans un long article sur le «IVE Internationale» publié dans *Le Devoir*, Laurendeau proclame paradoxalement ou ironiquement que le communisme n'est pas assez radical: pour lui, «la révolution plus profonde doit toucher le fond du cœur de chacun et susciter [253] l'avènement de l'homme nouveau à la lumière du christianisme ¹⁴¹». Et d'après *Le Devoir* (13 et 23 février 1936), il demande aussi aux autorités de faire taire la propagande communiste, véhicule de désordre.

Les nationalistes sont favorables à des «réformes sociales» mais ils ne sont ni socialistes ni communistes. Les militants communistes québécois ne s'y trompent pas. Dans le journal *Clarté*, Publié entre 1935 et 1939, Laurendeau est mis dans le même sac que les autres nationalistes et violemment pris à partie: les positions des nationalistes sont qualifiées d'«étroites», «réactionnaires» et «quasi fascistes». On présente les nationalistes comme des «complices de la haute finance parce que l'isolement du peuple canadien-français n'a pour seul but que de l'empêcher de se réveiller pour s'affranchir». Et de l'abbé Groulx, l'on dit qu'il est un «utopiste réactionnaire» parce qu'il propose une politique de retour à la production artisanale et d'isolement et qu'il refuse de reconnaître la faillite totale et indiscutable du système capitaliste ¹⁴².

LAURENDEAU AVEC LES COMMUNISTES: LA VOIX DU PEUPLE

Il faut attendre la signature du pacte entre l'Allemagne et l'URSS (29 août 1939) pour que les communistes ouvrent un «vaste Front populaire de lutte contre la conscription, l'exploitation et la guerre impérialiste» et qu'ils tendent la main aux nationalistes qui, craignant un recours à la conscription, manifestent déjà une opposition irréductible à la guerre. Ainsi, en juillet, des militants communistes acceptent de participer à un congrès des Jeunesses canadiennes-françaises qui réunit une cin-

¹⁴⁰ Pour une analyse de l'idéologie des Jeune-Canada, voir André J. BÉLANGER, *L'apolitisme des idéologies québécoises*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974.

¹⁴¹ *Le Devoir*, 18 juillet 1936.

¹⁴² Roger, E. (Stanley B. RYERSON), «M. Groulx et tous les corporatistes trahissent notre peuple», *Clarté*, 20 décembre 1937, p. 3. Voir M. FOURNIER, *Communisme et anti-communisme au Québec, 1920-1950*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1979. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

quantaine d'associations nationalistes et ouvrières: Les Jeunes Laurentiens, les Jeunesses patriotiques, etc. Le Congrès prend une orientation nettement nationaliste: mise en évidence de la misère croissante des Canadiens français, comparaison des conditions de vie entre le Québec et l'Ontario. Et face à «la trahison des chefs politiques», l'on propose «l'union de toutes les classes de la société canadienne-française ¹⁴³».

Afin de diffuser plus largement sa position politique, le Congrès publie, en mars 1941, un journal: *La voix du peuple*. Le responsable du [254] secrétariat est Gui L. Caron, un membre du Parti communiste canadien (PCC) et le local de la rédaction est situé au 254 de la rue Sainte-Catherine à Montréal, l'endroit même qu'occupait le journal communiste *Clarté*. Les deux principales préoccupations du journal sont la position du Canada dans l'Empire britannique et la situation du Canada français dans le Canada. Une grande partie des articles est consacrée à la question de la conscription, «question autour de laquelle se rallient aujourd'hui presque toutes les organisations nationales du Québec». Camillien Houde fait l'objet d'une attention toute particulière: le premier numéro de *La voix du peuple* (8 mars 1941) est consacré au maire de Montréal qui, en raison de son opposition à la circonscription, est emprisonné depuis le mois d'août 1940. Régulièrement, le journal publie des textes de Liguori Lacombe, Maxime Raymond, Henri Bourassa et André Laurendeau. Certains collaborateurs adoptent une position nationaliste plus radicale et exigent «à la fois notre indépendance nationale et économique dans une libre démocratie». Mais habituellement l'on reprend, dans les termes d'André Laurendeau, la revendication d'autonomie provinciale, et l'on n'hésite pas à dénoncer les «vieux partis» et les politiciens: ce sont des «valets des trusts», des «partisans aveugles» et «des profiteurs aveugles pour qui l'intérêt personnel prime sur l'intérêt public».

La modification de la conjoncture internationale oblige le PCC à changer sa position - en faveur de l'effort total de guerre - et à prendre ses distances par rapport aux nationalistes. Dans un tract diffusé en 1941 par le Comité ouvrier de l'effort de guerre intégral, Fred Rose s'attaque à tous «ceux qui travaillent à creuser un fossé entre les races, les classes et les religions du pays, à aiguïser les hostilités», il dénonce en particulier l'Ordre de Jacques-Cartier, qui contrôlerait plusieurs organisations nationalistes dont la Ligue pour la défense du Canada et il critique nommément André Laurendeau et tous les «agitateurs de l'épouvantail rouge». Les amis d'un jour redeviennent les ennemis de toujours.

Et lorsque, quelques années plus tard, les militants communistes développent avec le Parti ouvrier progressiste (POP) une perspective d'unité entre le mouvement ouvrier et les éléments progressistes du mouvement nationaliste, ils demeurent critiques et méfiants face au slogan de la «défense de l'autonomie provinciale». En

¹⁴³ *La voix du peuple*, vol. 1, n° 1, mars 1941, p. 4.

réponse à un article de Laurendeau publié dans *Le Devoir*, Gui L. Caron, chef du POP, met en évidence les intérêts que camoufle un tel slogan et qui sont ceux des «trus-tards»: «Il vise à diviser les travailleurs selon leur langue et leur religion, afin de perpétuer leur esclavage de salariat ¹⁴⁴. » Aux élections [255] fédérales de 1943, le POP oppose son candidat, Fred Rose, au candidat du Bloc populaire, M. Massé.

DE LA POLITIQUE À L'ÉCRITURE

André Laurendeau a pris une distance de l'action politique une première fois au moment de son séjour en France: «Le profit d'un voyage... c'est aussi, disait-il, de se regarder de loin, comme si l'on était un autre.» À la fin des années 1940, il quitte la direction du Bloc populaire pour devenir rédacteur en chef adjoint au *Devoir*. Certes, dans son premier éditorial intitulé «Pour continuer la lutte», Laurendeau affirme : «Je retrouve [au *Devoir*] les idées pour lesquelles je me suis toujours efforcé de combattre.» Mais son style n'est pas celui-là du militant politique, il est celui de l'analyste qui entend se situer au-dessus des querelles partisans et des enjeux purement électoraux. «L'élégance naturelle du style, l'aptitude à prendre du recul, la finesse de ses analyses étaient, rappellera Denis Monière, les principales qualités du journalisme pratiqué par Laurendeau» (p. 207). Le politicologue Dale Thompson est tout aussi élogieux, mais il glisse dans son commentaire une petite remarque critique :

Le contraste était vif entre Filion et André Laurendeau, homme d'une délicatesse presque florentine. Laissant derrière lui la politique active, il écrivait des éditoriaux nuancés, soigneusement travaillés et parfois marqués d'une ombre de désenchantement, comme s'il regrettait que le monde ne fût pas aussi parfait qu'il l'eût souhaité. Intellectuellement, il semblait capable de s'en tenir à une position ferme sur un problème, que ce fût en politique ou dans tout autre domaine temporel. Cependant, fidèle à ses origines, il adhéra sans équivoque à l'école nationaliste de Bourassa ¹⁴⁵.

Laurendeau n'est plus l'intellectuel d'un parti ou d'une cause, il se préoccupe certes toujours de la question de l'autonomie de la province, mais il se fait l'avocat du progrès social, il se soucie aussi du respect de l'homme et prend la défense de l'intelligence. De plus, il devient écrivain (rédaction d'un premier roman, série radio-

¹⁴⁴ «M. Caron répond à M. Laurendeau», *Combat*, vol. 1, n° 45, 11 octobre 1947, p. 1.

¹⁴⁵ Dale C. THOMPSON, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions du Trécarré, 1984, p. 36.

phonique *Voyage au pays de l'enfance*, de trois téléthéâtres) et l'animateur d'une émission culturelle à Radio-Canada.

[256]

LES INTELLECTUELS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Laurendeau partage plusieurs de ces caractéristiques. Pourquoi faut-il que, face à l'histoire, seuls les purs et les orthodoxes aient raison ? Ce qui hier était *nuance* apparaît aujourd'hui comme des ambiguïtés. La réserve est perçue comme de la mollesse. La «révolte contre les pères», contre l'ignorance et le laisser-faire prend donc, à la sortie de la crise puis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, des formes diverses, ramenant les uns vers le passé et poussant les autres vers l'avenir : la division qui s'opère entre les membres d'une même génération se traduira par l'opposition entre le «national» et le «social». Plusieurs rêvent d'une troisième voie entre le libéralisme capitaliste et le communisme totalitaire ou pensent à un tiers parti ; ils recherchent un équilibre, et s'ils souhaitent le changement ils n'en demeurent pas moins fidèles au passé. Ce qui explique leur intérêt pour le personnalisme : ils se font les défenseurs de la liberté sans rejeter toute autorité ; ils veulent subordonner l'action politique à la rationalité sans renier toute doctrine.

Laurendeau est admiré comme intellectuel, mais il est critiqué comme homme politique : on lui reproche d'avoir abandonné le Bloc populaire et vingt ans plus tard d'avoir trahi la «cause nationaliste» en acceptant de participer à la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. On dira aussi : «Laurendeau n'est jamais allé jusqu'au bout...» (de ses idées, de ses convictions). Doit-on valoriser l'intellectuel de parti avec ses quelques idées claires et simples qui lui servent de programme ? Il y a aussi l'intellectuel libre dont la fonction est d'être critique : il a quelques principes mais il partage aussi beaucoup d'incertitudes, et à l'éthique de conviction il entend substituer, pour reprendre une expression de Weber, celle de la responsabilité. Et s'il participe à la vie politique, il le fait en gardant ses distances, c'est-à-dire en préservant sa liberté d'enquête et de pensée. Entre l'objectivité du spécialiste des sciences sociales et la neutralité de l'analyste, il y a une place étroite pour l'intellectuel engagé pour un nouveau rapport à la politique.

La participation de Laurendeau à la Commission B. B. n'est pas aussi paradoxale qu'on le pense : il s'agit d'une activité politique non partisane, basée sur la consultation, la réflexion et la recherche. De Laurendeau, nous pourrions dire ce que lui-même disait d'Henri Bourassa.

Bourassa est un magnifique exemple du Canadien type. Il est l'homme qui refuse les servitudes, mais accepte toutes les fidélités. Son adhésion au Canada ne fut pas

préfacée par sa démission comme Canadien français. Il est l'homme qui s'assoit à la table commune, mais ne choisit pas de se laisser oublier: il veut qu'on l'accueille, non qu'on [257] l'exploite, et il prétend se faire accepter tout entier, comme lui-même accepte loyalement le partenaire. Tel est, nous semble-t-il, le nationalisme canadien de Bourassa, qui divisa ses contemporains, mais contribuera à unir les Canadiens d'aujourd'hui ¹⁴⁶.

Et au sujet des contradictions qu'on avait pu déceler chez Bourassa, Laurendeau ajoute: «Nous avons cru qu'il se mettait en contradiction avec lui-même, c'était une vue simpliste. Certes, il a évolué mais jamais au point de mettre en cause ses idées de fond.»

¹⁴⁶ A. LAURENDEAU, «Le nationalisme de Bourassa» dans *La pensée de Henri Bourassa*, Montréal, *L'Action nationale*, 1954, p. 56.

[259]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII. Bilan: André Laurendeau l'intellectuel engagé.

COMMUNICATION

De Laurendeau à l'intellectuel
d'aujourd'hui

*Fernand Dumont **

[Retour à la table des matières](#)

André Laurendeau nous a quittés il y a plus de vingt ans. Pourquoi demeure-t-il encore aussi présent parmi nous, au point où on lui consacre deux colloques à quelques mois d'intervalle? Sans doute, cela tient de la nostalgie et de la fascination. Laurendeau aura exercé une profonde séduction. Sa faculté d'attention était singulière; il appelait la parole de l'autre, moins par curiosité que par ferveur de comprendre. Par ailleurs, et cette autre figure de lui ne contredisait pas la première, il refusait de se livrer tout entier en de plates confidences, réservant pour lui sa part de rêves. Présence et distance, ferveur et ironie, sensibilité et lucidité: tel était, je pense, cet homme que nous avons admiré et aimé.

Nous n'aurons pas à écarter ce souvenir attendri en esquisant le bilan auquel on nous invite au cours de cette séance. Car il se pourrait que Laurendeau nous demeure proche parce qu'il était une sorte d'archétype de l'intellectuel.

* Fernand DUMONT est directeur de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Il est professeur au département de sociologie de l'Université Laval. Il a publié de nombreux ouvrages et articles dont *Le sort de la culture*, *Le lieu de l'homme* et *L'institution de la théologie*.

Mais qu'est-ce donc qu'un intellectuel? Ce n'est pas simplement un écrivain, un artiste ou un savant: aux dénominations de ces divers métiers, il n'est pas utile d'en ajouter un autre. Certes, un intellectuel possède une compétence en l'un de ces métiers: il est physicien ou peintre, poète ou sociologue, philosophe ou romancier. Mais il y faut quelque surplus, bien difficile à désigner. Au temps de l'Affaire Dreyfus, où un manifeste a consacré l'expression sans l'éclairer, on s'étonnait déjà: de quel droit, selon quelle légitimité, un rassemblement de linguistes, de romanciers, de biologistes, d'autres spécialistes pouvait-il se prononcer d'autorité dans une querelle politique où aucune de ces compétences n'avait d'évidente pertinence? On avancera qu'une certaine habitude dans l'exercice de la critique et de la preuve est, de quelque manière, transposable dans l'examen des problèmes de la Cité. Mais est-il certain que, d'un domaine à l'autre, on ne passe pas à des logiques et à des valeurs différentes? De telle sorte que la transposition serait, en définitive, une mystification? La question, on le sait, se pose toujours.

[260]

Et justement, la personnalité et la présence de Laurendeau permettent de la formuler d'une manière concrète.

Je ne crois pas m'avancer beaucoup en affirmant que son tempérament ne relevait pas d'abord de la politique ni même du journalisme, mais de l'esthétique. On connaît sa prédilection pour la musique, à laquelle allaient ses premiers choix adolescents; dans sa maturité, il a écrit des pièces de théâtre, un roman, des souvenirs. Quelques préludes ou quelques morceaux littéraires ne constituent pas une grande oeuvre. Ce qui, pour l'heure, n'est pas important. Voyons-y d'abord une façon, pour l'intellectuel, d'être ailleurs que sur la place publique.

À partir de cette distance, entretenue avec astuce, Laurendeau aura joué le rôle politique que l'on sait: chef de parti, membre de la Commission sur le biculturalisme, avant tout commentateur attentif de l'événement. C'est ce décalage qui faisait sa manière toute particulière d'aborder les problèmes de la Cité. Ce décalage le dépouillait de tout dogmatisme, l'empêchait de s'enfermer dans des conclusions hâtives. À compulser ses écrits, il est impossible d'en dégager une doctrine quelque peu systématique. C'est pourquoi on a tiré sa pensée en bien des directions. Un nationaliste aux lentes évolutions ou un socialiste hésitant? Un fédéraliste réticent ou un séparatiste timide? Ces étiquettes et d'autres lui ont été appliquées; elles n'atteignent pas à la profondeur de sa quête et de ses options. Prudence, hésitations ou velléités d'un être trop sensible pour s'enfermer dans quelque idéologie aux contours arrêtés? Ce serait oublier des engagements où il a tout risqué.

Alors, comment cerner l'attitude qui caractérisait vraiment cet intellectuel? Je dirai que c'était le passage de l'esthétique au souci éthique. L'éthique est en deçà et au-delà des positions affirmées que l'on doit tenir par ailleurs. Elle est effort de discernement des valeurs, inquiétude quant à leur inachèvement et à leurs compro-

missions. On en pourrait tirer une définition de l'intellectuel tel que Laurendeau nous en a offert le modèle: se tenir en retrait pour sauvegarder la fragilité des valeurs, se vouer aux leçons de l'événement et y investir à la fois ses incertitudes et ses convictions.

Je ne cherche pas autrement le motif qui nous attache à Laurendeau. Car ce colloque a ceci de singulier qu'il n'est pas seulement travail de l'histoire, tentative de comprendre une époque disparue à propos d'un homme qui y eut une influence certaine. Cet homme, à lui seul, demeure une interrogation sur le destin de l'intellectuel dans la société présente. Poursuivre sur cette lancée, ce sera encore esquisser un bilan, puisque la commémoration des morts renvoie les vivants à leurs responsabilités.

[261]

On a abondamment parlé du silence des intellectuels québécois depuis une dizaine d'années. Il s'agit, en effet, d'un phénomène troublant sur lequel, face à la grande ombre de Laurendeau, il convient de s'attarder.

Ce désistement serait-il dû, comme on l'a répété souvent avec amertume ou ironie, à la victoire du «non» au référendum de 1980 ? Si c'était vrai, il faudrait en conclure à l'échec d'une propagande orchestrée par les intellectuels. Ce qui me paraît abusif.

Je n'ai pas de mérite à le rappeler: la mutation du Québec contemporain remonte à l'après-guerre. De 1945 à 1960, des changements ont été amorcés bien avant qu'interviennent les transformations des structures politiques. La plupart des grands projets mis en route dans les années 60 ont été esquissés au cours de cette période, et par des intellectuels plutôt que par des hommes politiques. De plus, la mutation s'est avant tout produite dans les mœurs, pour se poursuivre au grand jour après 1960, et avec beaucoup plus de répercussions que dans la sphère politique. En somme, il s'est agi d'une révolution mentale; de sorte que les intellectuels y ont puisé naturellement matière à leur travail. D'autant plus que l'expansion des médias et des institutions d'enseignement, la croissance d'une foule de gestionnaires en tous genres ont permis une floraison d'idées et d'idéologies que nous n'avions jamais connue dans le passé.

Qu'est-il arrivé par la suite, et qui puisse expliquer le changement de climat et le relatif retrait des intellectuels ?

Ici comme ailleurs en Occident, l'idéologie néo-libérale a ramené les projets sociaux à l'administration tranquille. L'obsession de l'économie, qui n'est pas sans raison, a constitué une sorte de deuxième phase de la sécularisation: au déclin des interprétations religieuses traditionnelles, a succédé la disqualification des clercs laïcs. Les intellectuels ont, en effet, une certaine parenté avec les théologiens: leur pensée est utopique, dans le sens positif du terme, bien entendu; ils conçoivent mal qu'une société puisse vivre pleinement en entretenant seulement le bon fonctionne-

ment de ses rouages. Cela ne va pas sans une conception de la politique où le projet l'emporte sur la gestion, la discussion sur les sondages.

Ne nous surprenons pas que, dans ce nouveau contexte, ait surgi un magistère jusqu'alors effacé; celui des hommes d'affaires, maintenant francophones en grand nombre. On l'aura vérifié à plusieurs signes. Le rapport public paru sous le nom de M. Gobeil a été l'œuvre de chefs d'entreprises; ceux-ci ont établi, et sans abuser de l'analyse, la liste des institutions québécoises à supprimer ou à amputer. Beaucoup de ces institutions étaient de caractère culturel, concernaient de près les [262] intellectuels. Ceux-ci ont passé la main sans trop protester, comme l'avait fait le clergé de naguère envers eux. Plus récemment, ce sont des chefs d'entreprises qui ont pris la tête du mouvement pour un plus considérable financement des universités. À cette occasion, ils n'ont pas manqué de nous tracer des voies d'avenir où la technologie et les modes de gestion occupaient parfois toute la place. Je ne sache pas que, cette fois encore, beaucoup d'intellectuels se soient insurgés devant ce clergé de récente obédience.

Ajoutons que la classe des intellectuels (s'il convient de s'exprimer ainsi) s'est elle-même scindée. Plusieurs sont devenus des gestionnaires, par un goût singulier du pouvoir qu'ils critiquaient naguère. Il serait utile de procéder à une psychanalyse de l'appétit secret de puissance qui hante les intellectuels; je ne m'y aventurerai pas ici. En tout cas, ceux qui ont écarté cet appétit ou n'ont pas pu le satisfaire sont maintenant relégués dans le paisible entretien des idées, à l'abri de leurs collègues qui, dans l'administration, s'occupent des affaires sérieuses. De quelle légitimité se réclamer pour intervenir dans les débats publics quand on consacre la meilleure partie de son temps à l'épistémologie, à l'histoire de la littérature, à la botanique, à la physique, à l'étude de la Nouvelle France ou à la théologie fondamentale?

Que l'on se rassure : je n'ai pas perdu André Laurendeau de vue. En jetant ces notes sur le papier, je me suis sans cesse demandé: dans ce nouveau contexte, que ferait-il, que pourrait-il dire ?

Laurendeau, je le parie, se réjouirait. Les intellectuels sont mis en retrait; ce sera bénéfique puisque, il nous en a donné l'exemple, le travail de l'exil littéraire ou scientifique est la garantie nécessaire de l'engagement. Laurendeau a écrit des pièces de théâtre, un roman à l'écart de l'événement; nous voici condamnés à faire de même dans nos métiers respectifs. Après tout, ce qui donne droit à l'intellectuel de, s'immiscer dans les débats publics, c'est le métier qu'il pratique à l'écart. Le temps présent a l'avantage de nous en faire souvenir.

À partir de là, et pour entendre encore la voix lointaine de Laurendeau, j'abandonne aux gestionnaires la tâche d'élaborer les stratégies du pouvoir. Comme lui, c'est l'éthique qui devrait nous préoccuper. L'utilisation du savoir dans nos sociétés, les embarras de la scolarisation, les exigences de la justice: l'urgence est toujours là, aujourd'hui comme naguère, de démasquer ce qui se cache sous le cours apparem-

ment assuré de l'histoire et sous les propos des puissances qui l'interprètent. Nous sommes désormais voués à l'événement, comme Laurendeau l'était.

[263]

Alors peut recommencer ce que Laurendeau a tenté: contester les idéologies où les sociétés menacent de s'enfermer, qu'elles se réclament de la politique ou de la science; maintenir le cap sur la transcendance sans laquelle il n'est pas de vérité; ne point rompre la solidarité envers le peuple auquel nous appartenons dans sa marche vers un destin incertain. Et, pour garantir cette prétention, travailler à ces œuvres inutiles qui, comme le théâtre et le roman de Laurendeau, démontrent que les sociétés ne sont vivantes que par l'ouverture sur une gratuité dont elles prétendent parfois n'avoir pas besoin.

[265]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII. Bilan: André Laurendeau l'intellectuel engagé.

COMMUNICATION

André Laurendeau:
un intellectuel engagé?

Léon Dion *

[Retour à la table des matières](#)

La présente table ronde se veut, je pense, une synthèse du colloque: «André Laurendeau: Un intellectuel engagé». S'il était parmi nous, André Laurendeau serait surpris - non offusqué mais surpris - de ce thème. Certes le terme «engagé» qualifie, d'une certaine manière, la notion «d'intellectuel», mais de quelle façon ? À la limite ne le supprime-t-il pas ?

Décrire l'intellectuel comme une personne dont les outils sont des idées plutôt que des machines, cela inclurait aujourd'hui la grande majorité des gens. Jean-François Revel propose de l'intellectuel la définition suivante:

* Léon DION est professeur de science politique à l'Université Laval. Il a publié de nombreux ouvrages sur la politique au Québec, dont *Québec 1945-2000, Tome I : À la recherche du Québec*. [Le [tome I](#) et le [tome II](#) sont disponibles dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.] Il a participé aux travaux de la Commission Laurendeau-Dunton.

Constatons simplement que l'intellectuel ne détient, de par son étiquette, aucune prééminence dans la lucidité. Ce qui distingue l'intellectuel, ce n'est pas la sûreté de ses choix, c'est l'ampleur des ressources conceptuelles, logiques, verbales qu'il déploie au service de ce choix pour le justifier. Par son discernement ou son aveuglement, son impartialité ou sa malhonnêteté, sa fourberie ou sa sincérité, il en entraîne d'autres dans son sillage. Être intellectuel confère donc non pas une immunité qui rendrait tout pardonnable, mais plus de responsabilité que de droits, et au moins une responsabilité aussi grande que la liberté d'expression dont on jouit. En définitive, le problème est surtout d'ordre moral ¹⁴⁷.

Je décrirais l'intellectuel d'une façon plus générale que Revel en le désignant comme une personne qui vit avec intensité et persistance de la vie de l'esprit et dont le labeur se traduit dans des oeuvres d'art, de lettres, de philosophie, de science, d'éthique, etc.

[266]

Laurendeau, lui, je le montrerai par la suite, aurait plutôt opté pour la définition plus stricte de Revel. Il se faisait de l'intellectuel une idée à la fois précise et très sélective. Nous avons souvent abordé ce sujet lors de nos échanges d'avant 1960, alors qu'il m'aidait à m'intégrer au Québec. Nous en avons surtout discuté de 1963 à sa mort, en mai 1968, alors que j'étais étroitement associé à ses réflexions à l'époque de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Le livre qui accompagnait le colloque tenu au Cégep André Laurendeau sur le thème «Penser l'éducation avec André Laurendeau» soulignait très bien un aspect de la vie et de son œuvre ¹⁴⁸. Il fut, en effet, «un artisan des passages». Ses talents

¹⁴⁷ Jean-François REVEL, *La connaissance inutile*, Paris, Grasset, 1989. Pour un essai sur la condition d'intellectuel, voir Henri-Bernard LÉVY, *Éloge des intellectuels*, Paris, Grasset, 1987. Aussi, l'ouvrage classique de Raymond ARON, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955. Le premier numéro de la revue *Politique* portait sur les intellectuels et les pouvoirs. Malheureusement, le sujet fut traité dans l'abstrait, sans référence au cas particulier des intellectuels québécois, et sans même une tentative sérieuse de cerner la notion. Gérard Bergeron dit des intellectuels qu'ils «sont la première conscience critique de la société», une qualification que n'aurait pas désavouée Karl Mannheim, pour qui les intellectuels représentaient la seule catégorie sociale échappant au conditionnement de classe. Voir Gérard BERGERON, «De la tour d'ivoire à la place publique» dans *Politique*, vol. 1, n° 1, janvier 1982, p. 10.

¹⁴⁸ Suzanne LAURIN, *André Laurendeau, artisan des passages*, recueil de textes d'André Laurendeau sur l'éducation, Montréal, Hurtubise HMH, 1988. Les actes du colloque viennent d'être publiés sous le titre *Penser l'éducation. Nouveaux dialogues avec André Laurendeau*, Montréal, Boréal, 1989.

et ses mérites furent multiples et exceptionnels. Jean-Paul Desbiens écrit qu'il fut «au diapason» de son époque ¹⁴⁹. Mais s'il prenait la mesure juste de son temps, s'il décrivait avec précision «ces choses qui nous arrivent», il lui arrivait parfois de ressentir ces choses qui allaient arriver. C'est ainsi qu'en 1959 il mit au monde le frère Untel, ce démolisseur de fausses certitudes et de comportements sclérosés mais également ce bâtisseur d'idées et de structures nouvelles qui deviendraient monnaie courante au cours des années suivantes.

Nuancé et subtil, ambivalent de caractère, certes, mais avant tout polyvalent d'esprit, ayant une propension marquée à l'autodépréciation, Laurendeau fut toute sa vie déchiré dans ses choix et, malheureusement, il n'en poursuivit aucun à la mesure de ses immenses talents.

Politicien et élu député, il a déclaré à plusieurs reprises qu'il s'était ennuyé à mort à l'Assemblée législative menée par Duplessis selon son bon plaisir. Journaliste - c'est-à-dire éditorialiste - il m'a «confessé» que c'était pour lui parfois un «supplice» que d'avoir, l'idée manquante ou l'inspiration défailante, à écrire trois ou quatre textes par semaine.

Il dut toute sa vie, comme Francine Laurendeau nous l'a appris, réfréner son besoin d'air libre et sa soif d'intelligence, lui qui se plia presque en silence à bien des conformismes par souci de loyauté à l'égard des fonctions qu'il exerça ¹⁵⁰. Éducateur, enseignant, oui, il le fut sans aucun doute à plus d'un titre. Le colloque de novembre dernier l'a démontré. [267] Jean-Paul Desbiens, connu à l'époque sous le nom de frère Untel, le définissait fort bien sous cet aspect:

André Laurendeau, en un certain sens, est un enseignant. J'estime qu'il a plus fait, pour instruire les Canadiens français, que la plupart des enseignants patentés. Et surtout, il a plus fait, pour structurer les Canadiens français (instruire, c'est structurer de l'intérieur), que la plupart des politiques ¹⁵¹.

¹⁴⁹ Jean-Paul DESBIENS, «André Laurendeau, artisan des passages» dans *La Presse*, 9 novembre 1988.

¹⁵⁰ Francine LAURENDEAU, «Mon père, ce héros au sourire si doux» dans *L'Incunable*, 18, année, n° 1, 1984, p. 13-14.

¹⁵¹ Jean-Paul DESBIENS (frère Untel), *Les insolences du frère Untel*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, p. 12 [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]; p. 21 de la réédition de 1989, augmentée d'un texte très instructif annoté par l'auteur et suivi d'un dossier que «enseigne» à la source sur ces années de «passages» que l'auteur qualifie de réellement révolutionnaires, «c'est-à-dire [de] changement soudain et radical», p. 204.

J'ai dit ailleurs que c'est Laurendeau qui m'a «structuré» comme Canadien français ¹⁵². Mais il a également «structuré», en véritable éducateur, bien des Canadiens anglais. À preuve, je citerai le témoignage de John Meisel, l'éminent professeur de science politique de l'Université Queen's. En 1963, alors qu'il présentait, basé sur le concept d'harmonie, un document portant sur l'orientation politique que la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme devait, selon lui, suivre, Laurendeau, coprésident de la Commission, rejeta sa conception en disant: «Ce n'est pas l'harmonie qui compte mais l'égalité des chances». Meisel précise que ce commentaire de Laurendeau a eu sur lui un «effet électrisant» et que sa conception de la démocratie et du Canada s'en est trouvée définitivement transformée ¹⁵³.

On l'a dit, Laurendeau était profondément cultivé. Loin de confiner ses lectures au domaine utilitaire, comme il sied à un journaliste soucieux d'être à jour, depuis sa tendre jeunesse il fréquentait assidûment les auteurs «classiques», y compris bien des philosophes, comme je l'ai plus d'une fois constaté.

Lui qui restait souvent silencieux dans le brouhaha d'une discussion animée, il ressentait pourtant en d'autres temps un besoin irrésistible de converser des heures durant avec un interlocuteur de son choix, de succomber à la tentation de fuir la réalité de tous les jours, de rendre l'impossible presque palpable, bref de s'engager dans la mouvance de l'utopie, ce monde de nulle part et de partout, à mille lieues des «nouvelles» du jour, souvent jugées par lui banales et décevantes, mais dont [268] il devait par profession - malgré son titre de rédacteur en chef du *Devoir* - faire son pain quotidien.

Ces traits, auxquels il s'impose d'ajouter son œuvre romanesque et théâtrale de même que sa passion pour la musique, paraissent établir sans conteste son titre d'«intellectuel engagé».

Tel que j'ai pu l'apprécier dans les relations d'abord épisodiques et, au cours des cinq dernières années de sa vie, constantes et intimes, que j'ai entretenues avec lui, il se considérait avant tout comme un artiste. Les témoignages émouvants de ses enfants sont sans équivoque là-dessus. Son regard s'allumait d'un feu intense lorsque, au cours d'une conversation à bâtons rompus, j'évoquais un épisode d'*Une vie d'enfer*, de *La vertu des chattes*, de *Marie-Emma* ou de *Deux femmes terribles*. Ce sont à ces heures de confidences que j'eus parfois le privilège de voir sur son visage ravagé par la fatigue s'épanouir son «doux sourire». N'étant moi-même en musique qu'un amateur fruste, je n'ai jamais osé faire allusion devant lui à cet art pour lequel je savais qu'il nourrissait une véritable passion. Contrairement à bien d'autres qui le

¹⁵² Léon DION, «Bribes de souvenirs d'André Laurendeau», colloque «Penser l'éducation», *Penser l'éducation avec André Laurendeau*, Cégep André-Laurendeau, 3 novembre 1988.

¹⁵³ John MEISEL, «The Fear of Conflict», *Government and Opposition*, vol. 15, n° 3-4, 1980, p. 441-442.

visitèrent dans sa résidence de la rue Stuart, il n'y eut jamais de musique chez lui en ma présence. Les sujets que nous avions à traiter ne devaient pas s'y prêter.

Lorsqu'il s'agissait de son oeuvre romanesque ou théâtrale, sa sensibilité était à vif. La critique plutôt sévère de cette oeuvre le faisait souffrir. Un jour il me dit qu'il était bien plus porté vers l'art que vers la politique, mais qu'en raison de ses obligations professionnelles, faute de persévérance et de temps, il avait dû se détourner de sa véritable vocation. Il estimait qu'il avait en quelque sorte manqué sa vie. Il me parlait des «misères» de ses propres engagements et des bienfaits qu'il retirait de la solitude de la musique ou de l'écriture. Les bruits de l'agora l'agaçaient parce que - les confidences de ses enfants nous l'apprennent - il souffrait d'agoraphobie, mais aussi parce qu'ils le distraient de ce qu'il considérait être l'essentiel: c'est-à-dire tout ce qu'il percevait sourdre d'affectivité, d'intuition en lui.

Par ailleurs, dans nos conversations, j'ai souvent perçu qu'il n'était pas enclin à se considérer comme un «intellectuel», du moins dans le sens qu'il prêtait à ce terme. Je l'ai dit au début de mon exposé, sa perception de l'intellectuel était précise et sélective.

Pour lui, l'intellectuel à l'état pur, si l'on peut dire, se révélait par son aptitude à transposer dans des oeuvres au niveau le plus élevé de l'esprit des réalités, des événements que d'autres ignoraient ou ne faisaient que subir.

[269]

[...] l'intellectuel se reconnaît à l'habitude qu'il a chèrement acquise de manier les idées générales. Il le fait par conviction, mais parfois aussi par jeu [...] Le domaine propre de l'intellectuel, c'est l'idée, une idée qu'il a tirée du réel, qu'il en a abstraite. Il peut donc avoir avec les choses un contact aussi vrai que l'homme d'action, le technicien ou l'artiste: mais selon un autre mode, qui permet de voir plus loin et plus clair, et où les risques d'erreur sont d'autant plus grands que la vérification est plus aléatoire ¹⁵⁴.

En outre, pour ne pas déchoir, l'intellectuel, suivant Laurendeau, tout en pouvant prendre parti dans les débats publics, se devait de garder l'attention rivée sur son oeuvre majeure, de savoir se protéger des pièges de la contingence du quotidien et de se maintenir à bonne distance des pouvoirs.

¹⁵⁴ André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent. Chronique des années 1961-1966*, Montréal, Hurtubise HMH, 1970, p. 122.

Dans son esprit, au Québec, où peu d'intellectuels disposaient d'une fortune personnelle ou pouvaient vivre du produit de leurs œuvres, c'était dans des établissements d'enseignement - surtout à l'Université - que l'intellectuel avait le plus de chances de s'épanouir. «Combien d'artistes, de poètes, d'écrivains, de dramaturges, de sociologues, parviennent ici à se suffire matériellement de leur métier ?» me demanda-t-il un jour, en faisant implicitement référence à sa propre vie. Or, estimait-il, l'enseignement procure à l'intellectuel la sécurité matérielle tout en lui laissant le loisir de poursuivre l'activité dans laquelle il se révèle lui-même en toute liberté.

Charles Taylor, Ramsay Cook, Blair Neatby, John Meisel, pour ne mentionner que des noms d'anglophones, représentaient à ses yeux des prototypes d'intellectuels. Les problèmes de société les concernaient personnellement, mais ils ne s'engageaient pas dans le dédale de leur roulement quotidien. Il aurait proposé aux intellectuels d'adhérer à l'impératif catégorique d'Emmanuel Kant: «Quand tu agis, fais en sorte que le principe de ton action puisse en même temps servir de précepte à tous les hommes» Toutefois, il savait plus que d'autres que le rapport de bien des enjeux sociaux et politiques à cet impératif catégorique est ambigu. C'est pourquoi il considérait que la polémique entre intellectuels était à la fois un besoin et une source de possibles enseignements. Même alors, il préconisait la prudence, car il jugeait les intellectuels - notamment les intellectuels français - trop querelleurs sur l'accessoire et trop enclins à réduire les grands problèmes de l'heure en «causes» au service de leur prestige personnel. Il estimait que les intellectuels étaient trop obsédés par [270] le pouvoir politique dont ils faisaient souvent le jeu. Je pense qu'il n'aurait pas désavoué les propos de Nicole Laurin-Frenette sur le sujet :

Les intellectuels sont obsédés par le pouvoir plus peut-être que la moyenne des gens. Il est pour eux un objet de désir, de haine, d'étude, de critique, mais règle générale, ils n'ont pas le pouvoir ils ne sont pas au pouvoir. Cependant ils sont indispensables au pouvoir pour autant que le pouvoir parle et qu'il pense. ¹⁵⁵

On sait que Laurendeau ouvrait toutes grandes les pages du *Devoir* aux intellectuels, plus que ne l'aurait voulu Gérard Fillion. Dès les débuts de mes articles au *Devoir*, il accepta que mes textes fussent plus élaborés que ceux d'un chroniqueur régulier afin, me disait-il, que je puisse exprimer toute ma pensée. Mais, du même souffle, il me mettait en garde contre les pièges de l'engagement et me prévenait contre les excès de l'esprit de polémique. Il me conseilla de ne pas répondre aux

¹⁵⁵ Nicole LAURIN-FRENETTE, «Les intellectuels et l'État» dans *Sociologie et sociétés*, vol. XIV, n° 1, 1980, p. 122. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

commentaires des journaux concernant mes prises de position, mais de ne pas me dérober à la réplique s'il s'agissait d'une critique de fond. J'ai suivi ce conseil. Mais, souvent, on m'a reproché mes silences. Et sans doute ai-je parfois dérogé aux normes strictes sur les deux plans des limites de l'engagement et du niveau élevé d'expression que Laurendeau attendait des intellectuels.

Il est un aspect qui intrigue dans la perception que Laurendeau se faisait de l'intellectuel. Selon lui, la relation de l'intellectuel avec le peuple ne pouvait être que lointaine et le plus souvent à l'aide de relais médiateurs. La conviction que l'intellectuel ne connaît pas le peuple, que même il le méprise était fortement ancrée dans son esprit.

L'intellectuel est humain et il en a tous les défauts: préjugés, passion, soif de réussir, vénalité, conformisme, snobisme ; et ainsi de suite. Rajoutez-y les défauts qui lui sont propres: notamment l'esprit de système et la sécheresse du cœur, qui conduisent au mépris. Les masses le sentent fort bien ¹⁵⁶.

Jean-Paul Desbiens exprime cette idée de Laurendeau avec force. A l'époque des *Insolences du frère Untel*, Laurendeau, lui disait: «Les intellectuels sont présentement avec vous, ils y sont bien obligés, le courant est trop fort. Mais ils ne vous aiment pas: vous êtes trop peuple ¹⁵⁷. »

[271]

Selon lui, en s'acharnant vainement à rejoindre le peuple, les intellectuels trahissaient leur condition pour devenir de mauvais politiciens, pamphlétaires ou... journalistes. Le rapport de l'intellectuel avec le peuple préoccupe trop Laurendeau pour le limiter à cette simple mention.

La question du pouvoir des intellectuels - je préfère le terme influence - préoccupe également Marcel Rioux, qui a consacré toute sa vie à scruter le Québec. Il cherche à expliquer la raison de ce qu'il appelle l'éclipse actuelle des intellectuels:

Au Québec, en l'espace de quelques décennies, on est passé d'une société où dominaient les clercs à la république des professeurs, puis finalement à celle où domine une nouvelle religion, celle des affaires, celle des petits et des grands Provigo [...]. Cette évolution est singulière dans les pays occidentaux [...]. Je crois bien que l'influence, non seulement des intellectuels, mais de l'intelligentsia, fut maximale à partir de 1960 jusqu'au Référendum de

¹⁵⁶ André LAURENDEAU, *op. cit.*, p. 123.

¹⁵⁷ Jean-Paul DESBIENS, «Grâce à André Laurendeau, je suis devenu le frère Untel», *L'Incunable*, n° 1, 1984, p. 16; Jean-Paul DESBIENS, *Les insolences du frère Untel*, réédition en 1989, p. 25. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

1980. Par ailleurs, la classe d'affaires ayant gagné le Référendum - c'est ainsi qu'on a commenté l'événement - commença à faire sentir son influence dès ce moment-là ¹⁵⁸. [...] que les intellectuels aient moins de pouvoir aujourd'hui au Québec, c'est évident ¹⁵⁹.

Dans le même sens, Gilbert Renaud écrit que l'intellectuel québécois «semble déchiré et marqué [...] par la peur constante de la disjonction d'avec le peuple dont il ne cesse de se réclamer¹⁶⁰». Bien des années plus tôt, le regretté Jean-Charles Falardeau comparait la distance, croissante, à son avis, entre les intellectuels et le peuple, à une «paire de ciseaux qui s'ouvre». Les intellectuels seraient à la recherche d'un public qui se déroberait à eux. Laurendeau avait une conscience aiguë du fossé apparemment infranchissable qui séparait le québécois «instruit» de l'«habitant». Le premier «cesse de se représenter le passé canadien-français comme on le faisait autrefois. Il trouve les idées de son milieu démodées, archaïques et il le dit avec insolence. [...] Ses parents, qui le voient agir, mais qui ne peuvent comprendre ce qui se passe, se demandent si après tout ils ont bien fait de le "faire étudier". Bref, le père et le fils ne parlent pas la même langue ¹⁶¹».

[272]

C'est surtout en Europe où il va compléter sa formation intellectuelle que le fils ou la fille risque le plus de s'aliéner de la langue et de la culture des ancêtres. À Paris, il côtoie des maîtres, il se trouve plongé dans une ambiance culturelle d'une richesse qui l'éblouit :

Soudain vous vous rendez compte que vous êtes entré dans cette vie intense. Intellectuellement, vous participez à cette société mieux structurée, tellement plus riche que la vôtre, où des milliers de travailleurs de l'esprit s'appuient les uns les autres et se combattent - à ce vaste mouvement qui ne s'arrête jamais et qui commence à vous porter ¹⁶².

¹⁵⁸ Marcel Rioux, *Une saison à la renaudière*, Montréal, L'Hexagone, 1988, p. 81-82.

¹⁵⁹ Le même commentaire vaudrait pour l'ensemble de notre imaginaire national. Un sondage publié quelque temps avant le Référendum indiquait que l'«intelligentsia» allait influencer le vote de 25% des répondants, tandis que 57% d'entre eux allaient plutôt suivre l'avis des gens d'affaires.

¹⁶⁰ Gilbert RENAUD dans Marc-Henry. SOULET, *Le silence des intellectuels. Radioscopie de l'intellectuel québécois*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1987, p. 11.

¹⁶¹ André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent. Chronique des années 1961-1966*, Montréal, Hurtubise HMH, 1970, p. 80. Voir à ce sujet, dans *Penser l'éducation*, Boréal, 1989, les pages admirables de Jean LAROSE, «Un amour de pauvre», p. 103-119.

¹⁶² André LAURENDEAU, *Ibid.*, p. 141.

Laurendeau a lui-même vécu le drame du «retour d'Europe» :

Or, là-bas, j'ai mis quelques semaines à m'adapter superficiellement [...] et j'ai mis quatre ou cinq ans à mon retour à me réadapter. Encore certaines cicatrices se rouvrent-elles parfois.

Par contre, Laurendeau percevait très bien la solution à ce drame intergénérationnel. Elle était double: l'élévation de l'éducation du peuple et la redécouverte de ses racines par l'«élite» intellectuelle ¹⁶³.

Sans aucun doute, l'écart entre la première et la seconde s'est-il bien rétréci depuis trente ans: sous le double effet de la généralisation de l'instruction et de l'ouverture du Québec sur le monde. Je doute toutefois que, chez les intellectuels, le doute concernant leur pleine insertion dans la société québécoise d'aujourd'hui se soit dissipé. Mon examen attentif de notre imaginaire national des années 1960-1980 met en relief les deux thèmes suivants: la crainte que la langue française ne puisse exprimer adéquatement la réalité nord-américaine et la hantise d'une incompréhension persistante entre poètes, romanciers, intellectuels, d'une part, et le peuple d'autre part, que les premiers ne parviendraient pas à rejoindre et que ce dernier persisterait à ignorer ¹⁶⁴.

Aujourd'hui même, le 24 avril 1989, je reçois une longue lettre d'un de mes anciens étudiants, parti lui aussi pour faire de longues études à l'étranger et dont l'état d'âme est absolument identique à celui que Laurendeau a éprouvé et si bien décrit:

Mes parents ne comprennent pas toujours pourquoi on doit s'imposer tant à soi-même, et malgré qu'il existe cent bonnes raisons pour justifier [273] mon choix, je me vois souvent contraint, au moment de me justifier auprès d'eux, de prendre acte du fait, qu'il trouve sa raison d'être dans un système de sens bien particulier au monde académique ¹⁶⁵.

¹⁶³ André LAURENDEAU, «L'impératif de la qualité dans tous les domaines, et d'abord à l'Université, comporte seul la clé du salut national», *Le Devoir*, 21 mai 1959, dans un recueil de textes d'André Laurendeau sur l'éducation, choisis et présentés par Suzanne LAURIN, *André Laurendeau, artisan des passages*, Montréal, Hurtubise HMH, 1988, p. 72-75.

¹⁶⁴ Léon DION, *Québec 1945-2000. Tome 1: À la recherche du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1987. [Le [tome I](#) et le [tome II](#) sont disponibles dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

¹⁶⁵ Pierre NOREAU, «Lettre à son ancien professeur», avec l'autorisation de l'auteur.

J'estime toutefois que la distance entre les intellectuels et la population en général s'est aujourd'hui bien amenuisée. Le niveau de la culture s'est élevé et la société les reçoit mieux, parce qu'étant devenue plus complexe elle ressent davantage l'utilité de leurs rôles.

Laurendeau serait heureux du renversement de la condition sociale des intellectuels, si tel est en réalité le cas. De même, s'il est vrai que depuis dix ans ils sont moins rapidement promus «vedettes», qu'ils font moins souvent les manchettes des médias que naguère, que la concurrence entre eux et d'autres catégories sociales est plus vive, cela lui apparaîtrait sain. Dans son esprit, il ne faisait aucun doute que le rôle premier de l'intellectuel n'était pas de rejoindre directement le peuple, d'exercer une influence immédiate sur lui, encore moins de chercher à faire «peuple». Il estimait plutôt que ses œuvres, dans la mesure où elles pouvaient avoir quelque pertinence en regard des préoccupations populaires, seraient reprises pour consommation par le grand nombre, par ceux que j'appelais alors les «éveilleurs d'opinion», notamment les journalistes. Lui-même faisait d'ailleurs souvent écho dans ses éditoriaux ou ses blocs-notes, aux travaux des professeurs et autres personnes détachées de l'actualité et qu'il aurait considérées également comme des intellectuels au sens précis qu'il prêtait à ce terme.

Parler du «silence des intellectuels» québécois en 1989 lui aurait semblé absurde. Eh quoi! aurait-il rétorqué, les intellectuels ne sont-ils pas plus productifs aujourd'hui que jamais, les équipes de recherche ne sont-elles pas plus nombreuses et stables, le nombre d'ouvrages (articles, romans, essais, poèmes, livres) qu'ils publient portant sur des aspects les plus divers de la société, de l'imaginaire ou du monde physique ne s'accroît-il pas d'année en année ?

Là où il y a eu césure entre eux et le peuple - car césure il semble y avoir eu - cela aurait été avec ceux qui ont pour mission de propager leurs œuvres. Pour une raison ou pour une autre, leur message ne paraît plus passer aussi bien que naguère, - peut-être parce qu'il est devenu plus complexe et abondant, peut-être parce qu'il ne correspond pas aux représentations que les agents de relais se font des sujets utiles à traiter, peut-être parce que le pragmatisme a pris le pas sur la recherche de projets de société si chère aux intellectuels, ou autres raisons. Mais bien loin d'être [274] silencieux comme d'aucuns l'estiment, Laurendeau, je crois, dirait que les intellectuels s'expriment plus aujourd'hui que jamais. Ce qui a pu changer, toutefois, particulièrement parmi la génération montante d'intellectuels, c'est qu'ils s'en tiennent davantage que les aînés à leur rôle premier de producteurs d'œuvres et se soucient moins de rejoindre l'opinion. Et je suis loin d'être certain qu'une telle tendance

soit aussi accentuée qu'on le dit couramment ¹⁶⁶. Scientifiques, écrivains, poètes, artistes sont beaucoup plus nombreux, leur formation plus poussée et plus diversifiée et de nombreux médias spécialisés publient leurs œuvres. Par ailleurs, une étude de contenu des journaux et des émissions d'intérêt public qui ont survécu au rationnement des idées à la radio et à la télévision révélerait, je pense, une participation plus que convenable de leur part. En outre, presque quotidiennement il est fait mention dans les médias de leurs travaux dans les domaines les plus divers. Leur avis est sollicité, certes par les «pouvoirs», mais aussi par les groupes d'action, les mouvements sociaux et les journalistes.

Laurendeau nourrissait un respect profond pour les intellectuels, tels qu'il les percevait, mais, en même temps, il s'attribuait le droit de les juger. Il pouvait même se montrer mordant à leur endroit. Une seule fois je fus sa cible. Alors que nous discutons des rapports entre langue et culture, à un certain moment, il jugea que les distinctions entre l'une et l'autre que je lui exposais étaient tirées par les cheveux et il rétorqua : «J'appelle un chat, un chat.» Pareil incident ne devait plus se reproduire, mais jamais je n'oublierai l'empreinte d'exaspération sur son visage à ce moment-là.

Les vives critiques des intellectuels du dehors et de l'intérieur de la Commission, au nom de la rectitude scientifique, du Rapport préliminaire de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme intitulé *La crise canadienne*, le firent souffrir cruellement. Il ne pouvait pas ne pas saisir le bien-fondé de plusieurs de leurs objections, mais celles-ci n'ébranlèrent aucunement sa conviction intime que les conclusions du Rapport étaient néanmoins irréfutables. Et quand il avait été piqué au vif, Laurendeau pouvait se révéler vindicatif. Lors de la rédaction des fameuses [275] pages bleues qui définissaient les termes clés du mandat de la Commission ¹⁶⁷, aucun professeur ni aucun professionnel de la recherche, à l'exception de Michael Olivier et moi, ne furent invités à y collaborer.

Plusieurs fois dans sa vie, Laurendeau fut aux prises avec les dilemmes qui confrontent l'intellectuel plongé dans l'engagement. Il se pourrait bien qu'aucun de ses engagements antérieurs ne lui ait procuré autant d'espoirs déçus que celui qui

¹⁶⁶ Le sentiment que les intellectuels font présentement cruellement défaut dans les débats publics des idées et s'enferment plutôt dans la recherche universitaire subventionnée n'est pas propre au Québec. On le retrouve également aux États-Unis. Voir Russel JACOBY, *The Last Intellectuals: American Culture in the Age of the Academe*, New York, Basic Books, 1987. Bernard-Henri LÉVY attribue l'éclipse des intellectuels en France à la disparition de la génération des «géants» et à la banalisation des grands enjeux: Bernard-Henri LÉVY, *op.cit.* Voir aussi François BOURRICAUD, *Le bricolage idéologique: essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1980.

¹⁶⁷ Les «pages bleues», écrites au cours de l'été 1965, furent publiées en guise d'introduction générale au *Livre I* du Rapport de la Commission, en 1967.

fut l'ultime combat de sa vie: parviendrait-il à amener la Commission à aborder les grands problèmes politiques et constitutionnels que posait sa ferme volonté de faire rectifier la condition du Québec dans la Confédération canadienne? Dans une excellente communication à l'une des tables rondes du présent colloque, Paul Lacoste, le commissaire en qui Laurendeau avait pleine confiance sur les questions constitutionnelles et qui avait l'estime de tous, émit à ce sujet trois hypothèses. La seule possible, selon moi, est que, seul ou avec d'autres collègues, il aurait été contraint de produire un court exposé exprimant le regret que la Commission n'ait pu produire ce qui devait être le fameux dernier «Livre sur les problèmes politiques et constitutionnels» énonçant certains éléments de réforme. Dans ces circonstances défavorables, celui-ci aurait été forcément très général. Tous les sujets que scruta la Commission se fondaient sur une recherche approfondie. Or, la recherche de fond était terminée en 1968 et la majorité des chercheurs quittaient la Commission. Malgré mes nombreuses démarches auprès de lui pour qu'un groupe de travail spécifique fût créé sur ce sujet, Laurendeau tergiversait et rien encore n'était prévu au moment de son décès. Le poids politique d'un rapport même majoritaire, peu documenté, aurait été bien léger... surtout en 1971 !

À mon avis, aussi tardivement, rien de sérieux ne pouvait plus être mis en oeuvre, cinq années d'inlassable labeur ayant épuisé les commissaires et surtout Laurendeau lui-même. Dans ces circonstances, quelles issues se seraient-elles offertes à Laurendeau ? ¹⁶⁸

Dans un exposé passionnant et passionné à la même table ronde, Neil Morrison, co-secrétaire de la Commission jusqu'en 1969, affirme que Laurendeau lui aurait confié un jour qu'il considérait Pierre Trudeau comme un «ennemi». Qu'il ait employé ce terme, je ne puis le croire. Il y a nécessairement eu méprise sur le mot réellement employé par l'un ou [276] compris par l'autre. Adversaires, oui, Laurendeau et Trudeau l'étaient sur les questions constitutionnelles bien avant les années de la Commission. «Ennemis», non, ils ne l'étaient pas. Au contraire, Pierre Trudeau, René Lévesque, Gérard Pelletier et lui continuèrent à se rencontrer fréquemment, du moins jusqu'en 1965, et leur amitié persista jusqu'à la mort de Laurendeau. Pierre Trudeau se trouvait au cœur de la campagne électorale qui devait le confirmer premier ministre du Canada le 25 juin 1968 et il assista néanmoins, ému, aux funérailles de Laurendeau, le 3 juin en l'église de Saint-Viateur d'Outremont.

Les «pages bleues», écrites sous la direction de Laurendeau, et dans une large mesure par lui, sont incontestablement belles et denses. Ce qu'il avait dû laisser se perdre en finesse de style - ce dont il fut chagriné - il le gagnait en précision des

¹⁶⁸ Pour mon exposé sur la position de Laurendeau au sein de la Commission, voir «Bribes de souvenir d'André Laurendeau» dans «Textes réunis et présentés par Nadine Pirotte, *Penser l'éducation. Nouveaux dialogues avec André Laurendeau*», Montréal, Boréal, 1989, p.37-63.

termes. Ces pages constituent-elles une œuvre de sociologue, d'artiste, d'homme politique, de journaliste, ou de tous ces titres confondus dans la notion d'«intellectuel engagé» ?

Lui-même, je pense, aurait hésité à s'attribuer ce titre. Il aurait plutôt estimé qu'en raison de ses engagements multiples, fugaces ou prolongés, il s'était lui-même déchu de ce statut envers lequel il entretenait d'ailleurs des sentiments ambivalents. Les «pages bleues» dans lesquelles il a livré le meilleur de lui-même comme penseur le consacrent-elles comme «une figure exemplaire de l'intellectuel», selon l'expression de Fernand Dumont ¹⁶⁹ ?

Concernant Laurendeau, quand on a vu, comme moi, jour après jour, ce génie à l'œuvre et à l'épreuve, aussi appliqué sur l'accessoire que sur l'essentiel, quand on a observé la discipline rigoureuse de travail qu'il s'imposait au mépris de sa constitution physique fragile, le jugement de Dumont me fait regretter que les circonstances n'aient pas permis à Laurendeau de s'abandonner toute sa vie aux impulsions libres de sa raison et de son intuition. Cet homme fut immense et vulnérable: qu'on le consacre comme «intellectuel engagé» ou non, peu m'importe.

¹⁶⁹ Fernand DUMONT, préface au livre d'André Laurendeau: *Ces choses qui nous arrivent*, p. XI.

[277]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII. Bilan: André Laurendeau l'intellectuel engagé.

COMMUNICATION

Il a soulevé les vraies questions
et réfuté les réponses toutes faites

*Claude Ryan **

[Retour à la table des matières](#)

Assez paradoxalement, la carrière d'André Laurendeau prit fin à Ottawa, alors qu'il coprésidait la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. L'essentiel de son énergie fut cependant mobilisé non pas par le nationalisme canadien, mais par le nationalisme québécois.

Lors de la Deuxième Guerre mondiale, le débat sur la conscription le mobilisa profondément. Vers la fin des années 60, il s'imposa une tournée au Canada anglais, laquelle devait lui faire découvrir sous des aspects plus humains, ce pays longtemps resté froid et distant pour lui comme pour tant de Québécois. De même, l'action du Canada sur la scène internationale lui inspira plusieurs interventions intéressantes. Mais, une fois ses préoccupations ramenées à l'essentiel, la question centrale pour Laurendeau aura été celle du destin du Québec.

*

M. Claude RYAN est ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur au gouvernement du Québec. Il a également été directeur du *Devoir*. Cette communication a été publiée dans Le *Devoir* du 1^{er} avril 1989.

LE QUÉBEC EST UNE NATION

La caractéristique majeure de sa pensée à cet égard fut selon moi la conviction que le Québec constitue une nation et non pas seulement une province ou une communauté culturelle. À plusieurs reprises, ce thème devait s'affirmer chez lui avec force. Il est demeuré remarquablement constant chez Laurendeau à travers toutes les étapes de sa carrière publique.

Le nationalisme québécois de Laurendeau ne se bornait pas à défendre le Québec contre les empiètements du pouvoir fédéral. Il traduisait en réalité un sentiment beaucoup plus profond. Né au Québec, ayant décidé d'y faire sa vie, Laurendeau se sentait radicalement lié au peuple québécois. Nul ne connaissait mieux que lui les faiblesses de notre collectivité. Nul n'a souffert davantage de nos défaillances, car il était extrêmement lucide et sensible. Mais il ne lui serait jamais venu à l'esprit de juger son peuple comme s'il lui était extérieur.

[278]

La polémique qui opposa Laurendeau à Pierre Elliott Trudeau, à la suite de la publication de l'étude de ce dernier sur la grève de l'amiante, est à cet égard très éclairante, alors que Trudeau, dans un style pamphlétaire, multipliait les jugements à l'emporte-pièce sur les forces qui ont façonné le Québec, comme s'il n'avait rien à voir avec elles, Laurendeau se dissociait vigoureusement de cette approche jacobine. Ce premier échange fut suivi de plusieurs autres. Une profonde incompatibilité devait se confirmer entre les vues politiques de Laurendeau et celles de Trudeau.

Cette incompatibilité trouve son expression la plus claire et la plus durable dans le débat autour du concept des deux nations. Laurendeau tenait fermement que le Québec forme une nation. Trudeau, qui n'avait de sympathie que pour le nationalisme canadien, était viscéralement opposé à l'idée même des deux nations et aussi, par voie d'implication, à toute proposition pro-québécoise paraissant s'en rapprocher.

Le nationalisme québécois, qui inspirait Laurendeau, devait logiquement l'amener à accorder une importance prioritaire à la politique québécoise. C'est à ce niveau qu'il avait choisi d'œuvrer au milieu des années 40, lorsqu'il prit la direction du Bloc populaire canadien et se fit élire député de Laurier à l'Assemblée législative. Si Laurendeau quitta la scène politique provinciale pour entrer au *Devoir*, ce ne fut pas en raison d'un changement d'orientation intellectuelle, mais plutôt par choix personnel. Laurendeau avait en effet constaté que la politique, surtout comme on la pratiquait à l'époque au Québec, n'était pas faite par lui. Il avait conclu qu'il serait plus à l'aise dans le journalisme.

Cela ne l'empêcha point, pendant les nombreuses années qu'il passa au *Devoir*, d'accorder le meilleur de sa réflexion aux questions touchant la politique québécoise. Mais il lui arrive souvent de l'intéresser également à d'autres aspects de notre vie collective, par exemple au syndicalisme, à l'éducation, à la qualité de la langue, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'intégrité des mœurs politiques et administratives: autant de sujets sur lesquels l'apport de Laurendeau fut souvent majeur.

LAURENDEAU ET LA COMMISSION B.B.

Comment interpréter le passage de Laurendeau à la Commission B.B. ? S'il ne s'était agi à l'origine que d'un organisme chargé d'enquêter sur les droits linguistiques, je doute que Laurendeau eût accepté l'invitation que lui fit Lester B. Pearson. Laurendeau était incapable de dissocier la langue du milieu dans lequel elle vit et s'exprime. L'avenir du français [279] et l'avenir du Québec, c'était pour lui un même sujet dont les deux dimensions étaient étroitement reliées. Il n'aurait jamais été question dans son esprit de dissocier l'une de l'autre. Si l'on avait signifié à Laurendeau que le mandat de la Commission d'enquête devait se borner à étudier les droits linguistiques, indépendamment du contexte politique plus large dans lequel ces droits sont appelés à se réaliser, Laurendeau aurait sûrement décliné l'invitation.

Le mandat donné à la Commission d'enquête indiquait clairement qu'elle devait formuler des recommandations sur les mesures susceptibles d'être prises afin d'assurer le développement de la Confédération canadienne «sur la base d'un partenariat égal entre les deux peuples fondateurs [...] ». Cette façon de définir le mandat entraînait nécessairement aux yeux de Laurendeau un examen en profondeur du rôle et du statut de la société québécoise dans l'ensemble fédéral canadien. Telle est d'ailleurs la proposition essentielle de ces «pages bleues» du Rapport de la Commission Laurendeau-Dunton dont Laurendeau fut, à n'en point douter, le maître d'œuvre.

À titre de coprésident de la Commission B.B., Laurendeau devait mourir à la tâche, sans avoir terminé l'œuvre commencée. Il fut en quelque sorte sauvé par la mort d'un échec qui s'annonçait de plus en plus probable et qui devait se confirmer par la suite. Le pays et ses gouvernements fédéraux - surtout ceux de l'époque qui suivit le départ de Lester B. Pearson - étaient prêts à définir avec plus de rigueur les droits linguistiques dans certains domaines de la vie collective. Ils n'étaient aucunement disposés, par contre, à remettre en question les structures du pays pour satisfaire aux nouvelles aspirations politiques qui se faisaient jour au Québec.

Après que le Canada anglais eut trouvé au Québec même, dans la personne de Pierre Elliott Trudeau, un porte-parole qui lui tenait le langage qu'il voulait entendre au sujet de la question politique québécoise, ce fut la fin de l'entreprise B. B. sous son aspect plus largement politique. Je crois que le même sort eut été réservé à la

Commission B. B. même si Laurendeau avait vécu jusqu'à la fin de ses travaux. Ce dénouement tragique reflète, par-delà l'idéalisme des uns et le cynisme des autres, l'état réel du rapport des forces politiques au Canada à cette époque. Le Canada anglais n'était tout simplement pas prêt à accepter une révision en profondeur des structures du fédéralisme canadien.

Laurendeau nous aurait ainsi quittés sur une note d'inachèvement qui me paraît assez typique de l'ensemble de son action. Il fut un semeur d'idées, un planteur de germes, un explorateur de l'esprit. Il ne fut pas un [280] constructeur. Ayant observé de près son sens des nuances, son culte de la précision et son goût du raffinement, je doute d'ailleurs qu'il eût jamais pu se satisfaire de quelque construction politique ou sociale. Tout, y compris les synthèses intellectuelles en apparence des plus solides, était sans cesse sujet à interrogation dans son esprit. Il avait le doute aimable et civilisé, mais acéré et assez constant. N'ayant pas l'obsession du résultat qui caractérise l'homme d'action, il se sentait libre, voire tenu de continuer à poser des questions là où d'autres étaient parvenus à des certitudes ou à des plans d'action.

Sur la question vitale de notre avenir collectif, où se situerait André Laurendeau s'il revenait parmi nous ? J'ai souvent tenté de percer l'énigme qu'il constitue toujours à cet égard. Le souvenir le plus précis que je garde de mes entretiens avec lui à ce sujet pourrait se résumer ainsi: Laurendeau, sans le condamner comme une hérésie mortelle, n'était pas enclin à favoriser le séparatisme politique pour le Québec, il était davantage attiré par la perspective d'un Canada renouvelé où le peuple québécois et les francophones des autres provinces se sentiraient mieux acceptés et appréciés. Très inquiet de l'influence omniprésente de la culture américaine, il voyait dans le projet politique canadien une manière plus efficace pour le Québec et pour le reste du Canada de faire face aux défis de l'assimilation pure et simple dans le grand tout nord-américain.

Mais autant son penchant le portait vers la recherche d'un Canada renouvelé, autant Laurendeau était convaincu qu'il n'y aurait pas de renouveau canadien en profondeur, tant que n'auraient pas été apportées des réponses satisfaisantes aux aspirations proprement politiques du Québec. Un jour que nous discussions de ces choses, Laurendeau laissa tomber la réflexion suivante : «J'ai l'impression qu'éventuellement, nos recherches actuelles pourraient déboucher sur une formule intermédiaire entre le statut particulier et l'État associé».

SERVIR LE PEUPLE QUÉBÉCOIS

À ses yeux, la formule du statut particulier avait quelque chose de gênant et d'étriqué: elle faisait penser à une faveur que l'on exigerait pour un membre gâté de la famille. La formule de l'État associé était trop proche, selon lui, de la souveraineté pour qu'elle eût la moindre chance d'être acceptable au Canada anglais ou encore d'être efficace et durable. Laurendeau jugeait non moins acceptable toute formule de statu quo ou de simple retouche aux droits linguistiques.

[281]

Cela illustre, s'il en était besoin, que l'apport essentiel de Laurendeau à la recherche de notre destin politique aura surtout consisté à soulever les vraies questions, à les poser avec un art sans cesse renouvelé, à refuser les réponses toutes faites, rapides ou artificielles, à rejeter tout compromis avec ses principes sur les questions essentielles, à refuser de nous engager dans l'aventure, à rechercher des liens librement assumés et efficaces avec le reste du pays, mais à servir d'abord et avant tout ce peuple québécois qu'il n'hésite jamais à considérer comme «une nation».

Tout le reste de son action politique, y compris l'action incessante qu'il mena pour faire du Québec une société économiquement plus forte, plus intègre dans ses mœurs politiques, plus libre, plus juste et plus accueillante, s'explique par cette intuition centrale qui ne le quitta jamais: le Québec forme une communauté nationale, et non pas simplement une province comme les autres dans l'ensemble canadien.

[283]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

Chapitre VII. Bilan: André Laurendeau l'intellectuel engagé.

COMMUNICATION

«Celui pour qui nous avons tous rêvé
d'un autre destin»
(F. Dumont)

*Gérard Bergeron **

[Retour à la table des matières](#)

Pour faire ce que le programme appelle un «bilan» de cet «intellectuel engagé», se trouver l'un d'une demi-douzaine d'invités qui doivent se partager un maigre 90 minutes, cela force à un double effort de parcimonie et de rapidité. Il s'impose surtout d'outrepasser la platitude du mot «bilan» et de ne pas se noyer au départ dans le débordement de sens de celui d'«engagement». Car s'il serait incongru de tenter d'établir un bilan de ce qu'il y avait de multiple, de successif et même de fragmenté dans le destin d'André Laurendeau, la présence parmi nous de cet intellectuel est restée très forte; et même, elle continue d'agir bien autrement qu'à la façon d'un vague regret nostalgique. Comment en trouver des explications ailleurs qu'en la ri-

* Gérard BERGERON est professeur à l'École nationale d'administration publique. Il a publié de nombreux livres et articles sur la théorie de l'État et la politique au Québec. Avec la complicité d'André Laurendeau, il signait ses articles dans *Le Devoir* sous le pseudonyme d'Isocrate à la fin des années 50. [Voir les œuvres de Gérard Bergeron diffusées dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

chesse peu commune de l'homme ? Ou encore que dans le fait que, comme collectivité, nous ayons fort peu changé ?

Quant à l'engagement, je serai non moins expéditif en esquivant la conception sartrienne du terme et en escamotant plus ou moins la notion civique ou politique des diverses versions d'aujourd'hui, comme lorsqu'on parle de «sensibilisation», d'«engagement», de «politisation», ou de la récente, et plutôt pédante «responsabilisation» de l'engagement, je retiendrai toutefois son sens militaire de l'enrôlement volontaire d'un soldat. On s'engage ainsi dans l'action sociale ou politique, dans la vie des idées ou de la pensée, comme on s'engage dans l'armée ou, si l'on préfère, comme on entre en religion.

L'engagement de vie d'André Laurendeau présente les caractéristiques générales qu'on retrouve chez tous les intellectuels dit «engagés». Ce qui lui fut proprement personnel, en divers épisodes de vie et par ses dons particuliers, fut évoqué à cette tribune depuis le début du colloque. Au-delà, ou en deçà, peut-on enserrer en une seule proposition ce qu'il y avait de spécifique dans son cas ? Relisant ces jours derniers plusieurs de ses textes d'époques distinctes de sa vie, à commencer par celle de son [284] adolescence, une pensée que je qualifierais d'hypothétique a pris graduellement corps dans mon esprit.

Je l'exprimais de la façon suivante, selon une espèce de simplification géométrique : on a d'abord *engagé* le jeune intellectuel André Laurendeau ; à l'autre bout de sa vie, sans se dégager lui-même, il devenait enclin à en *engager* d'autres. Ce «on» et ce «d'autres» vaudront d'être précisés. Son propre engagement, conscient et volontaire la plus grande partie de sa vie, se serait déroulé entre ces deux branches constituant, dans son cas, des signes distinctifs et fortement accusés : d'abord avoir été engagé... et plus tard, engager d'autres personnes, mais dans leur propre cause.

On pourrait étayer la première partie de la proposition par nombre de pièces rassemblées dans les quatre premiers chapitres de l'irremplaçable livre de Denis Monière. On y voit s'imposer l'influence de la double paternité, selon la chair et l'esthétique d'Arthur Laurendeau, le père, et puis selon l'esprit et l'histoire de l'abbé Lionel Groulx, le tout étant évidemment porté par des conditions spéciales de famille et des circonstances sociales d'une époque montréalaise très singulière. Tout ce fourmillement de facteurs hétérogènes et interagissants ne peut se dire en quelques lignes, sauf pour condenser, en trois mots, qu'ils allaient presque tous dans le même sens.

On pourra dire : «Facile à dire, après coup, par nous qui savons le reste.» Permettez-moi une petite anecdote, très légère, de mon temps de collège laissant voir que cela pouvait se voir, ou se sentait déjà à l'époque, et en un lieu aussi éloigné de la métropole que le Collège de Lévis. Comme j'avais en main un numéro de *L'Action nationale* de 1938 ou 1939, le professeur d'histoire en versification le remarquant me fit cette seule observation : «C'est la revue d'André Laurendeau, le futur chef des

Canadiens français.» Quelques années plus tard, c'étaient les engagements politiques précoces de Laurendeau dans la Ligue pour la défense du Canada et au Bloc populaire canadien.

Par un ensemble d'influences que je n'ai pas le temps de détailler, l'adolescent, puis le jeune homme Laurendeau, était marqué du destin particulier de devoir être le chef du nationalisme canadien-français qui manquait depuis la demi-retraite et le presque mutisme d'Henri Bourassa. Voilà bien une prédestination lourde à porter, d'abord envers soi-même, mais aussi par rapport à l'indétermination de la vie extérieure dont «la politique» occupe de grands pans, en tout cas, ceux qui sont les plus immédiatement visibles. Une telle onction est reçue sans être discutée. Elle élargit, et restreint à la fois, la sphère de sa future liberté existentielle dans un encadrement, pour ainsi dire programmé par autrui.

[285]

En particulier, une profonde nature d'esthète, de musicien et de littéraire devra accepter de ne plus jouer qu'un rôle de second plan devant les sollicitations de l'action politique et des combats sociaux qui vont la happer. Cette exigence déterminante pourra être bénéfique et même, un temps, libératoire (au moins en deux occasions, comme lors du voyage en Europe en 1935 et de l'entrée au *Devoir* une douzaine d'années plus tard). Mais, cette détermination ne peut être pleinement épanouissante si l'on doit faire ce pour quoi on ne se sent pas complètement apte ou ce qui n'attire pas prioritairement. Comment s'adapter en profondeur à l'inesthétique flagrant de l'observation politique en continuant à penser que la musique et la littérature ouvrent, tout de même, de plus beaux paysages intérieurs ?

Aussi, en 1957, alors que Laurendeau est au sommet d'estime dans sa carrière journalistique, fait-il la demande d'une «sabbatique» pour commencer, à 45 ans, à faire ce qui, par-dessus tout, l'attirait et qu'il avait dû comprimer jusque-là: des récits romancés ou des pièces de théâtre ou de télévision. Diversion? Je ne le crois pas. Plutôt rattrapage de soi-même. Bien sûr, y avait-il aussi une bonne part de fatigue devant une routine aussi tyranniquement quotidienne que le journalisme. Il m'avait confié à cette époque que le plus dur dans l'article d'éditorial, ce n'est pas d'écrire, ni même tous les jours, mais bien de devoir trouver toujours de «nouveaux sujets». En d'autres circonstances, il écrira que ce métier entraîne à beaucoup de «parlote» pour rien.

«Il faut bien l'avouer, écrit Fernand Dumont, nous avons tous rêvé, pour lui, d'un autre destin.» Et d'imaginer un «Laurendeau professeur..», un «Laurendeau ministre..», et même un «Laurendeau riche pouvant se consacrer tout entier au théâtre ou au roman». Réponse: «Cet homme n'était pas fait pour s'identifier à des fonctions

bien déterminées. Par conséquent, celles de son temps lui convenaient parfaitement. Comme nous devrions consentir aux nôtres ¹⁷⁰.»

Le grand prêtre qui l'avait oint de l'huile sacrée vécut assez longtemps pour ne plus vouloir reconnaître Eliacin. Je lis au quatrième tome des *Mémoires* de Lionel Groulx que Laurendeau avait «une démarche oscillante, démarche d'un homme qu'on eût dit mal posé sur des pieds, et dont on aurait pu augurer de faciles déviations dans la vie». Un peu plus loin: «En ses articles il mettait un peu trop de la dissertation, de la subtilité. Esprit subtil, il l'était jusqu'à la perfection, jusqu'à l'excès.» Et pour être de bon compte, cette remarque du vieil historien sur le duo éditorial [286] complémentaire, qu'il formait au *Devoir* avec Gérard Filion: «Deux grands esprits qui nous auront fait défaut et qui n'auront pu suivre la ligne de leur vie. Serait-ce un sort, une misère qui nous seraient propres ¹⁷¹ ?

Mais ma proposition initiale était double: non seulement a-t-on *engagé* le jeune Laurendeau, mais le plus mûr Laurendeau *engageait* aussi d'autres intellectuels plus jeunes à... quoi ? À s'exprimer d'abord, à dire ce qu'ils avaient à dire ou ce qu'ils faisaient, ou comment ils le faisaient. Des journalistes maintenant chevronnés ont témoigné de cette attitude de généreuse fraternité dans la salle de rédaction. Mais j'ai aussi à l'idée une qualité d'accueil plus large, s'ouvrant à l'extérieur de la profession et s'étendant parfois jusqu'à des adversaires circonstanciels. Peut-être faut-il être un peu plus explicite ? Bref, il est des carrières d'intellectuels - j'en vois au moins quatre - qui n'auraient pas été tout à fait les mêmes s'il n'y avait pas eu telle rencontre précise et datée, personnelle ou écrite, provoquée ou accidentelle avec Laurendeau. Dans la vie d'un jeune intellectuel, surgit parfois un moment où il devient nécessaire que quelqu'un d'autre croie en soi-même.

Laurendeau a été celui-là qui, par son génie de l'écoute allant bien plus loin que l'instinct de l'accueil, transmettait à qui se trouvait tiraillé ou doutait de soi cette confiance en sa propre utilité. Le titre d'un recueil récent de ses articles sur l'éducation porte son nom et le qualifie merveilleusement: *André Laurendeau, artisan des passages* ¹⁷² C'est bien cela, *artisan... passages*, lui qui fut si seul (qualité très artisanale) pour effectuer les quatre ou cinq grands passages de sa courte vie et dont on sait le tragique de l'épisode final ¹⁷³.

¹⁷⁰ Préface de André LAURENDEAU, *Ces choses qui nous arrivent. Chroniques des années 1961-1966*, Montréal, 1970, p. XV.

¹⁷¹ Lionel GROULX, *Mes mémoires*, Fidès, 1974, tome 4, p. 312, 313 et 314.

¹⁷² Textes choisis et présentés par Suzanne Laurin avec une préface de Fernand Dumont, Montréal, Hurtubise HMH, 1988.

¹⁷³ «Le 15 mai 1968, alors qu'il donnait une conférence de presse, il s'affaissa, victime d'une hémorragie cérébrale causée par la rupture d'un anévrisme qui fut attribuée au stress et à la fatigue. Après 15 jours de semi-inconscience, il mourut à l'Hôpital général

S'il est autre chose de clair au sujet d'André Laurendeau, c'est qu'il n'était pas, ni cherchait encore moins à être, séducteur et même séduisant. *Il était. Il* était comme cette espèce de témoin avancé dans beaucoup de directions et qui parle sans nul autre magistère que celui que peut conférer un titre de grand frère, aîné de 10 ou 15 ans. On rencontrait surtout un homme qui, entre autres qualités, avait la pudeur de ses propres meurtrissures, et non pas un rédacteur en chef ou, comme on dit, un leader [287] d'opinion; et l'amitié, susceptible de s'ensuivre, ne prenait jamais un tour comptable... Pour les quatre cas que j'ai en tête, sa qualité rare d'écoute aura permis des *passages* féconds de situations de dilemme, ou plutôt un peu exagérément perçues comme telles: rester-partir, écrire-agir, québécoisité-canadianité - j'arrête là, n'ayant pas à fournir des clés dont ce n'est pas ici le propos.

A un niveau moins interindividuel, ou même semi-public, André Laurendeau était un extraordinaire instrument de médiation quand il ne devenait pas, un peu malgré lui, une caution morale. Enfin, René Lévesque et Jacques Parizeau, tout comme Jean Marchand et Gérard Pelletier, l'ont dit ou écrit. Aux rencontres des Amis du Devoir des années 1950 ou à la première gérance de la page 5 du journal, «Des idées, des événements et des hommes», à diverses tribunes de télévision à Radio-Canada ou à la célèbre Commission fédérale portant prioritairement son nom sous l'appellation conjointe, nous trouvons, partout en différentes qualités, André Laurendeau, soit un même *homme-antenne*, toujours vibrant, captant des ondes souvent se brouillant, mais, lui, les renvoyant aussitôt dans le public ou à l'interlocuteur pour de nécessaires clarifications. Est-il besoin de dire qu'en son dernier office de grand commissaire, ces décisives clarifications ne sont pas venues, ont avorté?

Si nous nous sommes réunis à l'occasion de ce colloque André Laurendeau, ce n'est pas seulement parce que ce jeune et frêle politicien a affronté un jour les deux puissances politiques de l'époque, Mackenzie King pendant la guerre, et Maurice Duplessis en notre après-guerre, mais bien pour toutes ces autres «raisons» profondes et subtiles, venant de cet homme ou y aboutissant, et qui, déjà de son vivant, le faisaient paraître plus grand que lui-même...

d'Ottawa, le 1^{er} juin 1968» (Denis MONIÈRE, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec/Amérique, 1983, p. 345).

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

ANNEXES

[Retour à la table des matières](#)

[289]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

ANNEXES

NOTICE BIOGRAPHIQUE
D'ANDRÉ LAURENDEAU
1912-1968

[Retour à la table des matières](#)

1912	Naissance à Montréal (21 mars). Fils d'Arthur Laurendeau et de Blanche Hardy.
1933	Participe à la fondation du mouvement Jeune-Canada.
1934	Début de sa collaboration à la revue <i>L'Action nationale</i> .
1935	Épouse Ghislaine Perrault, fille d'Antonio Perrault, avocat, et de Marie-Marguerite Mousseau (4 juin). Séjourne à Paris.
1937	Devient directeur de la revue <i>L'Action nationale</i> . Il occupe cette fonction jusqu'en 1943.
1942	Agit à titre de secrétaire général de la Ligue pour la défense du Canada et également à titre de secrétaire du Bloc populaire canadien.
1943	Chef de l'aile québécoise du Bloc populaire canadien.
1944	Élu député du Bloc populaire à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montréal-Laurier. Ne s'est pas représenté en 1948.
1947	Éditorialiste et rédacteur en chef adjoint au journal <i>Le Devoir</i> jusqu'en 1957.
1949	Redevient directeur de <i>L'Action nationale</i> jusqu'en 1954 et membre du

Conseil de direction jusqu'en 1962.

- 1956 Anime l'émission télévisée «Pays et merveilles» à Radio-Canada jusqu'en 1962.
- 1957 Nommé directeur au *Devoir*.
- 1960 Collabore au *Magazine Maclean* jusqu'en 1966.
- 1963 Nommé coprésident, avec Davidson Dunton, de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.
- 1965 Dépôt du *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*.
- 1968 Décédé à Ottawa le 1^{er} juin à l'âge de 56 ans.

[291]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

Michel Lévesque

[Retour à la table des matières](#)

La présente bibliographie regroupe les principaux ouvrages et articles écrits par André Laurendeau de même que les études portant sur ses activités politiques, journalistiques et littéraires.

Jusqu'à ce jour, les ouvrages portant sur Laurendeau ne furent pas tellement nombreux. À part deux biographies (Monière, 1983; Chantigny, 1984-1986), trois mémoires de maîtrise (Behiels, 1969; Durand, 1969; Onu, 1974), les actes d'un colloque (Pirotte, 1989) et un article de revue (Guay, 1968) on compte très peu d'études sur les différentes étapes de sa carrière. Pourtant, il serait certainement intéressant d'approfondir son rôle au sein de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme - au fait combien se sont attardés à analyser les tenants et les aboutissants de cette «plus importante commission d'enquête dans l'histoire politique contemporaine du Canada» aux dires de Lysiane Gagnon - de son rôle en tant que leader nationaliste, tantôt à *L'Action nationale*, tantôt au journal *Le Devoir*. Toutefois, sur son activité journalistique, on consultera avec intérêt l'étude de Michael Behiels (1985).

Son rôle à la Commission B. B. et sa carrière journalistique sont sans doute les deux aspects les moins étudiés. Sa carrière politique et sa carrière d'écrivain ont retenu davantage l'attention. Dans le premier cas on connaît son rôle au sein du Bloc populaire (Comeau, 1982) ainsi qu'au sein du mouvement des Jeune-Canada (Chouinard, 1984). Mais que sait-on de ses activités au sein de la Ligue pour la défense du Canada, de son engagement au sein du Rassemblement démocratique, ou encore, au sein de l'Ordre de Jacques-Cartier? Dans le deuxième cas, la majorité des pièces de

théâtre ont fait l'objet de recensions ou de critiques. Mais on ne compte toujours pas d'étude sur l'ensemble de son œuvre d'écrivain.

Ainsi, il serait intéressant d'approfondir l'analyse de son discours à différentes périodes de sa vie: celui de *L'Action nationale* pour les années 1930-1940, du *Devoir* pour les années 1950 et celui du *Magazine Maclean* pour les années 1960. De plus, sa carrière à la télévision comme commentateur de l'actualité politique et animateur de l'émission «Pays et merveilles» constitue un des aspects les moins connus de ce personnage.

Quant à ses écrits, il semble que les Canadiens anglais s'y soient intéressés plus que les Québécois. Depuis son décès, en 1968, deux [292] recueils d'articles ont été publiés en anglais (Laurendeau, 1973; Cook et Behiels, 1976). En français, jusqu'à tout récemment, seules ses chroniques parues au début des années soixante dans le *Magazine Maclean* ont été publiées chez HMH (Laurendeau, 1970). En 1988, paraissait un petit recueil de textes partant sur l'éducation (Laurin). À quand la publication de recueils de ses meilleurs éditoriaux dans *Le Devoir* et d'une compilation par thèmes de ses textes à *L'Action nationale*? Dans ce dernier cas soulignons que ses principaux articles à *L'Action nationale*, de 1933 à 1944, ont été répertoriés et résumés très brièvement dans Thwaites (1981). Enfin, soulignons l'initiative de VLB Éditeur, la publication du journal personnel qu'a tenu Laurendeau durant ces années de vie nomade au sein de la Commission B. B. (1964-1967). Quant à ses archives personnelles, rappelons qu'elles sont conservées au Centre Lionel-Groulx, situé sur la rue Bloomfield à Outremont. M^{me} J. Rémillard présente ici ce fonds d'archives.

En ce qui a trait à la présente compilation, nous n'avons pas procédé au dépouillement systématique des différents instruments bibliographiques. Nous avons, par contre, utilisé abondamment la bibliographie de Philippe Houyoux (1975) de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Finalement, dans le cadre de ce travail, j'ai pu compter sur l'aide et la collaboration de différentes personnes. Je pense ici à M. Robert Comeau, professeur au département d'histoire à l'Université du Québec à Montréal, à M^{me} Juliette Rémillard, qui était à l'Institut d'histoire de l'Amérique française de même qu'à M. Gaston Deschênes, responsable de la Division de la recherche à l'Assemblée nationale. Je les remercie sincèrement.

[293]

ANCTIL, Pierre (1988), «*Le Devoir*», *les Juifs et l'Immigration. De Bourassa à Laurendeau*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 170 p.

ANGERS, François-Albert (1962), «André Laurendeau n'a rien prouvé», *L'Action nationale*, vol. 51, no 7 (mars), pp. 624-628.

ARÈS, Richard (1968), «André Laurendeau et la commission B.B.», *Relations*, n° 329 (juillet-août), pp. 210-212.

BEAULNE, Guy (1963), «Marie-Emma d'André Laurendeau», *Livres et auteurs canadiens*, p. 43.

_____(1961), «Le théâtre en 1961», *Livres et auteurs canadiens*, pp. 29-31.

BEHIELS, Michael D. (1985), *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Kingston et Montréal, McGill-Queen's University Press, 366 p.

_____(1983-1984), «The Bloc populaire canadien: The Anatomy of Failure, 1948-1958», *Revue d'études canadiennes*, vol. 18, (hiver), pp. 45-74.

_____(1982), «The Bloc populaire canadien and the Origins of French-Canadian Neo-Nationalism, 1942-1948», *Canadian Historical Review*, vol. 63 (décembre), p. 487-512.

_____(1969), *The Social and Political Ideas of André Laurendeau*, mémoire de maîtrise, Edmonton (Alb.), University of Alberta, 220 p.

BONENFANT, Jean-Charles (1962), «La crise de la conscription d'André Laurendeau», *Livres et auteurs canadiens*, p. 87.

BOBET, Jacques (1961), «À propos de *Deux femmes terribles* d'André Laurendeau», *Liberté*, vol. 3, n° 5 (novembre), pp. 729-731.

CHALOULT, René (1969), «André Laurendeau», dans *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, pp. 147-174.

CHAMBERLAND, Paul (1965), «Un dangereux extrémiste: le Laurendeau-Danton (sic)», *Parti Pris*, vol. 2, n° 8 (avril), pp. 54-57.

CHANTIGNY, Louis (1984, 1985, 1986),

1 - «André Laurendeau, journaliste, ou l'incandescence sous le givre»;

2 - «Laurendeau arrive à Paris en pleine crise historique», *L'Incunable* (Bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec) (mars), pp. 7-15;

3- «André Laurendeau à Paris, ou l'effervescence intellectuelle» (septembre), pp. 6-13;

4 - «André Laurendeau à Paris, ou le statut de l'intellectuel» (mars 1985), pp. 10-18;

5 - «André Laurendeau à Paris, ou l'histoire de l'intellectuel» (septembre 1985), pp. 14-22;

6 - «Laurendeau à Paris ou un intellectuel à la recherche de sa définition... » (mars 1986), pp. 26-37;

7 - «Laurendeau à Paris ou l'intellectuel «non conformiste» (juin-septembre 1986), pp. 36-47.

[294]

CHAPUT-ROLLAND, Solange (1984), «André Laurendeau», dans *Regards 1983-1984. Le mystère Québec*, Montréal, Pierre Tisseyre, pp. 65-74.

CHOUINARD, Denys (1986), «Des contestataires pragmatiques: les Jeune-Canada, 1932-1938», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 1 (été), pp. 5-28.

_____ «André Laurendeau. Une vie d'enfer» dans *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, vol. 4, Montréal, Fides, 1984, pp. 922-923 (critique).

_____ «André Laurendeau. Voyages au pays de l'enfance» dans *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, vol. 4, Montréal, Fides, 1984, p. 967.

_____ «André Laurendeau. *Ces choses qui nous arrivent*» dans *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, vol. 5, Montréal, Fides, 1984, pp. 117-118.

_____ (1984), *Les Jeune-Canada: un mouvement contestataire des années 1930*, mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, département d'histoire, 172 p.

COMEAU, Paul-André (1982), *Le Bloc populaire 1942-1948*, Montréal, Québec/Amérique, 478 p.

_____ (1990), «Préface» au *Journal d'André Laurendeau*, VLB (à paraître).

COOK, Ramsay et Michael D. BEHIELS (Édits) (1976), *The Essential Laurendeau*, Toronto, Copp Clark Pub. (Issues in Canadian History), 256 p.

_____ (1968), «André Laurendeau», *Canadian Forum*, vol. 48 (juillet), pp. 76-77.

_____ (1962), «André Laurendeau: Canadien ou *Canadian?* », *Canadian Forum*, vol. 42 (avril), pp. 8-11.

DE BELLEFEUILLE, Pierre (1963), «Éditorial: La Commission Laurendeau-Dunton: bon départ malgré l'inévitable malentendu», *Magazine Maclean*, vol. 3, no 9 (septembre), p. 4.

DESBIENS, Jean-Paul (1984), «Grâce à André Laurendeau, je suis devenu le frère Untel», *L'Incunable* (Bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec), 18^e année, n° 1 (mars), pp. 15-17.

DURAND, Gilles (1969), *La pensée économique, sociale et politique d'André Laurendeau (1947-1959)*, mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, département d'histoire, 205 p.

_____(1969), «La pensée socio-économique d'André Laurendeau», dans Robert COMEAU (dir.), *Économie québécoise*, Sillery (QC.), Presses de l'Université du Québec, pp. 485-495.

[295]

FORTIN, Lucienne (1978), «Les Jeune-Canada», dans Fernand DUMONT, Jean HAMMELIN et Jean-Paul MONTMINY (dir.), *Idéologies au Canada français 1930-1939*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, *Histoire et sociologie de la culture*, no 11, pp. 215-233.

GAREAU-CHENÉ, Louise (1972), *L'évolution des idées de André Laurendeau avant la fondation du Bloc populaire*, mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 96 p.

GAUVIN, Lise (1970), «Théâtre d'André Laurendeau», *Livres et auteurs québécois*, Montréal, Éditions Jumonville, pp. 95-97.

GUAY, Jacques (1968), «André Laurendeau ou l'histoire d'un nationaliste», *Magazine Maclean*, vol. 8, n° 1 (janvier), pp. 9-11, 34-37 et 39.

HOUYOUNX, Philippe (dir.) (1975), «André Laurendeau», dans *Théâtre québécois: M. Dubé, J. Ferron, G. Gélinas, G. Lamarche, J. Languirand, A. Laurendeau, F. Leclerc, Y. Thériault. Bibliographies de travail*, Trois-Rivières, Bibliothèque de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Centre bibliographique, pp. 118-135.

KEMPF, Yverri (1961), «André Laurendeau, auteur dramatique primé», *Cité libre*, vol. 11, n° 33 (janvier), p. 25-26.

- LACOSTE, Paul (1990), «André Laurendeau et la Commission Laurendeau-Dunton» dans *Journal d'André Laurendeau*, VLB Éditeur (mars 1990).
- LAPOINTE, Paul-Marie (1968), «André Laurendeau», *Magazine Maclean*, vol. 8, n° 7 (juillet), p. 4.
- LAURENDEAU, André (1980), «La théorie du Roi nègre (1958), dans Gérard BOIS-MENU, Laurent MAILHOT et Jacques ROUILLARD (dir.), *Le Québec en textes 1940-1980*, Montréal, Boréal, pp. 105-107.
- _____ (1977), «Occupied Country», traduit par Philip Stratford, dans Gary GEDDES (Édit.), *Divided We Stand*, Toronto, Peter Martin Associates, pp. 176-179.
- _____ (1973), *André Laurendeau: Witness for Quebec: Essays*, textes choisis et traduits par Philip Stratford, Toronto, Macmillan, 290 p.
- _____ (1972), «Derniers échos d'un grand débat», dans Guy BOUTHILLIER et Jean MEYNAUD (dir.), *Le choc des langues au Québec 1760-1970*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, pp. 626-628.
- _____ (1972), «Réponse de M. André Laurendeau à la Société royale du Canada. Essai», *Écrits du Canada français*, vol. 35, p. 57-64.
- _____ (1971), «Les deux valse (théâtre)», *Écrits du Canada français*, vol. 33, pp. 11-41.
- _____ (1970), *Ces choses qui nous arrivent. Chronique des années 1961-1966*, Montréal, Hurtubise HMH (coll. Aujourd'hui) 343 p.
- _____ (1970), *Théâtre: Deux femmes terribles. Marie-Emma. La vertu des chattes*, Montréal, Hurtubise HMH (coll. L'Arbre), 241 p.
- [296]
- _____ (1970), «Devenir grands par l'excellence», dans Comité Canada, *Le séparatisme ? Non ! 100 fois non !* Montréal, Les Presses Libres, p. 114.
- _____ (1969), «Is There a crisis of Nationalism ?», dans Ramsay COOK (Édit.), *French-Canadian Nationalism. An Anthology*, Toronto, Macmillan, pp. 257-275
- _____ et A. Davidson DUNTON, (1967- 1969), *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, 3 vol., Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- _____ (1967-1969), *Report of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism*, 3 vol., Ottawa, Imprimeur de la Reine.

- _____ (1967), «Pour une enquête sur le bilinguisme», *Le Devoir*, 8 décembre, p. 4.
- _____ (1965), *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 217 p.
- _____ et A. Davidson DUNTON (1965), *A Preliminary Report of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 211 p.
- _____ (1965), *Une vie d'enfer*, Montréal, Hurtubise HMH (coll. L'Arbre, n° 8), 197 p,
- _____ (1965), «Préface», dans Jean Paul DESBIENS, *The Impertinences of Brother Anonymous*, traduit par Miriam Chapin, Montréal, Harvest House, 126 p.
- _____ (1964), «On Biculturalism; Digest of Address», *World Affairs*, vol. 29 (mai-juin), pp. 21 et 31.
- _____ (1963), «Marie-Emma (téléthéâtre)», *Écrits du Canada français*, vol. 15, pp. 9-102.
- _____ (1963), «Neither Angels nor Fools», *Canadian Forum*, vol. 43, (décembre), pp. 3-4.
- _____ (1963), «The Silence of English Canada», *Canadian Forum*, vol. 43, (juillet), pp. 77-78.
- _____ (1963), «A Search for Balance», *Canadian Forum*, vol. 43 (avril), pp. 3-4.
- _____ (1962), *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 157 p.
- _____ «Henri Bourassa», dans Robert L. McDOUGALL (Édit.), *Our Living Tradition*, 4^e éd., Toronto. Publié conjointement avec l'Université Carleton University, University of Toronto Press, pp. 135-158.
- _____ (1962), «Le Canada, une nation ou deux ?», dans *Le Congrès des Affaires canadiennes 1961, Le Canada, expérience ratée... ou réussie ? The Canadian Experiment, Success or Failure ?* (organisé par l'Association générale des étudiants de l'Université Laval), Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 71-87.
- _____ (1962), «Condamnés à vivre ensemble», *Liberté*, vol. 4 (avril), pp. 269-274.
- _____ (1961), «Deux femmes terribles (théâtre)», *Écrits du Canada français*, vol. 11, pp. 9-89.
- [297]
- _____ (1960), «Préface», dans *Les insolences du frère Untel*, Montréal, Éditions de l'Homme, pp. 15-16.
- _____ (1960), *Voyages au pays de l'enfance*, Montréal, Beauchemin, 218 p.

- _____(1960), «Quebec : Hopes and Fears of the New Regime», *Saturday Night*, vol. 75 (23 juillet), pp. 12-15.
- _____(1959), «*La vertu des chattes* (théâtre)», *Écrits du Canada français*, vol. 5, pp. 115-146.
- _____(1956), «Sur la télévision et les Canadiens français», *Queen's Quarterly*, vol. 63 (été), pp. 277-285.
- _____(1948), *La centralisation et la guerre*, Montréal, Le Bloc populaire canadien, 26 p.
- _____(1945), *Ce que nous sommes* (Conférence prononcée sous les auspices de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, au Château Laurier le 23 juin 1945), Ottawa, Éditions Outaouaises, Imprimerie Le Droit, 32 p.
- _____(1944), «Quebec Election», *Canadian Business*, vol. 17 (août), pp. 38-40 et 112.
- _____(1942), «Can Quebec Veto the Draft ?», *Saturday Night*, vol. 57, 17 janvier, p. 7.
- _____(1941), *Alerte aux Canadiens français!*, Montréal, Editions de L'Action nationale (Actualités, 1), 28 p.
- _____(1939), *Nos maîtres de l'heure: l'abbé Lionel Groulx*, Montréal, Éditions des Amis de Saint-François, 39 p.
- _____(1939), *Notre nationalisme*, Montréal, *Le Devoir*, Tracts Jeune-Canada, n° 5, 52 p.
- _____LAURENDEAU, André et al. (1933), *Politiciens et Juifs* («Les cahiers des Jeune-Canada», n° 1), s. l., s.é., 67 p.
- LAURENDEAU, Francine (1984), «Mon père ce héros au sourire si doux», *L'Incunabule* (Bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec), 18^e année, n° 1 (mars), p. 11 - 15.
- LAURENDEAU, Yves (1984), «En guise de supplément au *Laurendeau de Monière*, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 1.
- LAURIN, Suzanne (dir.) (1988), *André Laurendeau, artisan des passages* (recueil de textes d'André Laurendeau sur l'éducation), Montréal, Hurtubise HMH, 126 p.
- LÉGER, Jean-Marc (1968), «André Laurendeau ou la passion de la liberté et de l'intelligence», *Québec 1968*, vol. 5, n° 14 (octobre), pp. 22-23.
- LE DEVOIR (1968), «André Laurendeau 1912-1968», *Le Devoir*, 10 décembre, p. 5.

MAGAZINE MACLEAN (1963), «Portrait», *Magazine Maclean*, vol. 76 (7 septembre), p. 14.

MÉNARD, Jean (1965), «Une vie d'enfer d'André Laurendeau», *Livres et auteurs canadiens*, pp. 43-44.

MONETARY TIMES (1967), «Portrait», *Monetary Times*, vol. 135 (février), p. 17.

MONIÈRE, Denis (1983), «André Laurendeau, retour d'Europe», *L'Action nationale*, vol. 73, n° 4 (décembre), pp. 295-313.

[298]

_____(1983), *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec/Amérique, 347 p.

ONU, Tom (1974), *L'aspect nationaliste et politique de la pensée d'André Laurendeau, 1959-1963*, mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 73 p.

PARIZEAU, Alice (1968), «Un des seuls qui n'ait pas déçu: André Laurendeau», *Liberté*, n° 57 (mai-juin), pp. 163-168.

PELLETIER, Gérard (1989), «Le coup d'envoi. L'éditorial de Laurendeau met en branle un mouvement d'opinion», *Langue et société*, «Dossier spécial: 25 ans après la Commission B.B. (revue du Commissariat aux langues officielles), n° 27 (été), p. D-9-D-10.

_____(1984), «Comment j'ai connu André Laurendeau ?», *L'Incunable* (Bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec), 18^e année, n° 1 (mars), pp. 18-21.

POIROTTE, Nadine (dir.) (1989), *Penser l'éducation. Nouveaux dialogues avec André Laurendeau*, Montréal, Boréal, 233 p.

RYAN, Claude (1973) «André Laurendeau», *Revue d'études canadiennes*, vol. 8, n° 3 (août), p. 3-7.

SAINT-ONGE, Paule (1966), «Du triste pays des adultes au doux pays de l'enfance», *Chatelaine*, vol. 7, n° 3 (mars), p. 17.

SHERRIN, P. M. (1975), compte rendu de «Witness for Quebec», *Canadian Historical Review*, vol. 56, n° 1 (mars), pp. 76-77.

THWAITES, James D. (dir.) (1981), *Les revues nationales et les idéologies au Québec: «L'Action nationale (1933-1944)»: un guide analytique*, Québec, dé-

partement des relations industrielles, faculté des sciences sociales, Université Laval, 287 p. (recension des articles d'André Laurendeau, pp. 167-182).

WYCZYJNSKI, Paul (1970), «Pour ceux qui ont connu ou qui ne connaissent pas André Laurendeau», *Livres et auteurs québécois*, Montréal, Éditions Jumonville, pp. 222-225.

[299]

ANDRÉ LAURENDEAU.
Un intellectuel d'ici.

ANNEXES

Le Fonds d'archives de la famille
ANDRÉ-LAURENDEAU

*Juliette Rémillard*¹⁷⁴

[Retour à la table des matières](#)

Avant l'instauration officielle du Centre de recherche Lionel-Groulx, une petite voûte, au 261 de l'avenue Bloomfield, à Outremont, recelait quelques trésors d'archives privées recueillies par Lionel Groulx lui même, auprès d'amis ou au cours de ses recherches et déplacements. Le jour où M^{me} Laurendeau offrit à la Fondation tous les «papiers» de son mari, André Laurendeau, le Centre de recherche prenait corps et vie. Les fils Laurendeau vinrent eux-mêmes déposer ces archives à Outremont. Ce fut l'un des premiers grands fonds - si l'on ne compte pas celui de Groulx - que nous avons eu à débroussailler et à classer.

Répertoire

Le répertoire s'intitule *Répertoire numérique détaillé de la Collection André-Laurendeau*. Si l'on s'en tient aux termes archivistiques, il faudrait parler de groupe de fonds, puisque cette collection est plutôt un ensemble de fonds de même nature ou conservant une matière analogue et pourvus d'un même système de cotation. Ou plus simplement: *Fonds Famille André-Laurendeau*.

¹⁷⁴ M^{me} Juliette RÉMILLARD a été secrétaire de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* de 1947 à 1978. Secrétaire de la Fondation Lionel Groulx depuis 1956, elle a été directrice du Centre de recherche en histoire de l'Amérique française de 1978 à 1989.

Contenu

Le *Répertoire* relève douze fonds différents. Outre le Fonds André Laurendeau et celui de Ghislaine Perrault-Laurendeau, son épouse, on y retrouve également ceux de ses parents, les Fonds Arthur-Laurendeau et Blanche Hardy-Laurendeau, ceux de ses beaux-parents, les Fonds Antonio et Marguerite Mousseau-Perrault, ainsi que les fonds partiels des six enfants du couple, Francine, Jean, Yves, Olivier, Geneviève et Sylvie.

On ne peut ignorer l'ampleur des liens qui unissent les membres de ces familles. Arthur Laurendeau, père d'André et Antonio Perrault, [300] père de Ghislaine, ont été intimement mêlés aux mouvements nationalistes des années 1920-1950, tels L'Action française et sa revue, l'Action nationale et sa revue, la Ligue pour la défense du Canada, le Bloc populaire canadien.

Il serait bon de souligner ici l'analogie qui existe entre les divers fonds de notre Centre de recherche Lionel-Groulx.

État matériel du fonds

Ce fonds d'archives comprend 88 boîtes de 12,5 cm pour le fonds personnel d'André Laurendeau; 73 boîtes sur la Commission Laurendeau-Dunton, couvrant une superficie totale de 20,12m, le tout conservé dans des chemises et boîtes sans acide. Le fonds est surtout composé de manuscrits, de correspondance, de documents officiels. Deux bobines des articles d'André Laurendeau parus dans *Le Devoir*; une bobine contenant les hommages posthumes en 1968; des disques de causeries de Laurendeau au Bloc populaire, des rubans magnétiques de la première *Marie-Emma*, pièce de théâtre, neuf spicilèges d'articles de journaux classés chronologiquement, des photos.

André Laurendeau fut, dans sa trop courte vie, journaliste, écrivain, dramaturge, homme politique, commissaire à la Commission Laurendeau-Dunton. Malgré la diversité de sa carrière, il est tout de même facile, à travers les documents que nous possédons, de suivre l'homme, étape par étape.

Jeune-Canada (1933-1935)

André Laurendeau fut membre-fondateur des Jeune-Canada. Cette sous-série comprend le «Manifeste de la jeune génération», le serment d'engagement à la cause et les tracts imprimés des Jeune-Canada. Il existe, dans nos archives, un autre fonds sur le même sujet.

Action nationale (1919-1943)

Directeur de la Ligue d'Action nationale depuis 1935 et directeur de la revue de 1937 à 1942, il va sans dire que cette sous-série comporte surtout l'administration courante de *L'Action nationale*, registre d'abonnements, correspondance, manuscrits de brouillons d'articles, des dossiers sur le concours intercollégial de 1938-1941.

[301]

Ligue pour la défense du Canada (1939-1943)

Pour canaliser les forces d'un groupe d'associations et de personnes opposées à la conscription, en 1939, une ligue s'organise qui portera le nom de Ligue pour la défense du Canada. Le docteur Jean-Baptiste Prince en accepte la présidence; André Laurendeau le secrétariat. Un manifeste, des résolutions, un plébiscite sont distribués à des milliers d'exemplaires. Un «non» retentissant courut d'un bout à l'autre du Canada français comme réponse au plébiscite. On y trouve une correspondance originale venant des diverses régions de la province, la liste des adhésions avec signatures et d'articles de journaux.

Bloc populaire canadien (1943-1947)

Le Bloc populaire canadien a été officiellement lancé le 8 septembre 1942. Quelques mois plus tôt, le Dominion du Canada a été secoué par l'une des plus graves crises de son histoire. Le pays s'est scindé en deux blocs, lors du plébiscite sur la conscription du gouvernement fédéral. En 1942, un parti se dresse contre cette mesure du service outre-mer décrétée par Ottawa. La nouvelle formation s'élève aussi contre l'effort de guerre, jugé démesuré. Le Bloc populaire a un leader national dans

la personne de Maxime Raymond, député de Beauharnois aux Communes, et un leader provincial, André Laurendeau, qui deviendra député de Montréal-Laurier (1944-1948).

La correspondance de cette sous-série vient de 472 correspondants et se compose principalement de lettres relatives aux élections dans le comté de Laurier, Stanstead-Cartier, à l'imbroglia Hamel-Gouin-Chaloult au sein du parti et à la démission d'André Laurendeau du Bloc populaire canadien.

Les documents du Bloc populaire, parti politique, portent essentiellement sur l'organisation, la définition et la doctrine de ce parti: programme du Bloc, projets, procès-verbaux, causeries d'André Laurendeau, démission.

Les dossiers-sujets établissent les thèmes traités par le BPC, motions, amendements et bills sur l'allocation familiale, l'autonomie des provinces, la moralité publique, le logement, les routes du Québec, etc.

302

***Le Devoir* (1947-1967)**

André Laurendeau est éditorialiste et rédacteur en chef adjoint au *Devoir* dès 1947, et rédacteur en chef de 1957 à 1967.

Cette sous-série porte sur le contenu et la rédaction du *Devoir*, les procès-verbaux, les Amis du *Devoir*, le code d'éthique professionnelle, un rapport confidentiel, la convention collective des journalistes.

Des bobines de microfilms des articles d'André Laurendeau parus dans *Le Devoir* 1947-1967 avec deux index chronologiques assurent la documentation nécessaire à cette période.

Commission Laurendeau-Dunton (1963-1969)

La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a été créée par un arrêté en conseil du 19 juillet 1963, aux fins suivantes:

- Faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada;

- Recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après les principes de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada; prendre les mesures pour sauvegarder cet apport.

André Laurendeau, président conjoint, souhaitait que le dialogue s'établisse à l'échelle nationale. Le fonds est considérable: 68 boîtes de documents manuscrits et photocopies - régie interne, correspondance, rapports annotés par André Laurendeau, audiences officielles, conférences, etc. - À souligner les notes personnelles et les notes de Léon Dion (20 décembre 1968): «Deux optiques de Léon Dion».

Un journal annoté par André Laurendeau de 312 pages couvre la période du 20 janvier 1964 au 11 juillet 1964, réflexions pertinentes au cours de ses nombreux déplacements, intitulé *Journal des rencontres avec les premiers ministres provinciaux*. Une seconde partie, du 20 avril 1966 au 3 décembre 1967, comprend 130 pages.

De nombreux rapports sont nés de la Commission Laurendeau-Dunton, rapports touchant l'éducation, la politique, les groupes ethniques, la vie culturelle, le monde du travail, etc. C'est ce qui constitue la richesse fondamentale des documents de cette Commission, sans oublier le journal de voyage d'André Laurendeau.

[303]

André Laurendeau - conférencier, écrivain (1939-1969) **Radio-télévision**

André Laurendeau a œuvré tant à la radio qu'à la télévision. C'est ainsi que l'on retrouve une quarantaine de textes d'émissions radiophoniques sur les grands événements de l'heure présentés, soit à CBS Weekend Review ou à la radio française, Edmonton.

Animateur de télévision, il a réalisé «Pays et merveilles» de 1952 à 1961 et l'actualité politique de 1961-1962: «L'Événement».

Les textes manuscrits et dactylographiés de certaines émissions portant sur des sujets divers totalisent de 411 pages.

André Laurendeau - dramaturge (1953-1966)

André Laurendeau a écrit diverses pièces de théâtre, entre autres, *Deux femmes terribles*, *Marie-Emma*, *La vertu des chattes*. Manuscrits et textes dactylographiés de ces pièces de théâtre présentées soit à la télévision, soit au théâtre, et contrats appropriés, constituent cette série.

André Laurendeau - écrivain (1933-1968)

Manuscrits des différents ouvrages écrits par André Laurendeau, manuscrits d'allocutions et de conférences forment une partie originale de la collection, soit 1266 pages. Manuscrits d'articles sur des sujets tels l'antisémitisme, la coopération, le nationalisme, la morale, la foi et autres sujets, parus dans le *Devoir*, le *Maclean* ou ailleurs, forment un total de 1 333 pages.

Des dossiers-sujets sur des thèmes parallèles qui lui servaient de complémentarité ou de sources de référence sont contenus dans cinq boîtes.

André Laurendeau - vie intime (1919-1967)

Il existe une correspondance abondante, classée par ordre chronologique, avec un index des personnes, entre André Laurendeau et sa famille: père, mère, oncles et tantes.

Il y a aussi, entre André Laurendeau et Ghislaine Perrault, qui deviendra sa femme, une correspondance qui est un véritable roman [304] d'amour, de candeur naïve, de sentiments frustrés et de tendresse véritable. Chacun sait l'opposition de M^e Perrault au mariage de sa fille à André, au point de faire voyager celle-ci en Europe pour «lui changer les idées». C'est ce qui donne naissance à cette correspondance, au-delà de 112 lettres pour cette période seulement. Son fils Jean en aurait une autre série moins volumineuse, sans doute, pour l'année 1932.

André Laurendeau - documents personnels (1925-1967)

Cette série de documents comprend des journaux intimes datant d'aussi loin que 1926-1927, alors qu'André Laurendeau n'a que quatorze ans, d'autres de 1937-1938, un journal de retraite de 1928, des notes et impressions d'un voyage dans l'Ouest

canadien (15 septembre-25 octobre 1955), des feuilles éparses de réflexions personnelles.

Cahiers d'écoliers, bulletins scolaires, diplômes, documents administratifs sont regroupés sous ce même thème.

Fonds Ghislaine Perrault-Laurendeau (1919-1970)

Fille d'Antonio Perrault et de Marguerite Mousseau, née le 21 septembre 1911, Ghislaine épouse André Laurendeau le 4 juin 1935.

Ghislaine Perrault participa activement aux mouvements de la Farandole de Notre-Dame (association française ou équipe constituée dans l'amitié scout 1936-1939 et à la Voix des femmes, 1961-1968 (mouvement féminin pour la promotion de la paix dans le monde et l'amélioration des conditions économiques et sociales de l'humanité). Vice-présidente de la section de Québec en 1961, 1962 et 1963, les documents attestent sa participation.

Un journal. conjoint d'André et Ghislaine qui comporte trois cahiers (4 novembre 1932-12 juin 1936), un journal de retraite et de réflexions personnelles (1934-1935) font partie des documents personnels de Ghislaine Laurendeau, tout comme on peut y trouver des documents curriculaires, administratifs, donations, successions, etc.

[305]

Fonds Antonio-Perrault (1939-1953) et Marguerite Mousseau-Perrault (1906-1936)

Nous n'avons pu, jusqu'à ce jour, retracer les «papiers» de Me Antonio Perrault, avocat, père de Ghislaine, premier président de l'ACJC de 1904 à 1908, collaborateur de Groulx à L'Action française où il a joué un rôle prépondérant. Il s'agit donc ici de documents recueillis par André et sa femme, qui ne couvrent que 6 cm.

De même, nous trouvons la correspondance de sa femme, Marguerite Mousseau, fille de Joseph-Alfred Mousseau, premier ministre de la province de Québec en 1882 et juge à la Cour supérieure en 1884, qu'il avait épousée le 11 avril 1910 et qui est décédée en 1936. Correspondance échangée entre son mari et ses enfants, Jacques, Odile et Ghislaine.

Un journal intitulé *Mon tous les jours*, La Malbaie, 1^{er} septembre 1898... forme un cahier de 92 pages. A souligner, un autre journal manuscrit du même auteur, *La vie et la mort de Francine*, une de ses filles décédée adolescente. Certains documents

remis par Me Panet-Raymond, époux d'Odile Perrault, font état de notes manuscrites sur le droit, en général, admission au Barreau, certificats d'études, etc., articles relatifs aux volumes de droit dont M^e Antonio Perrault est l'auteur.

Fonds Arthur-Laurendeau (1897-1963)
et Blanche Hardy-Laurendeau (1891-1957)

Arthur Laurendeau (1880-1963) et Blanche Hardy, sa femme, ont exercé tous les deux une carrière musicale. Arthur Laurendeau était professeur de chant, maître de chapelle à la Basilique de Montréal, fondateur et directeur de l'Orphéon de Montréal; Blanche Hardy, fille d'Edmond Hardy, aussi professeur de musique, enseigna le piano et devint accompagnatrice de concert. Ce qui explique l'ambiance musicale dans laquelle a vécu et vivra la famille d'André Laurendeau.

Arthur Laurendeau a aussi milité à la Ligue d'Action française et à L'Action nationale aux tout débuts. C'est la raison pour laquelle nous retrouvons ici, outre la correspondance de famille et des documents personnels, une autre correspondance accumulée durant le mandat d'André Laurendeau comme directeur de *L'Action nationale*, 1934-1937.

[306]

André Laurendeau - ses enfants (1936-1969)

Francine, fille aînée des Laurendeau, aujourd'hui journaliste, a fait un séjour d'études en Europe, ce qui nous vaut une correspondance volumineuse avec sa famille.

De même, Jean, musicien, professeur au Conservatoire de musique du Québec, en séjour d'études à l'étranger, a laissé une correspondance avec sa famille.

Yves, directeur des services pédagogiques au Cégep Maisonneuve, Olivier, avocat, Geneviève et Sylvie ont surtout reçu des lettres de leurs parents. Alors plus jeunes, ce ne sont que des bulletins scolaires, écrits d'enfants, quelques lettres qui composent leur fonds individuel.

Photographies (1933-1967)

Une section ne comporte que les photos d'André Laurendeau, de sa famille proche et lointaine, tout comme celles des Perrault et Laurendeau.

André Laurendeau est demeuré vivant dans le souvenir de bien des jeunes et des moins jeunes. La consultation fréquente de son fonds nous convainc de l'intérêt et de l'importance, sinon de la richesse de la pensée de celui que l'on qualifie d'intellectuel et d'humaniste «raffiné, à l'esprit largement ouvert à tous les aspects et à tous les mouvements de notre monde contemporain».

À preuve, *André Laurendeau, artisan des passages*, recueil de textes d'André Laurendeau sur l'éducation, choisis et présentés par Suzanne Laurin. C'est à la suite du colloque «Penser l'éducation avec André Laurendeau» que ces textes, pour la plupart puisés à même le Fonds André-Laurendeau, ont été publiés.

Louis Chantigny a fait paraître une série de 7 articles sur la vie intellectuelle d'André Laurendeau dans *L'Incunable*, bulletin de la Bibliothèque nationale du Québec (mars 1984-juin et septembre 1986), articles tirés, pour une bonne part, des documents du Fonds André-Laurendeau.

Denis Monière a utilisé à bon escient le Fonds dans *André Laurendeau et le destin d'un peuple*.

André Laurendeau a fait l'objet de deux colloques, l'un au cégep qui porte son nom et l'autre à l'UQAM à quelques mois d'intervalle. Il reste donc d'actualité. Ses archives renferment des trésors à exploiter.

Fin du texte